

Défiant les consignes des autorités politiques

Le chef d'état-major yougoslave menace d'« écraser » la sécession en Slovaquie

Armée fédérale ou serbe ?

L'ARMÉE a-t-elle déjà pris les choses en main en Yougoslavie ? Le nouveau président de la Fédération, M. Stipe Mesic, ne nie pas les propos - pour ne rien dire des agissements - tenus ces derniers jours par plusieurs officiers de haut rang ont de quoi inquiéter. Évoquant les combats qui se poursuivent dans certaines parties de la Slovaquie, les militaires affirment vouloir « aller jusqu'au bout », c'est-à-dire jusqu'à la capitulation du gouvernement indépendantiste de cette République.

Événement extrêmement rare, le chef de l'état-major, le général Blagoje Adzic, est apparu mardi 2 juillet à la télévision de Belgrade pour annoncer que ses troupes allaient « écraser l'ennemi » et le forcer à accepter un cessez-le-feu. Le fait qu'il ait également condamné les pourparlers en cours entre le gouvernement fédéral et les autorités de Ljubljana alors que les unités fédérales étaient « attaquées par tous les moyens » par la défense territoriale slovaque indique clairement que l'état-major n'a plus aucun respect pour les dirigeants civils, dont il dépend pourtant en théorie.

DEPUIS plusieurs années, l'armée observait presque silencieusement le réveil des nationalismes et la lente décomposition du pouvoir central. Elle s'était bornée à dire qu'elle ne tolérerait ni conflits interethniques, ni bain de sang, ni remise en cause des frontières. Mais on savait depuis longtemps que le cœur de cette « grande muette » - dont la plupart des officiers sont des Serbes - battait pour le numéro un serbe, M. Slobodan Milosevic et ses thèses nationalistes, voire hégémonistes.

Ce « penchant » est évident aujourd'hui comme il est évident que depuis vendredi dernier l'armée a outrepassé en Slovaquie les instructions qui lui avaient été données. Le premier ministre fédéral, M. Ante Markovic, l'a d'ailleurs admis en déclarant toute responsabilité dans les « dérapages » des derniers jours. Initialement, la mission des militaires était de contrôler les postes-frontières gardés par les Slovaques depuis la déclaration d'indépendance et de garantir ainsi les « frontières internationales » de la Yougoslavie. Mais les militaires sont allés beaucoup plus loin - raids aériens et attaques d'émetteurs radio en témoignent - et ont fait fi des appels à l'arrêt des combats lancés par la présidence fédérale, la CSCE, les Douze et Washington.

Le dépit de la hiérarchie militaire est d'autant plus grand qu'elle avait considérablement sous-estimé la capacité de résistance du peuple et des unités territoriales slovaques ainsi que ses propres faiblesses. Reste à savoir si cela va faire réfléchir les généraux de Belgrade ou va les entraîner dans une sanglante fuite en avant. Certains d'entre eux voudraient en effet tenter d'en finir aussi avec une Croatie indépendante. Ils savent pourtant que la garde nationale de cette République sécessionniste est beaucoup mieux équipée que les unités slovaques. Toutes les conditions d'une véritable guerre civile sont donc réunies.

La situation demeurait tendue en Slovaquie, mercredi matin 3 juillet, après les combats de la veille entre l'armée fédérale et des unités de la défense territoriale slovaque. A la demande du président de la fédération, M. Stipe Mesic, le gouvernement de Ljubljana a annoncé, mardi soir, un cessez-le-feu unilatéral, au moment même où le chef d'état-major, défiant

les consignes des autorités politiques, se disait déterminé à « écraser » la sécession. A Zagreb, l'armée a ouvert le feu sur des manifestants croates, faisant un mort. Une colonne de chars a quitté Belgrade dans la nuit en direction de la Croatie. Cependant, Washington a infléchi sa position, en faveur des revendications nationales des Républiques.

« Nous avons été contraints à cette guerre »

LJUBLJANA
de notre envoyée spéciale

L'armée fédérale menace la Slovaquie d'une nouvelle intervention militaire. Dans une allocution télévisée, mardi 2 juillet, le chef d'état-major, le général Blagoje Adzic, a affirmé que l'armée fédérale était en guerre avec la Slovaquie. « Nous avons été contraints à cette guerre, nous ferons donc la guerre, mais nous essaierons qu'elle soit la plus courte possible. » Accusant les dirigeants slovaques d'utiliser les méthodes les plus abominables dans ce conflit, il a annoncé que l'armée renforcerait ses moyens et ne fléchirait plus.

Lire aussi

- La tension en Croatie par MARIE-PIERRE SUBTIL
- La CEE se prépare à envoyer des observateurs
- Inquiétude en Autriche par WALTRAUD BARYU
- L'Allemagne, puissance protectrice des Slovaques et des Croates par LUC ROSENZWEIG
- Chez les émigrés de la rue Traversière, à Paris par JEAN PERRIN
- POINT DE VUE : Il faut sauver la Slovaquie par MILAN KUNDERA pages 3 et 4

Le général Adzic a par ailleurs reproché aux autorités fédérales d'exiger de l'armée de « traiter » avec les Républiques sécessionnistes tandis que la Slovaquie l'attaquait. Les critiques de l'état-major étaient sans doute adressées principalement au gouvernement fédéral et à son premier ministre, M. Ante Markovic, qui avait accusé l'armée d'avoir outrepassé les instructions. Le discours du chef d'état-major des forces armées yougoslaves a provoqué une véritable panique dans l'opinion publique, qui estimait mardi soir qu'il s'agissait d'une déclaration de guerre et d'un putsch militaire. En dépit d'un nouveau cessez-le-feu, la Slovaquie

a été le théâtre de nouveaux affrontements violents entre l'armée yougoslave et les forces slovaques, dont le bilan s'élevait à une dizaine de nouvelles victimes. L'accord entre les autorités fédérales et slovaques et les nouvelles pressions des Douze ont donc échoué. Craignant une nouvelle offensive de l'armée fédérale, les Slovaques ont renforcé les routes et les casernes et empêchant les troupes yougoslaves de se retirer avec leurs armes et leurs véhicules. L'aviation yougoslave a été utilisée à plusieurs reprises.

FLORENCE HARTMANN
Lire la suite page 4

Pour mieux lutter contre le chômage

M^{me} Aubry veut supprimer les stages inutiles

M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, a présenté, mercredi 3 juillet, devant le conseil des ministres, une communication sur l'emploi. Hormis l'amélioration de l'indemnisation du chômage partiel, celle-ci ne comporte pas de mesures nouvelles. Le gouvernement entend redéfinir les dispositifs existants afin de leur permettre de conduire plus facilement à un emploi, aussi modeste soit-il. Les stages de traitement social considérés comme inutiles seront supprimés.



Lire l'article d'ALAIN LÉBAUBE page 33

La traque des intégristes algériens

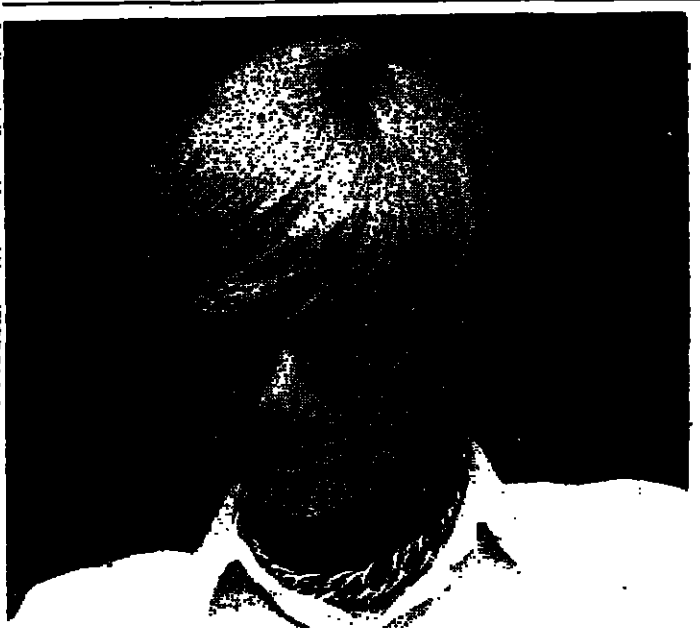
Perquisitions, arrestations, poursuites judiciaires : l'aile radicale du mouvement islamique a été démantelée

Le premier ministre, M. Sid Ahmed Ghazali, a confirmé, mardi 2 juillet, que MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, les deux dirigeants du FIS arrêtés, dimanche, à Alger, devront « répondre de leurs actes » devant les tribunaux. Il a annoncé qu'il réunira de nouveau les partis politiques « pour structurer le dialogue ».

ALGER
de notre correspondant
Le Front islamique du salut (FIS) donnait l'impression de ne pas y croire. Après avoir œuvré pour le renvoi du premier ministre, M. Mouloud Hamrouche, obtenu la promesse d'élections législatives « propres » et d'une élection présidentielle anticipée, rien ne semblait devoir limiter ses prétentions. Sur de sa force, encouragé par l'impunité dont il bénéficiait depuis si longtemps, il

se moquait des mises en garde de l'armée. Il a manqué de prudence. De perquisitions en arrestations, il est en voie de démantèlement. Autant le problème politique que posent les partisans du FIS ne peut pas être réglé par l'état de siège et ses mesures d'exception, autant les moyens policiers mis en branle par le pouvoir se révèlent efficaces dans la chasse aux militants islamistes.

GEORGES MARION
Lire la suite page 8



Cet été
Sagan s'amuse
avec Les Faux-fuyants chez Juillard

"C'est une comédie burlesque, hilarante, énorme. C'est un certain fou rire."
RENAUD MATIGNON "LE FIGARO LITTÉRAIRE"

Créateurs contre eurocrates

Auteurs et producteurs de télévision défendent face à Bruxelles les créations nationales

par Michel Colonna d'Istria

« La culture n'est pas une marchandise comme les autres et on ne doit pas la traiter comme telle » : force de cette citation de Jacques Delors, auteurs, artistes et une partie des producteurs de l'audiovisuel européen sonnent la levée en masse. Dans une pétition publiée par plusieurs journaux européens dont le Monde, un front d'organisations professionnelles, soutenues par une pléiade de célébrités du grand et du petit écran, de Fellini à Wim Wenders, de Claude Zidi à Louis Malle, de Krzysztof Zanussi à Luc Besson, en appellent solennellement à la Commission européenne, à son président et aux gouvernements des Douze pour défendre « les dispositifs nationaux qui garantissent la création » contre les technocrates de Bruxelles, soupçonnés des plus noirs desseins mercantiles.

Cette mobilisation n'intervient pas par hasard. Instruisant un

pré-contentieux introduit par TF1 et certains producteurs allemands, la direction du marché intérieur de la Commission a dans son collimateur le système français des quotas audiovisuels. Révisé par les « décrets Tasca » qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre, ce système obligera les télévisions françaises à programmer 60 % d'œuvres européennes et 50 % d'œuvres d'expression originale française.

Lire la suite page 36

ÉDUCATION • CAMPUS

- Le succès ambigu des bacs professionnels.
- Valence invente son université.
- Bonnet d'âne pour la politique.
- Point de vue : « Les matamores », par Jean-Yves Mériandol.

pages 13 à 15

Police

M. Bernard Grasset
nouveau directeur général

M. Bernard Grasset a été nommé directeur général de la police nationale, par le conseil des ministres, mercredi 3 juillet. Il remplace à ce poste M. François Roussely, homme-clé du ministère de l'intérieur depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981.

Lire page 11
l'article de ERICH INCIYAN

Régions

Cinquante conseillers
supplémentaires

Afin d'adapter les effectifs des conseils régionaux aux résultats du recensement de la population, le gouvernement a adopté mercredi 3 juillet un projet de loi créant cinquante postes supplémentaires de conseiller régional. Le ministre de l'intérieur a dû renoncer à son projet initial qui maintenait le nombre global de conseillers régionaux en modifiant leur répartition départementale.

Lire page 9
l'article de THIERRY BRÉHIER

Ghana

A pas comptés
sur la voie démocratique

M. Jerry Rawlings, le chef de l'Etat ghanéen, est en visite de travail en France. Il a réussi à assainir l'économie de son pays mais l'heure de la démocratie n'a pas encore sonné.

Lire page 8

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44

DÉBATS

Politique

Un système électoral pour les années 90

par Maurice Duverger

Le problème électoral ne sera jamais résolu en France s'il reste posé dans une vision à court terme : pour ne pas perdre les législatives de 1993 ou pour empêcher que l'opposition ne les gagne. Certes, il ne serait pas inutile d'éviter qu'une nouvelle cohabitation de style 1986-1988 vienne affaiblir l'Etat au moment où la Communauté européenne entre dans une phase nouvelle. Mais le rétablissement de la proportionnelle ressemblerait fort au pavé de lours : l'absence de majorité qui en résulterait poussant vers l'impuissance d'avant 1958 qu'un président élu au suffrage universel ne suffirait pas à compenser. N'oublions jamais qu'avec la proportionnelle et un chef de l'Etat ainsi désigné par le peuple, les gouvernements allemands ne dureraient en moyenne qu'un an de 1920 à 1933, comme durent les gouvernements finlandais depuis 1919.

Cependant, il ne serait pas inutile de réformer le mode de scrutin des législatives. On doit à tout prix préserver les deux avantages considérables du système actuel qui ont dérivé notre pays de l'aliénation des citoyens et de l'impuissance politique où il s'était enlisé sous la IV^e République : il permet de choisir l'équipe qui dirige le pays et il lui donne les moyens de décider. Sans eux, Paris cesserait de disposer de gouvernements aussi capables d'agir que ceux de Bonn et de Londres, pour s'aligner sur l'impotence de celui de Rome. Réduire la représentation des citoyens à un schéma dualiste, c'est une condition nécessaire pour obtenir de tels résultats.

Tout choix est binaire, et le refus de choisir conduit à l'inertie.

L'inconvénient du scrutin actuel n'est pas dans cette indispensable simplification. Il réside dans les effets nocifs de la rente de situation qu'il accorde aux partis traditionnels. Elle-même n'est pas inutile, en opposant un barrage aux agitations superficielles et aux modes passagers. Mais elle devient insupportable quand ses bénéficiaires restent aveugles et sourds à des mouvements profonds pour s'enfermer dans leurs querelles intestines. Telle est la situation quand les sondages font entrevoir que le Front national et les Verts obtiendraient chacun environ 14 % des suffrages, en cas de législatives prochaines, et quand les deux formations risquent de n'être pas - ou presque pas - représentées dans la future Assemblée nationale. Que près de 30 % des citoyens se trouvent ainsi privés d'expression politique, cela n'est pas admissible.

Pas de ravaudage

Mais cela ne justifierait pas que l'on condamne les trois autres quarts à subir des Parlements sans majorité, qui enlèveraient de nouveau la nation dans l'impuissance. La théorie des systèmes électoraux a suffisamment progressé depuis un demi-siècle pour qu'on ne soit plus obligé de revenir indéfiniment aux quelques vieux draps de rechange empiétés dans l'armoire de famille. Il serait encore plus vain de les ravaler en cousant ensemble deux moitiés de couleurs opposées, comme l'a fait M. Giscard d'Estaing en suggé-

rant d'appliquer simultanément le régime majoritaire dans les départements moins peuplés et la représentation proportionnelle dans les autres. On doute qu'une telle discrimination soit acceptée par le Conseil constitutionnel. L'exemple du Sénat ne peut faire jurisprudence, car il émane d'un suffrage restreint qui comporte bien d'autres inégalités et ne met pas en cause l'exercice de la souveraineté du peuple, principe fondamental de la République.

Un scrutin mixte égalitaire et moderne a été inventé en 1944 par des « politistes » américains pour la République fédérale d'Allemagne, où il donne de bons résultats. Chaque électeur dispose de deux bulletins. L'un pour un vote majoritaire à un tour dans une circonscription uninominale. L'autre pour choisir dans le cadre du Land entre des listes qui pourvoient la moitié des sièges de façon que le total de ceux obtenus par chaque parti dans les deux scrutins additionnels corresponde aux pourcentages des suffrages reçus par ses listes. Mathématiquement proportionnel, le système aboutit pratiquement à une dominante majoritaire, le tour unique conduisant à une bipolarisation rigoureuse qui a engendré deux grands partis (social-démocrate et démocrate-chrétien) dont l'hégémonie se reflète aussi dans le vote de liste. Ce mécanisme brutal fut nécessaire pour structurer la représentation dans un pays où le nazisme et la guerre avaient fait table rase.

Toute différente est la situation française en cette fin du vingtième siècle. La V^e République a engendré trois grandes formations, inexistantes ou déclinantes avant elle : le RPR, le Parti socialiste et l'UDF. Les deux premières s'épuisent actuellement en querelles tribales. La dernière se désagrége, pendant que l'affaiblissement des communistes réduit à moins de trois et demi la « bande des quatre » qui animait les institutions depuis plus de dix ans. En face d'elle, le Front national et les Verts occupent ensemble le quart du terrain électoral. Dans une telle situation, la proportionnelle risquerait d'entraîner une paralysie du Parlement comme aux plus beaux temps de 1946-1958. Quant à l'introduction d'un système du type de celui de la République fédérale, il aurait des résultats imprévisibles, probablement pires.

Un scrutin de liste à deux tours

Le maintien du système majoritaire actuel serait préférable, même si une nouvelle cohabitation troublerait ainsi les dernières années du mandat présidentiel de François Mitterrand. Peut-être lui permettrait-elle d'ailleurs de les terminer par une éblouissante démonstration d'habileté. Quel beau roman de politique-fiction pourrait-on écrire autour d'un ministre Barre-Delors, par exemple, chargé de construire l'Europe pendant que le duo Chirac-Giscard s'acharnerait à maintenir le château de cartes des « primaires » pour 1995 ! Mais les Français oublieraient-ils qu'ils ont inventé en 1982 un excellent système électoral pour les municipalités dans les moyennes et grandes communes, qu'on pourrait transposer sur le plan des législatives, où il éviterait à la fois la dislocation des majorités et l'éclosion du quart des électeurs ?

C'est d'abord un scrutin de liste qui partage exactement les sièges à pourvoir entre le mécanisme majoritaire et la représentation proportionnelle. C'est ensuite un scrutin à deux tours qui tend à des alliances faites devant les électeurs et sanctionnées par eux. Son mécanisme est très simple. Si une liste obtient au premier tour plus de la moitié des suffrages exprimés, elle reçoit la moitié des sièges à pourvoir dans la circonscription, et participe d'autre part

avec toutes les listes à la répartition proportionnelle de l'autre moitié. Dans le cas (le plus fréquent) où aucune liste n'obtient la moitié des suffrages exprimés, il y a un second tour, pour lequel la composition des listes peut être modifiée par l'entrée de candidats figurant au premier tour sur d'autres listes. Mais celles-ci doivent alors disparaître pour le second tour, et les candidats ayant figuré sur une même liste du premier ne peuvent se reporter que sur une liste du second. A ce dernier tour, la liste arrivée en tête obtient la moitié des sièges, et participe ensuite avec toutes les listes à la répartition proportionnelle de l'autre moitié.

Des régions à l'Europe

Avec un tel système, des partis tels que le Front national et les Verts seraient certains d'obtenir au moins la moitié des sièges qu'ils auraient eus avec une proportionnelle intégrale, c'est-à-dire beaucoup plus qu'avec le scrutin majoritaire. Mais ils en réuniraient d'autres s'ils entraient dans les alliances entre les deux tours - celles-ci étant même plus avantageuses que dans le système actuel. A l'intérieur de chacune, le plus faible serait moins pénalisé : le Parti communiste pourrait ainsi conserver un groupe parlementaire. Cependant, la formation d'une majorité stable serait aussi favorisée qu'aujourd'hui, sinon plus. La prime majoritaire de l'alliance victorieuse sur le plan national serait atténuée cependant par la prime obtenue dans les victoires départementales par l'alliance vaincue. D'après une simulation, cette proportionnelle mixte à deux tours aurait donné 75 % des sièges à la gauche avec 55,5 % des suffrages en 1981. Rappelons qu'en 1968, le système majoritaire actuel avait donné 73 % des sièges aux gaullistes avec 43,6 % des suffrages, ce qui représente un écart bien plus considérable.

Bien qu'il puisse y fonctionner sans difficultés majeures, le scrutin mixte à deux tours serait moins à l'aise dans le cadre des départements que dans celui des régions. L'adoption de ce dernier correspondrait à une modernisation des structures politiques locales. Pour les élections européennes, il sera substitué un jour au cadre national que la France utilise actuellement. Les députés au Palais-Bourbon et ceux du Parlement de Strasbourg auraient alors les mêmes circonscriptions, ce qui faciliterait leurs relations. Les régions étant par ailleurs appelées à développer leur action dans la Communauté, il serait utile aux rôles de devenir ainsi des centres importants de représentation et de pouvoir, notamment comme sièges à des fédérations de partis. Cela limiterait le risque de voir les présidents de conseils régionaux s'enfermer en potentialités locales.

Le général de Gaulle a doté la France d'un régime constitutionnel moderne, qui a montré son efficacité et sa démocratie, ce qui lui vaut des adeptes, à l'Est et à Rome notamment. François Mitterrand la doterait d'un régime électoral d'une égale modernité ? Nul ne peut assurer que le système décrit ci-dessus présenterait ces qualités, tant qu'il n'aura pas été adapté au niveau national et testé par l'expérience. Deux choses seulement paraissent évidentes : il serait plus ouvert à la représentation des mouvements nouveaux que le système majoritaire actuel et moins dangereux que la proportionnelle pour conserver aux citoyens le droit de choisir une équipe gouvernementale homogène et maintenir à celle-ci la capacité de prendre les décisions indispensables.

La gauche et la nation

Le spectacle du monde actuel, tel qu'il s'offre à l'observateur impartial que j'essaie d'être, est étrange. Que voyez-vous ? D'un côté, des peuples qui, partout, luttent pour se libérer des empires et faire entendre leur voix, de l'autre des « élites » politiques et culturelles qui, pas seulement à droite malheureusement, célèbrent les vertus du mondialisme (ce qui n'est pas l'internationalisme) et entonnent le psaume de l'ordre nouveau, pardon du nouvel ordre onusien. Je suis d'autant plus sensible à ce spectacle que, cinéaste français, rien ne me révolte plus que l'espèce d'américanisation honteuse à laquelle se trouvent aujourd'hui condamnés, *volens, volens*,

ceux d'entre mes confrères qui ne veulent pas être empêchés de travailler - j'en sais quelque chose !

Au projet mondialiste de « Big Brother », seuls peuvent faire échec le réveil des peuples et l'affirmation des nations. Le véritable « internationalisme », en tout cas tel que je le comprends, présuppose le « nationalisme », et ce n'est pas jouer sur les mots. Je sais bien que le concept même de nationalisme est devenu suspect à gauche depuis qu'il a été annexé et détourné par Maurras. Mais pourquoi la gauche s'est-elle abandonnée le nationalisme à la droite ? Car, enfin, le réveil des peuples et l'affirmation des nations tels que nous les voyons aujourd'hui et tels qu'ils furent aux alentours de 1848, d'où procédaient-ils, sinon de la Révolution française ?

Peuple, nation, patrie... Ces mots, qui ont encore un bel avenir, sont des mots de gauche. Ils sont même

TRAIT LIBRE



BIBLIOGRAPHIE

Lendemain de guerre

LE MUR ET LE GOLFE
de Joseph Rovani
Editions de Fallois
Paris 1991, 176 p., 90 F

DIAGONALE DU GOLFE
de Serge July, Grasset
Paris 1991, 252 p., 95 F

Au lendemain de la guerre, la réconciliation franco-allemande et l'unification de l'Europe étaient un acte de foi réservé à quelques pionniers. Joseph Rovani est de ceux-là et sa confiance dans l'Europe unie ne l'a jamais quitté.

Le Mur et le Golfe, écrit en janvier et février derniers presque au fil de l'actualité, trace un tableau d'un monde qui a basculé en quelques mois, entre le 9 novembre 1989 quand le mur de Berlin s'écroule, provoquant l'effondrement du régime communiste est-allemand, et le 2 août 1990 quand Saddam Hussein envahit le Koweït.

Dans ces deux événements, deux constantes : la réserve soviétique et l'absence de l'Europe. Confrontée à la libération de son glacie occidental, l'URSS n'a pas pu ou n'a pas voulu - « ce qui, écrit Joseph Rovani, est peut-être deux manières différentes de dire la même chose » - empêcher la réunification allemande, pour la plus grande confusion des Occidentaux, et M. Mitterrand était de ceux-là, qui comptaient sur Mikhaïl Gorbatchev pour freiner une évolution jugée trop rapide.

De même Moscou a lâché son allié traditionnel irakien pour payer son droit d'entrée dans la communauté internationale. Joseph Rovani qui professe une saine méfiance à l'égard de la diplomatie soviétique, pense que l'URSS a besoin d'une trêve dans sa rivalité avec l'Occident. Peut-être sous-estime-t-il ainsi la portée des changements intervenus depuis cinq ans, mais il a raison de souligner, d'une part, que l'Union soviétique reste une grande puissance et, d'autre part, qu'elle a toujours été plus habile à exploiter les faiblesses de l'Occident, que nous les siennes.

Pour ne pas craindre un isolement face à l'Union soviétique, l'Europe n'a qu'une solution : l'union. Une Europe aux dimensions du Vieux Continent, où les

nations qui aspirent à recouvrer leur indépendance seraient appelées à s'intégrer : « Un grand ensemble [...] dans le monde d'aujourd'hui, ce n'est pas seulement un avenir commun, ce sont aussi des passés mis ensemble, des différences qui parlent leurs langues conjuguées, des identités qui ne valent pas mieux que d'autres, mais qui procèdent d'origines communes [...], une Europe où le pouvoir serait ancré sur quatre niveaux : la commune, la région, l'Etat national et la fédération.

« Seul le changement permet de conserver l'essentiel : si les Français veulent demeurer Français, et les Allemands demeurer Allemands, il nous faut devenir Européens ensemble », écrit encore Joseph Rovani. Utopie que cette grande Europe de cinq cents millions d'habitants, trouvant son unité dans sa diversité ? Peut-être, comme était utopique, il y a plus de quarante-cinq ans, alors que les combats n'étaient pas encore terminés, l'idée que la France et l'Allemagne devaient être le noyau de la future Europe.

Serge July considère aussi la chute du mur de Berlin et la guerre du Golfe comme « deux événements liés comme les pièces d'une chaudière ». Dans la préface à un recueil des éditoriaux qu'il a publiés dans Libération entre le 9 août 1990 et le 4 mars 1991, il analyse comme une partie d'échecs la logique de Saddam Hussein enfoncé dans son hold-up. Le maître de Bagdad a cru que la réunification allemande était le signe que les frontières n'étaient plus sacrées. Or l'ordre mondial était et reste fondé sur le respect des frontières internationales reconnues. « C'est l'alphabet des nations », la formule de July peut s'appliquer aujourd'hui à la crise yougoslave qui fait perdre son latin à l'Europe des Douze.

La chute du mur et la guerre du Golfe, symboles de l'effondrement de l'ordre ancien, n'ont pas débouché sur ce « nouveau ordre mondial » qui occupe tant les chancelleries. Pour le moment, ce serait plutôt un beau désordre.

DANIEL VERNET

COURRIER

Le vrai mal des banlieues

Prendre le mal des banlieues à la racine, ce n'est pas annoncer, une fois de plus, dans la panique, un catalogue de mesures inapplicables sur le terrain ; ce n'est pas seulement réparer, colmater, mais c'est inventer une réponse politique nouvelle, globale, pour effacer tous les processus d'exclusion, de ségrégation à l'œuvre dans notre société et d'abord dans l'éducation et la culture. Il s'agit moins de décentraliser que de décentrer notre appareil éducatif, social, culturel : un appareil qui remonte à au moins trois générations, et qui est parfaitement inadaptable pour prendre en compte les nouveaux modes de vie, de pensée des générations nouvelles.

JEAN HURSTEL
Freyling-Marlsbach, MoselleGÉRARD BLAIN,
acteur-réalisateur.NI TOTEM,
NI TABOU.FREUD
UNE VIE

PETER GAY
900 p., 248 F

"Magnifique biographie... là où la plupart des psychanalystes interprètent, Peter Gay raconte."

Laurent Lemire, La Croix

"Un travail monumental qu'on lira avec un intérêt et un plaisir constants. La langue est limpide, la lecture aisée."

Françoise Giroud, Le Journal du Dimanche

"Cette biographie fait événement parce qu'elle est pour notre époque aussi incontournable que le fut celle de Jones pour les années 60."

Elisabeth Roudinesco, Libération

"Une biographie de bonne foi où chacun dispose des moyens de s'initier à la pensée complexe de Freud."

Bruno de Cessole, Le Figaro

"L'un des livres les plus passionnants de cette année. On y découvre un Freud très humain."

Bernard Rapp, Caracères - Antenne 2

HACHETTE

CLASSE
KORDON
LE LANGAGE
DES CELLULES

مكتبة النهر

ÉTRANGER

YUGOSLAVIE : les combats en Slovénie et les menaces de l'armée fédérale

Le nouveau cessez-le-feu, le troisième depuis une semaine, proclamé unilatéralement, mardi soir 2 juillet, par les autorités slovènes a été violé à plusieurs reprises, dans la nuit du mardi 2 au mercredi 3 juillet et dans la matinée de mercredi à Ljubljana. Des échanges de coups de feu ont été entendus à l'aube mercredi près de la petite ville de Krin, à une vingtaine de kilomètres de la capitale slovène, ainsi qu'à Logatec, près de la base militaire de Vrhnik. Des renforts de chars venant de Trst se dirigeaient sur Gorja-Radgona, à la frontière autrichienne, où une unité de blindés de l'armée yougoslave est bloquée par les forces slovènes. De violents combats ont opposé les deux camps mardi soir à Gorja-Radgona, selon la télévision slovène. Une longue colonne de chars et d'engins blindés a quitté Belgrade dans la nuit de mardi à mercredi en direction de Zagreb.

Recevant une délégation de parents de soldats serbes, le général Blagoje Adzic, chef d'état-major

de l'armée fédérale, a déclaré : « Si nous voulons la paix, nous devons maintenant malheureusement la gagner par la guerre. Et dans toute guerre les victimes sont inévitables. » Auparavant, le général Adzic, dans un message télévisé, avait annoncé l'intention de l'armée de « forcer l'adversaire à respecter le cessez-le-feu ». « Nous frapperons de façon à ce la guerre qui nous a été imposée soit la plus courte possible », a-t-il ajouté. Ce discours très dur, au cours duquel il a ouvertement critiqué les autorités fédérales yougoslaves, a fait renaitre les craintes d'un coup d'Etat militaire en Yougoslavie. Le président Stipe Mesic, qui, de par ses fonctions, est le chef suprême des armées, a, au cours de sa conférence de presse à Ljubljana, affirmé contrôler celles-ci, mais a reconnu qu'il existait un risque de coup d'Etat militaire. M. Mesic a annoncé un nouveau plan destiné à rétablir la paix en Slovénie, où les affrontements entre l'armée yougoslave et les forces territoriales slovènes ont déjà fait plus de

sobstante-dix morts depuis le début de l'intervention de l'armée yougoslave, jeudi dernier. Les autorités slovènes, qui ont accepté ce plan, avaient annoncé un retrait unilatéral de leurs troupes et la cessation des hostilités, qui prenait théoriquement effet à 21 heures.

La journée de mardi a également été marquée par les premières manifestations de rue, qui ont fait une victime à Zagreb. A Belgrade, quelque trois mille personnes se sont rassemblées dans la soirée devant le Parlement de Serbie pour manifester contre l'armée et le président serbe, M. Slobodan Milosevic, alors qu'à l'intérieur du bâtiment une centaine de parents de soldats réclamaient le retour « immédiat » de leurs fils en service en Slovénie et en Croatie. Aux cris de « trahison », « nous voulons des armes », ils ont accusé la hiérarchie militaire d'avoir envoyé leurs « enfants faire la guerre » en Slovénie « sans même leur donner des munitions ».

La Communauté européenne a lancé un « appel urgent » au respect du cessez-le-feu, et un porte-parole du ministère néerlandais des affaires étrangères a annoncé le départ mercredi pour Belgrade de trois hauts fonctionnaires représentant les pays membres de la troïka (Luxembourg, Pays-Bas, Portugal) dans le but de préparer l'éventuel envoi d'observateurs de la CEE. Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a déclaré, mercredi en conseil des ministres, que la France soutenait « l'envoi d'observateurs » en Yougoslavie et demandait « à tous d'en accepter le principe ». M. Dumas a souligné le « caractère dramatique » de la situation dans ce pays et « appelé solennellement l'attention sur [ce] qui risque de réveiller les clivages anciens et les oppositions du passé ». Le comité d'urgence de la CSCE, chargé de consultations en cas de crise, doit se réunir mercredi à Prague. — (AFP, Reuter, AP.)

Alors que la Croatie a remanié son gouvernement

Les affrontements ont fait une première victime à Zagreb

ZAGREB

de notre envoyée spéciale

Le gouvernement croate a été remanié dans la nuit du mardi 2 au mercredi 3 juillet. M. Sime Djodan, un économiste, député du parti au pouvoir (l'Union démocratique croate), fait son entrée au cabinet en tant que ministre de la défense. Celui qui occupait ce poste, M. Martin Špegelj, ne perd pas pour autant le contrôle de l'armée puisqu'il devient commandant de la garde nationale. Le ministre de l'Intérieur a lui aussi été remplacé à la suite des événements de lundi en Slavonie, dans l'est de la République, au cours desquels un chef de la police croate a été tué. M. Omesin Cvitan occupe désormais la fonction.

Ce remaniement est intervenu au cours d'une réunion de crise à la présidence croate à Zagreb, où l'on craignait dans la soirée un coup de force de l'armée fédérale. Une déclaration du chef d'état-major de l'armée yougoslave retransmise à la télévision avait soulevé la panique dans la capitale croate.

Mouvements de troupes

« Nous ferons tout pour défendre la vie et l'honneur des membres de l'armée yougoslave », avait affirmé le général Blagoje Adzic, un Serbe de la ligne « dure ». « Nous prendrons le contrôle et mènerons les choses à terme (...), nous forcerons l'adversaire à respecter le cessez-le-feu et à arrêter ses actions arrogantes », avait-il ajouté, en annonçant que le ministre fédéral de la défense, M. Veljko Kadijevic, ferait prochainement une déclaration.

Mercredi matin, on attendait toujours cette déclaration, en s'inquiétant à Zagreb du déplacement d'une colonne de 180 chars partis dans la nuit de Belgrade en direction de la Croatie. Selon la radio croate, cette colonne se serait arrêtée juste avant d'atteindre le territoire de la République. La question, maintenant, est de savoir si l'armée fédérale se soumettra à son nouveau commandant, le Croate Stipe Mesic, enfin reconnu dans ses fonctions de président de la Fédération.

La capitale croate, qui jusque-là ne faisait que suivre heure par heure la situation dans la République voisine de Slovénie et dans les villages de Croatie sous le contrôle des *četniks* (extrémistes serbes), a vécu mardi sa première journée de réelle tension.

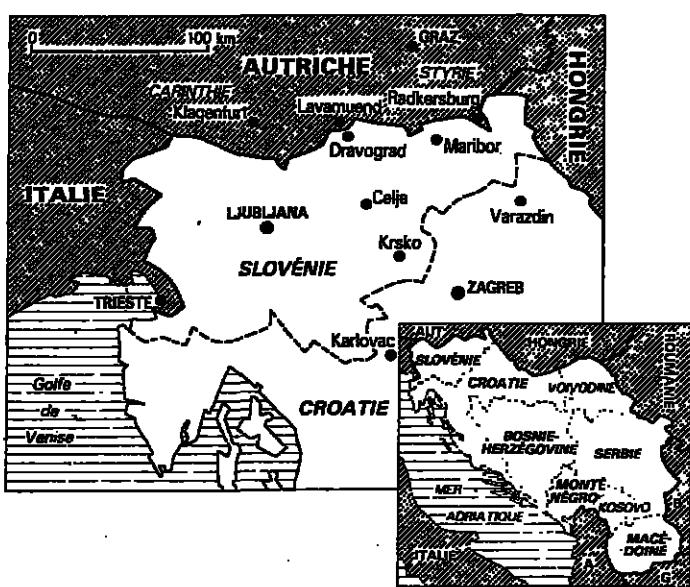
Pendant cinq heures, l'aéroport de la ville a été fermé. Puis la radio a annoncé des mouvements de troupes de l'armée yougoslave sortant de trois casernes dans les environs. Or, depuis des mois, la population qui vit aux alentours des casernes veille. Au moindre signe de départ des troupes, l'alerte est donnée. C'est ce qui s'est passé en fin d'après-midi dans un quartier périphérique de Zagreb, très peuplé, au milieu duquel est située la caserne Maršal-Tito.

Armée de barres de fer et même de quelques fusils à lunette, la population s'y est précipitée afin d'empêcher à la fois l'entrée et la sortie des véhicules de l'armée fédérale. Comme toujours dans ces cas-là, la police croate — qui ne cache pas son soutien à la population — s'est interposée. Bilan : six blessés (dont trois militaires) et un mort (un civil), le premier à Zagreb depuis le début des hostilités entre Serbes et Croates il y a un an.

Si la tension est montée mardi dans la capitale croate, c'est aussi parce que les combats se sont rapprochés. De violents affrontements ont eu lieu à moins de 10 kilomètres de la frontière entre les deux Républiques, elle-même située à une trentaine de kilomètres seulement de Zagreb.

Il est toujours difficile de savoir qui a tiré le premier. Toujours est-il qu'une colonne de chars de l'armée yougoslave encerclée depuis quatre jours par des unités slovènes a demandé de l'aide, qu'on lui a envoyée de Croatie. Les Slovènes ont voulu bloquer le passage en faisant des barrages dont il ne restait plus, quelques heures plus tard, que des camions calcinés auprès desquels des chars de l'armée fédérale, endommagés, étaient abandonnés. Selon l'armée yougoslave, les combats ont fait sept morts et dix blessés dans cette région.

M.-P. S.



Rue Traversière, à Paris

« La Yougoslavie c'est dépassé »

Voici, à deux pas de la gare de Lyon, sur ces quelques mètres de trottoir de la rue Traversière, dans le douzième arrondissement, l'enclave yougoslave de la capitale (1). Descendu, il y a des années, du train de Belgrade, de Zagreb ou de Sarajevo, on a vite posé ses valises sans chercher à s'éventurer plus loin. Une librairie, une école de musique, une agence de voyages et un magasin d'alimentation sont les points de repère de ces vieux pays montagneux et tourmentés bâtis entre Danube et Méditerranée.

Musulman, Ekmeric a cinquante-cinq ans. Il est né à Breko, sur les bords de la Save. Son pays, c'est la Bosnie-Herzégovine. Dans la librairie d'un autre âge qui sent bon le papier jauni et où sur une petite table on boit le café, Ekmeric, le Bosniaque venu à Paris il y a vingt-cinq ans, montre ses livres. Des ouvrages écrits en slovène, croate, monténégrin, serbe, macédonien et, bien sûr, dans sa langue maternelle. On trouve ici, également, revues et quotidiens de la terre natale. Accrochés au mur, des instruments de musique aux archets usés qui animaient jadis les noces de village. Des livres racontant l'histoire des héros serbes qui combattirent les Turcs voisins avec les œuvres de l'écrivain croate Kretz.

« Aujourd'hui, la Yougoslavie, c'est dépassé », lance Ekmeric. Il faut pour les Républiques la

liberté économique, et ensemble s'ouvrir sur l'Europe. C'est le seul moyen de s'en sortir. Il précise : « Les Slovènes et les Croates devraient gagner ». Envisage-t-il à Sarajevo, capitale de la Bosnie-Herzégovine, une tension identique à celle qui règne à Ljubljana et à Zagreb ? « Il faut chez nous de la patience. Si nous connaissons la même situation, nous sommes perdus, car le pays est divisé ».

Quelques portes cochères plus loin, Rada, trente-huit ans, accueille le client derrière ses tas de saucisses sèches et son vin arrivé de Belgrade. Elle est née à Valjevo, « au cœur de la Serbie », dit-elle fièrement. « Je ne comprends pas ce qui se passe. » Heure par heure, elle écoute les bulletins d'information. La soir, Rada téléphone à sa famille restée au pays. « Ma sœur pleure. Elle a très peur pour son fils... » Avec vivacité, elle ajoute : « Là-bas, plus personne ne commande. Il est loin le temps de Tito. Avec lui, la Yougoslavie était unie... Je suis yougoslave. Je n'ai jamais vu de panneaux frontalières indiquant ici c'est la Slovénie, ici c'est la Croatie ». Mais le Danube est si loin...

JEAN PERRIN

(1) Un peu plus de 64 000 Yougoslaves vivent en France (selon le recensement de 1982). Ils étaient trois fois moins nombreux en 1962.

Washington souhaite l'ouverture rapide de négociations

Le président George Bush « regrette profondément » la reprise des combats en Yougoslavie et « appelle toutes les parties à respecter le cessez-le-feu arrangé avec les représentants de la CEE », a indiqué, mardi 2 juillet, un communiqué de la Maison Blanche.

M. Bush a, par ailleurs, adressé une lettre à son homologue yougoslave, M. Stipe Mesic, « le pressant de rétablir le contrôle des autorités civiles sur les militaires ». Dans cette lettre, le président américain a également exprimé « l'espoir que toutes les parties en Yougoslavie rechercheront un dialogue visant à établir les bases nouvelles et démocratiques de la Yougoslavie future, au sein de laquelle les aspirations de tous les peuples yougoslaves pourront être réalisées ».

De son côté, le porte-parole du département d'Etat, M. Marga-

ret Tutwiler, a formellement désapprouvé « le recours à la force pour maintenir l'unité de la Yougoslavie » et lancé un appel en ce sens à toutes les parties, « spécialement à l'armée fédérale ». Interrogé sur une éventuelle indépendance de la Slovénie et de la Croatie, M. Tutwiler n'en a pas repoussé l'idée : « Personne n'a jamais dit que nous ne soutiendrions pas une telle décision. C'est aux Yougoslaves eux-mêmes de décider de leur avenir, de leurs frontières intérieures et extérieures ».

Le secrétaire d'Etat, M. James Baker, a également critiqué le gouvernement central, l'accusant d'avoir « dépassé les limites » fixées par les Etats-Unis en ce qui concerne le recours à la force. Selon le secrétaire d'Etat adjoint, M. Lawrence Eagleburger, seule la négociation permettrait d'éviter une guerre civile, qui ferait « des milliers de morts » et provoquerait « un véritable chaos dans les Balkans et en Europe ». — (AFP, Reuter.)

La CEE se prépare à envoyer des observateurs

LA HAYE

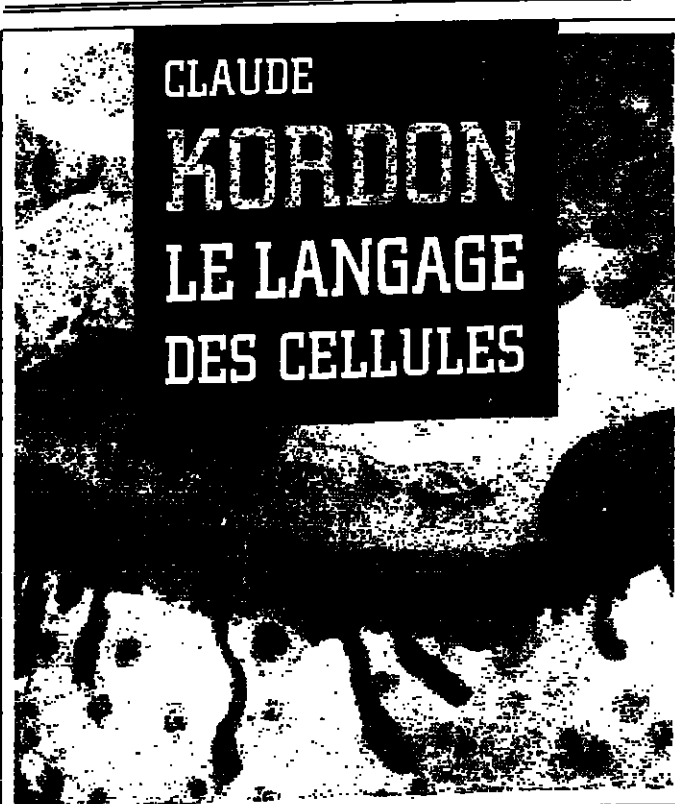
de notre correspondant

Si les instances *ad hoc* de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ne décidaient pas l'envoi d'observateurs internationaux en Yougoslavie, les Douze prendront à leur compte une telle initiative. C'est ainsi qu'il faut comprendre, selon la présidence néerlandaise de la CEE, la mission qu'accomplit, à partir du mercredi 3 juillet, une troïka de hauts fonctionnaires européens.

Calquée sur la troïka des ministres des affaires étrangères, qui a tenu à deux reprises à la fin de la semaine dernière d'étouffer l'incendie yougoslave, la délégation est composée de représentants luxembourgeois, néerlandais et portugais. Un représentant de la Commission européenne la complète. Devant rencontrer des responsables yougoslaves fédéraux à Belgrade, croates à Zagreb et slo-

vènes dans un lieu encore indéterminé, les émissaires européens « vont étudier sur place la possibilité d'envoyer des observateurs », nous a déclaré, mardi 2 juillet, un porte-parole du ministère néerlandais des affaires étrangères. Elle a précisé qu'il s'agissait d'une « mission exploratoire » devant permettre à la Communauté soit d'appliquer au plus vite l'éventuelle décision de la CSCE, soit de préparer sa propre décision. Les observateurs seraient chargés de veiller au strict respect de l'accord de cessez-le-feu élaboré dans la nuit du 1^{er} juillet sous la houlette de la troïka ministérielle européenne. Sans attendre, les Douze, qui sont « extrêmement préoccupés par la reprise des hostilités en Yougoslavie », ont lancé, mardi 2 juillet, depuis La Haye « un appel pressant à toutes les parties », auxquelles ils « demandent instamment de s'abstenir immédiatement de tout acte de violence ».

Ch. C.



QUESTIONS DE SCIENCE
Collection dirigée par Dominique Lecourt
HACHETTE

CLAUDE KORDON
directeur de recherche
au CNRS, est
également directeur
d'un laboratoire à
l'INSERM.

110 p. 79 F.
Avec la collection « Questions de science », Hachette a choisi la voie royale de la vulgarisation scientifique : faire directement présenter un domaine de la science par un de ses meilleurs spécialistes mondiaux, rendre accessible au plus large public... une synthèse actualisée des connaissances. L'exercice est parfaitement réussi.
Bernard Cassen, *Le Monde Diplomatique*

EUROPE

L'accroissement de la tension en Yougoslavie et les réactions internationales

L'Allemagne, puissance protectrice des Slovènes et des Croates

On ne pleurerait pas longtemps, à Bonn, sur les cendres de la Fédération yougoslave, si celle-ci se révélait incapable de surmonter la crise actuelle. Le gouvernement de MM. Kohl et Genscher a de plus en plus de mal à suivre la ligne définie initialement par les Douze et le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, visant à empêcher le divorce violent entre les Républiques des Slaves et le Sud. A Belgrade, le ministre allemand des affaires étrangères s'était déclaré favorable, lundi, à l'envoi d'une « mission d'observation » de la CEE en Yougoslavie. Il avait ajouté que son pays était prêt à participer à un tel groupe d'observateurs politiques.

BONN

de notre correspondant

Autodétermination, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, protection des minorités sont inlassablement évoqués à Bonn pour défendre le droit de Zagreb et de Ljubljana à rompre les amarres avec Belgrade. Le gouvernement allemand ne se limite pas, dans le cas yougoslave, à soutenir verbalement les grands principes, comme cela fut le cas dans le conflit opposant les pays baltes au pouvoir central soviétique. M. Slobodan Milo-

sevic ne jouissant pas à Bonn de la popularité de Mikhaïl Gorbatchev, et l'armée yougoslave ne stationnant pas sur le territoire de l'Allemagne unie, il est facile aux dirigeants allemands de s'engager aux côtés de ceux qui s'opposent aux « visées grand-serbes ».

L'attention particulière prêté par les Allemands à la question yougoslave ne date pas d'hier. Bien avant le déclenchement de la crise, la presse d'outre-Rhin annonçait régulièrement – pour l'applaudir – la fin de l'entente italique, et décrivait avec minutie un processus de décomposition qui répondait à ses vœux profonds. Les journaux conservateurs, comme *Die Welt* et la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, s'attachent depuis plusieurs années à stigmatiser le pouvoir de Belgrade, coupable à leurs yeux de tous les maux dont souffre le pays.

La prise du pouvoir par les forces politiques hostiles aux communistes en Slovaquie et en Croatie et le maintien des anciens dirigeants dans les Républiques du Sud ont donné une dimension nouvelle à cette campagne. Il s'agit maintenant de défendre des gouvernements slovaque et croate dont les dirigeants sont proches idéologiquement des chrétiens-démocrates au pouvoir à Bonn.

L'idée de l'unité yougoslave ne trouve, grâce, jusqu'à présent, qu'aux vœux d'un Parti social-démocrate (SPD) qui avait misé sur le succès d'un processus de réforme interne de la Ligue des communistes avec laquelle le SPD entretenait des rapports étroits et cordiaux. Les sociaux-démocrates allemands avaient toujours refusé de soutenir les partis se réclamant de la social-démocratie qui

étaient apparus dans les Républiques du Nord. Cela n'est plus le cas. Le changement de génération à la tête du SPD a provoqué une volte-face.

Le nouveau porte-parole du parti pour les questions de politique étrangère, M. Norbert Conzel, a fait de fréquents voyages en Yougoslavie depuis son entrée en fonctions, au début de cette année, et s'est petit à petit forgé la conviction que le SPD devait modifier son attitude. Ce parti entend maintenant jouer un rôle de médiateur et faire pression sur les dirigeants socialistes (ex-communistes) de Belgrade pour qu'ils acceptent l'indépendance slovaque et croate.

Ainsi, retrouvé son unité et sa souveraineté, l'Allemagne entend aujourd'hui jouer sans complexe un rôle majeur dans une région avec laquelle elle a toujours entretenu d'étroits rapports. On parle toujours, en Allemagne et en Autriche de Laibach (Ljubljana) et d'Agam (Zagreb), villes liées à la grande époque de la monarchie austro-hongroise.

La mise en place d'un Etat croate indépendant sous tutelle allemande avait été la première préoccupation des nazis lorsqu'ils envahirent le pays en 1939, trouvant dans les oustachis d'Ante Pavelic de zélés collaborateurs. La Bavière de Franz-Josef Strauss s'était efforcée avec succès, dès les années 70, d'intégrer la Slovaquie dans le groupe Alpe-Adria qui rassemblait des régions allemandes, italiennes et autrichiennes, une manière pacifique d'enfoncer un coin dans une fédération yougoslave dont les Allemands n'ont jamais fait grand cas.

LUC ROSENZWEIG

Inquiétude en Autriche

A Vienne, l'inquiétude s'accroît face à la guerre civile en Slovaquie. Très sceptique sur le respect des engagements pris par Belgrade et les dirigeants slovaques vis-à-vis des propositions de la trêve européenne – cessez-le-feu et retour des militaires dans leurs casernes – le gouvernement autrichien a maintenu le dispositif militaire déployé à la frontière avec la Slovaquie, longue de 300 kilomètres.

VIENNE

de notre correspondant

Les critiques du représentant yougoslave devant le forum du Centre de prévention des conflits de la CSCE, mardi à Vienne, qui accusait l'Autriche de maintenir son armée trop près de la frontière et d'entretenir des contacts « non autorisés » avec la défense territoriale slovaque, ont été catégoriquement rejetées par le gouvernement du chancelier Franz Vranitzky. L'Autriche a envoyé 5 000 soldats à la frontière. Des chars et des avions sont stationnés à proximité des postes-frontières où les affrontements entre la milice slovaque et l'armée yougoslave sont les plus durs. Les nombreux incidents qui se produisent dans cette région et les violations de l'espace aérien autrichien justifient, selon Vienne, ce dispositif.

La ville frontalière de Radkersburg, en Styrie, dont une partie est située en territoire yougoslave et qui est reliée à la partie autri-

chienne par un pont, a été la cible d'une attaque de chars, mardi. Côté slovaque, des maisons ont été incendiées par les tirs de canons, tandis que des éclats d'obus sont tombés côté autrichien. Les habitations les plus proches de la frontière ont été évacuées. A Lavamünd, en Carinthie, des raids aériens menés au-dessus du village de Dravograd, à 3 kilomètres de la frontière, ont semé la panique parmi la population autrichienne.

Un état-major de crise se réunit chaque matin à la chancellerie à Vienne pour examiner la situation. Le chancelier Franz Vranitzky et le ministre de la Défense n'envisagent pas pour le moment de mobiliser partiellement l'armée. Le gouvernement autrichien veut éviter toute mesure susceptible d'être considérée comme une provocation par les autorités yougoslaves.

Critiques contre Washington et les Douze

En revanche, Vienne souhaite l'envoi d'observateurs de la CSCE en Yougoslavie pour surveiller le cessez-le-feu, une proposition qui n'a pas été retenue par les trente-cinq pays membres de la Conférence, dont plusieurs ont hésité à prendre trop ouvertement position contre Belgrade.

L'Autriche n'a caché pas ses sympathies pour la Slovaquie et la Croatie sécessionnistes. Plusieurs gouvernements de province, le maire de Vienne, M. Helmut Zilk, et les gouverneurs de Styrie et de Carinthie, provinces limitrophes de la Slovaquie, ainsi que l'opposition, FPÖ (droite) et Verts en tête, ont ouvertement demandé la recon-

naissance par l'Autriche de l'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie.

Des critiques ouvertes ont été formulées à l'adresse des Etats-Unis et de la CEE, dont la politique de non-reconnaissance de la souveraineté des deux Républiques yougoslaves est, estime-t-on à Vienne, largement responsable de l'intervention de l'armée yougoslave. M. Ludwig Steiner, ancien porte-parole pour les affaires internationales du Parti conservateur et candidat potentiel à la présidence de la République, a déclaré que « la réponse des Etats-Unis et de la CEE aux déclarations d'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie est une honte ». Cette position est largement partagée par les médias autrichiens.

La position du gouvernement est cependant de « respecter scrupuleusement les règles du droit international ». Le chancelier Vranitzky n'envisage pas de s'avancer et de faire jouer à l'Autriche un rôle de pionnier en dépit des demandes – officiellement non confirmées – des dirigeants slovaques et croates, dont les visites se sont multipliées ces derniers semaines à Vienne. « Le gouvernement a les mains liées par les usages diplomatiques et les règles du droit international », a dit le chancelier. Une reconnaissance officielle de la Slovaquie et de la Croatie risquerait de compromettre la mission de médiation que l'Autriche mène en coulisses, en cherchant à faire comprendre à ses interlocuteurs européens et américains la complexité de la situation de la Yougoslavie.

WALTRAUD BARYLI

« Nous avons été contraints à cette guerre »

Suite de la première page

Des alertes aériennes ont été déclenchées pendant la journée dans de nombreuses villes de Slovaquie. La radio donnait régulièrement des instructions pour la survie dans les abris et conseillait à la population d'éviter de sortir.

A Ljubljana, les habitants se sont réfugiés dans les abris pendant presque tout l'après-midi de mardi. En effet, à 14 heures, une première alerte a été déclenchée, alors qu'un émetteur de la radio slovaque venait d'être bombardé. Un peu avant 16 heures, les sirènes ont résonné à nouveau deux roquettes venaient d'exploser près de la forteresse qui surplombe la vieille ville. Le vrombissement des avions avait été entendu, mais personne ne savait si le système anti-aérien slovaque s'était mis tout seul en marche avant même de déclencher l'alerte ou si les pilotes yougoslaves avaient piqué la capitale.

Dans la journée de mardi, deux membres de la direction collégiale yougoslave, le Croate Stipe Mesic et le Macédonien Vasil Tupurkovski se sont rendus à Ljubljana pour réitérer les propositions de cessation des hostilités et entériner l'accord qui devait permettre le retrait des forces militaires dans les casernes et la libération des prisonniers. Selon M. Tupurkovski, les autorités slovaques auraient accepté de laisser l'armée yougoslave se retirer avec son armement.

Par ailleurs, le moratoire de trois mois sur la déclaration d'indépendance de la Slovaquie proclamé le 25 juin dernier devrait permettre ensuite d'entamer de nouvelles négociations sur l'avenir de la Yougoslavie.

Sur l'autoroute Ljubljana-Zagreb, à la hauteur de Krsko, à 15 h 30, huit blindés de l'armée yougoslave se retiraient en direction de la Croatie pour rejoindre la caserne de Karlovac. Ils abandonnaient derrière eux, sur la

route défoncée, quatre autres blindés endommagés par les missiles antichars et par les rafales. Sur le sol les douilles étaient encore chaudes. Un peu plus loin le corps d'un tankiste en uniforme noir gisait recouvert d'une couverture.

La 580^e brigade légère de l'armée yougoslave achevait six jours d'incursion en Slovaquie. Elle était arrivée en Slovaquie, jeudi 26 juin, quelques heures après la déclaration d'indépendance. Sur son chemin, à une cinquantaine de kilomètres seulement à l'intérieur de la République « rebelle », les douze blindés de la brigade avaient été bloqués par un barrage infranchissable de camions que les soldats

slovaques avaient élevé pour empêcher l'intervention des renforts venus des garnisons de Croatie.

Le lendemain, l'aviation fédérale avait pilonné le barrage pour libérer la 580^e brigade. La colonne de camions, qui avait elle aussi été bloquée un peu plus bas, a été touchée. Six civils, dont des camionneurs bulgares et turcs, ont été tués.

Lundi dernier, alors que les autorités slovaques et fédérales convenaient de la fin des hostilités et du retrait des troupes fédérales, la 580^e brigade faisait demi-tour pour rejoindre la Croatie, à une trentaine de kilomètres. Elle était à nouveau prisonnière d'un barrage routier édifié à hauteur de la forêt de Krakovska, près de Krsko. Aux dires des soldats de la 580^e brigade, les Slovaques ne laissaient passer les troupes qu'en échange des blindés et des armes.

Au petit matin, malgré le cessez-

le-feu, une vingtaine de soldats slovaques qui s'étaient approchés par les bois ouvraient le feu. Pris au piège, les « fédéraux » firent appel à l'aviation. Lorsque les quatre avions lâchèrent leurs roquettes sur le barrage, la radio slovaque a affirmé que l'aviation yougoslave se préparait à bombarder Krsko, la seule centrale nucléaire du pays.

Les combats sur l'autoroute de « la Fraternité dans l'unité », comme elle avait été baptisée par les autorités communistes après la deuxième guerre mondiale, se sont poursuivis jusqu'au milieu de la matinée. Vers 10 h 30, quatre autres appareils mitraillaient le barrage. Les soldats slovaques, épuisés, et désormais en danger, se retiraient. Les affrontements avaient fait deux morts et trois blessés.

FLORENCE HARTMANN

POINT DE VUE

Il faut sauver la Slovaquie

par Milan Kundera

Dans la nuit du samedi 29 au dimanche 30 juin, Milan Kundera a reçu à Paris un appel au secours rédigé à la hâte – et directement en français – par un groupe d'écrivains slovaques (le *Monde* du 2 juillet). Voici sa réponse.

C'est avec angoisse que j'ai lu le message de mes amis slovaques qui, dans la paisible Ljubljana, encerclée par une armée, appelaient – et appellent toujours – le monde au secours. Je ne sais pas ce qui va se passer dans les heures et les semaines qui viennent, mais je sais que ce pays, si petit, si beau, mérite notre entière solidarité. Il y a longtemps, j'ai étudié son histoire, sa peinture, sa littérature, et c'est pourquoi je comprends la consternation des Slovaques devant l'indifférence d'une partie de l'opinion européenne à leur égard. L'indifférence fondée sur l'ignorance. J'entends parler à leur propos du « danger de balkanisation ». Mais qu'est-ce que la Slovaquie peut avoir de commun avec les Balkans ? C'est un pays occidental très proche de l'Italie (Trieste est une ville à moitié slovaque ; James Joyce en savait quelque chose), catholique (avec une expérience de la Réforme), faisant longtemps partie de l'empire austro-hongrois, le pays où le concept d'Europe centrale (qui géographiquement s'arrête là où commencent les mondes russe et balkanique) est plus vivant qu'ailleurs.

J'entends parler des « vieux

démons du nationalisme ». Pendant ce siècle plusieurs nations européennes sont devenues indépendantes : les Norvégiens, les Irlandais, les Polonais, les Hongrois, les Roumains, puis, pour une brève période, les Litوانيens, les Estoniens, les Lettons, enfin les Islandais. La volonté uniforme des empires totalitaires a fait tout pour les empêcher ; pourtant, elles sont aujourd'hui la belle diversité de l'Europe, qui, sans elles, n'est plus pensable. Les Slovaques, les Croates, ont vécu ce même processus de la renaissance nationale : l'Etat de Yougoslavie, né après 1918 comme une fédération englobant dans un seul ensemble un morceau de l'Europe de l'Est (Serbie) et un morceau de l'Europe de l'Ouest (Croatie et Slovaquie), représentait le stade immédiat dans ce processus qui, aujourd'hui, ne fait que s'accomplir naturellement.

Ce par quoi le patriotisme des Slovaques me touche personnellement, c'est qu'il est depuis toujours fondé non pas sur une armée ou sur un parti politique, mais sur la culture, notamment sur la littérature. Leur plus grande personnalité nationale n'est ni un guerrier ni un prêtre, mais France Pressen, le grand poète romantique de la première moitié du dix-neuvième siècle. Le désir d'indépendance des Slovaques relève aujourd'hui, non pas d'un provincialisme exotique, mais du désir de l'Occident, du désir de l'Europe, où ils veulent entrer comme une nation adulte parmi d'autres.

A l'époque de la conférence de Munich, Chamberlain, pour justifier

la capitulation, a parlé de la Tchécoslovaquie comme d'un « pays inconnu et lointain ». Ces mots désignent des peuples qui, après la guerre, a été la cause de leur méfiance envers l'Occident et a contribué à développer leur sympathie pro-soviétique. Faisons attention à cette sorte de blessure. Il y a de l'arrogance dans l'ignorance. On n'est pas européen si on ne veut pas connaître, respecter, protéger les autres nations européennes, fussent-elles petites et désarmées comme le sont l'Islande, le Danemark ou la Slovaquie. Si la situation était moins dramatique, je dirais (je le dis d'ailleurs vainement depuis des années) : allez en Yougoslavie, parlez-y avec ses intellectuels, étudiez ce monde contradictoire, difficile et révélateur ! Hélas en lisant l'appel nocturne de mes amis, je peux seulement vous dire : faites tout pour sauver la Slovaquie.

Jacques Collard et Alain Roy
DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS
NON
CONVENTIONNEL
HACHETTE

ESPAGNE : le procès du GAL

Deux policiers impénétrables et leurs amis plus bavardes...

Le procès de deux policiers espagnols soupçonnés d'avoir organisé le GAL (Groupe antiterroriste de libération) responsable de vingt-six assassinats dans les milieux séparatistes basques espagnols en France entre 1983 et 1987, est entré dans sa troisième semaine, avec l'audition des principaux témoins à charge.

MADRID

de notre correspondant

Le sous-commissaire de Bilbao, M. Jose Amedo, garde une allure d'hidalgo mêlée d'arrogance et les allers-retours qu'il effectue chaque jour ouvrable de la prison de Guadajara, à Madrid, au tribunal ressemblent plus à un exercice de décontraction qu'à une épreuve.

C'est que le sous-commissaire, au fil du procès, confirme les portraits brossés par la presse espagnole : un mégalomane qui, après avoir porté les trench-coats et les chapeaux de Bogart au début de sa carrière, joue aujourd'hui l'agent secret impénétrable, victime de l'excès de séduction qu'il exerçait sur les femmes.

A l'entendre, il est la cible d'un complot doublé d'une basse affaire de vengeance sentimentale. Lorsque, mardi matin 2 juillet, les juges ont entendu l'ancienne maîtresse de son sous-commissaire Amedo, l'affaire n'était plus un dossier passionnel, Immaculada Gomez a affirmé devant la cour que le 23 juillet 1987, la veille du meurtre, à Hendaye, du réfugié basque espagnol Gerardo Goena, Jose Amedo lui avait déclaré qu'il allait tuer deux hommes et que ce qu'il transportait avec lui dans un sac en plastique était la bombe de l'attentat. « C'est une bombe, m'a-t-il dit, on va la faire exploser. Deux personnes vont mourir ». Il a ajouté qu'il ne s'agissait pas de membres de l'ETA.

Devant son ancien compagnon, le corps toujours aussi altier, esquissant seulement un sourire ironique, Immaculada Gomez a expliqué aux juges que Jose Amedo lui parlait régulièrement du GAL et qu'ils faisaient même des blagues sur l'organisation. En juillet 1987, il lui aurait expliqué qu'il était

lèché par ses supérieurs.

Il lui aurait aussi déclaré qu'il attendait une forte somme, celle-ci devant lui permettre de gagner un pays d'Amérique du Sud, de bénéficier des performances de la chirurgie esthétique, et d'obtenir une nouvelle identité. « Je suis un agent du gouvernement et j'ai une mission extrêmement importante », aurait déclaré le sous-commissaire Amedo à son ancienne amie, à qui il aurait aussi parlé de mercenaires portugais qu'il avait engagés.

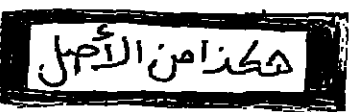
Année et volte-face

Quant à l'inspecteur Dominguez, assis sur le banc des accusés près de son supérieur, Immaculada Gomez affirme que ce dernier aurait déclaré qu'il avait pour de l'argent il était prêt à tuer même Felipe Gonzalez. Depuis le début du procès, l'inspecteur a affiché la couleur : il n'a rien à dire, et surtout que l'accusation ne le questionne pas, car il ne répondra pas.

Son ex-fiancée, Blanca Balseguel, citée elle aussi à la barre, comme témoin à charge, a effectué sa entrée en scène. Après avoir déclaré lors de l'instruction n'avoir jamais entendu les deux hommes parler du GAL, puis s'être rétractée en expliquant qu'elle s'était tu auparavant car elle était menacée, elle souffrait d'amnésie devant la cour mardi après-midi. « Je ne me souviens de rien », a-t-elle répété une cinquantaine de fois pendant les quatre heures d'interrogatoire. Sauf, semble-t-il, de cet objet de forme hexagonale avec un interrupteur dans un sac en plastique. Mais elle a bien précisé qu'elle ne pouvait qualifier cet objet de bombe.

Elle a enfin indiqué qu'elle avait rencontré Francisco Paesa qui aurait servi de « courrier » entre le ministère de l'Intérieur et les témoins. Ce dernier, cité à la barre, n'a pas réapparu en Espagne depuis plusieurs années et fait l'objet d'un mandat d'arrêt international. Il lui aurait demandé de mentir, lui expliquant que ce qui est en danger, c'est le ministère de l'Intérieur. Blanca Balseguel reste la plus imprévisible des témoins, mais tout en voulant protéger les accusés, elle a servi la parole adverse.

(Interim.)



EUROPE

URSS : l'« Appel des neuf » pour un « mouvement des réformes démocratiques »

M. Gorbatchev apporte son soutien à l'initiative pour la création d'un nouveau parti

M. Mikhaïl Gorbatchev a été, cette fois-ci, rapide : moins de vingt-quatre heures après l'appel lancé par neuf personnalités réformatrices (le Monde du 3 juillet) à la création en septembre d'un nouveau mouvement ou parti, il a fait savoir qu'il approuvait cette initiative.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

A deux semaines de ses rencontres avec les dirigeants des pays industrialisés (G7) à Londres, le président soviétique, qui reste secrétaire général d'un Parti communiste en crise et fracturé, peut ainsi se prévaloir du soutien du mouvement réformateur, quel soit le redécoupage de la scène politique soviétique que l'« Appel des neuf » devait entraîner.

Le porte-parole du président soviétique, M. Vitali Ignatenko, a déclaré, mardi 2 juillet, que M. Gorbatchev avait noté que les objectifs proclamés du nouveau mouvement sont la recherche de

l'entente sociale et le renforcement des intérêts de la perestroïka et de la démocratisation. « Si ces objectifs coïncident avec la réalité, on ne peut que s'en féliciter », a-t-il ajouté, en soulignant que le mouvement, qui se déclare ouvert à tous les démocrates, membres du Parti communiste ou non, n'entend pas agir « comme une fraction au sein du PCUS ».

Parmi les neuf pères fondateurs du mouvement, cinq sont toujours membres du Parti communiste, dont deux (MM. Arkadi Volski et Chevardnadze) sont aussi membres de son comité central, qui doit se réunir en plénum fin juillet pour approuver un nouveau programme du parti. Le projet actuel est la quatrième version rédigée depuis un an, rendue beaucoup moins dogmatique et dont un journaliste de la Pravda a estimé, mardi, qu'il se distingue peu du texte de l'« Appel des neuf ». M. Gorbatchev, qui préside la commission chargée du projet de programme, a déclaré le mois dernier que les communistes qui ne l'approuvaient pas « pouvaient quitter le parti ». Mais, au dernier plénum, en mars, seuls soixante-douze

membres du comité central sur quelque quatre cents avaient signé un texte de soutien à M. Gorbatchev. Ce texte avait d'ailleurs été rédigé par M. Volski, qui avait brandi la menace d'une scission du parti à l'initiative de cette minorité réformatrice.

Un plénum « très difficile »

Rappelant cet épisode lors d'une conférence de presse, mardi, à la mairie de Moscou, aux côtés de quatre autres signataires de l'appel à créer un « mouvement des réformes démocratiques », M. Volski a reconnu que ce plénum s'annonce encore une fois « très difficile ». En tout cas, tout semble se mettre en place pour une réforme de l'intérieur du Parti communiste, ce qui devrait être la conséquence la plus notable de l'initiative lancée lundi.

Ses promoteurs, dont une moitié est plutôt proche de M. Gorbatchev et l'autre de M. Boris Eltsine, semblent divisés sur la question. M. Chevardnadze a rejoint, mardi, ceux qui, au sein du groupe des neuf, se prononcent pour la créa-

tion d'un véritable « parti » en septembre, comme les maires de Moscou et de Leningrad, MM. Popov et Sobchak, qui ont quitté le parti l'été dernier. L'ex-ministre des affaires étrangères a précisé aussi qu'il « tranchera dans les prochains jours » la question de son appartenance au Parti communiste. Une procédure disciplinaire de la commission centrale de contrôle du PCUS lancée la semaine dernière contre lui semble avoir été abandonnée.

L'explication a peut-être été donnée mercredi par M. Nikolaï Travkin, président du Parti démocrate de Russie, qui avait participé aux premières tractations visant à créer un « parti démocratique unifié » au niveau de l'URSS. « Durant la période préparatoire, il avait été question d'une part de créer un parti et non un mouvement, d'autre part, il y avait un accord préalable pour que tous les initiateurs de l'appel quittent le parti », a-t-il déclaré, ajoutant : « Maintenant, il s'agit de réformer le parti et non de créer un mouvement démocratique. Je ne joue pas à ce jeu-là ».

SOPHIE SHIHAB

Ouverture des premiers bureaux de chômage en Russie

Des bureaux de chômage se sont ouverts pour la première fois, lundi 1^{er} juillet, sur le territoire de la Russie, en application de la loi sur l'emploi de la population adoptée par le Parlement russe en avril dernier et qui vient d'entrer en vigueur.

Les sans-emploi (24,8 millions en URSS d'après les statistiques officielles publiées en janvier dernier) enregistrés par ces bureaux pourront bénéficier d'une allocation mensuelle variant entre 150 et 200 roubles et obtenir une aide pour retrouver un travail. Néanmoins, la loi ne prévoit pas d'indemnisation de longue durée, les droits des chômeurs s'interrompent après une période d'un an.

Depuis les années 30, le chômage n'existait pas officiellement, Staline ayant affirmé qu'il n'y en avait pas. - (AFP, AP)

HENRI DE BRESSON

EN BREF

Rencontre entre M. Bush et M. Mitterrand à Rambouillet. - La rencontre, le 14 juillet, entre les présidents Bush et Mitterrand, qui précédera le sommet de Londres, aura lieu à Rambouillet, a annoncé, mardi 2 juillet, le service de presse de l'Elysée.

Affaire Diori : protestation d'acteurs et d'éditions. - Plusieurs éditeurs et auteurs ont publié mardi 2 juillet un communiqué dans lequel ils dénoncent la récente expulsion de l'opposant marocain, M. Diori, et proposent d'assurer l'édition de son livre A qui appartient le Maroc ? Parmi les signataires figurent MM. Claude Cherkil (Seuil), Claude Durand (Fayard), Edouard de Andrade (Rivages), Jean-Claude Guillebaud (Aubert), Jérôme Lindon (Minuit), Henry Marcellin (Denoël), François Maspéro, François Gêze (La Découverte), et Pierre Vidal-Naquet. Ils demandent à la France de revenir sur sa décision qui porte, selon eux, « une atteinte intolérable à la liberté d'expression et d'édition ».

Cameroon : vague d'arrestations à Douala. - Plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines, de personnes, ont été arrêtées, lundi 1^{er} juillet, à Douala, a-t-on appris, mardi, de diverses sources dans la capitale économique du Cameroun. Un collaborateur du gouverneur de province a confirmé ces arrestations, sans pouvoir en préciser le nombre. Le mot d'ordre de grève, lancé par l'opposition, reste largement suivi dans l'ouest et le nord du pays, mais très peu à Yaoundé. - (AFP, Reuters)

Colombie : de la cocaïne à l'héroïne. - La culture du pavot, base de la production d'opium et d'héroïne, s'étend dans un pays traditionnellement producteur de cocaïne, a indiqué mardi 2 juillet le directeur des services antidrogue de la police colombienne, le

colonel Roso José Serrano. Depuis le début de l'année, ses services ont ainsi détruit 68 hectares de pavot, saisi 43 tonnes de cocaïne, arrêté 709 personnes et fermé 60 pistes d'atterrissage clandestines. - (AFP)

Cuba : un espion aurait infiltré la CIA et le FBI. - L'agence de presse Prensa Latina a indiqué, mardi 2 juillet à La Havane, qu'un espion cubain, José Rafael Fernandez Brenes, avait infiltré la CIA, le FBI et la station de télévision anticomuniste américaine, diffusant vers Cuba, TV-Marti. Cet agent aurait simulé sa désertion lors d'un voyage à l'étranger en 1988. Devenu directeur des programmes de TV-Marti, il aurait fourni à La Havane des informations importantes sur la création et le fonctionnement de la station. - (AFP, Reuters)

Katit : renouveau au sein de la hiérarchie militaire. - Le commandant en chef de l'armée, le général Hérod Abraham, cinquante et un ans, un des officiers les plus libéraux, a indiqué, mardi 2 juillet, qu'il démissionnait, en faisant valoir ses droits à la retraite. Il avait été chargé de la sécurité des élections qui, en décembre dernier, ont donné la victoire au président Aristide. Il a précisé que sa décision était d'ordre personnel. Un communiqué du grand quartier général de l'armée à Port-au-Prince a fait état par ailleurs de plusieurs nominations dans l'appareil militaire. - (AFP)

Inde : nouvelle arrestation dans l'affaire Gandhi. - Un photographe indien a été arrêté mardi 2 juillet dans le sud de l'Inde dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de l'ancien premier ministre Rajiv Gandhi. Ce photographe, M. Subha Sundaram, est accusé d'avoir été en liaison avec les organisateurs de l'assassinat. Son studio aurait servi de lieu de rencontre, à des membres du mouvement des Tigres libérateurs de l'Éclat tamoul (LTTE). M. Sundaram est la huitième personne arrêtée dans le cadre de l'enquête. - (AFP)

DIPLOMATIE

Lors du sommet du G7 à Londres

Le Japon proposerait un plan de contrôle des armements

Le Japon proposera un ambitieux plan de contrôle des armements lors de la rencontre des pays les plus industrialisés à Londres du 15 au 17 juillet, indique le Washington Post, dans ses éditions du mercredi 3 juillet, en citant des sources japonaises. Le premier ministre japonais, M. Kaifu, présentera à ses partenaires un système permettant aux Nations unies de tenir un registre des ventes d'armes conventionnelles.

Par ailleurs, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité se réuniront à Paris les 8 et 9 juillet, au niveau des experts, pour définir un code de conduite en matière d'exportations d'armes, a confirmé mardi le ministère des affaires étrangères. Ces cinq pays (États-Unis, URSS, France, Grande-Bretagne et Chine) sont également les principaux exporta-

teurs d'armes. Cette rencontre « s'inscrit dans la ligne des propositions de la France, faites le 3 juin pour un plan de désarmement et de maîtrise des armements » et dans celle des propositions du président Bush dans ce domaine, a souligné le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard. Les Cinq seront représentés par leurs directeurs politiques, qui doivent également procéder à un échange de vues sur la « non-prolifération » nucléaire.

La rencontre de Paris marquera la première tentative de moralisation concertée des ventes d'armes après la guerre du Golfe, mais la tâche s'annonce difficile dans la mesure où aucun pays n'entend renoncer à de lucratifs contrats d'armements.

Trois pays de l'Est adressent un message commun au groupe des Sept

Alors que le programme de la visite du président Mikhaïl Gorbatchev à Londres, les 16 et 17 juillet, est désormais connu, trois pays de l'Est ont choisi d'adresser un message commun aux pays industrialisés. Selon les déclarations du ministre des finances polonais, M. Leszek Balcerowicz, en marge de ses entretiens avec M. Bérégovoy, la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie ont envoyé une lettre aux

membres du groupe des Sept afin qu'ils prennent en compte les conséquences dramatiques pour leurs économies de l'effondrement des liens commerciaux avec l'URSS.

Plusieurs dirigeants des anciens pays socialistes d'Europe de l'Est ont réagi négativement à la présence du dirigeant soviétique à Londres, faisant valoir que l'URSS n'avait pas encore entamé de réformes économiques.

M. Mitterrand devrait se rendre en Iran à l'automne

Le président François Mitterrand a accepté une invitation à se rendre en Iran, a-t-on indiqué, mercredi 3 juillet, de source française autorisée. Cette visite devrait avoir lieu en automne, à une date qui reste à fixer. L'invitation a été transmise par le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, qui a été reçu en début d'après-midi à l'Elysée.

La signature d'un accord sur les contentieux financiers franco-iraniens, qui devait avoir lieu mardi avait été reportée en raison de la persistance d'un point de désac-

cord. Arrivé dans l'après-midi à Paris, M. Velayati, avait immédiatement rencontré M. Roland Dumas, mais une conférence que devaient tenir les deux ministres a été annulée à la dernière minute.

Déjà dans la matinée, confirmant l'arrivée de M. Velayati, on se montrait très prudent au Quai d'Orsay concernant la conclusion de l'accord. On rappelait notamment, malgré l'optimisme affiché par la presse iranienne, qu'une première visite à Paris de M. Velayati, le 26 juin, avait été annulée au dernier moment.

ALLEMAGNE : coup dur pour les chrétiens-démocrates
Le ministre-président de Saxe-Anhalt a été contraint de démissionner

BERLIN

de notre correspondant

C'est une pluie de coups durs qui s'abat sur les chrétiens-démocrates, dans les nouveaux Länder de l'est de l'Allemagne. Le parti du chancelier Helmut Kohl, qui avait été de triomphe en triomphe lors des élections de l'année dernière, doit faire face à une série de scandales qui viennent ternir sa réputation déjà sérieusement ébranlée par les conséquences sociales de la réunification.

A la suite de la mise en cause de M. Günther Krause, ministre des transports dans le gouvernement fédéral et considéré comme la « locomotive » régionale de la CDU, dans des affaires d'adjudication, le gouvernement de Saxe-Anhalt a été contraint, mardi 2 juillet, de démissionner, en raison d'un nouveau scandale politique impliquant le ministre-président, M. Gerd Gies. Le chef du gouvernement de Saxe-Anhalt, qui dirigeait une coalition de chrétiens-démocrates et de libéraux, formée

après les élections régionales de 1990, a été convaincu d'avoir manipulé des dossiers de la Stasi, l'ancienne police politique communiste, pour assurer son ascension à la tête du Land.

A la suite d'une fausse manœuvre, M. Gies et ses plus proches amis n'avaient pas été élus au Parlement régional. Sans mandat, M. Gies ne pouvait espérer prendre la tête du gouvernement. Pour rattrapper le coup, lui et ses amis ont arraché la démission de trois députés chrétiens-démocrates régulièrement élus - dont le maire de Halle - en les convaincant qu'ils étaient gravement mis en cause pour collaboration avec la Stasi. L'affaire avait été rendue publique par plusieurs autres députés, victimes des mêmes pressions.

La démission de M. Gies ne devrait pas manquer de relancer les critiques contre la CDU de l'est, accusée de ne pas avoir assez fait le ménage dans ses rangs, après la chute du régime communiste. Dans l'ex-RDA, la CDU, comme le Parti libéral, comptait

parmi les partis du bloc national, qui servait d'allié démocratique aux communistes. Une fois le premier orage passé, le parti, porté par l'aura du chancelier Kohl, a vu resurgir les anciens caciques, brusquement convertis à la démocratie.

Nombre d'entre eux ont su faire alliance avec les jeunes loups du moment, comme M. Krause, pour revenir au premier plan. Secrétaire d'état à la chancellerie sous le gouvernement de M. Maizière et, à ce titre, principal négociateur des accords de réunification, le jeune ministre des transports était le seul politicien de l'est, avec le social démocrate Wolfgang Thierse, à s'être imposé sur le plan fédéral.

HENRI DE BRESSON

Le commandement des unités de l'ex-RDA est intégré à celui de la Bundeswehr

BERLIN

de notre correspondant

Le commandement des unités de l'armée allemande stationnées dans l'est de l'Allemagne, sur le territoire de l'ancienne RDA, est désormais complètement intégré à celui de la Bundeswehr. Ces unités conservent néanmoins, jusqu'au retrait des forces soviétiques à la fin de 1994, un statut à part. Elles ne font pas partie de l'OTAN, mais elles sont désormais sous le contrôle des états-majors de chacune des trois armées dont elles relèvent.

En présence de représentants des forces alliées occidentales stationnées à Berlin et du commandant en chef de l'armée rouge pour l'est de l'Allemagne, le ministre de la Défense allemand, M. Gerhard Stoltenberg, a officiellement mis fin, lundi 1^{er} juillet, à Strausberg, à la mission du commandement Est de la Bundeswehr. Ce commandement avait été installé dans l'ancien quartier général de l'armée populaire, situé à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Berlin, pour procéder à la dissolution et à l'intégration « de ce qui pouvait l'être » à la Bundeswehr.

La tâche du général Jörg Schönbaum, qui avait pris ses fonctions le jour de la réunification, le 3 octobre dernier, était de procéder au tri des 90 000 hommes de l'armée est-allemande, de former ceux qui restent et de les intégrer à l'armée allemande, et enfin de faire l'inventaire d'une « armée dans la démocratie », et enfin de faire la grande partie doit aller à la casse. Les stocks comprennent notamment près de 10 000 chars et véhicules blindés,

400 avions de combat de fabrication soviétique, des tonnes d'armes individuelles et des munitions.

Selon les engagements pris au moment de la réunification dans le cadre des accords de désarmement européens, l'armée allemande ne comprendra plus dans les années à venir que 370 000 hommes.

H. de B.

IRLANDE DU NORD
Echec des pourparlers intercommunautaires

Le ministre britannique chargé de l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke, a annoncé, mercredi 3 juillet à Belfast, l'échec des pourparlers entre protestants et catholiques sur l'avenir politique de la province, les premiers depuis 1974. M. Brooke a décidé de mettre fin au processus actuel de dialogue, qui avait démarré le 30 avril dernier, constatant l'impasse des discussions, dues selon lui à des divergences trop profondes entre unionistes protestants et nationalistes catholiques modérés.

M. Brooke a cependant estimé que les négociations avaient été « constructives » et avaient permis un « dialogue réel ». Il espère pouvoir « explorer la possibilité de nouvelles discussions » au cours des mois à venir. La semaine dernière, les unionistes avaient annoncé qu'ils se retireraient des pourparlers si une conférence anglo-irlandaise avait lieu comme prévu le 16 juillet. Ils étaient opposés à toute « ingérence » du gouvernement de Dublin avant la fin des discussions multipartites à Belfast. - (AFP, Reuters)

PROCHE-ORIENT

LIBAN : dans la majeure partie du Sud

L'armée s'est imposée face aux Palestiniens

Avec l'aval de la Syrie, l'armée libanaise a vaincu pour la première fois les Palestiniens. Après s'être déployée lundi à Saïda, elle occupait, mardi soir 2 juillet 80 % du territoire qui lui était assigné au sud par le gouvernement. Toutefois, des combats sporadiques avaient encore lieu mercredi matin.

BEYROUTH

de notre correspondant

Sans rencontrer de résistance de la part de la principale milice libanaise locale, les militaires se sont frayés un chemin en livrant bataille là où les Palestiniens ont voulu lui barrer la route. Cela leur a coûté deux morts – deux officiers – et dix-sept blessés. Les forces gouvernementales sont venues à bout en vingt-quatre heures des positions palestiniennes, hors des deux camps de la région – Aïn Heloueh et Mieh Mieh – ainsi que des quelques positions d'islamistes libanais récalcitrants. Les Palestiniens ont eu dix-huit morts et trente-cinq blessés, les islamistes deux morts et trois blessés. Les Palestiniens ont été contraints de se replier à l'intérieur des camps, où ils se trouvent entourés de tous côtés.

Avec l'appui des Syriens

L'armée syrienne était, certes, absente du champ de bataille, mais il est évident que, sans la caution de Damas qui garantissait ses arrières, le gouvernement libanais n'aurait jamais osé ce qu'il vient d'entreprendre : la bataille des hauts de Saïda et la victoire libanaise s'insèrent dans la longue épreuve de force opposant la Syrie du président Assad à l'OLP de M. Arafat.

Celui-ci a sans doute commis l'erreur de croire le far sans tenir compte du fait que l'armée libanaise avait les mains libres, grâce

à la Syrie en premier lieu, mais aussi grâce aux États-Unis ainsi qu'à un consensus arabe et international, visible à l'absence de réactions hostiles. Sans compter le sentiment, chez les militaires, d'un vieux compte à régler avec les fedayins qui les ont si longtemps humiliés, surtout dans les années 70.

Enhardies par leur succès et toujours assurées de l'appui syrien, les autorités libanaises entendent d'ores et déjà que le deuxième volet de leur plan de pacification dans la région de Saïda se déroule dans le délai fixé. Il s'agit de faire

en sorte que les Palestiniens retiennent leurs armes des camps et les expédient hors du territoire revenu sous le contrôle libanais, avant le 30 septembre. Tout comme les milices libanaises avaient retiré les leurs – d'abord du Grand-Beyrouth puis du Mont-Liban. Ainsi, le PSP druze de M. Jomblatt les a restituées à la Syrie, et les Forces libanaises chrétiennes de M. Geagea en ont rendu une partie, en ont offert une autre à l'armée et ont entreposé le reste en Israël.

Ce deuxième volet devrait également comprendre le retour de la

région de Jezzine à la légalité libanaise. L'affaire est, là, entre les mains d'Israël, mais il n'est pas impossible que les États-Unis arrachent cette concession à l'Etat hébreu. Celui-ci a pris soin de conserver un statut particulier à cette expropriation de la bande de sécurité frontalière – notamment en y laissant se maintenir cinq cents soldats libanais toujours rattachés à leur commandement à Beyrouth.

Après son déploiement à l'est de Saïda, l'armée libanaise est venue au contact à la fois de cette troupe amie et de l'ALS pro-Israélienne

dans la région de Jezzine. Quant à la négociation sur le statut militaire, politique et socio-économique des Palestiniens au Liban, que l'OLP exigeait préalablement à tout retrait de Saïda et que le gouvernement libanais n'acceptait qu'après exécution du retrait, elle devient à présent possible.

Le gouvernement de Beyrouth s'y présente en position de force alors que, depuis 1989, il a toujours négocié avec les Palestiniens en position d'extrême faiblesse.

LUCIEN GEORGE

Les Israéliens estiment que rien n'a encore changé

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Pour Israël, les règles du jeu dans le sud du Liban n'ont pas encore été modifiées. D'ores et déjà, on est persuadé à Jérusalem que le déploiement de l'armée libanaise dans la région de Saïda n'est pas en mesure d'empêcher les tentatives d'infiltration de commandos palestiniens ou chiites contre la « zone de sécurité » le long de la frontière ou contre les localités de Galilée. C'est dire qu'il n'est pas question de démanteler cette zone de sécurité d'une dizaine de kilomètres de profondeur, tenue par l'Armée du Liban-Sud – l'ALS, une milice créée par Israël. C'est dire aussi qu'Israël se réserve toujours le droit de riposter et d'opérer dans cette région.

Le coordinateur des activités israéliennes au Liban, M. Uri Lubrani, s'est d'ailleurs empressé de souligner que « si le déploiement de l'armée libanaise n'est suivi d'aucun effet, nous continuerons à agir comme par le passé ». Plus explicitement, un adjoint de M. Lubrani a précisé à la radio : « Israël n'hésitera pas à user de son

droit légitime de riposter contre les bases terroristes qui se trouveraient dans des zones de déploiement de l'armée libanaise. »

Attaques de commandos

Les responsables israéliens constatent que, depuis que l'armée libanaise est descendue vers le sud, on assiste non pas à une accalmie, mais à une recrudescence des attaques de commandos. « Les espoirs de voir l'armée libanaise mettre de l'ordre et désarmer les organisations palestiniennes ont jusqu'ici été déçus », a déclaré le ministre de la Défense, M. Moshe Arens. Dans les milieux militaires israéliens, on parle même d'un renforcement de l'organisation chiite Hezbollah. Ce sont d'ailleurs trois membres d'un commando de cette organisation qui ont été tués lundi par une patrouille de l'armée israélienne alors qu'ils étaient parvenus jusqu'à quelques centaines de mètres de la frontière. Vingt-quatre heures plus tard, il y a eu un nouvel accrochage dans la zone de sécurité, au cours duquel trois Palestiniens ont été tués et deux autres blessés. — (Interim.)

M. Arafat en appelle à la communauté internationale

TUNIS

de notre correspondant

L'OLP rejette sur l'armée libanaise la responsabilité des combats dans le sud du Liban et continue de demander aux autorités de Beyrouth l'ouverture de « négociations politiques » sur la présence palestinienne au Liban. M. Yasser Arafat a adressé, mardi 2 juillet, des messages « urgents » à la France, à la Grande-Bretagne, aux États-Unis, à l'Union soviétique et à la Chine pour les informer « des développements regrettables » provoqués par « l'agression de l'armée libanaise contre les positions et les camps palestiniens ».

Médiation algérienne

Le président de l'OLP a, en outre, demandé la médiation de l'Algérie, lors d'un entretien qu'il a eu, mardi, avec le président Chadli à Alger. Puis il a lancé un appel au président Hosni Moubarak ainsi qu'au colonel Kadhafi, actuellement réunis en Égypte, les invitant à « œuvrer pour arrêter le nouveau massacre des Palestiniens ». Enfin,

M. Arafat s'est même tourné vers Damas pour « aider à trouver, dans un esprit fraternel, des solutions à toutes les questions en suspens » au Liban.

De son côté, le conseiller de M. Yasser Arafat, M. Bassam Abou Charif, a déclaré à Tunis qu'avant le début des hostilités les Palestiniens avaient « facilité l'entrée de l'armée libanaise à Saïda conformément aux dispositions reconnues par l'OLP de l'accord de Taëf et du traité libano-syrien ».

Préconisant « des négociations politiques afin de trouver une formule palestinienne-libanaise », il a cependant indiqué que ces discussions pourraient avoir lieu avec la participation des Syriens. En attendant, la direction palestinienne a demandé à la Ligue arabe d'intervenir pour obtenir un cessez-le-feu.

MICHEL DEURÉ

IRAK : l'inspection des sites nucléaires

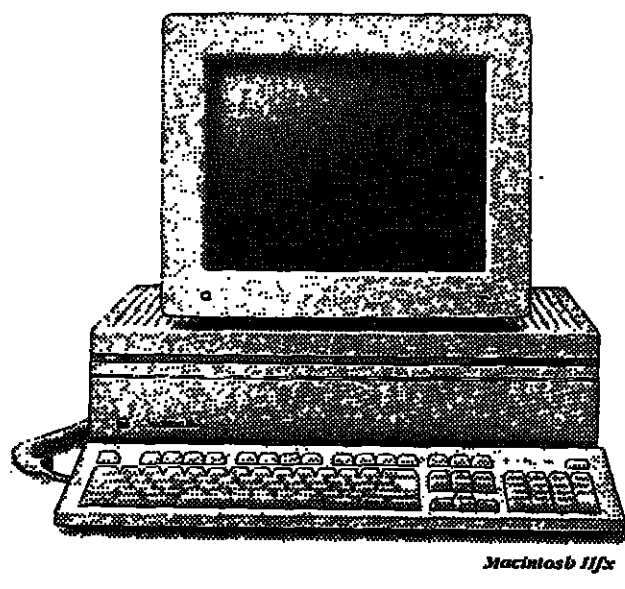
La mission de l'ONU rentre bredouille

Selon le secrétaire général de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), M. Hans Blix, les représentants de l'ONU ont achevé leur mission en Irak dans la nuit du mardi 2 au mercredi 3 juillet, sans avoir pu clarifier la question des équipements nucléaires que l'Irak est soupçonné de vouloir dissimuler. « Ce que nous avons vu ne règle pas le problème », a déclaré M. Blix, qui a visité dans la journée un site nucléaire.

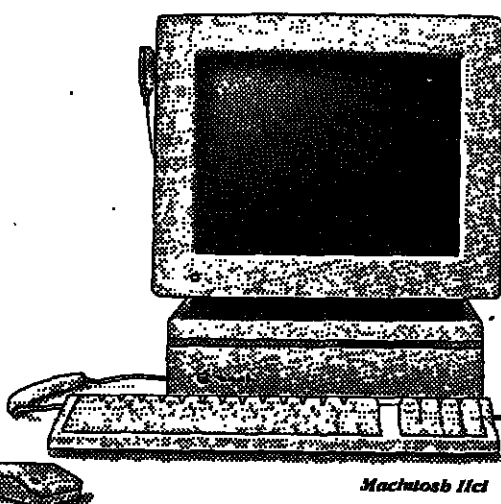
Les quatre émissaires des Nations unies, arrivés dimanche en Irak, devaient gagner Genève, où ils « établissent leur rapport pour le secrétaire général de l'ONU ». C'est ce qu'a indiqué M. Rolph Ekeus, chef de la commission spéciale de l'ONU chargée d'éliminer le potentiel nucléaire et chimique de l'Irak, à l'issue d'un dernier entretien avec le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ahmad Hussein Khodai. « Nous n'avons pas reçu d'explications suffisantes concernant la nature des équipements qui avaient été saisis de la base militaire de Falluja, ni sur leur destination », a ajouté M. Blix. Selon l'un des experts, M. David Kay, il s'agirait notamment d'accélérateurs isotopiques, mais M. Blix a affirmé, mardi soir, qu'avant de tirer une conclusion définitive il fallait que les photos prises soient analysées. Cependant, un porte-parole du ministère irakien des affaires étrangères a, encore mardi, assuré que les délégués de l'ONU pourraient avoir accès à tous les sites qu'ils désiraient visiter.

Après l'échec de la mission de l'ONU, le Conseil de sécurité devrait se réunir en session d'urgence dans les prochains jours. — (AFP, Reuter.)

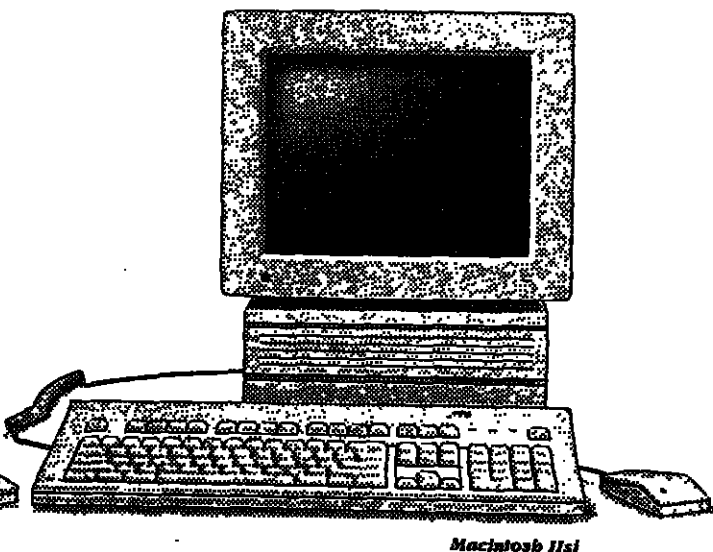
Macintosh II, du 5 au 31 juillet des prix tellement incroyables que nous n'osons pas les communiquer par voie de presse (c'est vous dire...).



Macintosh IIx



Macintosh IIc



Macintosh IIfx

Vous connaissez sans doute la dernière gamme Macintosh II, aboutissement parfait de l'esprit et du talent Apple. Alors vous savez qu'avec un Macintosh II tout est possible, y compris la couleur. Cartes d'extension, disques durs 20, 40, ou 80 Mo, écrans couleur ou noir et blanc, claviers... Le jeu des configurations vous permet d'obtenir un Macintosh exactement à vos mesures, avec des capacités de mémoire et de stockage impressionnantes. Enfin la micro-informatique peut devenir un outil de travail et l'auxiliaire de votre pensée et de votre créativité.

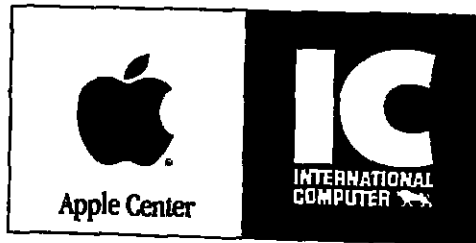
Apple a créé Macintosh II, IC vous le sert sur un plateau d'argent. Et puisque nous parlons d'argent, attendez-vous à une surprise.

Du 5 au 31 juillet chez IC, le prix du Macintosh II est tellement bas qu'il vous suffira de vous baisser pour en profiter. Appelez vite IC, vous ne serez pas déçu !

En plus du prix incroyable, en achetant votre Macintosh II chez IC, vous bénéficierez du conseil et des services du 1er distributeur Apple d'Europe.

Vite, foncez à Mac II chez IC.

(1) 42 72 26 26



WILLIAMS

10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS • APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS • IC MARSEILLE 91 37 25 03 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE • IC TOULOUSE 61 25 62 32 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE • IC NANTES 40 47 08 62 3 ALLÉE DES TANNIERS COURS DES 50 OTAGES 44000 NANTES • IC LYON 78 62 38 38 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69003 LYON

LES HEURES D'OUVERTURE SONT SUSCEPTIBLES DE VARIER SELON LES POINTS DE VENTE. RENSEIGNEZ-VOUS.

مكتبة الناصر



1990, une nouvelle année de grand développement avec deux événements phares : l'activité internationale, le volume des investissements.

Extraits de l'exposé du Président Guy Dejouany à l'Assemblée Générale des Actionnaires.

L'Assemblée Générale Mixte réunie le vendredi 28 juin 1991 a notamment approuvé les comptes de l'exercice 1990 et l'apport fait par le groupe Elf Aquitaine de Blanzay Ouest-Esny et de quelques autres participations. Dans son allocution, Monsieur Dejouany a indiqué :

Les années 1980 ont été pour notre Compagnie, comme nous l'évoquions ensemble il y a un an, celles d'un grand bond en avant ; 1990, premier exercice de la nouvelle décennie a encore été une année riche en développements et en événements.

ANNÉE 1990

Un chiffre d'affaires de 117 milliards de francs (en progression de 19 %), une marge brute d'autofinancement de 9,4 milliards de francs, devenue l'une des premières de France, un niveau record d'investissements de 21,4 milliards de francs, tels sont les nombres qui caractérisent le mieux cette année 1990, au terme de laquelle nous vous proposons un dividende en très sensible augmentation (40 francs par action, soit une distribution globale de 777,7 millions de francs, c'est-à-dire plus de trois fois le montant de 1985).

Au plan sectoriel, les lignes de force de l'exercice ont été :

- le bon comportement de nos services d'eau et d'assainissement dont nos sociétés britanniques sont maintenant un élément important, et aussi de nos autres métiers traditionnels de l'environnement : énergie thermique et propreté ;
- la dimension européenne prise par la Société Générale d'Entreprises, maintenant bien sortie de sa phase de redressement ;
- l'émergence, parmi nos nouveaux métiers, de celui de la santé et de celui des transports ;
- l'importante et très favorable évolution de la Compagnie Immobilière Phénix, créée à la fin de 1989 ;
- la rapide développement, conforme aux prévisions, de notre Société du Radiotéléphone ;
- la persistance, malgré quelques frémissements en fin d'année, d'une certaine lenteur dans le développement des abonnements et raccordements aux réseaux de télévision câblée.

Richesse des ressources humaines

Commenter un peu les éléments de cette situation, c'est dire tout d'abord, après mon message d'il y a un an, toute la part que prennent dans ce développement les hommes et les femmes de notre Groupe, à tous les niveaux, et toute la reconnaissance que nous leur devons.

Il est bien clair, que le développement de la Compagnie et de son Groupe est l'effet de la grande qualité des talents que nous avons pu rassembler et former depuis quelques années, et de leur haut niveau de professionnalisme. Un effort particulièrement vif a été fait cette année, dans le domaine des recrutements et dans celui des contacts entre cadres de diverses nationalités ; ces brassages d'hommes et d'idées sont de plus en plus nécessaires et nous avons l'intention d'organiser davantage encore d'échanges et de mobilité.

Résultat : une progression de 388 millions de francs

Si l'on veut passer en revue rapidement, de manière éclairante, les éléments les plus caractéristiques de cet essor général de 1990, l'attention se porte d'abord sur le résultat (part du Groupe) qui est en progression de 388 millions de francs, soit 21,2 %, à 2 220,6 millions de francs. Ainsi, ce résultat a presque triplé depuis 1986.

Il représente 1,9 % du chiffre d'affaires (contre 1,56 % il y a quatre ans), le résultat des sociétés intégrées représentant seulement 1,39 %, ce qui laisse encore de réelles possibilités de progression ; le bénéfice par action a lui-même atteint 114 francs, dépassant un peu nos prévisions ; il a doublé en quatre ans.

Mais l'élément le plus représentatif de notre capacité de résultat, celui qui peut servir de base pour les comparaisons, me semble être la marge brute d'autofinancement qui culminé à 9 477 millions de francs, ayant ainsi plus que doublé en 3 ans. Dans cet ensemble (qui "n'emprunte" que peu de choses, leurs dividendes seulement, aux sociétés mises en équivalence) la part des amortissements et provisions (7 443 millions de francs) est évidemment très grande ; les dotations aux amortissements techniques ou de "caducité" et aux provisions techniques représentent plus de 6,2 milliards de francs, et ont augmenté de 23 %.

Les deux événements phares de l'année ont été l'activité internationale et le volume de nos investissements.

Développement international : part prépondérante de l'Europe

Le développement international de nos métiers a connu un nouvel et très grand épanouissement en 1990. Notre chiffre d'affaires hors de France s'est hissé à près de 30 milliards de francs, en progression de plus de 35 % sur celui de l'année précédente ; il est cinq

Guy DEJOUANY a également présenté un large exposé sectoriel des activités du Groupe dans lequel il a souligné notamment :

- les perspectives nouvelles apportées à la Compagnie dans le domaine de l'eau et de l'assainissement par la parution des nouvelles normes européennes relatives aux eaux usées et par le programme d'interventions décidé par les pouvoirs publics français ;
- dans le domaine de l'énergie, le développement de l'activité de production indépendante d'électricité ;
- les réussites récentes du secteur propreté dans ses domaines traditionnels (dépollution, valorisation des déchets de l'agglomération de Nantes, collecte des déchets de Liverpool, rachat de sociétés en Australie) et dans celui de la récupération (société Soulier) ;
- la bonne situation générale de la SGE qui a fait un effort important d'implantation dans l'Est de l'Allemagne (Olympia, V.B.U.) et dispose d'un volume abondant de provisions ;
- les succès de C.B.C. en Europe Centrale, principalement avec l'hôtel ATRIUM de Prague ;
- l'événement qui a constitué l'attribution en début d'année à la SFR de l'autorisation d'exploiter un service numérique paneuropéen de radiotéléphonie ;
- l'effet retardataire pour le développement des réseaux câblés, de l'insécurité du paysage audiovisuel.

fois plus élevé qu'il ne l'était il y a quatre ans, et il représente en activité le niveau de ce qu'était l'ensemble de notre Groupe, globalement, il y a six ou sept ans. Il a pesé l'an dernier, un quart de notre activité totale.

La part de l'Europe dans ces activités hors de France est devenue largement prépondérante. Elle a été de 18,7 milliards, augmentant de 62 %. Les éléments principaux de cette progression et de cette activité se situent en Grande-Bretagne avec près de 10 milliards de francs contre 3 800 millions de francs en 1989, activité exercée dans l'eau (General Utilities avec 1 100 millions de francs), dans le B.T.P. (Sogea-Norwest, avec 4 milliards de francs), dans la santé (activité nouvelle pour la Grande-Bretagne avec plus de 2 milliards de francs), et dans l'énergie thermique (A.H.S. 800 millions de francs avec les activités nouvelles que sont Agas et Alec).

Si l'activité en Allemagne a été apparemment stationnaire à 3 654 millions de francs, avant de repartir vigoureusement en 1991, l'Espagne est en vif progrès (1 409 millions de francs) avec notamment le marché de Saragosse. Par ailleurs, les émergences de la Tchécoslovaquie (777 millions de francs) et du Danemark (548 millions de francs) méritent d'être signalées.

Evolution très vigoureuse donc pour ces activités hors de France, qui confirme la maturité internationale que nous avons atteinte dans beaucoup de secteurs, et maintenant dans les métiers de l'énergie et de la propreté, après ceux de l'eau et du B.T.P. ; mais la compétition y est très vive et beaucoup d'efforts restent nécessaires.

L'essentiel est d'ailleurs d'observer pour nos activités internationales que leur chiffre d'affaires, leurs résultats, leur autofinancement, en vif essor tous trois, représentent en 1990, chacun, 25 % de leur équivalent pour l'ensemble du Groupe.

Niveau record des investissements

L'autre trait essentiel de l'exercice est le niveau record de nos investissements qui ont dépassé mes prévisions, franchissant très sensiblement la barre des 20 milliards de francs, après les 16,6 milliards de 1989 et les 14,8 milliards de francs de 1988.

Nous aurons ainsi investi, en trois ans, plus de 52 milliards de francs (52 609 millions de francs très exactement) parmi lesquels 25 152 millions de francs d'investissements industriels, alors que notre fonds de roulement n'a connu, pendant ces trois années, qu'une faible diminution (429 millions de francs).

Ces 52 milliards ont été financés : pour près de la moitié (46 %) par autofinancement ; pour 30 % environ par augmentation nette du capital et par diverses cessions d'éléments d'actif, pour le solde (13 milliards de francs) par accroissement de la dette financière à long terme qui représente à la fin de 1990, 31,5 % des capitaux permanents.

Au cours de ces trois années, riches en obligations et en occasions, nous avons fait face à nos besoins, au prix certes d'un accroissement non négligeable, mais acceptable, de notre endettement. La qualité de notre autofinancement, qui est l'un des tous meilleurs de France, et notre capacité (réelle et assez peu soulignée) de réaliser des cessions d'actifs et des arbitrages, nous l'ont permis.

Pour le présent et le futur, nous devons rester lucides et manœuvrants, en fonction, plus que jamais, des critères de sélectivité : on peut penser que les années qui viennent ne seront que des années d'arbitrage entre ce qu'il est possible de faire raisonnablement et sans laisser passer "de vraies chances", et notre capacité à susciter ou imaginer les prises de positions ou alliances utiles.

PRÉVISIONS 1991

Le chiffre d'activité consolidé réalisé par notre Groupe en 1991, si aucune modification importante du périmètre n'intervient d'ici la fin de l'année, pourrait être voisin de 130 milliards de francs, soit une augmentation de l'ordre d'environ 11 % (avec une vive poussée notamment de l'énergie et de la propreté). L'activité à l'étranger, toujours en sensible croissance, progresserait pour sa part de plus de 20 %, atteignant 36 milliards de francs environ, et représenterait 28 % du chiffre d'activité consolidé. Le chiffre d'affaires européen (avec près de 25 milliards de francs contre 18,7 milliards de francs) continuerait son rapide développement.

Du point de vue des résultats, la prévision d'un bénéfice par action un peu supérieur à 120 francs par titre, prévision déjà faite il y a un an, me semble tout à fait susceptible d'être réalisée. Mon souhait est désormais de pouvoir maintenir une progression annuelle substantielle de ces résultats, de l'ordre de 200 à 250 millions de francs ; c'est ce que nous nous efforcerons de réaliser à nouveau dans cette année 1991, marquée par des conditions économiques un peu moins favorables et par quelques incertitudes. Notre espoir est de faire mieux, ce qui pourrait se trouver réalisé si certaines cessions sont concrétisées, et si certaines procédures concernant de grands chantiers aboutissent avant la fin de l'exercice.

En ce qui concerne les investissements, le "record" réalisé en 1990 : 21,4 milliards de francs ne sera, cette fois-ci, presque certainement pas égalé et nous nous situerons en retrait. Pour les investissements industriels, toujours poussés en avant par les besoins d'équipement en matière d'eau et d'assainissement, d'énergie, de propreté, d'aménagement urbain et de communication, le niveau final restera élevé, quoique probablement un peu inférieur aux 10,1 milliards de francs de 1990. Je prévois par ailleurs, un certain repli des investissements financiers, reflet d'une activité économique un peu moins intense ; mais de nouvelles opportunités peuvent apparaître. Au total, je ferais volontiers une prévision globale de l'ordre de 17 milliards de francs, dont 1,5 pour les apports d'Elf Aquitaine. Le financement de ces 17 milliards de francs me semble pouvoir être assuré sans difficulté, au prix d'une augmentation de l'endettement financier, qui amènerait celui-ci à représenter, en fin d'année, 33 à 34 % environ des capitaux permanents (contre 31,5 % à fin 1990).

Je confirme par ailleurs que, après l'augmentation de capital de 1989 et l'émission OCBSA de l'année dernière, aucune opération financière n'est envisagée par nous dans un proche avenir.

Bonne capitalisation boursière

À côté de ces prévisions, je me trouve amené cette année, cela n'est guère dans mes habitudes, à citer notre capitalisation boursière.

Celle-ci était de 2 milliards de francs en 1981, de 17 milliards à la fin de 1986, elle a atteint 52 milliards il y a quelques semaines avec un rang assez flatteur dans les listes françaises, et se situe actuellement aux environs de 50 milliards. Nous figurons même, me dit-on, avec le rang 173, dans la liste des 200 premières capitalisations mondiales dans lesquelles n'entrent que six entreprises françaises. Sans attacher à ce critère une image précise ou déterminante, il mérite d'être quelque peu considéré, car il est une synthèse de plusieurs autres.

Je confirme par ailleurs le poids que représente dans de telles estimations notre portefeuille-titres et notre patrimoine immobilier, dont la valeur globale n'est pas inférieure à 20 milliards de francs.

DEUX MÉTIERS :

L'ENVIRONNEMENT ET LA COMMUNICATION

En conclusion, je confirme que je juge notre Groupe bien armé en hommes, en organisation, en approche des problèmes, en rodage sur le terrain, pour les années prochaines. Et surtout, nous possédons la capacité de faire cohabiter un faisceau de métiers voisins, qui est la clé du développement.

En simplifiant à l'extrême, on peut dire que nous avons deux métiers :

- l'environnement, au sens le plus large qui groupe l'environnement lui-même et toutes les formes d'aménagement, le génie urbain, avec les métiers de l'eau, de l'énergie, de la propreté, les autres "services" et la promotion, et aussi le B.T.P., de plus en plus imbriqué aux autres activités, qui intervient désormais comme composant ;
- le second métier est la communication.

La différence est grande aujourd'hui entre eux deux, entre les 115 milliards de francs du premier et le milliard et demi du second, mais celui-ci est riche d'avenir car il sera présent à chaque instant dans les rapports entre les hommes ; il a commencé son développement chez nous avec le câble, l'audiovisuel, le téléphone mobile. Ce second métier, encore fragile, est un formidable enjeu (ce n'est pas un pari), auquel nous ferons face, s'il est solidaire de tout le reste et, surtout, tout le reste de lui.

AFRIQUE

MADAGASCAR

L'état d'urgence a été décrété à Toamasina

La situation reste tendue à Madagascar, où l'état d'urgence a été décrété, mardi 2 juillet, dans la ville de Toamasina (ex-Tamatave), après que de violents incidents entre manifestants et forces de l'ordre eurent dégénéré en pillages (le Monde du 3 juillet). Une rencontre est prévue, jeudi, entre l'opposition et la coalition pro-gouvernementale.

ANTANANARIVO

de notre envoyé spécial

« Ratsiraka démission ! » brandi sur les banderoles de l'opposition, ce slogan se retrouve partout, gravé sur la tête, sur les murs de la capitale malgache. Il en dit long sur l'état d'esprit des manifestants qui, d'Antananarivo à Toamasina, réclament aujourd'hui le départ du président, exécuté par son refus de négocier. Mais la radicalisation du mouvement, remarquablement discipliné jusqu'à présent, pourrait profiter au régime, qui attend l'occasion de décréter l'extension de l'état d'urgence pour interdire les manifestations.

L'exemple de Toamasina, où, selon certaines versions, des « provocateurs » ont perturbé, lundi 1^{er} juillet, des examens scolaires et conduit les forces de l'ordre à intervenir, constitue-t-il le prélude à une extension de la répression ? A la suite des pillages qui ont suivi ces incidents, le couvre-feu a été instauré, et tout rassemblement ou manifestation est désormais banni. « L'intransigeance du président a durci le mouvement », affirme M. Fulgence Fanony, membre du Comité des forces vives de Toamasina. Après trois semaines de protestations, « la fatigue gagne » les opposants, concède-t-il toutefois.

Les Eglises sortent de leur réserve

« Aujourd'hui, dans la campagne, on ne pense qu'à survivre », constate le Père Toubiane, de la mission catholique de Foulpointe, sur la côte est. Les prix pratiqués par les collecteurs pour les cultures de route (café, vanille, girofle) ne permettent plus aux villageois d'acheter des médicaments ou de s'assurer un minimum d'économies. Constatant à la recherche d'argent, ils vendent leur riz au plus bas prix au moment de la récolte, qu'ils ne rachètent, trois fois plus cher, en période de soudure.

Comme partout en Afrique, les ruraux (80 % de la population malgache), écrasés par la misère, restent éloignés de la vague de contestation. « Ici on ne veut pas d'histoires. On vote pour le représentant du régime, surtout quand il menace de fermer l'école du village ou le cas où il ne serait pas réélu », explique un opposant de Fénérive (20 000 habitants), au nord de Toamasina. Et encore ajoute-t-il, « les villageois de la côte peuvent s'estimer heureux : ils ne subissent pas l'insécurité qui règne sur les hauts plateaux du centre ». Dans la région de Fianarantsoa, on moissonne le riz avant terme par crainte des brigands. Les fumeurs dahalo volent le bétail depuis des années, sans que la police puisse les arrêter. « Ils sont protégés par les autorités locales, et tout le monde le sait », affirme un pasteur.

L'aggravation de la situation a poussé les Eglises à sortir de leur réserve. « Il faut changer les structures politiques qui permettent tous les abus de pouvoir », explique le Père Adolphe Razafintsalama, président du bureau exécutif du Conseil des Eglises chrétiennes de Madagascar (FFKM), qui espère amener le pouvoir à accepter la tenue d'une conférence nationale ou, à défaut, d'une « concertation élargie ». Quant aux groupes politiques de l'opposition, ils souhaitent que la France « ne bloque pas le passage à la démocratie » de la Grande Ile en poursuivant son soutien financier au régime.

JEAN HÉLÈNE

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne et
l'Europe de l'Est
Livres russes
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

GHANA : la visite du président Rawlings à Paris

Un régime militaire à pas comptés vers la démocratie

M. Jerry Rawlings, le chef de l'Etat ghanéen, a entamé, mercredi 3 juillet, sa première visite de travail en France. Il devait être notamment reçu par M. Mitterrand et rencontrer les responsables du patronat français.

ACCRA

de notre envoyé spécial

Silence dans les rangs. Dans l'église pentecôtiste de Mpraeso, à quelque 150 kilomètres d'Accra, la capitale, c'est jour de vote. L'Assemblée du district doit désigner l'un des 260 membres de l'assemblée consultative qui aura pour tâche d'examiner le texte de la future loi fondamentale de l'Etat. L'heureux élu participera donc à « la préparation d'une nouvelle Constitution qui sera la Quatrième République », explique le représentant du gouvernement.

Des quatre candidats, c'est le président de l'assemblée locale qui, dans une ambiance bon enfant, l'emportera. Ce jeune fonctionnaire de l'éducation nationale se dit proche des « idéaux révolutionnaires » du lieutenant Jerry John Rawlings, le chef de l'Etat.

Les Ghanéens vivent sans Constitution depuis dix ans. Le 31 décembre 1981, celui que ses compatriotes appellent « J. J. » s'installait au pouvoir pour la deuxième fois. La première fois, en 1979, il avait renversé le régime militaire dont on aurait pu croire qu'il était immuable. Mais, sous les pressions internes et extérieures, l'ancienne colonie britannique s'est engagée dans un lent processus de démocratisation, dûment contrôlé par le pouvoir.

Un comité d'experts est en train de « plancher » sur un projet de Constitution, soumis à une Assemblée consultative qui devra l'entériner avant la fin de l'année. Quelques mois plus tard, la population sera appelée à se prononcer sur le texte par référendum. Suivront des élections à une date et selon des modalités qui n'ont pas encore été précisées.

La haute main du régime sur ce processus indigne, évidemment, l'opposition, qui réclame la légalisation des partis politiques et leur participation à la démocratisation. Une partie des milieux d'affaires commence aussi à penser que « dix ans ça suffit ». L'intelligentsia s'impatiente de voir la tête du mouvement intégriste, présenté comme une pure organisation terroriste.

Les unités spéciales antiterroristes sont à la pointe du combat. Ce sont elles qui, dimanche 30 juin, ont arrêté M. Ali Benhadi, dans la rue, alors qu'il se rendait à la télévision pour y demander un droit de réponse. Ce sont elles aussi qui, quelques heures plus tard, ont investi les locaux algériens du FIS pour y interdire son président, M. Abassi Madani, et faire main basse sur les archives. Ce sont elles encore qui, le lendemain, ont procédé à l'arrestation de six autres membres de la direction collégiale du FIS.

Les Algériens ont alors pu constater le grand savoir-faire d'unités dont ils ne soupçonnaient pas l'existence. Mardi, elles ont mis sous scellés les locaux de l'organisation féminine du FIS, non loin de la mosquée Rahma (ex-cathédrale Saint-Charles). Arrivés en camionnettes banalisées, hérissées de mitraillettes pointées sur la foule, les commandos, encagoulés et revêtus de gilets pare-balles, fusil

ment pour la liberté et la justice, qui regroupent tous les contestataires, prépare un grand rassemblement pour la mi-juillet.

Jerry Rawlings reste cependant populaire. Ses déplacements à l'improvise à l'intérieur du pays attirent les foules. Sa seconde, son discours sur la participation des masses à l'effort national, son tempérament passionné, la relative simplicité de ses goûts lui valent la sympathie des siens.

A l'extérieur, sa philosophie politique en a séduit plus d'un. La décentralisation – avec la création, il y a trois ans, d'assemblées de district aux deux tiers élus au suffrage universel – ainsi que le discours sur « l'innovation d'un processus démocratique avec une participation populaire aux affaires publiques » et la volonté d'« inculquer une nouvelle culture politique », ont su convaincre certains.

D'autant qu'en dix ans, le visage du Ghana a changé. Difficile de lever le nez à Accra sans voir le profil d'une grue. De la construction du bâtiment qui abritera, en septembre, la conférence ministérielle du Mouvement des non-alignés à la restauration des grands hôtels en passant par l'édification d'immeubles, la capitale est un vaste chantier.

« L'enfant chéri » du FMI

Il est vrai que le pays est « l'enfant chéri » du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Depuis juin 1983, Jerry Rawlings joue la carte du libéralisme économique couplé à une politique d'austérité – le cocktail que les institutions financières internationales imposent, aujourd'hui, à tous les Etats africains. – Le Ghana a reçu 4 milliards de dollars d'aide, essentiellement sous forme de prêts à moyen terme. Pour 1991, il avait demandé 850 millions de dollars ; il a obtenu... 970 millions. A croire les mauvaises langues, le FMI serait contraint de « suralimenter Accra » pour ne pas voir échouer un modèle sur lequel il a énormément misé.

Les dernières statistiques ne sont pas rimbombantes : 37 % d'inflation en 1990 au lieu de 25 % en 1989, des taux d'intérêt supérieurs à 30 %, un secteur bancaire en pleine banqueroute... Les chiffres mément la vie dure à un gouvernement dont la politique économique n'est pourtant guère contestée. L'administration réduit ses effectifs, vend ses véhicules. Un vaste programme de privatisations est en cours, qui n'écoute que quelques secteurs-clés comme l'eau et l'électricité.

Si le bilan sur dix ans est globalement positif, l'homme de la rue, lui, n'a pas beaucoup profité des réformes en cours. Son salaire jour-

nalier n'excède pas 300 à 400 cedis (un poulet en vaut... 1 500). En ville, les magasins regorgent de produits, mais les clients sont rares. Si le niveau de vie s'est amélioré pour les paysans qui travaillent pour l'exportation, il a diminué pour les citadins.

Amnistie très partielle

Reste que le gouvernement ghanéen est l'un des seuls en Afrique à avoir su assainir l'économie et à ne pas avoir la réputation d'être totalement corrompu. Les hommes d'affaires ghanéens se disent plus enclins à travailler ici que dans les pays francophones, même si le fonctionnement du téléphone, par exemple, laisse à désirer.

Même si, dans les films de propagande, on le voit donner l'accolade au colonel Kadhafi, à Yasser Arafat, à Li Peng ou à Daniel Ortega, le « chairman » – autre surnom de « J. J. » – est l'un des dirigeants africains les plus sages par l'Occident. Il estime toutefois ne pas avoir de leçons à recevoir des anciens colonisateurs. « Ce continent doit créer quelque chose de nouveau, explique l'un de ses collaborateurs. Il y a eu des élections en Côte d'Ivoire, au Bénin, etc. ce qui, pour nous, ces pays sont démocratiques ? Le multipartisme n'est pas la panacée, nous avons l'expérience d'une anarchie instaurée par la rivalité entre partis ».

De cette époque d'« anarchie », subsistent deux partis : l'un fidèle à la pensée de Kwame Nkrumah, l'ancien président, grand panafricaniste et anticolonialiste ; l'autre, à l'esprit de l'ancien dirigeant Kofi Busia. Interdits, ces partis vivent dans l'ombre et se manifestent, pour l'instant, à travers le Mouvement pour la liberté et la justice, qui a publié, fin mai, les noms de soixante-seize prisonniers politiques. Dix jours plus tard, le gouvernement réagissait en publiant la liste de dix-neuf d'entre eux qui étaient en liberté. C'était, implicitement, reconnaître qu'ils ne l'étaient pas tous. L'opposition dénonce notamment le sort réservé à ceux qui sont emprisonnés sans jugement. Aussi alambiquée qu'elle puisse paraître, l'explication est qu'ils ne sont pas jugés parce que, dans un effort de conciliation, le gouvernement ne veut pas qu'ils soient exécutés – ce qui ne manquerait pas d'arriver en cas de procès...

En matière de droits de l'homme, le gouvernement a encore des progrès à faire : le 19 juin, il décrétait une amnistie pour ceux qui ont fui à l'étranger, mesure de clémence dont sont exclus les auteurs d'« actes subversifs ».

MARIE-PIERRE SUBTIL

AFRIQUE DU SUD : la conférence nationale de l'ANC

M. Mandela accuse le pouvoir d'utiliser un « double langage »

M. Nelson Mandela n'est pas encore président du Congrès national africain (ANC). Mais ce n'est plus qu'une question de jours. En lever de rideau à la conférence nationale de l'ANC, qui s'est ouverte mardi 2 juillet à Durban, M. Oliver Tambo, qui dirige le mouvement nationaliste depuis la mort d'Albert Luthuli en 1967 et dont la santé est très fragile depuis des années, a présenté ses vœux de succès à celui avec qui il avait monté, en 1952, le premier cabinet d'avocats noirs à Johannesburg.

DURBAN

de notre envoyé spécial

Dans un vaste gymnase de l'université de Durban, égayé de fresques « socialo-naïves », M. Mandela, devant deux mille délégués de l'ANC et trois cent cinquante invités étrangers, s'est voulu d'emblée rassurant pour les plus militants : « L'ANC est dépositaire des aspirations d'une écrasante majorité de notre peuple, a-t-il dit. Nous sommes la formation politique la plus importante dans ce pays ».

A une dizaine de reprises, il a fustigé le président Frederik De Klerk et les siens, ce « groupe de politiciens qui ne veulent pas négocier leur départ du pouvoir » et ceux « qui craignent les changements démocratiques ». Il a accusé le pouvoir d'utiliser un « double langage », de « parler de paix » tout en « faisant la guerre ». Le « régime » doit démontrer sa bonne foi, « non pas par ce qu'il dit, mais par ce qu'il fait », a-t-il ajouté.

Un homme une voix

Dans un discours adapté à son auditoire, recourant parfois au vocabulaire marxiste – ce qui n'est pas dans ses habitudes –, M. Mandela a fait de constantes références à la déclaration de Harare, qui réclame « le transfert du pouvoir au peuple », s'attirant ainsi la sympathie de la Ligue de la jeunesse et d'Umkhonto we Sizwe (la Lance de la nation), la branche armée de l'ANC, deux viviers de militants radicaux. Il a pris le temps de réexpliquer la nature des liens entre l'ANC et le Parti commu-

niste, deux organisations alliées qui cherchent à « mettre un terme au système de domination par la minorité blanche ».

Le vieux militant nationaliste a, une fois encore, rappelé la volonté de négocier de l'ANC et de ses alliés. Il a cependant précisé que le principe « un homme, une voix » ne serait pas sujet à discussions. Il a aussi insisté sur la nécessité d'élire une Assemblée constituante d'où serait issu un gouvernement intérimaire chargé de gérer les affaires, en attendant l'adoption d'une nouvelle Constitution.

A ceux qui croient que l'ANC a bien vite capitulé en acceptant la suspension de « la lutte armée », M. Mandela a expliqué que cela ne signifiait pas, ipso facto, « la fin de la lutte armée ». Il a, au contraire, affirmé qu'il comptait sur la Lance de la nation au cas où « des forces contre-révolutionnaires tenteraient de bloquer une nouvelle fois la voie d'une transition pacifique vers une société démocratique ».

En utilisant ainsi le ton de la fermeté, M. Mandela fait d'une pierre deux coups. Il apparaît plus radical qu'il ne l'est réellement aux yeux des « faucons » de l'ANC. Il répond, d'autre part, à M. De Klerk, qui, dans son discours de clôture de la session parlementaire, n'avait pas mâché ses mots, conseillant à l'ANC d'étayer sa base sociale et de se transformer en parti politique afin de se présenter, dûment mandaté, à une future conférence multipartite. Cette escalade verbale n'est pas forcément de mauvais augure. Elle est le signe qu'après tout, les négociations continuent.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

□ Un sondage donne l'ANC largement en tête parmi les Noirs. – Le Congrès national africain (ANC) remporterait 62 % des suffrages de la population noire en cas d'élections législatives, selon un sondage effectué en mars par le Centre d'études politiques de l'université de Witwatersrand, à Johannesburg. Le Parti national, au pouvoir, recueillait 12 % des voix, le Parti Inkatha, à dominante zouloue, 5 %. D'après ce même sondage, 91 % des personnes interrogées soutiennent la politique de négociation de l'ANC, 13 % prônant le recours à la lutte armée pour mettre fin à la suprématie blanche. – (AFP, Reuters.)

La traque des intégristes algériens

Suite de la première page

Il y a quelques jours, l'armée avait tenté, bien souvent sans succès, de remplacer, sur les frontières des mairies, l'inscription illégale « Commune islamique » par la devise officielle « Par le peuple et pour le peuple ». A cette occasion, les forces de l'ordre s'étaient heurtées non seulement aux islamistes mais, surtout, aux habitants des quartiers, qui avaient vivement réagi à ce qu'ils considéraient comme une intolérable intrusion. Désormais donc, les chars se font moins voyants, et la police, pour éviter ces réactions de solidarité, s'efforce de mieux cibler ses objectifs, de viser la tête du mouvement intégriste, présenté comme une pure organisation terroriste.

Les unités spéciales antiterroristes sont à la pointe du combat. Ce sont elles qui, dimanche 30 juin, ont arrêté M. Ali Benhadi, dans la rue, alors qu'il se rendait à la télévision pour y demander un droit de réponse. Ce sont elles aussi qui, quelques heures plus tard, ont investi les locaux algériens du FIS pour y interdire son président, M. Abassi Madani, et faire main basse sur les archives. Ce sont elles encore qui, le lendemain, ont procédé à l'arrestation de six autres membres de la direction collégiale du FIS.

Les Algériens ont alors pu constater le grand savoir-faire d'unités dont ils ne soupçonnaient pas l'existence. Mardi, elles ont mis sous scellés les locaux de l'organisation féminine du FIS, non loin de la mosquée Rahma (ex-cathédrale Saint-Charles). Arrivés en camionnettes banalisées, hérissées de mitraillettes pointées sur la foule, les commandos, encagoulés et revêtus de gilets pare-balles, fusil

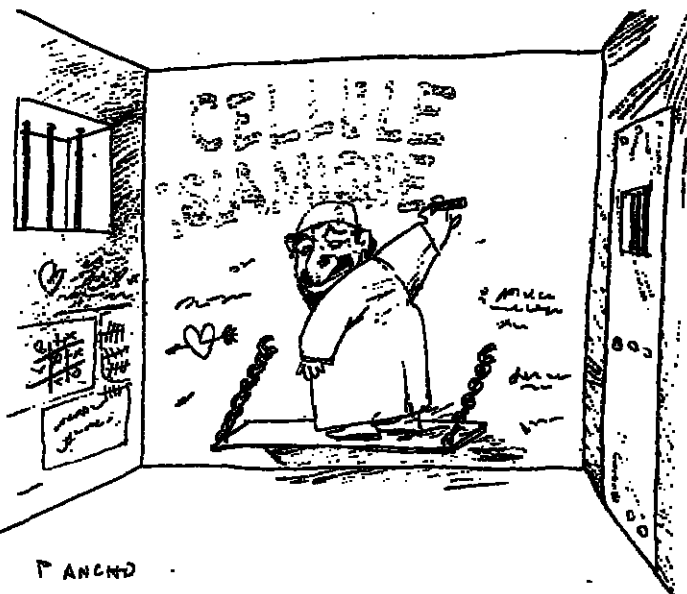
d'assaut à la main, ont rapidement investi les lieux pour en ressortir avec un lot de documents. Au même moment, le siège national du FIS, dans l'ex-rue Charraï, était parallèlement « visité », sous les yeux d'une foule à distance par des hommes menaçants, dont les véhicules, quelques instants plus tard, démarraient en trombe.

Sur décision militaire, les locaux du FIS demeurent fermés. L'organisation elle-même n'est pas formellement interdite, mais ses activités sont de fait paralysées. Ses cadres et ses militants sont arrêtés par centaines. Depuis longtemps, et plus encore depuis sa victoire aux élections municipales de juin 1990, le FIS faisait l'objet d'une forte infiltration policière. Les renseignements collectés comme les documents saisis à profusion lors des dernières opérations permettent les coups de filet d'aujourd'hui.

Main basse sur les radicaux

De source policière, on faisait officiellement état, dès lundi, de l'arrestation de 2 600 personnes depuis le début des troubles, militants du FIS ou simples manifestants. Les interpellations ont eu lieu à Alger et dans sa banlieue, mais aussi à Chlef, à Blida, à Constantine, à Bordj-Bou-Arredj. 144 personnes ont été déferées, dimanche et lundi, devant les tribunaux pour non-observation du couvre-feu et attroupements sur la voie publique. A El Oued, par exemple, 65 personnes ont été écrouées trois jours à deux mois de prison.

A Annaba, le maire, qui venait de replacer sur le fronton de sa mairie l'inscription « Commune islamique » enlevée par l'armée, a été mis sous les verrous. Pour des rai-



L'ANC

sons identiques, des arrestations ont été opérées dans plusieurs communes de la wilaya (préfecture), ainsi que dans celle d'El Tarf, tandis qu'à Souk-Ahras et dans sa région, plusieurs responsables locaux du FIS étaient interpellés. A M'Sila, deux manifestants ont trouvé la mort lorsque la police a occupé les locaux du FIS. De violents échauffourées ont eu lieu, mardi matin, à Mostaganem, dans le bastion islamique de Tidjilid, après qu'un appel à la « guerre sainte » eut été lancé depuis le minaret d'une mosquée.

Les 700 personnes dont l'arrestation a été mentionnée, lundi, dans un communiqué officiel (le Monde du 3 juillet), appartenant toutes, selon la police, à la frange radicale du FIS et sont soupçonnées d'être atteintes à la sécurité de l'Etat. S'y ajoutent depuis, et pour les mêmes raisons, 340 autres personnes, au nombre desquelles figurent plusieurs ressortissants étrangers, militants islamistes libyens, tunisiens, libanais et même iraniens. Tous ces intégristes ont été placés en garde à

vue, sous le contrôle de la gendarmerie.

Le nouveau ministre des droits de l'homme, M. Ali Haroun, assure qu'ils seront rapidement déferés à la justice, conformément au code de procédure pénale. Il en ira de même pour MM. Madani et Benhadi, détenus dans une caserne des environs d'Alger, même si les autorités se refusent à donner, pour l'instant, la date de leur procès.

« Faire de la politique »

D'une manière générale, les informations sur les opérations policières sont chichement diffusées et difficilement contrôlables. Les pouvoirs publics ont ainsi fait état de la découverte, dans une mosquée de Blida, de soixante-douze cocktails Molotov. Des armes, des vêtements et des médicaments, rassemblés notamment pendant la crise du Golfe pour être acheminés vers l'Irak, auraient été, selon les mêmes sources, saisis dans différentes villes, souvent dans des mosquées.

Les policiers ont aussi fait main basse sur une importante masse de documents en cours de dépeuplement, qui serviront à « nourrir » le dossier judiciaire ouvert contre MM. Madani et Benhadi.

Quarante-huit heures après le début de l'opération contre le FIS, les autorités politiques en dressent un bilan globalement positif. A les en croire, la frange radicale du mouvement ne s'en relèvera pas. Des actions terroristes ne sont cependant pas à exclure, estiment-elles, mais le gros du danger serait passé. Tout en affirmant que cette politique de normalisation sera conduite à son terme, les responsables soulignent que l'armée est en train de regagner ses casernes et de confier à la police civile le soin de superviser la suite des opérations. Ainsi, mardi soir, ce sont des policiers en armes et non plus des militaires qui procédaient aux contrôles nocturnes.

Afin de prouver qu'elles n'ont plus rien à cacher, les autorités se disent, maintenant, soucieuses de permettre, le plus rapidement possible, l'entrée en Algérie des journalistes et des organisations de défense des droits de l'homme qui en feraient la demande. Elles veulent, en tout cas, convaincre qu'elles ne se laissent pas emporter par la dynamique de la répression. Il n'est pas question, affirment-elles encore, d'interdire le FIS, dont seuls huit membres (sur soixante-dix) de sa direction collégiale ont été arrêtés. Des contacts sont en cours avec les autres responsables du mouvement islamiste pour favoriser l'émergence d'une nouvelle direction, susceptible de conduire le FIS avec plus de modération.

« On va leur donner l'opportunité de faire de la politique et non plus de l'agitation révolutionnaire », déclarait, mardi, un membre du gouvernement. Encore faut-il savoir si un mouvement islamique assagi et au discours limité sera en mesure de garder le contrôle que le FIS ancienne manière exerçait sur les plus démunis de la société algérienne.

GEORGES MARION

محكمة القضاء

Injure ou calembour?

M. Le Pen relaxé pour son jeu de mots «Durafour crématoire»

La septième chambre de la cour d'appel de Versailles a relaxé, mardi 2 juillet, M. Jean-Marie Le Pen des fins de poursuite d'injure publique envers un ministre à la suite de son jeu de mots «Durafour crématoire». En infirmant ainsi le jugement du tribunal correctionnel de Nanterre qui, le 7 mars, avait condamné le président du Front national à 10 000 F d'amende, la cour d'appel a fait droit à l'argument essentiel de M. Le Pen : ce jeu de mots de fin de repas constituait un calembour et non une injure.

«L'expression incriminée, «Durafour crématoire», a été tenue en fin de repas de clôture de l'université d'été du Front national à Cap-d'Agde (le 2 septembre 1988). Il est d'évidence qu'il a été inspiré par la dernière syllabe du nom patronymique de la personne visée et que ni la personnalité privée de celle-ci ni sa carrière politique ne pouvaient donner à penser à l'auditoire que M. Durafour pourrait le ressentir comme une atteinte liée à l'évocation des crimes nazis que, certes, l'expression appelle.»

La tradition française

Ce considérant de l'arrêt de la septième chambre, présidée par M^{me} Colette Caralp, répond à la réquisitoire prononcé lors de l'audience du 4 juin par l'avocat général, M. William Halimi. Celui-ci avait notamment mis en doute l'opportunité du jeu de mots en ces termes : «Le contexte fait qu'une fois de plus on considère que ce qui s'est passé durant la deuxième guerre mondiale n'est

pas si grave que cela.» Argument aussitôt tenu par la phrase suivante : «Il est souhaitable que l'homme de la qualité de Jean-Marie Le Pen, qui a du bon sens et des mérites certains, ait recours à d'autres moyens oratoires.» Le climat de l'audience du 4 juin manifestait la moindre importance accordée au jeu de mots sur M. Durafour par rapport à l'affaire du «point de détail» (M. Le Pen avait déclaré que l'existence des chambres à gaz était «un point de détail de l'histoire de la deuxième guerre mondiale»), jugée par la première chambre, qui avait aggravé les peines prononcées contre le président du Front national en première instance.

Se fondant juridiquement sur l'article 29, alinéa 2 de la loi sur la presse qui définit l'injure, l'arrêt se conclut sur une référence à la tradition française du combat politique. «Il convient d'analyser cette expression comme un calembour projeté en période pré-électorale contre un adversaire politique qui n'avait pas caché sa volonté d'éliminer un parti opposant, en l'espèce le Front national. Il est conforme à la tradition française dans un tel contexte, le débat fut-il violentement polémique, de ne pas s'entêter par une conception étroite de la susceptibilité des personnes qui acceptent de se trouver exposées à la contradiction. La cour estime que les limites de la tolérance usuellement admises en la matière n'ont pas été dépassées, d'autant mauvais goût que soit ledit calembour.»

PASCALLE SAUVAGE

Table et loi

La loi française n'autorise pas le commentaire des décisions de justice, dont le respect s'impose à tous. Il ne saurait donc être question de critiquer ou de louer l'arrêt de Versailles sur le calembour proféré par le président du Front national. Sauf à le faire, si l'on comprend bien, «en fin de repas», ce qui vaudrait circonstances atténuantes en vertu de la jurisprudence banquière ainsi établie.

Malgré l'impunité garantie, on se l'interdira par égard pour la politique comme pour la justice.

Br. F.

Selon l'Humanité

M. Patrick Besson quitte «l'Idiot international»

Dans son édition du mercredi 3 juillet, l'Humanité annonce brièvement que l'écrivain Patrick Besson «quitte le journal de M. Jean-Edern Halimi, l'Idiot international, en raison des déclarations de son directeur «en faveur de M. Jean-Marie Le Pen». «Première nouvelle ! a affirmé M. Halimi au Monde. Je n'ai jamais pris position en faveur de M. Jean-Marie Le Pen, ni de près ni de loin. A propos de M. Besson, que nous n'avons pu joindre mercredi matin, le directeur de l'Idiot international exprime «beaucoup d'amitié et d'admiration pour l'écrivain», en ajoutant : «Il est victime d'une forte pression. Il ferait mieux de mettre un peu de plomb dans sa tête, mais, de toute façon, on revient toujours à l'Idiot.»

Dans une brochure militante

Le PS contre le «populisme fascisant»

«Parce que le Front national représente un mal absolu, il doit être combattu absolument. Cette forte pétition de principe est la première phrase de l'introduction d'une brochure pédagogique (1) que publie le PS. S'adressant aux cadres socialistes, M. Gérard Lindeperg, membre du secrétariat national du PS, chargé de la formation, affirme, dans son propos introductif, que «la lutte contre l'influence du Front national doit être l'une de nos toutes premières priorités politiques». Selon M. Lindeperg, «le discours humaniste et les propositions antiracistes n'ont pas suffi à circonscrire un mouvement qui a, pour l'instant, réussi à fédérer les couches de la population». «Il ne suffit pas de protester contre le «phénomène Le Pen», continue M. Lindeperg, il faut atta-

quer le mal à la racine. C'est pourquoi nous devons agir sur le terrain social où s'enracine un «populisme fascinant» qui menace nos libertés et la cohésion de la société française.» En cent vingt pages, cet ouvrage vise à donner un argumentaire pour reconquérir «la parole populaire de reconquête» du Front national, considéré comme «le seul parti important dont la doctrine est basée sur le racisme, l'antisémitisme, l'extrémisme». Considérant que «le Front national n'est pas un parti comme les autres», le PS se fixe pour objectif de «prouver» que ce parti constitue un danger multiforme, d'expliquer la politique gouvernementale et de «recruter» des solidaires.

(1) Des outils pour l'action. Lutter contre l'extrême droite, volume 1, 30 francs.

Alors que la situation reste tendue

M^{me} Cresson accorde une première enveloppe pour les aides d'urgence aux familles d'anciens harkis

Une première réunion interministérielle consacrée à la recherche de solutions immédiates aux difficultés des familles d'anciens harkis a eu lieu, mardi soir 2 juillet à l'hôtel Matignon. Le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, a autorisé le déblocage d'une enveloppe de 5 millions de francs qui devait être répartie, dès mercredi, entre les préfectures des départements du Midi, où la tension reste la plus vive. Une autre réunion est prévue vendredi avant l'annonce du «plan d'ur-

gence», qui se traduira notamment par l'octroi d'une quarantaine de millions supplémentaires, conformément au budget initialement imparti au délégué du gouvernement aux rapatriés, M. Maurice Benassayag.

La situation sur le terrain reste tendue. Des barrières routières subsistent, mercredi matin, dans les Bouches-du-Rhône et le Gard. Après le maintien en détention des quatre jeunes gens incarcérés à la suite des incidents des 23 et 24 juin à

Narbonne, les représentants des jeunes enfants de harkis de la cité audoise mais aussi ceux d'Avignon, Strasbourg, Mulhouse, Agen, Joux, Biais, Cahors, Saint-Laurent-des-Arbres, Fumel ont décidé de ne pas venir à Paris, où une délégation devait en principe être reçue, mercredi, par le conseiller social de M^{me} Cresson. «Désormais, a déclaré l'un des porte-parole des jeunes fils de harkis de Narbonne, nous ne répondons plus de rien.»

Questions de justice

par Alain Rollat

Le pouvoir politique pare au plus pressé. Il escale d'abord de réparer ses erreurs. Les 5 millions octroyés mardi soir 2 juillet par M^{me} Cresson à M. Benassayag, au vu d'un premier chiffrage des trente propositions déposées vendredi dernier par la mission de réflexion sur la communauté rapatriée d'origine nord-africaine, permettront aux préfets d'apporter un soutien financier immédiat aux familles d'anciens harkis dont les difficultés avaient été accusées par le non-versement des bourses scolaires et autres prestations sociales prévues au titre du plan d'intégration de 1989.

Le reste de l'intendance suivra dès la fin de cette semaine et au bout du compte M. Benassayag retrouvera en principe les 75 millions qui devaient lui revenir en 1991 dans le budget national, mais qui avaient «rétréci» jusqu'à 33 millions pour cause de guerre du Golfe. Il disposera donc, dès le début de la semaine prochaine, d'un ballon d'oxygène d'une quarantaine de millions.

Sur sa lancée, et par crainte d'une explosion générale — au moment où le Conseil national des Français musulmans, représentant cent quatre-vingt-dix-sept associations locales, entre dans la danse en appelant à une manifestation nationale le 13 juillet à Paris — le pouvoir exécutif s'emploie aussi à remédier au fond des problèmes de ces «oubliés de l'histoire». La première réunion interministérielle de mardi soir, à laquelle étaient représentés six ministères (affaires sociales, budget, éducation nationale, travail, ville, défense), a déjà confirmé la volonté de M^{me} Cresson de réviser l'idée de créer un «comité national du suivi» des mesures gouvernementales et de reprendre à son compte plusieurs des autres suggestions préconisées dans le rapport de la mission de réflexion.

Si certaines de ces propositions

spécifiques se heurtent apparemment à des objections juridiques et constitutionnelles, il semble acquis que le gouvernement fera droit — sous une forme à fuir — à la «réparation morale» et à la «reconnaissance de dignité et d'identité» que les anciens harkis espèrent de la République depuis vingt-neuf ans. Il reprendra également à son compte la nécessité de renforcer le dispositif visant à l'insertion professionnelle des jeunes, en tant que de mobiliser les grandes entreprises nationales et privées. Il doublera le nombre des éducateurs du contingent qui contribuent à lutter contre l'échec scolaire des enfants de harkis dans le cadre de leur service national.

Bref, le pouvoir politique paraît décidé, sous la pression de la rue, à rendre enfin justice à cette communauté marginalisée. Et si les expériences du passé portent naturellement au scepticisme, elles n'autorisent pas à mettre en doute,

aujourd'hui, sa bonne volonté. Mais une volonté de justice peut en révéler une autre. C'est ce qui se passe depuis lundi. Depuis qu'un juge d'instruction, agissant en toute indépendance, a décidé, en son âme et conscience, de maintenir en détention les quatre jeunes gens incarcérés à la suite des premiers incidents de Narbonne. Depuis que la légitime fermeté de ce juge renvoie inévitablement, dans le même département, à la moindre fermeté des peines d'emprisonnement avec sursis requises le même jour devant le tribunal de Carcassonne contre des parachutistes accusés de «ratonnades».

Mardi soir, à Narbonne, un jeune homme se demandait avec amertume si la justice ne reconnaît pas ses frères «d'abord comme délinquants, ensuite comme fils de harkis...». Il arrive en effet que, dans l'exercice de son propre pouvoir, la justice justifie elle-même les mises en question...

Pour tenir compte de l'accroissement de la population

Le gouvernement prévoit de créer cinquante sièges de conseillers régionaux supplémentaires

Le conseil des ministres du mercredi 3 juillet a adopté un projet de loi présenté par M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, adaptant les effectifs des conseils régionaux au résultat du recensement de la population. Contrairement à ce qui avait été prévu dans un premier projet (le Monde du 14 juin), cela se traduira par la création de cinquante sièges de conseillers régionaux.

Il est des sacrifices impossibles à imposer à des hommes politiques. La diminution du nombre de places à pourvoir est de ceux-là. Le ministre de l'Intérieur vient d'en faire la douloureuse expérience. Au départ, pourtant, l'affaire paraissait simple, tant la rigueur mathématique avait pu — aurait dû — être la seule à s'appliquer. La loi de 1985 instituant l'élection des conseillers régionaux au suffrage universel direct, à la proportionnelle départementale, avait inscrit dans la législation une règle garantissant le bon fonctionnement de la démocratie représentative mais qui n'est pourtant pratiquement

jamais appliquée en France : la stricte concordance du nombre d'élus avec celui des habitants qu'ils représentent.

Le principe posé était simple : la répartition du nombre de conseillers régionaux entre les départements de chaque région serait revue après chaque recensement général de la population. Le ministre de l'Intérieur avait donc préparé un projet de loi tirant les conséquences de celui validé par le décret du 21 décembre 1990.

Nouveau principe

Et, pour éviter toute contestation, il avait appliqué les mêmes règles que celles retenues en 1985 : les effectifs de chacun des conseils régionaux ne changeraient pas ; ils représenteraient (sauf les exceptions des régions mono-départementales d'outre-mer et celles de la Corse, du Limousin et de l'île-de-France) le double du nombre de parlementaires élus dans la région plus un, afin qu'il y ait un nombre impair de conseillers ; leur répartition entre les départements de chaque région correspondait à chacun de ceux-ci d'abord un siège, les autres étant

répartis au prorata de la population. Certains départements, dont la population s'est accrue depuis 1983, devaient donc bénéficier de sièges supplémentaires à l'assemblée régionale : ils étaient vingt et un dans ce cas. Mais, en conséquence, dix-neuf voyaient leurs effectifs de conseillers régionaux diminuer. C'est là où le bât a blessé. Si des responsables politiques acceptent facilement de pouvoir disposer de mandats supplémentaires à répartir, il leur est beaucoup plus difficile d'admettre d'en perdre. Sous la pression des Parisiens (la capitale avait perdu trois sièges) et d'autres fœdaux — ou candidats fœdaux — influents au PS, M. Philippe Marchand avait dû retirer son projet en plein conseil des ministres, le 12 juin, ce qui est exceptionnel.

Les machines à calculer se sont donc remises à tourner au ministère de l'Intérieur. Un nouveau principe a été retenu : aucun département ne verrait son nombre de représentants au conseil régional diminué. Cela impliquait donc de créer de nouveaux sièges pour éviter de pénaliser les départements où la population a augmenté et pour permettre que soit respecté le lien entre le nombre de

conseillers régionaux par département et celui des habitants.

Le nombre de créations est d'autant plus important qu'il s'agit, dans chaque région, d'un nombre pair, afin que l'effectif de chaque assemblée régionale reste partout impair. Le résultat de ces savants calculs conduit à créer cinquante sièges en France continentale, puisque rien n'est changé dans les régions mono-départementales d'outre-mer et en Corse, laquelle ne sera plus, après les élections régionales de mars prochain, une «région» stricto sensu.

Cette mésaventure ne peut que refroidir les ardeurs de ceux qui souhaitent adapter le découpage des circonscriptions législatives à l'évolution démographique, comme le bon fonctionnement de la démocratie l'imposerait, et comme le Conseil constitutionnel l'a souhaité en 1986 (le Monde du 12 juin). Car, là aussi, cela impliquerait, si l'on ne veut pas augmenter le nombre total de députés, de supprimer une circonscription dans dix départements et deux à Paris. Difficile. Mais augmenter les effectifs de l'Assemblée nationale n'est, juridiquement et politiquement, pas plus facile.

THIERRY BRÉHIER

La préparation des élections régionales

MM. Fabius (PS) et Rufenacht (RPR) têtes de liste en Seine-Maritime

ROUEN

de notre correspondant

Quatre têtes de liste en Seine-Maritime pour les élections au conseil régional de la Haute-Normandie sont maintenant connues. A droite, M. Antoine Rufenacht, député (RPR) du Havre, ancien ministre, conduira une liste d'union RPR-UDF. Les directions nationale et locale de son mouvement l'ont choisi aux dépens de M. Roger Fossé (RPR), président du conseil régional depuis 1982. Au PS, les militants ont choisi à la quasi-unanimité M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, pour conduire une liste sur laquelle il précéderait M^{me} Frédérique Bredin.

ministre de la jeunesse et des sports, maire de Fécamp, et M. Alain Le Vern, député, premier secrétaire de la fédération socialiste de Seine-Maritime. M. Fabius avait déjà conduit la liste socialiste en 1986.

Au PCF, M. Thierry Foucaud, premier secrétaire fédéral, maire d'Oissel, a été désigné à la place de M^{me} Colette Privat, tête de liste en 1986. M. Daniel Colliard, premier adjoint au maire du Havre, vient en deuxième position, devant M. Christian Cuvellier, maire de Dieppe. A l'extrême droite, M. Dominique Chaboché, ancien député, vice-président du Front national, conduira, comme en 1986, la liste de cette formation.

E. B.

Quinze régions bénéficiaires

D'après le projet adopté par le gouvernement, l'effectif de l'assemblée régionale ne sera pas modifié dans six régions : l'Alsace, l'Auvergne, la Franche-Comté, la Lorraine, le Nord-Pas-de-Calais et les Pays de la Loire. Onze régions voient leur nombre de sièges augmenter de deux — cinq d'entre elles par création d'un siège pour deux de leurs départements : la Bourgogne (pour le Côte-d'Or et l'Yonne), le Centre (pour l'Eure-et-Loir et le Loiret), la Champagne-Ardenne (pour l'Aube et la Marne), le Languedoc-Roussillon (pour l'Hérault et les Pyrénées-Orientales), le Poitou-Charentes (pour la Charente-Maritime et la Vienne) ; et six d'entre elles parce que l'un de leurs départements gagnerait deux sièges : l'Aquitaine (pour la Gironde), la Bretagne (pour l'Ille-et-Vilaine), le Limousin (pour la Haute-Vienne), la Basse-Normandie (pour le Calvados), la Haute-Normandie (pour l'Eure), la Picardie (pour l'Oise), le Midi-Pyrénées (pour le Lot-et-Garonne) et le Languedoc-Roussillon (pour l'Aude).

Provence-Alpes-Côte d'Azur gagnera six élus : un pour les Alpes-de-Haute-Provence, un pour le Var, deux pour les Alpes-Maritimes et deux pour le Rhône-Alpes en gagnant deux : un pour l'Ain, l'Isère, le Rhône et le Savoie, deux pour la Haute-Savoie.

L'île-de-France verra les effectifs de son assemblée s'accroître de douze : l'Essonne, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne auront chacun un conseiller supplémentaire, la Seine-et-Marne, les Yvelines et le Val-d'Oise en auront chacun trois de plus.

POLITIQUE

La session extraordinaire du Parlement

Les regrets de M. Poperen

A l'ouverture de la session extraordinaire, mardi 2 juillet, M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, a exprimé « les regrets du gouvernement » pour l'absence de ministre lors de la clôture, samedi 29 juin, de la session ordinaire de printemps. « Il ne serait pas bien de chercher des faux-fuyants », a affirmé M. Poperen, en expliquant sa propre absence par un défaut de transmission de l'ordre du jour de la séance. Le ministre était en effet présent au même moment au Palais-Bourbon, où il participait à une réunion du courant qu'il anime au sein du Parti socialiste.

« Ce manquement n'avait aucune

signification particulière, en ce qui concerne le respect de ce gouvernement pour le Parlement », a souligné M. Poperen, en précisant toutefois qu'« institutionnellement et juridiquement, le gouvernement n'était pas en défaut ».

Samedi, seuls deux députés étaient présents dans l'hémicycle lors de la clôture de la session ordinaire : M. Muguette Jacquissat (PC) et M. Robert Pandraud (RPR), tous deux élus de Seine-Saint-Denis. Le président de séance, M. Georges Hage (PC, Nord), paraissant André Malraux, avait noté malicieusement qu'entre les communistes et les gaullistes il y avait « comme un grand vide ».

L'application « immédiate » de la publicité des auditions des commissions d'enquête est remise en cause

La commission mixte paritaire (CMP) qui s'est réunie, mardi 2 juillet, n'est pas parvenue à un accord sur la proposition de loi autorisant la publicité des auditions des commissions d'enquête parlementaire. Alors que la majorité sénatoriale avait accepté, samedi 29 juin, de voter un amendement du gouvernement prévoyant l'entrée en application « immédiate » de cette disposition, qui concerne la commission d'enquête en cours sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, le président de la commission des lois du Sénat, M. Jacques Larché (Rég. et Ind., Seine-et-Marne), a remis en cause cette disposition.

Selon M. Larché, l'applicabilité « immédiate » de la publicité des auditions conduirait à rompre le principe de l'égalité entre les personnes entendues à huis clos jusqu'à présent – notamment les trésoriers des partis politiques – et celles dont les auditions seraient publiques. Le même argument a été repris, dans les couloirs du Palais-Bourbon, par M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), qui a annoncé que, si cet amendement du gouvernement était repris et voté à l'Assemblée nationale, il déposerait un recours devant le Conseil constitutionnel.

Le président du groupe socialiste, M. Jean Auroux, s'est, au contraire, indigné de ce « grave refus de la transparence » en soulignant qu'il faudrait « arracher en dernière lecture » à l'Assemblée nationale. Le rapporteur de la commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, M. Jean Le Garrec (PS, Nord), s'est étonné, par sa part, du « revirement étonnant de la position de l'opposition ».

Il a également précisé que la commission se réunirait pour réfléchir à l'organisation des auditions publiques, qui « débuteraient en septembre » si la proposition de loi était votée définitivement, comme prévu, au cours de cette session extraordinaire. M. Le Garrec n'exclut pas de proposer à la commission de réentendre, publiquement, les personnes déjà convoquées à huis clos. La commission d'enquête a entendu, mardi, MM. Pierre Sotura, trésorier du PCF, et André Laignel, ancien trésorier du PS. Elle devait entendre, mercredi 3 juillet, M. Dominique Perben, trésorier de la campagne du RPR.

La réforme de l'administration territoriale

Le Sénat refuse d'institutionnaliser les ententes interrégionales

Après avoir supprimé un fonds de correction des déséquilibres interrégionaux alimenté par un prélèvement sur les dotations annuelles de l'Etat aux régions, les sénateurs ont voté, mardi 2 juillet, la suppression d'une des dispositions essentielles du projet, la création d'ententes interrégionales.

Les sénateurs se sont replongés, après une interruption de quinze jours, dans le projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République. A pas comptés, ils ont commencé l'examen des dispositions en faveur de la coopération locale, pour les régions ou pour les communes. Ces mesures ont suscité les réserves de la majorité sénatoriale et du groupe communiste. M. Sœur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, a pu mesurer cette allégresse de l'examen de l'article instituant les « ententes interrégionales ».

M. Paul Graziani (RPR, Hauts-de-Seine), rapporteur au nom de la commission des lois, n'est pas enthousiasmé par ces établissements publics pouvant associer entre deux et quatre régions limitrophes. Il a adressé deux reproches majeurs au système prévu par le gouvernement. Il a indiqué qu'il existait déjà des formules de coopération entre régions et qu'il n'y avait donc pas lieu de créer un « échelon administratif supplémentaire ». Il a contesté « l'objectif sous-jacent » de cette nouvelle structure : la fusion des régions dans une perspective européenne.

« La libre volonté »

Préférant « un optimum fonctionnel » prenant en compte les données économiques locales à « un optimum dimensionnel », M. Graziani a assuré qu'il n'existe pas de taille idéale pour les collectivités régionales au sein de la communauté. Il a reçu notamment le soutien de M. Daniel Hoellfel (Un. cent., Bas-Rhin), lequel s'est appuyé sur la diversité des Länder allemands pour mieux mettre en évidence, à ses yeux, l'inopportunité du dispositif. L'article a été repoussé par la majorité sénatoriale augmentée des voix communistes.

Cent six sénateurs saisissent le Conseil constitutionnel sur le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS). Cent six membres de la majorité sénatoriale ont déposé au Conseil constitutionnel le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS) adopté définitivement par l'Assemblée nationale le 29 juin dernier. Les signataires de la saisine estiment notamment que les dispositions nouvelles du texte remettent en cause les garanties fondamentales accordées jusqu'alors aux professions de santé et aux partenaires sociaux.

G. P.

Les déboires de M. Fabius

Les « bonnes idées » du président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, ont une fâcheuse tendance à se révéler fort encombrantes dès qu'il s'agit de les mettre en œuvre. Régulièrement, depuis trois ans, M. Fabius propose de réformer les travaux du Parlement et fait preuve, pour défendre ses idées, d'un acharnement qui surprend souvent, voire irrite, tant les présidents des groupes politiques de l'Assemblée que les cabinets des ministres qui devront subir, eux, les conséquences des propositions conçues à l'hôtel de Lassay.

Il en fut ainsi du « droit de tirage » de l'opposition en matière de proposition de loi, utilisé en décembre 1989, sur l'insistance de M. Fabius, sur un texte a priori peu « suspect » relatif à la protection du domaine public maritime, mais qui a donné lieu à l'un des plus jolis carroufages parlementaires, au détriment d'ailleurs du très fabusien ministre de la mer de l'époque, M. Jacques Mellick, contraint de s'opposer, en séance et au nom du gouvernement, à une proposition de loi dont l'inscription avait été voulue par le président de l'Assemblée nationale.

« Les députés travaillent »

En 1991, c'est le principe du « vote personnel », dont l'idée a été lancée par M. Fabius en janvier, qui donne des sueurs froides aux groupes, aux cabinets ministériels et aux services de l'Assemblée nationale. Cette proposition, destinée à montrer à l'opinion que « les députés

travaillent », prévoit de soumettre les textes jugés importants à une obligation de vote personnel des députés, en n'autorisant qu'une seule délégation par représentant.

Attaché à la mise en application de ses propositions, M. Fabius avait proposé de recourir à une telle procédure sur la réforme hospitalière. Annoncé une première fois, puis une seconde, le vote personnel – symbole du pouvoir parlementaire – avait dû, faute de majorité, être remplacé au dernier moment par le coupet de l'engagement de la responsabilité du gouvernement.

Mais il en aurait fallu davantage pour contraindre la volonté du président de l'Assemblée nationale. La réforme hospitalière n'ayant pas rempli ses espoirs, M. Fabius a proposé d'inaugurer le vote personnel sur la loi d'orientation sur la ville. Et voilà que, mardi, la conférence des présidents décide qu'il n'est pas raisonnable de convoquer la grosse moitié des députés un mercredi de juillet, sur le vote définitif d'un texte, aussi important soit-il.

L'opposition, dont l'accord est nécessaire pour recourir à cette procédure de vote exceptionnelle, n'a en effet pas jugé utile d'offrir une satisfaction personnelle au président de l'Assemblée, et la possibilité, pour quelques députés de droite, de rompre avec la discipline de groupe, en apportant leur soutien à ce projet de loi sur la ville...

P. R.-D.

La tension à Mayotte

Les jeunes de Pamandzi réclament la démission de leur maire

Au lendemain des affrontements qui les ont opposés aux forces de l'ordre, les jeunes de l'île de Pamandzi, située à l'ouest de Mayotte (océan Indien) ont menacé, mardi 2 juillet, les autorités de la collectivité territoriale de « repasser à l'action » si le maire de la localité ne démissionne pas avant jeudi après-midi. Cet ultimatum a été lancé par l'Association des jeunes pour le développement de Pamandzi à l'issue d'une réunion, rassemblant près de trois cents personnes, avec les « sages » de la commune. Malgré un appel à la modération de leurs aînés, les jeunes ont menacé de brûler les bâtiments publics de la commune si le maire, M. Soihili Ahmed, qu'ils jugent « incompetent », ne se démet pas de son mandat.

La génération des anti-notables

MAMOUZOU

de notre correspondant

Les affrontements de Pamandzi étaient prévisibles. Le rôle joué dans l'enchaînement des événements par l'Association des jeunes pour le développement de Pamandzi, qui a empêché, samedi 29 juin, l'atterrissage du Fokker-28 d'Air Austral avant de mener, lundi, l'assaut contre la mairie, obligeant le maire, M. Soihili Ahmed, à la fuite (le Monde du 3 juillet), illustre parfaitement la part prise par la jeunesse mahoraise dans la prise de conscience politique d'une situation de crise. Celle-ci est en effet devenue explosive après avoir été occultée par les cérémonies organisées en mai pour commémorer le cent cinquantième anniversaire du rattachement de Mayotte à la France.

Cela fait des mois que le divorce est consommé entre la classe politique locale et la plupart des jeunes dans une population qui a doublé en quinze ans et qui est composée à plus de 60 % de moins de vingt ans. Faible en hommes compétents, dépourvu de

moyens techniques, coupé des nouvelles générations, le vieux Mouvement populaire mahorais (MPM), qui a longtemps régné en maître absolu sur la collectivité territoriale et s'est toujours rangé par opportunisme du côté du pouvoir métropolitain, est aujourd'hui très vivement contesté et le RPR local, son rival, contribue fortement à sa déstabilisation.

Laissés-pour-compte

Les dernières élections cantonales ont marqué un tournant dans la vie politique mahoraise. Les pratiques clientélistes du MPM ayant atteint des sommets avec les manœuvres du président sortant du conseil général, M. Younoussa Bama, battu en mars dans son canton par le candidat du RPR, puis élu en avril dans un autre à l'occasion d'une partielle provoquée par une démission sur commande, avant d'être invalidé en juin.

Laissés-pour-compte d'un système éducatif qu'ils abandonnent le plus souvent lors de l'examen d'entrée en sixième, les jeunes s'opposent désormais aux notables et à l'administration par des moyens jusqu'alors inhabituels – grèves dures, menaces, violences prenant parfois l'apparence de défilements collectifs, presque festifs, et les notables politiques font preuve d'une certaine incapacité à contrôler les débordements sociaux. La grève des instituteurs, commencée le 29 avril, dure depuis plus de deux mois; elle devait être suspendue, pour deux semaines, mercredi 3 juillet.

A Pamandzi les jeunes ont pris en charge les intérêts des familles riveraines de l'aéroport qui avaient été déplacées pendant les travaux d'allongement de la piste et reléguées dans des constructions sommaires, avec la promesse d'être réinstallées dans des conditions convenables avant le 30 juin. Les familles concernées, souvent illettrées, se sont senties victimes d'un projet mal encadré, et leur revendication immédiate en a entraîné d'autres dans un mouvement de colère dirigé au premier chef contre le maire mais aussi, à travers lui, contre le MPM. Cette réaction a été d'autant plus vive que l'habitat constitue traditionnellement un investissement essentiel à Mayotte, où l'on compte encore plus de cinq mille sept cents maisons dénuées d'équipements sanitaires sur des parcelles non viabilisées.

Querelle entre élus UDF

Crise municipale à Agen

AGEN

de notre correspondant

M. Paul Chollet, maire d'Agen, député apparenté UDF de Lot-et-Garonne, et neuf de ses adjoints se sont démis, mardi 2 juillet, de leurs fonctions municipales, tout en conservant leurs mandats électifs, en raison d'un désaccord avec le premier adjoint, M. Philippe Lacaze, conseiller général UDF.

Le différend entre M. Chollet et M. Lacaze porte sur la succession au fauteuil du président du district de l'agglomération agennaise, laissé vacant après le décès du deuxième adjoint, André Tissier, ancien président de la chambre régionale de commerce et d'industrie.

Telle est la conséquence, attendue, d'une crise ouverte depuis un an déjà au sein de la majorité municipale, à dominante UDF-RPR, du chef-lieu du Lot-et-Garonne. Ce conflit avait émergé sur la place publique, à l'automne 1990, avec la fronde du troisième adjoint, M. Jean-Pierre Planès, qui avait alors abandonné ses délégations, mais il s'est aggravé, il y a quelques semaines, au moment de l'élection à la présidence du district de l'agglomération agennaise.

Deux candidatures s'étaient opposées pour la succession d'André Tissier, celle de M. Chollet et celle de M. Lacaze. Le maire d'Agen affichait sa volonté de « préserver les intérêts agennais », à l'heure du débat sur la réforme des collectivités, dans une association de communes qui regroupe Agen, Le Passage, et trois villes de banlieue tenues par des socialistes. Son premier adjoint, pharmacien de profession, avait rejoint en dissidence M. Planès dont il partage l'analyse critique sur la

Génération écologie lance un appel aux fonds privés. – Pour la première fois depuis la promulgation de la loi du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques, un mouvement politique, Génération écologie, présidé par le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, vient de lancer par voie de presse une campagne destinée à recueillir des fonds auprès de personnes physiques ou morales désireuses de contribuer au financement de ses activités.

gestion des affaires agennaises. Dénonçant le montage de quelques dossiers d'aménagement, ces deux conseillers municipaux se sont notamment insurgés contre les responsabilités prises par plusieurs collaborateurs du maire, en estimant « rompu » le contrat des élections municipales consenti dans la douleur en mars 1989. Deux listes de droite avaient longtemps cohabité, en effet, avant de fusionner. L'une était conduite par M. Chollet; l'autre par MM. Lacaze et Planès.

L'enjeu de cette querelle est la prise de contrôle du district, au sujet duquel le maire démissionnaire envisage de solliciter du conseil municipal un « vote de confiance » avant le 14 juillet. Et tout indique que M. Chollet retrouvera son siège de premier magistrat de la commune bien que des alliances de circonstance ne soient pas à exclure contre lui. M. Chollet, qui dispose encore d'une majorité potentielle de vingt-neuf sièges, peut craindre, en effet, que les deux conseillers dissidents et leurs amis ne s'entendent avec l'opposition de gauche de façon à entraîner assez de démissions pour provoquer de nouvelles élections.

PHILIPPE TUGAS

Une lettre de M. Philippe Séguin

Après la publication, dans le Monde du 2 juillet, du premier volet de notre article sur « Les chemins roses de l'opposition », nous avons reçu de M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, la lettre suivante :

« Je suis étonné de trouver dans l'article intitulé « Les chemins roses de l'opposition » des citations qui me sont prêtées. Outre que la libre conversation qu'avait souhaitée l'auteur de cet article n'avait pas le caractère d'une interview, je tiens à vous faire savoir que je ne me reconnais aucunement dans les propos qui me sont attribués; ni dans la forme, ni dans le fond. »

[Dans l'article auquel fait référence M. Séguin, le Monde rapportait notamment le propos suivant : « J'ai toujours pensé que les Français finissent par aller cracher sur la tombe de François Mitterrand. » M. Séguin a formulé la même appréciation dans d'autres « livres conversations » que celle-ci. Le Monde maintient la version qu'il en a livrée et donne acte à M. Séguin qu'il ne s'agit pas d'une interview. – J.-Y. L.]

Le Monde

Edité par le SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Freppart
directeur de la rédaction
Jacques Guiz
directeur de la gestion
Manuel Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Fereczi
Philippe Hariman
Jacques-François Simon

Daniel Varner
Editeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Bonneau-Mévy (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1989)
André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE HALDANE
75001 PARIS CEDEX 16
Tél. : (1) 46-66-24-25
Télécopieur : 46-66-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HENRI-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 46-66-26-28
Télécopieur : 46-66-30-10

مكتبة النسخ

Une pause dans la modernisation

M. Grasset remplace M. Roussely à la tête de la direction de la police nationale

M. Bernard Grasset a été nommé directeur général de la police nationale par le conseil des ministres, mercredi 3 juillet. Il remplace à ce poste M. François Roussely, homme-clé du ministère de l'intérieur depuis 1981, qui devient secrétaire général pour l'administration de la défense, en remplacement de M. Yannick Moreau. Son départ peut être interprété comme le signe d'une mise entre parenthèses de la modernisation engagée par les socialistes, depuis dix ans, dans l'institution policière.

Le départ de l'homme-orchestre de la politique de modernisation menée par la gauche depuis 1981 - départ dont le rumeur des cabinets faisait état depuis plusieurs jours - est comme le signal d'une pause dans la réforme en profondeur de l'institution policière. Depuis l'arrivée des socialistes aux affaires, à une époque où ceux-ci n'avaient que méfiance envers les policiers, M. Roussely s'est trouvé au cœur des réformes entreprises place Beauvau.

Conseiller technique de Gaston Defferre, il a d'abord mis en musique la décentralisation. Brest droit de M. Pierre Joxe après 1984, comme directeur de cabinet du ministre de l'intérieur puis comme directeur général de la police, en mai 1989, M. Roussely sera ensuite le maître d'œuvre de la rénovation du service public policier.

Moderniser cette institution n'est pas une mince affaire. Comment imposer des réformes de long terme à cette « maison qui, en prise avec les urgences et les désordres sociaux, est familière d'une gestion de l'instinct ? Fort de la confiance du ministre Pierre Joxe, dont il partage la vision réformatrice, M. Roussely mènera à bien le plan de modernisation des équipements (1986-1990) et l'amélioration de la formation des personnels (de cinq mois en 1980, la formation initiale des gardiens de la paix est aujourd'hui d'un an). Certaines des avancées, qu'il s'agisse des projets de service ou de la décentralisation budgétaire, paraissent également irréversibles.

Mais cette politique volontariste, entreprise par un fonctionnaire issu de la cour des comptes, aura finalement buté sur la réforme des corps et carrières - un domaine sensible entre tous, puisqu'il touche au destin individuel des cent vingt mille policiers. Et elle continue de balbutier, depuis plusieurs mois, du côté d'une décentralisation des services de police demeurée au stade de l'expérimentation dans cinq départements. La volonté réformatrice aura souffert de l'austérité budgétaire et d'un essoufflement politique, encore plus sensible après le départ de M. Joxe au ministère de la défense, il est clair que la confiance totale existant entre MM. Joxe et Roussely ne pouvait être égale après l'arrivée de M. Philippe Marchand.

Une fois de plus, le directeur général de la police - numéro deux de la place Beauvau, juste derrière le ministre - aura servi de fusible en période de surchauffe. Depuis le mois de mai, l'organisation syndicale majoritaire dans la police, la FASP, demandait au ministre la tête des « technocrates », visant sans le nommer l'ancien élève de l'ENA (promotion Léon Blum), M. Roussely. C'est la première fois que cette fédération, dont la direction est passée de la gauche à la droite, a demandé et obtenu le départ d'un directeur qui n'a jamais caché ses convictions socialistes.

Que la tête d'un directeur, fût-il « technocrate », soit tombée, et si vite, laisse augurer d'une radicalisation dans l'institution, notamment entre la fédération majoritaire dans la « gauche » (FASP) et la fédération majoritaire chez les « civils » (FNAP). Qui souhaite, elle, le maintien en poste de M. Roussely. Le

départ de celui-ci ne pourra guère être compris que comme un signe de faiblesse dans la « maison », d'autant qu'aucun discours ministériel n'a redéfini, jusqu'à présent, un changement de stratégie politique en matière policière.

Échecs électoraux

Si le processus de réforme engagé depuis dix ans paraît aujourd'hui gelé, alors que se profilent des échéances électorales qui ont toujours plongé la « maison » dans l'immobilisme le plus complet, - le malaise policier et la crise des banlieues engagent l'arrivée place Beauvau d'un responsable au profil bien typé. Un homme à la fois ouvert au dialogue avec les organisations syndicales, pour faire retomber la pression, et capable de diriger la police avec fermeté, tout en évitant les dérives du « tout-répressif ».

À cet égard, le passé de M. Bernard Grasset plaide en sa faveur. Fidèle au souvenir d'un père résistant tué par la milice sous l'Occupation, républicain mais sans conviction politique affichée, il a mené une carrière laissant l'impression d'un homme d'ordre, partisan d'un respect scrupuleux de la déontologie policière, doublé d'un grand commis de l'État ouvert au dialogue social.

Comme préfet de police de Lyon, de 1981 à 1984, M. Grasset avait été confronté aux « étés chauds » de Vénissieux et des Minguettes, qui font inamoviblement passer à des « étés chauds » plus récents. Il avait alors fait preuve de fermeté dans la répression des « voyous », tout en manifestant un grand souci pour la prévention de la délinquance et en n'hésitant pas à dénoncer des fonctionnaires ayant opéré des interventions « musclées » contre de jeunes Maghrébins. Le préfet Grasset avait aussi réformé une police lyonnaise, alors cloisonnée et coupée de la population, dont l'image était ternie par de multiples « affaires ».

Ce même souci d'équilibre a été

remarqué lorsque M. Grasset, nommé haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, a été chargé d'appliquer les accords de Matignon sur l'avenir du territoire. Réussissant un parcours sans faute sur le caillou, il est parvenu à faire respecter, selon les observateurs, l'autorité de l'État de façon impartiale.

Comme M. Marchand, le nouveau directeur de la police est originaire de Charente-Maritime. Pour y avoir été commissaire de la République, il connaît bien ce département qui est la terre d'élection du ministre de l'intérieur. M. Marchand avait toutefois d'abord pensé à un autre préfet pour ce poste-clé qu'est la direction générale de la police.

Grand fumeur de pipe, à l'image de son ministre, M. Grasset aura en charge de « tenir la maison » jusqu'aux prochaines élections. Dès son arrivée place Beauvau, il trouvera un dossier brûlant sur son bureau : le gouvernement veut durcir la politique de recrudescence à la frontière des étrangers en situation irrégulière. En grand commis de l'État, M. Grasset n'aura pas trop de sa connaissance de l'institution et de son habileté dans les situations délicates pour apaiser l'achuel marasma policier.

ERICH INCIVAN

[Né le 23 décembre 1933 à La Rochelle (Charente-Maritime), M. Bernard Grasset a commencé sa carrière comme chef de cabinet du préfet des Ardennes en mai 1959. Après plusieurs postes de responsabilité dans l'administration préfectorale, il est nommé conseiller technique auprès du directeur central à la sécurité publique en juillet 1974. Il est chef du cabinet du secrétaire d'État aux postes et télécommunications, M. Norbert Segard, à partir de 1977. Il est nommé préfet des Hautes-Alpes, le 31 décembre 1980, puis préfet de police du Rhône, le 8 juillet 1981. M. Grasset devient commissaire de la République de Charente-Maritime, en juillet 1984, puis de la Finistère, le 23 avril 1986. Le 3 juillet 1988, il est nommé délégué du gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie. Depuis le janvier 1991, M. Grasset était préfet de la région Picardie, préfet de la Somme.]

JUSTICE

L'affaire du « vrai-faux passeport »

Le parquet requiert le renvoi en correctionnelle de MM. Yves Chaliel et Jacques Delebois

Le parquet du tribunal de Paris a pris des réquisitions de renvoi devant le tribunal correctionnel de deux des quatre inculpés dans l'affaire du « vrai-faux passeport » délégué à M. Yves Chaliel, en arrière-plan de l'affaire Carrefour du développement. Il s'agit de M. Chaliel, ancien directeur de cabinet de M. Christian Nucci, et de M. Jacques Delebois, contrôleur général de la police nationale. Tous deux sont inculpés d'infraction aux articles 153 et 154 du code pénal, qui répriment la falsification et la délivrance indues de documents administratifs.

En 1986, la DST (Direction de la surveillance du territoire) avait fourni à M. Yves Chaliel, recherché par la justice pour des détournements de plusieurs millions de francs de fonds publics dans l'affaire du Carrefour du développement, un faux passeport au nom d'Yves Navarro. Ce document lui avait permis de prouder la fuite au Brésil. Selon le témoignage du directeur de la DST, M. Bernard Gérard, l'ordre de délivrer le vrai-faux passeport à M. Chaliel avait été donné par M. Charles Pasqua, alors ministre de l'intérieur. M. Jacques Delebois est soupçonné d'avoir coordonné l'opération.

Le parquet avait estimé que des « présomptions graves et concor-

dantes » pesaient à l'encontre de M. Pasqua d'avoir commis une infraction dans l'exercice de ses fonctions de ministre et d'être éventuellement passible de la Haute Cour de justice. M. Pierre Arpaillange, alors garde des sceaux, avait pris la décision de ne pas saisir le Parlement en vue d'éventuelles poursuites.

M. Yves Chaliel avait été renvoyé le 24 juin dernier devant la cour d'assises par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, pour soustraction de fonds publics par dépositaire public de fait, tentative de soustraction de fonds publics, faux en écritures publiques et usage, abus de confiance. Une information judiciaire distincte avait été ouverte le 18 novembre 1986 concernant le « vrai-faux passeport » qui lui avait permis de se soustraire à la justice durant son séjour au Brésil. Dans cette procédure, deux autres personnes sont inculpées : MM. Jules-Philippe Fillippetti, qui l'aurait hébergé lors de sa fuite au Brésil, et Edmond Rafali, l'ex-patron du cercle de jeux parisiens Concorde. Le parquet a pris des réquisitions de non-lieu en ce qui les concerne. Il appartient maintenant à M. Philippe Jeannin, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, de rendre une ordonnance, conforme ou non aux réquisitions du parquet.

Au tribunal correctionnel de Nantes

Un an de prison requis contre les profanateurs du cimetière de Saint-Herblain

Le procureur de la République a requis un an de prison, dont quatre mois ferme, contre Bruno Lefèvre et Fabien Chevrier, vingt-trois ans, et Alexandre Ladhari, vingt et un ans, trois jeunes gens d'extrême droite qui comparaissent, lundi 1^{er} juillet, devant le tribunal correctionnel de Nantes (Loire-Atlantique) pour la profanation du cimetière du Tillay, à Saint-Herblain, au mois de mai 1990. La peine de prison ferme pourra éventuellement être remplacée par une peine de travail d'intérêt général au profit de la commune de Saint-Herblain.

Au cours de la nuit du 16 au 17 mai 1990, quelques jours après

la profanation du cimetière juif de Carpentras, ces jeunes au crâne rasé s'en étaient pris à quatre-vingt-onze tombes de ce cimetière catholique de la banlieue de Nantes.

Ils avaient brisé les stèles, pierres tombales et objets funéraires, puis inscrit sur les murs des slogans pouvant faire accuser les juifs, tels que « Carpentras vengeance », « Juifs vaincrons » ou « Le Pen à mort ». « Nous ne visions pas spécialement la communauté juive, nous voulions seulement faire bouger l'opinion publique dans le sens contraire des événements de Carpentras », ont affirmé Chevrier et Lefèvre. Jugement courant juillet.

La protection des billetteries

Un jet d'encre contre les voleurs

Au début des années 80, le gang des postiches, aujourd'hui sous les verrous, écumait le réseau bancaire français. Les « arracheurs » de distributeurs automatiques ont pris la relève : depuis deux ans, soixante-quinze billetteries ont été attaquées à l'aide de bulldozers, de grues ou d'extracteurs, volés sur des chantiers voisins.

A la suite de ces agressions qui se multiplient, des murs sont éventrés et des vitrines brisées. Deux personnes ont incidemment trouvé la mort en 1990. Un « casse » dure entre dix minutes et un quart d'heure. Le butin s'élève en moyenne à 150 000 francs, avec des pointes à 400 000 francs. Ces « opérations-commandos » ne sont pas toujours rentables pour les voleurs. Leur taux de réussite est de 25 % pour la période 1989-1990, selon les estimations d'un dirigeant de banque nationalisée. Les malfaiteurs ne parviennent pas toujours à descendre l'appareil, ni à ouvrir le coffre, l'abandonnant alors sur le trottoir.

Selon les milieux bancaires, les auteurs de ces agressions appartiendraient à un même

gang, opérant dans les régions de l'Ouest parisien, de Lyon et de Nantes, par équipes de huit à dix personnes, souvent le vendredi et le samedi soir entre minuit et 2 heures du matin.

Ces agressions spectaculaires coûtent cher. « Il faut remplacer l'appareil arraché, réparer les dégâts immobiliers. Les sinistres sont de l'ordre de 800 000 francs à 1 million de francs, à chaque fois », explique par exemple M. Louis-Noël Joly, directeur adjoint de la Société générale, qui, avec un réseau de 1 300 guichets automatiques, s'estime la plus touchée.

La Société générale vient de mettre au point un parade. Lors de l'attaque d'un distributeur, un mécanisme situé à l'intérieur de l'appareil projette sur les billets une encre indélébile, les rendant inutilisables. La campagne d'équipement a déjà commencé, et les installations seront opérationnelles au cours des prochains mois. Mais, pour l'instant, il n'y a pas de riposte concertée des banques, car elles sont indigne touchées.

C. D.

Le développement des quartiers en difficulté

Le rapport Delarue propose une nouvelle loi pour lutter contre la « relégation » des banlieues

M^{me} Edith Cresson, premier ministre, a annoncé, mardi 2 juillet à l'assemblée générale du Conseil national des villes (CNV), le lancement de la rentrée d'un « grand débat populaire sur les banlieues ». Cette assemblée du CNV, qui réunissait neuf ministres et cent vingt élus (dont MM. Michel Noir et Dominique Baudis), a enregistré la création de quatre commissions sur la violence dans les quartiers, le rôle des médias, l'exercice du culte musulman et la participation des habitants. En outre, M. Michel Delebarre, ministre de la ville, a présenté le rapport qu'il avait commandé en février dernier à M. Jean-Marie Delarue, maître des requêtes au Conseil d'État. Celui-ci suggère une nouvelle loi pour favoriser le développement des quartiers en difficulté et lutter contre la « relégation » des banlieues.

Pour M. Delarue, l'exercice consistait à mener une enquête auprès des hommes et des femmes qui, sur le terrain, combattent, parfois depuis des années, le mal des grands ensembles. Pourquoi leurs efforts n'ont-ils pas abouti et quelles réformes conviendrait-il de mettre en œuvre pour les rendre plus efficaces ? Après une consultation qui a duré quatre mois, M. Delarue a remis sa copie à M. Delebarre,

ministre de la ville : quatre cents pages d'analyses et de documents, assorties d'une centaine de propositions (1).

L'état des lieux est résumé par une image qui sert de titre au rapport : la « relégation ». Cette peine, aujourd'hui abolie, condamnait les criminels récidivistes à demeurer en exil, et pour le reste de leurs jours, dans une lointaine possession d'outre-mer. C'est la situation que, selon M. Delarue, les habitants des cités subissent aujourd'hui sans l'avoir méritée. Malgré la politique dite de développement social des quartiers, lancée il y a déjà une douzaine d'années, la situation s'est plutôt aggravée.

Selon le diagnostic de M. Delarue, l'intervention de l'État, des régions et des communes - alors que le département restait étrangement absent - a abouti à un enchevêtrement des compétences. En outre, les actions des services s'appliquent soit à des thèmes, soit à des catégories sociales déterminées, alors qu'il faudrait traiter globalement du « territoire » que représente la cité. L'échec relatif à comprendre, découragement, frustration et colère.

Comment en sortir ? Le rapport Delarue pose une condition préalable : ramener la paix sociale, autrement dit l'ordre. La violence, noté-il en substance, ce sont d'abord les habitants des quartiers « chauds » qui en souffrent. Ensuite, transformer les cités-dortoirs isolées, pauvres en équipements publics et dépourvues d'emplois, en vrais quartiers de ville.

Les moyens en sont déjà connus : refaire de l'urbanisme à visage humain, réhabiliter les logements,

multiplier les aides sociales, implanter des entreprises, adapter les écoles, relier ces « îlots » au centre-ville par des transports en commun, favoriser les activités culturelles, etc. Bref, rendre aux exclus des « territoires » plus riches. Il avait aussi réformé une police lyonnaise, alors cloisonnée et coupée de la population, dont l'image était ternie par de multiples « affaires ».

Reste à les mettre en musique. C'est ici que le travail de M. Delarue se révèle novateur. Il estime que la gravité du problème exige le vote d'un texte nouveau : une loi sur le développement social urbain qui permettrait, d'une part, au Parlement de s'impliquer davantage, d'autre part, au gouvernement d'adopter une stratégie.

Des contrats ville-État

La loi définirait les conditions dans lesquelles l'État signerait, avec les départements et les communes, des contrats de ville d'une durée de trois à sept ans, fixant les responsabilités de chacun dans le traitement social des quartiers difficiles. Le nombre de ceux-ci serait d'ailleurs ramené de quatre cents à cent cinquante environ. Ils seraient classés par décret en Conseil d'État, un peu comme on classe un site à sauvegarder, et dotés d'un organisme de gestion qui pourrait prendre la forme soit d'un groupement d'intérêt public (GIP), soit d'un établissement public.

Le bras séculier serait un chef de projet ou délégué de quartier indépendant, à l'écoute des habitants et entouré d'une petite équipe « opérationnelle » de quatre ou cinq per-

sonnes. Le travail de ces acteurs de terrain, qui feraient appel aussi largement que possible à la participation des habitants eux-mêmes, serait évalué par un office parlementaire sur le modèle de l'Office d'évaluation des choix scientifiques.

Au passage, M. Delarue égratigne les institutions existantes, comme les commissions locales d'intercommunalités, qui, faute d'avoir montré leur pertinence, devraient s'effacer, ainsi que la délégation interministérielle à la ville (DIV) qui, pourtant, selon le rapport Delarue, a été réduite à une quinzaine de fonctionnaires de très haut niveau, travaillant comme des représentants en mission et capables d'avoir l'oreille des préfets.

Ni M. Michel Delebarre ni l'opposition n'ont encore réagi aux propositions du conseiller d'État. En suggérant une nouvelle loi, elles font courir un risque politique au gouvernement de M^{me} Cresson. En prévoyant de créer dans les cités, même à titre provisoire, une autorité indépendante des pouvoirs municipaux, elles ne peuvent manquer de susciter également de vifs débats locaux. Bref, le rapport Delarue dérange, et pourtant il y a urgence. Même si ses principales dispositions étaient mises en œuvre, il resterait, comme dit joliment son auteur, « à marier l'inéluctable tempo du changement des choses à l'impétuosité journalière des personnes ».

MARC AMBROISE-RENDU

(1) La Relégation, de Jean-Marie Delarue. Editions Syros, 6, rue Montmartre, 75001 Paris.

V.O. MARIGNAN - PARNASSIEN - FORUM ORIENT-EXPRESS - IMPÉRIAL - HAUTEFUILLE - V.F. MONTMARNASSE PATHÉ - WEPER - NATION - GAUMONT CONVENTION - BELLE ÉPINE - VERSAILLES PATHÉ - TROIS VINCENNES - TRICYCLE À ASNIÈRES

En 1977, pendant quatre mois, le journaliste Günter Wallraff se fit engager sous un faux nom à la rédaction du plus grand quotidien allemand (11 millions de lecteurs).

Il participa ainsi à tous les reportages douteux qu'on lui confia et vécut au cœur des scandales et des campagnes de désinformation.

Lorsque son infiltration fut

découverte, il dut s'enfuir avec sa compagne et échappa à plusieurs attentats.

Il réussit à publier un livre révélant au grand jour les relations secrètes de la Direction du journal avec la Sécurité d'État et des mouvements politiques d'extrême-droite en Allemagne et dans d'autres pays d'Europe.

C'est cette histoire vraie que raconte le film.



Jürgen Prochnow

et Nathalie Baye

Peter Coyote

L'Affaire Wallraff

UN FILM DE BOBBY ROTH d'après une histoire vraie

« A la fois thriller et film politique, "L'AFFAIRE WALLRAFF" est une vraie réussite, dans la lignée de L'honneur perdu de Katharina Blum. »

GIOR

AAA

MÉDECINE

A l'initiative de MM. Bianco et Durieux

Une enquête sur les transplantations d'organes est demandée à l'IGAS

MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, indiquent dans un communiqué publié mardi 2 juillet qu'ils ont demandé à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) d'enquêter sur les conditions d'organisation et de fonctionnement de la transplantation en France. Cette mission, précise le communiqué, « s'attachera plus particulièrement à l'environnement dans lequel se réalise l'acte de transplantation (répartition, transport, modalités d'hospitalisation et suivi médical) ».

En dehors de ces détournements de greffons, le rapport de l'IGAS étudiera vraisemblablement de tels faits que la transplantation d'organes, transport, modalités d'hospitalisation et suivi médical.

L'enquête de l'IGAS vise en fait à compléter une mission en cours sur les conditions économiques des prélèvements d'organes et de la transplantation rénale. Elle intervient quelques jours après que le *Canard enchaîné* a fait état, dans ses éditions du 26 juin, de l'existence de « détournements d'organes » consistant à greffer, moyennant parfois des dessous de table, sur un patient X un organe prélevé destinée à un patient Y.

En France, la collecte et la répartition des greffons sont assurées par France-Transplant. De tels détournements, nous a assuré M. Pierre Korman, le directeur de cet organisme, « sont extrêmement rares, sans doute moins de dix par an ». A l'origine de ces pratiques, pour le moins douteuses, la pénurie d'organes transplantables, qui explique des listes

d'attente souvent très longues. On peut estimer qu'à l'heure actuelle, en France, 6 000 patients sont en attente d'une greffe (au total, environ 3 500 greffes d'organes ont été réalisées en 1990). Mais, la gestion des listes d'attente étant elle aussi du ressort de France-Transplant, « il n'est guère envisageable pour un chirurgien de procéder systématiquement à des tricheries de ce type », ajoute M. Korman. Nous le détournement immédiat. En revanche, des tricheries au cas par cas peuvent très bien nous avoir échappé ».

En dehors de ces détournements de greffons, le rapport de l'IGAS étudiera vraisemblablement de tels faits que la transplantation d'organes, transport, modalités d'hospitalisation et suivi médical.

dit de transplanter dans le secteur privé de l'hôpital public ainsi que dans les cliniques privées à statut libéral. En réalité, il pourrait en aller différemment, en particulier dans certains établissements du sud de la France.

Autre pratique faisant l'objet de rumeurs insistantes, celle qui consiste, moyennant des dessous-de-table à avancer dans une liste d'attente pour de prétendues raisons d'urgence médicale. A ce propos, on aurait souhaité, au ministère des affaires sociales, que, parallèlement à l'enquête de l'IGAS, le ministère de l'économie et des finances en confie une autre, complémentaire, à l'Inspection des finances.

F. N.

La prévention du sida

Une nouvelle campagne pour le préservatif

Une nouvelle campagne télévisée en faveur des préservatifs est diffusée sur l'ensemble des chaînes depuis le 25 juin. Initiée par l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS), elle se prolongera jusqu'au 19 janvier 1992. D'un montant de 18 millions de francs, elle comporte quatre spots mettant en scène des couples différents, avec des témoignages d'adolescents et d'adultes, hétérosexuels ou homosexuels.

En 1989, 68,9 millions de préservatifs ont été vendus, contre 38,7 millions en 1986. En revanche, le marché n'a progressé que de 3 %

en 1990, portant les ventes à 70 millions d'unités.

Pour sa part, le groupe socialiste au Conseil de Paris a demandé la mise en place par la municipalité de distributeurs automatiques de préservatifs dans les lieux publics, notamment le métro. « En accord avec les fabricants, et avec une participation budgétaire de la municipalité, leur prix de vente pourrait être abaissé dans ces distributeurs », précise M. Georges Sarre, président du groupe, en présentant, le mardi 2 juillet, quatorze « propositions d'actions municipales pour lutter contre le sida à Paris ».

DÉFENSE

M. Joxe : « Les exportations d'armes sont un enjeu vital pour la France »

Tout en invitant les pays exportateurs d'armes à faire preuve d'une discrétion, le ministre de la Défense, M. Joxe, a estimé, mardi 2 juillet, à l'Assemblée, que « les exportations constituent pour la France un enjeu vital ».

« L'exportation, a-t-il expliqué aux députés de la commission de la Défense, est une *facteur déterminant pour doter notre industrie d'une assise suffisante, qui est à la base d'une politique de défense indépendante. Elle renforce les effets de série, réduit les coûts et favorise l'autofinancement industriel, ce qui permet de limiter le financement budgétaire des nouveaux programmes ».*

M. Joxe a confirmé qu'une première réunion de concertation des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU aura lieu la semaine prochaine à Paris. C'est, en effet, les 8 et 9 juillet que des hauts fonctionnaires des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Union soviétique, de la Chine et de la France doivent se rencontrer pour définir un code de conduite en matière d'exportations d'armes.

Le ministre de la Défense a, cependant, souligné « la difficulté croissante » qui caractérise les actions de lutte contre la prolifération des armements dans le monde.

EN BREF

□ Cinq enfants périssent dans l'incendie d'une maison dans le Nord. — Cinq enfants d'une même famille ont trouvé la mort, mercredi 3 juillet, dans l'incendie du domicile familial, une maison de Caudebec, près de Cambrai. L'incendie s'est déclaré, pour une raison encore indéterminée, vers 7 h 55 dans une petite maison en brique rouge d'un quartier ouvrier situé près du centre de Caudebec. A l'incendie d'un appartement, mardi 2 juillet, dans le quartier du Val-Fourré. Sa mère, âgée de trente-sept ans, a été grièvement brûlée.

□ Six à sept ans de prison requis contre Michele Zaza. — Six à sept ans de prison ont été requis contre le chef présumé de la Camorra napolitaine, Michele Zaza qui comparait depuis le 18 juin, devant le tribunal de grande instance de Marseille, en compagnie de 47 co-accusés, pour un trafic international de cigarettes (*le Monde* du 21 juin). Le procureur de la République adjoint,

SPORTS

TENNIS : les internationaux de Grande-Bretagne

Le requiem de John McEnroe

La pluie n'a pas permis de terminer les huitièmes de finale du simple messieurs et les quarts de finale du simple dames, programmés mardi 2 juillet à Wimbledon. Le match le plus attendu de la journée a toutefois permis à l'actuel numéro un mondial, le Suédois Stefan Edberg, de mettre fin aux illusions du champion 1981, 1983 et 1984, John McEnroe.

LONDRES

de notre envoyé spécial

John McEnroe a eu comme un coup de foudre pour le tennis. Il a joué sa dernière partie, le 2 juillet, contre le Suédois Stefan Edberg. Le match a été une toupie, injuste. D'ailleurs, tout lui semble injuste. Edberg, qui a choisi de le trahir au lieu de l'aider comme par le passé, l'arbitre bien sûr qu'il houpille en prenant le public à témoin, dans un numéro qui lui colle à la peau. C'est injuste, se dit-il, et c'est presque fini.

Pauvre John ! Ses manières deviendraient presque des tics. Ses caprices ne serviraient donc plus à rien et sa rage de bien faire se

retournerait contre lui. Il n'est déjà plus ce patron, ce héros dominateur qui pouvait tout contester et se nourrir d'autant d'adversité.

John, l'émotif, le gaucher au jeu inimitable, John le visionnaire, grand anticipateur et attaquant suprême, l'enfant chéri de Wimbledon pour avoir su combiner autant d'originalité et d'impétuosité, John l'idole du gazon a vécu son match comme le requiem d'un génie faussé.

On pouvait y croire pourtant à ses contorsions ombageuses, ces services qu'il est le seul à exécuter en tournant le dos au filet et à ses adversaires, ce geste magnifique, incompréhensible et déroutant de précision. On frémissait encore à le voir faire comme d'habitude, c'est-à-dire gagner un match, deux matchs, quitter à tout prix ce fond de court pour être en position de bondir comme un diable sur ressort à l'endroit juste, c'est-à-dire le lieu où il pose son trône : le filet, son marchepied à lui, le théâtre de ses volées imprévisibles.

Pauvre John ! Son système fondant une suprématie presque latine avec ces débordements d'excès, ces apparentes improvisations, cette agitation dont il veut tirer la surprise, s'est effondré à une superbe horlogerie, classique, régulière, indémodable. Une sorte de haute technologie qui programme les menaces et les ripostes, mémorise les faiblesses et

désintègre le danger comme un automate.

Edberg couvre le terrain avec l'aisance d'un promeneur, parle plusieurs langues, s'incise au moment choisi et transforme son adversaire dans un contre-emploi : Mc Enroe, l'attaquant, collé au filet, moulinant dans le vide en voyant passer les balles fusées comme des flèches. John avait beau changer de bande, passer de l'orange au bleu, rien n'y fit. John était vaincu. Telle ment perdu qu'il en oublia une pause, demeurant concentré sur le court en croyant qu'Edberg allait le servir. Le Suédois, lui, sifflait royalement des glapions.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Résultats du 2 juillet

MESSEURS

Huitièmes de finale. — S. Edberg (Sué. n° 1) b. J. McEnroe (E.U. n° 17), 7-6, 6-1, 6-4 ; J. Courier (E.U. n° 4) b. K. Novacek (Tch. n° 16), 6-3, 6-4, 6-2 ; M. Stich (All. n° 7) b. A. Volkov (URSS n° 25), 4-6, 6-3, 7-5, 1-6, 7-5 ; J. Wheatson (E.U. n° 20) b. J. Gunnarsson (Sué. n° 98), 6-4, 6-3, 6-1.

DAMES

Quarts de finale. — S. Graf (All. n° 2) b. Z. Garrison (E.U. n° 10), 6-1, 6-3 ; M. J. Fernandez (E.U. n° 6) b. A. Sanchez (Esp. n° 5), 6-2, 7-5.

SKI

La suspension pour dopage de Christelle Guignard est annulée

Vice-championne du monde de ski slalom en 1985, Christelle Guignard s'était classée troisième du slalom géant des championnats du monde organisés, en février 1989, à Vail (Colorado). Le contrôle antidopage pratiqué après la course devait néanmoins révéler dans l'organisme de la skieuse des Deux-Alpes la présence d'une substance interdite, la nifedipine, contenue en dose minime dans un médicament prescrit par un des médecins de l'équipe de France, deux jours avant la course.

Le 3 juin 1989, la Fédération internationale de ski décidait donc de retirer à Christelle Guignard sa médaille de bronze et la suspendait de compétitions internationales jusqu'au 31 janvier 1990. A la demande de l'intéressée, le président de la Fédération française de ski, M. Bernard Chevallier, lui notifiait ces décisions par lettre, le 18 juillet suivant.

Cette lettre allait permettre à Christelle Guignard de contester devant la juridiction administrative le bien-fondé de la sanction qui la frappait. Saisi par le Conseil d'Etat, le tribunal administratif de Grenoble, présidé par M. Guy Gardavaud, vient de faire en partie droit à sa demande en précisant les rôles et attributions de chacun. « Les fédérations sportives internationales sont des associations de droit privé, régies par la loi de l'Etat où elles ont leur siège » (dans le cas présent la Suisse), précisent les magistrats grenoblois. « Les sanctions qu'elles infligent aux sportifs nationaux ne reçoivent force exécutoire en droit interne que dans la mesure où les fédérations sportives nationales (...) décident de les appliquer ».

A l'audience, le commissaire du gouvernement, M. Daniel Riquin, avait renvoyé la Fédération française de ski à ses responsabilités, en lui reprochant de s'être abritée derrière la décision de la Fédération internationale. Dans son jugement, le tribunal s'en est tenu plus strictement au droit. Il a considéré comme recevable uniquement la requête dirigée contre la mesure de suspension, elle seule ayant été suivie d'effets en France.

Statuant sur la décision prise à son compte par la Fédération internationale, il a jugé celle-ci illégale car prise par une autorité incompétente, en l'espèce par son président. La mesure de suspension infligée à Christelle Guignard a donc été annulée par le tribunal, ouvrant ainsi droit, pour la championne, à obtenir de la Fédération le versement de dommages et intérêts.

N. C.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

SCIENCES

La décentralisation des activités scientifiques

Deux instituts de recherche inaugurés à Nancy

M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, a inauguré, le 1^{er} juillet à Nancy (Meurthe-et-Moselle) deux nouveaux instituts de recherche : l'Institut national de l'information scientifique et technique du CNRS (INIST) et un laboratoire décentralisé de l'Institut national de recherche en informatique et automatique (INRIA).

NANCY

de notre correspondant

L'implantation en Lorraine de deux instituts de recherche découle moins d'une volonté propre à la région que d'un choix politique fait en 1984 par le premier ministre de l'époque, M. Laurent Fabius, pour compenser les effets de la crise de la sidérurgie. C'est ainsi que M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, a pu situer Nancy en « position centrale dans les grands réseaux scientifiques et de la recherche » lors de l'inauguration de ces deux ensembles.

Né de la volonté initiale de décentraliser le CDSI (Centre de documentation scientifique et technique du CNRS) et de le fusionner avec le CDSH (Centre de documentation des sciences humaines), l'INIST se veut capable de rivaliser avec les plus grandes bibliothèques scientifiques du monde. Ce devrait être en effet la seule centrale européenne de ce type associant la collecte de fonds documentaires à la fourniture de documents « primaires » et à la production des bases de données bibliographiques baptisées Pascal (huit millions de références scientifiques et techniques) et Francis (13 millions de références en sciences humaines).

Un nouveau pôle régional

L'unité de recherche Lorraine de l'INRIA, deuxième institut inauguré par M. Curien, est implantée sur la technopole de Nancy-Brabois, avec une antenne à Metz. Cette création s'est accompagnée d'une convention de partenariat entre l'INRIA, le CNRS et les universités lorraines, concrétisée par un comité de concertation baptisé LORIA. Sept projets scientifiques y sont déjà développés dans quatre programmes de recherche, sur les thèmes du calcul symbolique, de l'intelligence artificielle, de l'automatisme et de la production et du calcul scientifique.

Après un an d'existence, l'INRIA s'est imposé comme un partenaire essentiel du dispositif scientifique lorrain. Les collectivités territoriales se sont d'ailleurs nettement plus engagées dans la constitution de cet institut que dans la création de l'INIST. Elles ont en particulier financé 40 % du bâtiment, qui sera plus que doublé d'ici un à deux ans. Les projets communs de l'INRIA, des universités locales et du CNRS ont abouti à la production d'un pôle « IAE + M » (informatique, automatique, électronique et mathématiques) qui devrait constituer l'épine dorsale du « Livre blanc pour la Lorraine ».

BERNARD MAILLARD

Accords franco-soviétiques sur les matériaux en apesanteur

Le Centre national d'études spatiales (CNES), Glavcosmos, son équivalent soviétique, et le centre technique soviétique Siplav viennent de conclure un accord de dix ans sur l'établissement des matériaux en apesanteur. Les expériences de ce programme en commun seront menées sur des capsules récupérables soviétiques de type Photon (500 kilos de charge utile en orbite pendant 30 jours maximum), puis, lorsqu'elles auront été mises en service, sur les futures capsules Nika-T. La première de ces expériences

(Gazon) devrait avoir lieu en avril 1993. Elle sera destinée à l'étude de l'influence des champs magnétiques sur la croissance en apesanteur de cristaux de germanium. Cet accord est à rapprocher de celui signé récemment au Bourget par la société française de transferts technologiques et de services utilisant des moyens spatiaux, Novespace, qui vient de se voir confier par Glavcosmos la commercialisation des capsules récupérables Photon et Ressource auprès des pays membres de l'Agence spatiale européenne.

مكتبة النسخ

EDUCATION • CAMPUS

Le succès ambigu des bacs professionnels

Créés en 1985 pour favoriser l'entrée des jeunes dans la vie active, ces diplômes résistent mal à l'aspiration vers les études longues

Le petit dernier des diplômes de niveau IV est devenu le modèle du système d'alternance « à la française » sous contrôle de l'éducation nationale. Six ans après la création du baccalauréat professionnel, trente et une filières différentes sont accessibles à la prochaine rentrée, de la production-bois à la maintenance de l'audio-visuel électronique en passant par la bureautique, la maintenance automobile, la « maintenance des systèmes mécaniques automatisés » et la restauration. Le secteur du bâtiment, sceptique au début, s'est finalement rallié, en 1989, au mouvement soutenu très tôt par la métallurgie.

Ainsi, ils seront cette année près de cent mille élèves à entrer dans une section de baccalauréat professionnel. Comme le soulignait récemment M^{me} Lucie Tanguy dans son rapport pour le secrétariat d'Etat chargé de l'enseignement technique (le Monde du 20 juin), les classes de BEP sont devenues de véritables années propédeutiques au bac professionnel. Aujourd'hui, en effet, près de la moitié des titulaires d'un BEP (brevet d'études professionnelles) poursuivent leurs études (ils n'étaient que 10 % en 1980), dans une section de bac professionnel (25,33 %) ou dans une première d'adaptation (21,4 %). Et trente-cinq mille élèves seront sortis cette année avec leur diplôme. Bref, la barre fixée à cent mille diplômés par an en l'an 2000 devrait normalement être atteinte.

Un bon accès à l'emploi

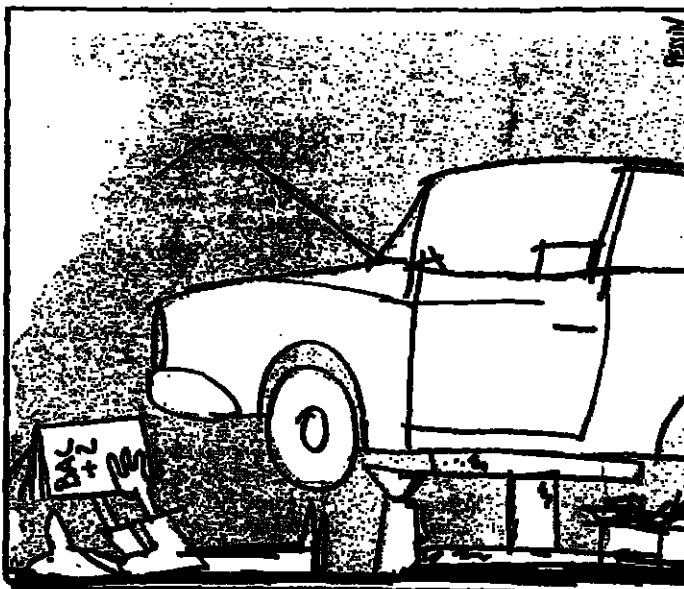
La formation est répartie sur deux ans (cinquante-trois semaines) et comprend seize semaines de formation en entreprise sous le contrôle d'un tuteur. Définis au sein des commissions professionnelles consultatives (CPC) comprenant, à parité, des employeurs, des salariés et des formateurs, les contenus de formation sont consignés dans des référentiels qui peuvent être révisés pour tenir compte des mutations technologiques.

Après, afin de briser le carcan des disciplines et de favoriser une approche multiple, les contenus ont été regroupés en quatre domaines pluridisciplinaires (formation professionnelle, technologique et scientifique; expression et ouverture sur le monde; éducation artistique et arts appliqués; éducation physique et sportive). Mais l'initiative a été diversement accueillie par les enseignants et, dans bien des établissements, le cloisonnement des disciplines n'a guère été entamé. Autre innovation: quatre des sept épreuves de l'examen sont évaluées en cours de formation.

Réclamés, dès 1982, par les milieux industriels, les bacs professionnels ont été taillés sur mesure pour l'emploi. Les études sur les toutes premières promotions de diplômés ont d'ailleurs confirmé la vocation professionnelle du nouveau diplôme. Une enquête du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CERQ), réalisée auprès de la première promotion sortie en 1987 (il existait alors cinq filières dont quatre en secteur industriel), a montré en effet que six mois après leur sortie du système scolaire, 93 % des bacheliers professionnels avaient trouvé un emploi, malgré d'importantes disparités suivant les filières (1). En outre, 20 % avaient été recrutés par l'employeur chez lequel ils avaient effectué leur stage.

Moins du quart, en revanche, avaient eu accès, immédiatement, à un emploi stable. Mais la stabilisation de l'emploi s'opère vite, estime le CERQ: après deux années d'expérience professionnelle, 54 % des diplômés de 1987 obtenaient un contrat à durée indéterminée et seulement 8 % restaient sans emploi. Une réussite si l'on compare ces résultats au taux de chômage des titulaires d'un CAP, qui avoisine les 30 %. Tous ces résultats sont confirmés, même très localement, par des études plus récentes portant sur les promotions suivantes (2).

Reste que l'accès au niveau bac des élèves issus de la filière profession-



nelle leur a ouvert, de manière formelle, les portes de l'enseignement supérieur. Or la volonté des pouvoirs publics de maîtriser, à terme, les flux de sortie du système scolaire (un tiers au niveau CAP, un tiers au niveau bac, un tiers au niveau BTS et plus) s'accompagne aussi de aspirations des jeunes. Beaucoup sont d'anciens élèves en difficulté scolaire et ils sont bien décidés à tirer parti de l'ambiguïté du « bac pro », à la fois diplôme professionnel et porte d'accès à l'enseignement supérieur. La peur du chômage, qui pousse à retarder le plus possible l'entrée dans la vie active, fait le reste.

Ainsi, 56 % des élèves de « bac pro » envisagent clairement de poursuivre leurs études au-delà du bac (3), même si, jusqu'à présent, un tiers seulement y parviennent. De quoi faire frémir les responsables de l'éducation nationale qui ont toujours sou-

haité limiter à 10 % ou 15 % l'échappée vers le supérieur, et en particulier les sections de techniciens supérieurs qui préparent au BTS. Cependant, parmi ceux qui succombent aux sirènes du supérieur, 30 % seulement obtiennent effectivement un diplôme de niveau bac+2. Le BTS apparaît comme la filière la plus favorable: 40 % des titulaires du « bac pro » qui entrent dans cette filière finissent par décrocher leur diplôme contre seulement un quart de ceux qui s'aventurent à l'université ou dans un IUT (institut universitaire de technologie).

C'est là toute l'ambiguïté de ce diplôme « neuf » dont la vocation est l'insertion immédiate sur des emplois accessibles avec une formation de niveau IV. Pour résorber les velléités de poursuites d'études, l'éducation nationale table tout d'abord sur une meilleure orientation en fin de classe de BEP. Elle estime que la tentation

est encore grande, pour les professeurs, de conserver leurs meilleurs élèves en classe de « bac pro », plutôt que de les aiguiller sur l'enseignement technologique, mieux adapté aux poursuites d'études, via les classes de première d'adaptation.

Changement de mentalité

Elle table aussi sur un changement de mentalité. Que l'on considère enfin qu'une sortie au niveau bac n'est pas nécessairement une condamnation, pourvu qu'elle s'appuie par la suite sur des structures du type des formations complémentaires d'initiative locale et, ensuite, sur une formation continue qualifiante.

M. Robert Chapuis, ancien secrétaire d'Etat à l'enseignement technique et ardent défenseur des « bacs pros », expliquait ainsi qu'il fallait « casser cette mécanique terrifiante qui fait dire que l'enseignement technique n'est glorieux que lorsque l'on débouche au niveau II ou au niveau I. L'Ecole polytechnique, il n'y a pas de problèmes, c'est glorieux. Quand l'enseignement général débouche à peine sur le niveau V (le jeune qui devient vendeur dans un Prisunic, par exemple, après une première ou même une terminale), lui, on ne le remet pas en cause » (4).

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) « Devenir scolaire et professionnel de la première promotion des bacheliers professionnels », CERQ, documents de travail, enquête parue en mai 1990. On se reportera également utilement aux articles du Monde de l'éducation parus en février et mai 1991.

(2) « Le baccalauréat professionnel, et après », revue menée par l'Institut de recherche sur l'économie de l'éducation dans l'académie de Dijon. Par ailleurs, le CERQ actualisera son étude de 1990 dans son Bulletin de recherche sur l'emploi et la formation d'octobre.

(3) Sondage le Monde publié le 30 mai.
(4) Cahiers pédagogiques consacrés à la Voie technologique et professionnelle (n° 295, juin 1991).

Le record de M^{me} Loiseau

Depuis 1985, M^{me} Claire Loiseau est institutrice dans une école maternelle privée sous contrat, institutrice remplaçante... à cinquante-neuf ans ! L'histoire commence trente ans plus tôt. D'abord auxiliaire, elle est nommée institutrice titulaire, en 1961. Mais elle croit bon, l'imprudent, de cesser ses fonctions, peu après, pour élever ses enfants. Des difficultés financières l'amenant, en 1985, à se porter candidate pour reprendre du service dans l'éducation nationale.

Elle y croit dur comme fer. Ne manque-t-on pas cruellement d'enseignants, et notamment d'instituteurs, au point d'envisager de recruter dans les écoles normales, sans limite d'âge ni de diplôme, des mères de familles (nombreuses) ou des mères célibataires ?

Première déaillusion. Malgré ses bons états de service, on ne veut plus de Claire Loiseau. Elle découvre, en effet, qu'elle est rayée des cadres pour « abandon de poste » et qu'elle ne peut plus exercer dans l'enseignement public. Même comme remplaçante. « Les textes en vigueur n'établissent pas d'équivalence entre la qualification acquise au cours de leur première carrière par des candidats recrutés autrefois avec le baccalauréat et titularisés en qualité d'instituteurs après l'obtention du CAP, et les diplômes actuellement exigés pour l'accès à ce corps », lui explique la direction des écoles du ministère de l'éducation nationale.

On lui suggère, en passant, de s'adresser au privé. Ce dernier lui ouvre effectivement ses portes, mais elle redémarre, évidemment, au bas de l'échelle: 2 783 francs mensuels pour un poste à mi-temps.

Claire Loiseau n'est pas au bout de ses peines. Elle découvre d'abord, après beaucoup d'autres, que travailler comme remplaçante pour l'éducation nationale signifie être promené d'école en école. Passe encore. Mais elle découvre aussi que cela équivaut, systématiquement, à être payé en moyenne avec cinq mois de retard.

Sur ce plan, M^{me} Loiseau va se distinguer: pas un centime ne lui est versé, pendant dix mois, entre septembre 1990 et juin 1991. On imagine sans peine les difficultés rencontrées avec la Sécurité sociale ou le percepteur par quelqu'un qui ne peut fournir aucun bulletin de salaire émanant de la fonction publique, son employeur.

La raison invoquée: l'institutrice a d'abord été envoyée en remplacement à Paris, puis en Seine-Saint-Denis, puis de nouveau à Paris. L'administration n'a pas suivi. « Faut pas changer de département », lui rétorque d'un ton rogué, une employée du rectorat, comme s'il s'agissait d'un caprice. Après des mois de démarches et une lettre au ministre, M^{me} Loiseau vient finalement de recevoir son salaire. Mais tout de même à l'appel le paiement de quarante jours de congés payés pour l'année 1990.

CHRISTINE GARIN

Valence invente son université

En attendant l'école d'ingénieurs (ENSAM), le « pôle de développement » de la Drôme s'installe dans ses murs

LYON

de notre bureau régional

« Nous étions attendus et nous avons été accueillis avec une sympathie ouverte, une curiosité active. » M^{me} Josette Kahane ne regrette pas le déplacement de la petite centaine de kilomètres de mauvaise route nationale ou de voie ferrée non électrifiée qui lui est imposé une à deux fois par semaine. Professeur de physique à l'université Joseph-Fourier de Grenoble-I et responsable du nouveau centre scientifique de Valence, elle s'est laissée tenter par « l'air de la nouveauté » autant que par une expérience de prise en charge des étudiants de premier cycle, « cette population qui se presse dans des locaux surchargés et qu'on ne sait plus traiter que dans l'anonymat ».

Dans le nouveau bâtiment de 3 900 mètres carrés, à l'architecture vaguement inspirée de l'Institut du monde arabe, les conditions sont, il est vrai, encore idéales. Dans des locaux trop spacieux pour elle seule, la première année d'un DEUG A a été ouverte à la rentrée 1990-91, avec 180 étudiants, tous originaires

de la Drôme et de l'Ardèche. Ils n'ont pas craint d'essayer les platanes, bien que la seconde année de cette filière ne soit annoncée que pour la rentrée 1992. Une seconde promotion, du même nombre, est prévue en octobre prochain.

« Nous connaissons tous les élèves par leur nom. Nous avons une meilleure perception de ce qu'ils sont et comment ils travaillent. Cela doit nous permettre d'adapter nos méthodes. » Le constat de M^{me} Kahane est aussi celui des vingt-cinq autres professeurs, répartis sur seize postes. « Homme à tout faire », l'unique agent ATOS regrette que l'Etat n'ait pas su faire preuve d'un peu plus de largesses.

Pas d'enseignement supérieur au rabais

Avec cette création, Valence a commencé de croire qu'elle pouvait devenir une vraie ville universitaire, bien qu'elle héberge déjà 3 300 étudiants. Désormais, les trois universités grenobloises y sont représentées, depuis les implantations, en 1971, d'une faculté libre de droit, d'un IUT dépendant de Grenoble-II (sciences sociales), de sections de lettres et bientôt de langues par Grenoble-III. A quoi s'ajoutent des classes préparatoires et des BTS.

« Nous nous sommes battus pour

avoir un cadre. Il a fallu convaincre le ministère et la communauté universitaire réticente au premier abord. Il faut maintenant en définir le contenu. » M. Rodolphe Pesce, maire (PS) de la ville et président du conseil général, n'a pas attendu les hypothétiques effets du schéma Universités 2000 pour investir 100 millions de francs (sans participation de l'Etat) dans la construction des locaux, d'un « centre de vie » avec restaurant universitaire et 79 logements, dont certains pour les enseignants assignés à résidence quelques jours de la semaine. Près de 400 autres studios ont été rénovés dans la ZUP toute proche, tandis que la médiathèque municipale a été agrandie et adaptée pour servir de cadre de travail aux étudiants.

Cette prise en charge de « l'environnement » a sans doute pesé dans la décision des universités grenobloises d'investir, à leur tour, à Valence. Le 16 mai dernier, avec l'Institut national polytechnique (INPG), attiré, semble-t-il, par la création annoncée d'une école d'ingénieurs (ENSAM), elles ont signé un protocole qui confirme la création de nouvelles sections de premier cycle et envisage des extensions dans les seconds cycles ou dans des filières professionnalisantes, reliées au tissu économique local.

Justifiant le label de « pôle de développement », décerné par le ministère (1), elles ont accepté de créer un groupement d'intérêt commun interétablissements, chargé de gérer, avec les collectivités locales, les installations (équipements sportifs, cellule d'orientation, centre de santé...), de veiller aux conditions d'insertion dans la ville et de préparer les développements futurs.

Cet accord va bien au-delà d'une simple délocalisation, comme Grenoble l'a pratiquée autrefois avec Chambéry. Pour M. Pesce, le site de Valence ne peut se développer qu'en relation étroite avec les universités grenobloises auxquelles il est rattaché: « L'expérience des établissements créés ces dix dernières années n'est pas une réussite. Nous ne sou-

haitons pas une nouvelle université de seconde zone, fort peu attractive pour les enseignants chercheurs que Grenoble est prêt à mettre à notre disposition pour créer des premiers et seconds cycles de très bon niveau », indique-t-il, en espérant que le label de « pôle européen », attribué à la cité dauphinoise, lui sera, aussi, attaché.

Dix mille étudiants dans dix ans

Malgré le surcoût occasionné par les « transferts », chiffré entre 20 % et 30 %, M. Alain Nemoz, président de Grenoble-I, n'y voit que des avantages. « C'est le prix de la qualité de vie. Notre stratégie privilégie les formations liées à la recherche autour du site central, et notre intérêt n'est pas d'y attirer des étudiants de premier cycle. » L'accueil, à Valence, des bacheliers de la Drôme et de l'Ardèche, qui se répartissent entre Grenoble (63 %), Lyon (23 %) ou Avignon, est intégré dans cette logique. Pour autant, elle ne saurait totalement satisfaire les intérêts locaux. Le président de Grenoble-I

reste très prudent sur d'éventuelles unités de second et troisième cycle, surtout dans le secteur scientifique: « La recherche ne se disperse pas », précise-t-il.

Le maire de Valence en est conscient. Il compte sur le temps, autant que sur son pouvoir de persuasion, pour obtenir, progressivement, la création de filières professionnelles reliées aux pôles de l'économie locale: l'aéronautique, l'imagerie, l'électronique, l'agroalimentaire et le transport.

Il sait aussi que ces projets coûteront chers: environ 400 millions de francs, qu'il a commencé de négocier avec l'Etat et le conseil régional. « Quand nous aurons atteint les 10 000 étudiants, dans dix ans, avec suffisamment de sections diversifiées, l'université existera dans les faits. Il ne sera plus nécessaire de revendiquer son autonomie. » En l'état actuel, l'« université » de Drôme-Ardèche est encore fragile. Mais le maire de Valence sait être patient.

MICHEL DELBERGHE

(1) Valence a obtenu le label de « pôle de développement universitaire » avec

DIPLOME DE JURISTE CONSEIL D'ENTREPRISE

DJCE/voie longue: MAGISTÈRE - DJCE (entrée sur DEUG - 3 ans d'études)

LYON/Institut de Droit et Économie des Affaires 15, quai Claude-Bernard. Tél.: 72-72-20-62

MONTPELLIER/École du Droit de l'Entreprise 39, rue de l'Université. Tél.: 67-61-54-80. Fax: 67-61-54-85

STRASBOURG/Centre de Droit des Affaires Esplanade, place d'Athènes. Tél.: 88-41-42-19

Renseignements: F.N.D.E., 9, rue Richemance, 75008 PARIS. Tél.: (1) 42-60-10-18 et 42-60-53-37 DÉPÔT DES CANDIDATURES AVANT LE 20 JUILLET 1991

DJCE/voie courte: D.E.S.S. - DJCE (entrée sur maîtrise - 1 an d'études)

LYON/IDEA 15, quai Claude-Bernard. Tél.: 72-72-20-62

MONTPELLIER/École du Droit de l'Entreprise 39, rue de l'Université. Tél.: 67-61-54-80. Fax: 67-61-54-85

NANCY/Institut de Droit des Affaires 13, place Carnot. Tél.: 83-32-99-38

POTTERS/Institut du Droit de l'Entreprise 43, place Charles-de-Gaulle. Tél.: 48-46-56-70

RENNES/Centre de Droit des Affaires 9, rue Jean-Macé. Tél.: 39-38-03-01

STRASBOURG/Centre de Droit des Affaires Esplanade, place d'Athènes. Tél.: 88-41-42-19

TOULOUSE/DJCE - Université des Sciences sociales Place Anatole-France. Tél.: 61-65-55-72

UNIVERSITÉ PARIS XIII

DEA DROIT PUBLIC ÉCONOMIQUE

DEUX FILIÈRES:

• DROIT INTERNE

• DROIT INTERNATIONAL ET COMMUNAUTAIRE

Renseignements et inscriptions:

Université Paris Nord

Faculté de droit, sciences politiques et sociales (bureau H 209)

avenue J.-B. Clément, 93438 Villetaneuse

Tél.: 49-40-32-84

Réussir

Sciences-Po

ça se prépare

IPEC

Quartier Latin Institut Privé Tél 46 33 81 23 ou 43 29 03 71

EDUCATION • CAMPUS

REPÈRES

CATHO. L'université catholique de Lille vient d'être un nouveau président-recteur. M. Gaston Vandecastelle a obtenu en 1982 un diplôme d'ingénieur de l'Institut supérieur d'électronique du Nord (ISEN) puis un doctorat en physique (1970). Enseignant, puis directeur des études, il est directeur de l'université catholique de Lille depuis 1979.

[Agé de cinquante ans, M. Gaston Vandecastelle a obtenu en 1982 un diplôme d'ingénieur de l'Institut supérieur d'électronique du Nord (ISEN) puis un doctorat en physique (1970). Enseignant, puis directeur des études, il est directeur de l'université catholique de Lille depuis 1979.]

EDUCATION. L'Ecole des hautes études en sciences sociales, l'Ecole normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud et l'université Paris-VIII-Saint-Denis viennent de créer un diplôme d'études approfondies (DEA) pluridisciplinaire intitulé « Institutions, travail et éducation dans le monde contemporain », associant la sociologie, l'histoire et l'anthropologie. (Rens. : à l'ENS, tél. : 47-02-60-50, poste 458, ou à Paris-VIII, tél. : 49-40-65-08).

GRANDES ECOLES. Lors de son assemblée générale le 26 juin à Paris, la Conférence des grandes écoles a renouvelé le mandat de son président, M. Daniel Gourrassat, directeur de l'Ecole centrale de Paris. A cette occasion, la Conférence a rappelé son « souhait de voir aboutir dans les meilleurs délais les travaux des groupes mis en place par le ministère de l'éducation nationale pour donner suite aux propositions qu'elle a faites sur l'organisation et les programmes des classes préparatoires ».

IUFM. Le Journal officiel du 26 juin publie un ensemble de textes nécessaires au fonctionnement, à la rentrée, des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Il s'agit du décret de création des allocations attribuées aux futurs enseignants en formation, de l'arrêté fixant le montant de ces allocations (50 000 francs par an pour l'année préparatoire dans les disciplines générales, 70 000 francs pour l'année préparatoire des disciplines technologiques et professionnelles et 70 000 francs pour l'allocation d'IUFM) et de l'arrêté fixant pour la prochaine année scolaire la répartition des 6 650 allocations, par académie et par discipline.

NORMALE SUP. L'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm va modifier son concours, notamment littéraire, dès la prochaine session de 1992. Dans le concours du groupe lettres, le poids des langues vivantes sera renforcé (une épreuve obligatoire à l'écrit pour tous et deux épreuves pour les linguistes), au détriment du thème latin, qui disparaît comme épreuve spécifique. En outre, un système d'admission devrait permettre d'assouplir l'orientation à l'Ecole. Enfin, le

concours de sciences sociales, créé en 1983, devrait être rendu plus attractif : l'épreuve de sciences sociales devient obligatoire, les langues vivantes sont requises, tandis que les langues anciennes sont facultatives.

RECTIFICATIF ESIG. Dans l'article intitulé « Du rîfî chez les privés » (le Monde du 27 juin), nous écrivions que dix-huit enseignants de l'Ecole supérieure d'informatique de commerce et de gestion (ESIG) avaient engagé des procédures prud'homales contre leur employeur au sujet de leurs rémunérations. Précisons que ces enseignants n'étaient que dix-sept, l'un d'eux ayant renoncé à sa plainte, et que dix d'entre eux ont fait appel après avoir été déboutés en première instance. La plainte avait été jugée irrecevable en première instance, ont obtenu satisfaction d'une partie de leur demande en appel et sont actuellement en cassation. Enfin, la demande d'un dernier enseignant doit être examinée par les conseils prud'homaux le 9 juillet, après une enquête menée par des conseillers rapporteurs.

SCIENCES-PO. La Fondation nationale des sciences politiques vient de remodeler ses structures de direction. M. René Rémond en reste le président et M. Alain Lancelot l'administrateur. Mais le secrétariat général disparaît au profit de deux directions : l'une, scientifique, sera pilotée par M. Serge Hurty et l'autre, administrative et financière, placée sous la houlette de M. Jean-Pierre Millot, jusqu'alors adjoint de M. Lancelot.

SEVENANS. Créé en 1986 comme une antenne de l'université de technologie de Compiègne, le pôle universitaire de Sevenans vient de couper le cordon avec son université-mère. Un décret du 20 juin fait de Sevenans un institut polytechnique autonome.

SORBONNE NOUVELLE. M^{me} Suzy Halimi, professeur de littérature et civilisation anglaises, a été élue, le 29 juin, au premier tour de scrutin, par 82 voix sur 107 votants, présidente de l'université de la Sorbonne nouvelle (Paris-III). Elle remplace M. Robert Elford, dont le mandat arrive à expiration.

[Née le 5 octobre 1938 à Constantine (Algérie), ancienne élève de l'Ecole normale supérieure de Sèvres (1958) et agrégée d'anglais (1961), M^{me} Suzy Halimi a commencé sa carrière comme professeur à Fontainebleau (1962) avant d'être nommée assistante (1964) puis maître assistant (1968) à la faculté des lettres de Paris. Docteur ès lettres (1977), elle a été nommée professeur en 1978. Directrice adjointe de l'Ecole normale supérieure de Sèvres (1985-1988), elle était vice-présidente de l'université de la Sorbonne nouvelle depuis 1986.]

Pour les diplômés BAC + 4 ans et plus
(Maîtrises, DEA, Grandes Ecoles et Cadres d'entreprises)

LES MASTERS ESG

6 formations qualifiantes de 3^e cycle en alternance
Ecole/Entreprise, durant 12 mois,
pouvant être financées et rémunérées.

Selon votre formation et votre objectif professionnel.
Vous pouvez être candidat(e) aux Masters ci-après :

- Gestion des entreprises
- Finances et Marchés des capitaux
- Management et Marketing Européen
- Marketing et Publicité
- Tourisme d'affaires
- Gestion internationale du Personnel

ECOLE SUPÉRIEURE DE GESTION
Etablissement reconnu par l'Etat
25, Rue Saint-Ambroise - 75011 PARIS. Tél. : 43 55 44 44

Bonnet d'âne pour la politique

Soucieux de conserver leur liberté face aux idéologies, les jeunes reculent l'heure des choix politiques

La politique ? C'est éternel ! Nadia, seize ans, élève de seconde au lycée Kléber à Strasbourg, ne mâche pas ses mots. Elle rappelle pourtant qu'après avoir été conseillère municipale « enfant », elle est aujourd'hui membre du conseil municipal de jeunes de Schiltigheim, berceau, depuis 1979, des conseils municipaux d'enfants. « Mais quel rapport avec la politique ? » Au placard des étymologies perdues, la politique a perdu son sens grec. La vie de la cité, pour les quinze-dix-huit ans, est à mille lieues des partis et des joutes oratoires médiatiques.

Puisque participer à un conseil n'est pas « faire de la politique », que viennent donc chercher ces jeunes élus dans ce creuset d'éducation populaire ? et de « civisme appliqué », pour reprendre les expressions de M. Yves Laurent, maire de Saint-Sébastien-sur-Loire et président de l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ) ?

L'action au coup par coup

A Villefranche-sur-Saône, Anne-Sophie, élève de terminale B, consacre une soirée par semaine au conseil « jeunes ». « Le jeu, c'est l'usine à bac. Ça ne m'embarasse pas. Au conseil, ce qui m'intéresse, c'est le concret. Une idée, un projet, une réalisation. » Là, une fresque peinte en vingt-quatre heures sur un mur municipal ; ici, un concert rock, un projet théâtre, une piste de skateboard, là encore, le développement de la Carte Jeunes.

Quand l'expérience des conseils municipaux d'enfants et de jeunes a pour ambition de « faciliter l'émergence d'une génération civique », d'être « une école de démocratie » et, somme toute, de lutter contre ce que M. Claude Nicolet appelle « l'analphabétisme civique » (1), elle est avant tout le reflet d'une réalité : les jeunes ont besoin de parler, de communiquer, de briser le carcan des

généralisations. Et les conseils, où peuvent se concilier les désirs des uns et le pouvoir des autres, le leur permettent.

« S'écouter, s'entendre, parler avec les autres », c'est le leitmotiv d'une cassette vidéo réalisée par les jeunes de Villefranche et le refrain d'une classe d'âge dont les préoccupations sont axées à la fois sur des faits de société et sur des choix personnels. Sans civisme démesuré, l'action, chez les jeunes, se jauge au coup par coup. Et avec une grande méfiance à l'égard des étiquettes. « Difficile de s'engager, avoue Anne-Sophie. Voter, bien sûr, c'est déjà un peu s'engager. Mais l'adhésion n'est pas totale, on garde sa liberté... »

Dans un sondage publié par le Monde, les lycéens étaient un bon tiers à avouer que la politique les « emplit », autant à dire qu'elle les « faisait rire », autant seulement à confier qu'elle les intéressait, voire les passionnait (le Monde du 31 mai). Une récente enquête sur la formation au civisme des jeunes, réalisée par M^{me} Annick Percheron, directeur de recherches au CNRS, confirme la tendance (2).

L'étude, qui fait apparaître le souhait des parents (trois sur quatre) à généraliser l'expérience des conseils municipaux d'enfants et de jeunes, démontre, en même temps, que l'inscription civique type III^e République ne fait plus recette. Le civisme part en quête d'autres objets. « Tout se passe, explique M^{me} Percheron, comme si les symboles de références d'hier, ceux d'une morale laïque et républicaine hexagonale étaient remplacés, dans l'opinion, par de nouveaux symboles fondés sur une morale sociale universelle définie en termes de droit. Droits de l'homme, injustices sociales, droits des enfants, racisme, etc. »

M^{me} Percheron a donc recherché les causes de ces changements de perspective. Elle a radiographié les enfants de la génération de 1968, celle qui a appris à douter, à interroger et des clivages partisans, celle,

aussi, qui a souhaité donner une éducation plus libérale à ses enfants. Premier constat : le degré d'information et de connaissance sur la politique a considérablement augmenté. Ayant vécu les bouleversements de 1981, 1986 et 1988, les « enfants de l'alternance » ont dû faire de relativiser les différences à attendre d'une gestion de gauche ou de droite. Et leur désintéressement est d'autant plus vif qu'ils connaissent bien ce dont ils parlent.

Le pouvoir de séduction des partis politiques s'est donc considérablement amoindri. On se souvient de la force avec laquelle les délégués des « coordinations » lycéennes avaient rejeté la médiation des pouvoirs politiques, en novembre dernier. Les lycéens eux-mêmes n'ont guère de penchants militants. Un seul d'entre eux sur dix serait prêt à devenir membre d'un parti (contre six qui se disent prêts à faire partie d'une association pour la défense de l'environnement).

L'enquête d'Annick Percheron pose ainsi les questions qui sont sur toutes les lèvres en quête de jeunes suffrages : d'où proviennent l'abstention, la volatilité électorale et les choix politiques ? Quelles peuvent être les prédispositions familiales acquises avant l'âge de voter ?

Se tenir à distance des hommes et des partis politiques, note-t-elle tout d'abord, ne signifie pas qu'il y ait absence totale d'identification : 29 % seulement des quinze-vingt-quatre ans déclarent ne pas avoir de préférences partisans, soit seulement sept points de plus que la moyenne adulte.

En outre, l'équilibre entre les positionnements à droite et à gauche reste sensiblement le même chez les jeunes et chez les moins jeunes. Contrairement aux idées reçues, les quinze-vingt-quatre ans partageraient même aujourd'hui, un peu plus qu'il y a quinze ans, les préférences de leurs parents (64 % en 1989, pour 57 % en 1975), avec, cependant, une attirance un peu plus marquée pour

les « Verts ». « Alors qu'en 1975 les enfants étaient souvent ceux qui ont le degré de libéralisme de leurs parents, beaucoup plus permissifs qu'eux, explique Annick Percheron, aujourd'hui, les parents rigoureux transmettent leur rigueur à leurs enfants et les parents permissifs leur permissivité. » Obscures par les problèmes de l'emploi et de la formation, les adolescents des années 90 ont surtout totalement dédramatisé les enjeux politiques au sein de la famille.

Désaffection électorale

« La construction de l'univers politique et la formation de l'identité politico-sociale dans l'enfance », note la sociologue, s'effectuent selon les mêmes mécanismes et les mêmes processus (qu'il y a quinze ans). Mais la dédramatisation du politique au sein de la famille, ajoutée au changement des priorités dans l'éducation (55 % des parents déclarent ne pas trouver grave que leurs enfants aient des opinions différentes des leurs), a profondément changé les conditions dans lesquelles se développe la socialisation politique des enfants. « Au lieu de recevoir l'héritage des valeurs, les héritiers le trouvent en charge les yeux grands ouverts. La transmission signifie moins que jamais reproduction à l'identique des comportements, et moins que jamais elle ne garantit stabilité et fidélité des choix électoraux. »

Placés devant l'urgence des choix scolaires, les adolescents reculent d'autant leurs choix politiques. Car leur insertion politique va de pair avec leur insertion professionnelle. D'où la désaffection des jeunes sur les listes électorales...

J.-M. DY

(1) « Pour une restauration de l'éducation et de l'instruction civique ». Le Débat, mars 1985.

(2) La formation du civisme des jeunes. Cevipol, février 1991. On se reportera également utilement à l'article d'Annick Percheron « Faire la politique », Autrement, mai 1991.

Des étudiants de plus en plus nombreux

Contrastes Nord-Sud

STRASBOURG
de notre correspondant

L'ACCROISSEMENT des effectifs étudiants, aussi sensible dans les universités africaines qu'européennes ou nord-américaines, peut être envahissant et compromettre d'autres missions, comme la recherche : c'est l'une des principales observations du colloque qui vient de tenir à Strasbourg, Nancy et Bâle (Suisse) le Groupement international des secrétaires généraux d'universités francophones, avec quelque soixante-dix participants québécois, suisses, belges, français ou africains.

Le thème choisi - « L'université nouvelle, université de masse ? » - a suscité, en effet, des témoignages très contrastés. Les universités d'Europe sont d'abord confrontées à d'importants problèmes de construction : Armand Frémont, directeur de la programmation et du développement universitaire au ministère de l'Éducation nationale, en a donné la mesure. « En quatre ans, le budget des constructions universitaires en France est passé de 300 millions de francs à 1,5 milliard, et cette somme devra prochainement doubler. »

En revanche, les universités d'Afrique noire voient leurs marges crédits fondre dans les dépenses de fonctionnement - l'ac-

cueil, le logement, la nourriture aux étudiants - au point que la recherche n'y trouve souvent qu'une place confidentielle. « Nous constatons que, dans certaines universités nord-américaines, la recherche est presque entièrement financée par le privé : rien à voir avec notre situation », explique par exemple M^{me} Baye Niang, secrétaire générale de l'université de Dakar (Sénégal).

Le colloque strasbourgeois a également étudié la diversification des publics étudiants et des enseignements. Au Québec comme en Europe, la concurrence universitaire et d'une meilleure adaptation au monde du travail amènent à élargir la palette des enseignements. En revanche, l'Afrique noire souffre de n'offrir souvent que des formations incomplètes alors même que l'université y joue un important rôle social. « Nous ne sommes pas à la même heure ni peut-être au même siècle », a expliqué Malam Ari Boukar, secrétaire général de l'université de Niamey (Niger).

Les délégués africains espèrent pourtant beaucoup des rencontres avec leurs collègues de l'hémisphère nord, notamment pour provoquer des coopérations interuniversitaires. Le français, leur langue commune, est pour cela un atout important.

JACQUES FORTIER

Déferlante à Nice

NICE

de notre correspondant

L'UNIVERSITÉ de Nice-Sophia-Antipolis accueillera, à la rentrée prochaine, mille étudiants supplémentaires, et la crue des effectifs devrait se poursuivre jusqu'en l'an 2 000. Cela suffit à expliquer l'inquiétude des responsables des facultés de sciences, de droit et de lettres. « Dès la rentrée prochaine, nous approcherons du point de rupture », constate M. René Crisafin, doyen de la faculté de droit. Face à l'augmentation constante des étudiants, nous manquons de professeurs, de locaux, de crédits de fonctionnement et de personnel administratif. Nous avons tenu grâce à des efforts de gestion, à la bonne volonté de tout le monde, mais nous n'avons plus de marge de manœuvre. »

Les chiffres ne manquent pas pour illustrer la surpopulation des amphithéâtres : sept mille étudiants en fac de lettres, qui n'en devaient accueillir que trois mille ; six mille inscriptions en fac de droit, qui n'en devaient accueillir que deux mille trois cent cinquante étudiants. Même s'il estime que ces chiffres sont un peu larges, le président de l'université, Michel Bornaancin, reconnaît que la rentrée prochaine se déroulera dans une certaine tension, malgré un récent arbitrage gouvernemental qui permettra de débloquer un crédit de 6,3 millions de francs destinés à l'aménagement de deux amphithéâtres en faculté des sciences pour la fin de l'année 1991.

JEAN VERDIER

« La situation la plus alarmante est en faculté de droit », explique le président Bornaancin. Nous n'avons pas pu construire les salles de cours supplémentaires pour des raisons administratives, notamment des permis de démolition d'anciens bâtiments, qui n'ont pas encore été délivrés. Pour l'année qui vient, l'université de Nice devra étudier des aménagements techniques pour absorber le surplus d'étudiants. La présidence envisage des heures d'ouverture plus large ou la location de locaux supplémentaires à d'autres administrations.

« Mais ne pleurons pas misère », ajoute cependant M. Bornaancin. Et il cite l'augmentation des crédits pour la bibliothèque (950 000 francs en 1988, 2 750 000 francs en 1991) et pour le renouvellement du matériel pédagogique (840 000 francs en 1988, 2 millions prévus pour 1991). L'université de Nice-Sophia-Antipolis doit, en réalité, faire face à une très forte pression démographique, en raison du rajeunissement de la population sur la Côte d'Azur et de l'installation de familles de cadres embauchés sur la technopole de Sophia-Antipolis. « Toutes les universités vont subir, d'ici à 1995-1996, un boom démographique », explique le président Bornaancin. Nice aussi, mais, chez nous, il va s'amplifier au cours des années suivantes : nous sommes la première académie, après Créteil, pour son taux de scolarisation en maternelle et en primaire. »

ISTH ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DEPUIS 1965 PRIVÉ

B.T.S.

- comptabilité / gestion
- commerce international
- action commerciale

JOURNÉES PORTES OUVERTES
les 8 et 10 juillet à 17 h 45
Centre Auteuil 42 24 10 72

LA PERFORMANCE C'EST L'ISTH

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :

ESC TOULON

36.15 LE MONDE

Tapez RES

ISTH ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DEPUIS 1965 PRIVÉ

SCIENCES PO PARIS

- Stages intensifs d'été du 24 juillet au 29 août
- Sessions annuelles et semestrielles

SUCCÈS CONFIRMÉS

Centre Italie 45 85 59 35
Centre Auteuil 42 24 10 72
PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

مكتبة الشامل

EDUCATION • CAMPUS

POINT DE VUE

Les matamores

par Jean-Yves Mérimod

Le gouvernement est conservateur en matière d'enseignement supérieur. C'est une affaire entendue. Bien sûr quelques observateurs attentifs ont cru déceler des changements ces trois dernières années : revalorisation du supérieur, tentative d'accorder plus d'autonomie aux universités par la politique contractuelle, construction de plusieurs préfabriqués en attendant les bâtiments en dur, promesses de bourses et de bourses de bourses. Mais le gouvernement le dit lui-même, tout cela n'était que brouillages et les trois ans de relatif surplace que l'on vient de connaître ont permis, dans le calme, le mûrissement d'un projet remarquable, unique et extraordinaire. On va maintenant « rénover les enseignements supérieurs pour les adapter au monde du vingt et unième siècle ». Rien que cela.

Mais, la même semaine, le gouvernement retirait deux projets qui furent en leur temps urgents et importants. L'un consistait à faire passer les classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques de deux ans à un an. L'autre réformait les modalités de recrutement et de promotion des enseignants du supérieur.

Ainsi, l'ambition d'hier peut devenir le renoncement d'aujourd'hui. Rien de plus banal. Et demain ?

Le conseil des ministres du 26 juin vient notamment d'adopter un canevas de réforme des premiers et seconds cycles.

Depuis trois ans que l'on en parle, c'était devenu l'Arlésienne. Mais ceux qui disent que trois ans pour arriver là, c'est un peu long, sont injustes : le ministère avait su travailler plus vite puisqu'une grande partie de ces projets étaient prêts depuis avril 1990 et devaient être publiés en septembre 1990. Pourquoi cela ne s'est pas fait ? Parce qu'il a tout à coup été découvert que rénover le second cycle avant le premier n'était pas logique. Cet argument de bon sens aurait été plus convaincant si les projets de rénovation du premier cycle élaborés en juin 1989 n'avaient pas été abandonnés en septembre 1989, eux aussi. Donc trois ans après l'installation de ce ministère, ni les premiers ni les seconds cycles n'ont connu la moindre modification. La politique des « petits pas » s'est transformée en marche sur place. Du coup, pour rattraper le retard pris, on tente maintenant le triple saut.

Admettons, pour simplifier, que ces projets aboutissent. Reste à les appliquer. Pendant les six dernières années, on a laissé, sans un geste de compréhension ou de sympathie, les équipes s'occuper des premiers cycles — quand elles existaient — se décourager peu à peu. Et on peut croire, en haut lieu, qu'un texte qui n'a été discuté nulle part soit promptement appliqué partout ! Seuls les idéalistes de la circulaire ou les nostalgiques de l'Université napoléonienne l'imaginent encore.

L'administration centrale de l'enseignement supérieur a certes été remodelée en 1989. Mais rien de vraiment concluant n'a été fait pour transformer cette antique machine à contrôler — d'ailleurs si peu et si fictivement — l'application des textes réglementaires en un service capable d'aider les universités, de faire connaître et d'évaluer les initiatives locales.

Changer de méthode

Même chose pour les deux projets qui viennent d'être abandonnés ou au moins retardés. C'est depuis décembre 1988 que le ministère parle de la nécessité de modifier les modalités de recrutement des enseignants du supérieur pour assurer plus d'autonomie aux établissements. On aurait pu commencer par prendre des mesures provisoires, modestes, allant dans ce sens. La modestie, fût-elle efficace, est trop suspecte pour que le ministère s'en contente. Tant pis si le projet, pourtant intéressant, devant passer par la voie législative, s'enlise dans une fin de session parlementaire peu reluisante.

Mêmes causes, mêmes effets avec les classes préparatoires. Voilà un bel exemple de « dialogue fracassant ». Est-ce que la singularité en Europe de notre formule des écoles en bac +2 +3 est immuable ? Le doublement du nombre d'ingénieurs diplômés chaque année, exigence présiden-

tielle, doit-il s'accompagner du doublement du nombre d'étèves en classes prépas scientifiques ? Et de quelle façon ces prépas pourront encaisser la choc ? Mais il a fallu trois ans pour que le ministère pose publiquement la question en tant que problème. Bilan : les lobbies sont montés au créneau, le champ est miné, chacun est sur ses gardes, et il faudra des années pour oser en reparler.

Le gouvernement rêve d'un palais idéal pour l'Université. Contrairement à ses prédécesseurs immédiats (gouvernements Fauriol et Chirac), il a su mesurer l'ampleur des efforts à faire. Cela est à porter au crédit du ministère de M. Jospin : le nombre d'étudiants augmente encore, mais plus lentement que si on avait continué sur la lancée de la décennie précédente, et chaque étudiant réussit — ou presque — à sauvegarder sa petite part d'ampère ou de salle de travaux dirigés. Ce qui est loin d'être négligeable. Mais si, pour construire ce palais idéal, on continue à creuser des trous sans consolider les projets plus anciens encore bien fragiles, on pourra bientôt contempler un champ de belles ruines. Il peut encore être temps de l'éviter, mais les méthodes sont à modifier d'urgence.

Jean-Yves Mérimod est professeur de mathématiques à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg.

SOURCES

Nébuleux « projets d'établissement »

« Faites des projets ! » Apparue discrètement dans les textes officiels à l'occasion de la rénovation des collèges, vers 1982, la notion de « projet » est aujourd'hui au cœur de tous les discours ministériels. Lionel Jospin l'a consacrée définitivement en faisant du « projet d'établissement » la pierre angulaire de la loi d'orientation du 10 juillet 1989. Mais, dans un système scolaire qui reste très hiérarchisé et centré sur la relation individuelle de l'enseignant avec sa classe, prendre ce mot d'ordre au pied de la lettre suppose que l'on opère une petite révolution des habitudes et des mentalités.

Or on constate, le plus souvent, un décalage impressionnant entre les intentions affichées par le ministère et leur application concrète dans les établissements. Faute d'une définition précise et pragmatique de cette nouvelle politique, et d'une mise en place, au plus près des établissements, des instruments de pilotage et des outils de formation nécessaires, le projet d'établissement n'est encore, bien souvent, qu'une coquille vide, simple addition de projets pédagogiques disparates et éphémères.

Le dernier numéro des *Cahiers pédagogiques*, consacré au projet d'établissement, devrait constituer un guide précieux pour tous ceux, enseignants et chefs d'établissement, qui souhaitent promouvoir une démarche collective de travail et lui assigner des objectifs précis de réussite scolaire. A travers des cas concrets — sans doute pas assez nombreux — et des témoignages d'universitaires, de formateurs ou d'acteurs de terrain, sont tracées de nombreuses pistes de travail et de réflexion : quels sont la place du chef d'établissement et la part de la formation dans l'élaboration d'un projet collectif ? Comment privilégier le rôle de l'élève et de son « projet » personnel ?

Plusieurs articles sont consacrés à l'évaluation du projet d'établissement, présentée comme une nécessité par la loi d'orientation mais dont la mise en œuvre reste encore, pour l'essentiel, du domaine de la recherche. C'est le cas, par exemple,

des expériences d'« audit » d'établissements scolaires conduites dans l'académie de Bordeaux ou de l'apparition, dans l'académie de Nice, d'un groupe de « consultants », rattachés au rectorat, chargés d'apporter une aide logistique et méthodologique aux établissements scolaires.

Mais ces initiatives sont encore balbutiantes et surtout isolées. Sollicité par la revue, M. André Legendre, directeur des lycées et collèges au ministère, insiste sur la nécessité de « diffuser les expériences grâce à une politique active de communication ». Et il rappelle qu'un « dispositif d'animation et de coordination d'ensemble » de la politique des projets d'établissement a été mis sur pied, depuis deux ans, par l'administration centrale. « Autonomie, responsabilité, évaluation sont les nouveaux réflexes que se donne la machine administrative », écrit encore M. Legendre. A en croire les nombreux témoignages qui émaient ce numéro des *Cahiers pédagogiques*, les responsables locaux attendent toujours les retombées de la mutation annoncée.

Ch. G.

► Les *Cahiers pédagogiques* n° 292-293, mars-avril 1991.

□ Les vacances des 4-18 ans. — Durant l'été 1990, 20 % des 4-18 ans ne sont pas partis en vacances. C'est ce que révèle un sondage réalisé en octobre 1990 par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports. On apprend aussi que, pour ceux qui partent, la durée moyenne des vacances d'été est de trente et un jours. Et que l'immense majorité de ceux qui restent, particulièrement les 8-11 ans, n'ont accès à aucune structure organisée. Le frein financier est bien sûr la première cause de non-départ, puisque 40 % des enfants dont les parents disposent de moins de 5 000 francs mensuels ne partent pas du tout en vacances. On constate, enfin, des disparités régionales très fortes : 92 % des jeunes de la région parisienne sont partis durant l'été 1990, 68 % des jeunes du Nord, 63 % de ceux de l'Est.

COURRIER

Des profs à la dérive ?

J'ai lu avec intérêt l'article que M^{me} Guérin a intitulé « Collèges à la dérive » (*Le Monde* du 27 juin), et dans lequel elle évoquait la situation difficile — c'est un euphémisme — que connaissent divers collèges de la banlieue parisienne. Le tableau est saisissant : « profs en état de choc, candidats au départ », évocation apocalyptique des rapports entre élèves et enseignants... J'imagine les frissons d'horreur par lesquels ont dû passer nombre de vos lecteurs, en lisant M^{me} Guérin. (...)

Ce reportage dantesque pêche sur quelques points. Présenter les professeurs en état de « dépression » et échanger sur leurs élèves « des propos d'une grande brutalité », c'est se moquer du monde. Il arrive, certes, que l'on soit exaspéré par l'attitude et le comportement inqualifiables de certains individus dont je m'explique mal la présence et le maintien dans un établissement scolaire — mais que font-ils ailleurs, les pauvres chers, nous dit l'administration ? Mais de là à ce que les professeurs soient « en état de choc », je n'ai pour ma part guère vu d'enseignants qui aient baissé les bras et je tiens à exprimer avec force mon respect à tous ceux qui — nous le savons, dans la même galère — ont fait face, en restant dignes, à des « élèves » dont certains ont oublié (ou n'ont jamais su) ce que signifie ce mot « respect », de l'autre et de soi.

Le pire (qui confine à la désinformation), M^{me} Guérin l'a cependant réservé pour la fin (quelle « chute », en effet, pour un papier aussi puissamment évocateur...). Je la cite : « Pourquoi, chez ces enseignants, ce refus farouche de ce qu'ils appellent « la fuite en avant », cette condamnation de « toute réforme » dans les collèges de banlieue ? Mais combien, parmi vos lecteurs, savent que, dans ce pays aujourd'hui, il suffit à un élève d'avoir douze ans pour être admis en sixième, quels que soient son niveau et ses compétences ?

Cela signifie, en clair et très pratiquement, qu'en septembre prochain seront admis en sixième, sortant du CE 2, des élèves âgés de douze ans, qui auront été scolarisés tardivement, et que l'on empêchera de suivre le CM 1 et le CM 2. On croit rêver... Mais l'on imagine combien ils s'épanouiront au collège ! Je ne sais si M^{me} Guérin a des enfants ; elle se réjouirait sans doute de les savoir dans de telles classes hétérogènes comme on dit, puisque s'y côtoieraient des élèves à peu près analphabètes et d'autres qui, ne l'étant pas, y perdent une bonne partie de leur temps. « Pas de rélegation, pas de redoublement autoritaire, nous sommes dans la bonne voie », se félicite M. Jospin, le ministre. Et M^{me} Guérin d'applaudir. Comme elle le dit si bien pour conclure, notre profession en effet « a progressivement perdu tous ses repères » !

ALAIN GORIUS
(enseignant en collège)

Retour aux lycéens

Il vaut la peine de revenir sur le sondage de SCP Communication sur les lycéens publié dans *Le Monde* du 30 mai. Certains points n'ont peut-être pas été mis en valeur autant qu'ils le méritaient.

■ « Les études sont d'abord faites pour trouver un métier. » Cette opinion recueille l'assentiment de 51 % des lycéens. Si cette opinion est également celle des responsables des établissements d'enseignement, le travail d'orientation devrait y occuper une place centrale. Les IUFM, nouvelles structures destinées à former les enseignants de tous niveaux, devraient faire une place de choix à l'approche éducative en matière d'orientation, selon les méthodes mises au point pendant le dernier quart de siècle par Genevieve Latreille et un certain nombre de spécialistes québécois. On ignore trop que cette approche continue à être développée et approfondie dans le cadre de l'association Trouver-crier, sise dans la région lyonnaise. L'orientation n'y est pas vue seulement comme un système d'information, mais comme un long processus de maturation au cours du temps que favorisent un certain nombre d'éléments qui relèvent à la fois de l'enseignement et des conditions de vie dans les établissements scolaires, ainsi qu'à l'extérieur.

■ Une institution qui fonctionne mieux qu'on ne le dit. Le sondage révèle un niveau de satisfaction élevé à l'égard de l'enseignement et des professeurs (74 % dans les deux cas). Dans le deuxième cycle des lycées, 43 % jugent les relations avec les professeurs agréables et 39 % distantes.

La distance n'est pas nécessairement négative, un certain nombre d'élèves préfèrent garder leur quant-à-soi, leur liberté de non-implication étant ainsi sauvegardée.

■ Une vision dévalorisée du travail et de l'emploi. 26 % seulement des lycéens disent rechercher un épanouissement dans le travail. L'emploi n'est pas vu dans une perspective d'épanouissement personnel. Cela traduit un manque flagrant de communication entre parents et enfants à ce sujet. Les parents donnent à leurs enfants une image dévalorisée de leur métier et de leur activité professionnelle. (...)

■ Le risque chômage est surévalué. 86 % y voient une menace réelle. Cette crainte est très exagérée. Le risque de chômage est faible pour la grande majorité des lycéens. L'économie française et européenne leur offre des opportunités comme peu de générations en ont eu. L'appareil productif a besoin d'eux, y compris de ceux qui ne poussent pas très loin leurs études. Le langage des enseignants serait ici à surveiller. La majorité des enseignants qui bénéficient de la sécurité de l'emploi ne devraient pas susciter ou entretenir une psychose de peur face à l'avenir en idéalisant leur passé ou en se livrant à une fausse valorisation de leur réussite professionnelle au détriment des espérances de la nouvelle génération. (...)

■ La vie professionnelle est vue comme un lieu d'investissement relativement faible. 35 % seulement confient une priorité à la réussite de la vie

professionnelle. (...) Plutôt que d'un effondrement de la valeur-travail, il s'agit d'une appréhension de l'avenir, qui est en réalité une appréhension erronée de l'avenir.

De l'intéressant sondage SCP Communication se dégage la priorité à accorder aux problèmes de communication entre les professionnels, les enseignants et les élèves. Dans un monde où la référence parentale ne joue plus de la même façon et où il est de plus en plus difficile de se repérer dans une situation économique marquée à la fois par la complexité et la mobilité, le travail d'orientation devrait devenir l'axe central des établissements d'enseignement.

HUGUES PUEL

Maître de conférences à l'université Lumière (Lyon-II) et secrétaire général de l'association Economie et humanisme.

LES MEILLEURES CHANCES DE SUCCÈS.

Le Collège du Léman dispense un enseignement et une éducation de haut niveau ouvrant les portes des grandes universités. Préparation aux examens de : Baccalauréat français, séries A, B et C. Maturité fédérale suisse, types C et E. I.G.C.S.E., G.C.E. "A" Level et C.E.E.B. (section anglo-américaine).

Collège du Léman

10, rue de la République - 69001 Lyon - France. Téléphone : 078 25 55 55 (4 lignes). Télécopie : 078 25 55 55.

CHOISIR L'E.D.C.

- Admission sur concours au niveau Prépa ou Bac +1.
- Deux stages longue durée en entreprise pendant les 3 années d'études.
- Un 3^e cycle de spécialisation : Management commercial et marketing direct - Audit financier et comptable - Droit européen.
- Des jumelages avec de grandes

écoles et universités de Dallas, Londres, Nottingham, Brême, Hambourg, Madrid, Montréal, Groningen.

- Un diplôme officiellement reconnu par l'Etat... et les entreprises.
- Un enseignement dont l'efficacité est confirmée par la réussite des anciens élèves.

CONCOURS 16-17-18 Juillet



SERVICE CONCOURS
70, galerie des daniels - La Défense 1 - 92400 Courbevoie
Tél. : 47.73.63.41
établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat

(Publié) UNIVERSITÉ DE NANTES
UNIVERSITÉ DE NANTES
FACULTÉ DE DROIT
FACULTÉ DE DROIT
ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET DES SCIENCES POLITIQUES
D.E.A. DES SCIENCES JURIDIQUES DE LA MER
Double Sceau
Diplôme nouveau
Initiation à la recherche et enseignement doctoral en Droit international, Droit communautaire, Droit interne, appliqués aux espaces, ressources et activités de la Mer.
Cours, séminaires, méthodologie, anglais, informatique, rédaction d'un mémoire.
Inscription jusqu'au 1^{er} OCTOBRE 1991.
Faculté de Droit et des Sciences économiques de Brest, professeur T. BEN SALAH, 12, rue de Kergat, B.P. 331, 29273 BREST Cedex. Tél. : 98-31-60-30.
Faculté de Droit et des Sciences politiques de Nantes, professeur A. FENET, chemin de la Censuère-du-Tertre, B.P. 1004, 44036 Nantes Cedex 01. Tél. : 40-23-22-28.

Université de BORDEAUX-I
D.E.S.S.
"ACHAT INDUSTRIEL DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES"
Directeur de la Formation : Professeur Y. DANTO
Une double compétence : Technique et Commerciale
Objectif : Former en un an les futurs responsables de l'achat de composants électroniques par une spécialisation de 360 heures en technologie de la microélectronique (qualité, fiabilité et analyse des composants), un techniques de l'achat industriel (économie et gestion) et en anglais (100 heures).
Admission : - Étudiants titulaires d'une maîtrise scientifique : EEA, MST électronique, télécommunications... - Ecoles d'ingénieurs.
Renseignements et retrait des dossiers d'inscription :
D.L. - UNIVERSITÉ DE BORDEAUX-I
351, cours de la Libération, 33405 TALENCE CEDEX
Tél. : 56-84-65-41 - Fax : 56-37-15-45

Pour une véritable Europe de la culture

En 1989, les auteurs, les artistes et les producteurs s'étaient déjà dressés dans toute l'Europe pour que la première loi européenne sur la télévision, la directive *Télévision Sans Frontière*, ne dénie pas les dispositifs nationaux qui garantissent la création et qui sont toujours suspectés, dans « l'idéologie communautaire », d'entraver la réalisation du Marché unique idéal. Or, tout le monde sait que si ce fameux marché n'est pas aménagé, le développement de la création européenne est gravement compromis, facilitant l'importation massive de produits provenant d'autres continents.

Nous vous avons cru, Monsieur Delors, quand vous avez déclaré : « La culture n'est pas une marchandise comme les autres et on ne doit pas la traiter comme telle. » Nous avons cru alors que les règles brutales et simplistes, valables pour la chaux ou la conserve, ne devaient pas être appliquées aux œuvres d'imagination qui expriment le génie propre d'un peuple.

Lois d'avoir inventé une véritable politique du cinéma et de la télévision, les services de la Commission de Bruxelles s'en prennent à nouveau aux frères protections que les gouvernements avaient mises en place.

Le gouvernement français est attaqué sur les quotas ; les communautés belges sont inquiétées

pour leur politique d'aide aux radiodiffuseurs nationaux ; la récente loi italienne sur la télévision, qui crée également des quotas de protection, est menacée.

Toute définition des quotas donnant la priorité aux œuvres par lesquelles un auteur s'exprime réellement (fiction, animation, documentaire) serait abandonnée au profit de la définition-passe-temps de Bruxelles.

Quand les Eurocrates comprendront-ils qu'on ne construira pas une industrie européenne puissante et qu'on ne développera pas de vraies coproductions européennes sur les ruines des industries nationales ?

Le 7 juin dernier, les douze ministres de la culture eux-mêmes ont lancé un cri d'alarme, en demandant « qu'il ne soit pas porté atteinte à la capacité des Etats-membres de préserver l'équilibre des activités créatives et artistiques ».

Nous demandons au conseil des ministres de la Communauté et à la Commission de donner raison aux ministres de la culture.

Nous demandons à Monsieur Delors, à la Commission, à ses services, de revenir à la réalité, de cesser de détruire avant d'avoir édifié une véritable politique du cinéma et de la télévision digne du génie multiple des peuples de l'Europe.

Voici les 967 premiers signataires :

Philippe AGOSTINI, Chantal AKERMAN, Catherine ALLEGRET, René ALLIO, Claude ALRANO, Denis AMAR, AMARANDÉ, Jean-Pierre AMETTE, Marcel AMONT, Claude AMY, Jean ANDERSSON, Paul ANDREOTA, Jean-Jacques ANDRIEN, Michel ANDRIEU, Roger ANDRIEU, ANGÉNIAULT, Michèle ANGOT, Jean-Jacques ANNAUD, Louis ARBESSE, Alexandre ARCADY, Dominique ARDEN, Niels ARESTRUP, Rodolphe MAURICE ARLAUD, ARMANDINO, Michel ARNAUD, François ARNOUL, Danièle ARON, Régine ARTARIT, Eric ASSOUS, Gérard ASTOR, Alexandre ASTRUC, Liliane ATLAN, d'ATTAINVILLE, René AUBRY, Jacques AUDIARD, Stéphane AUDRAN, Béatrice AUDRY, Jean AUDUREAU, Gabriel AUER, Antonio AVATI, Pupi AVATI, C. AZERITHOPE, Geneviève BAILLAC, Dominique BAILLY, Josiane BALASKO, Jean BANY, Angelo BARRAGALLO, BARBE-LAURENT, Anne BARBEY, Pierre BARBIER, Jean BARBIER, Juan-Antonio BARDEM, Paul BARGE, Sophie BARIAC, Claude BARMAN, Marie-Christine BARRAULT, Rictor BARRIER, Reine BARTHEW, Raymond BARTHE, Hervé BASLE, Primo BASSO, Jean-Pierre BASTID, François-Régis BASTIDE, Nathalie BAYE, Jean-Bernard BEAUCHAMP, Alain-Yves BEAUJOUR, Paul de BEAUMONT, Jean de BEER, Gilles BEHAT, Jean-Jacques BEINEIX, André BELAMICH, Jenny BELLAY, René BELLETO, Marco BELLOCCHIO, Yannick BELON, Jean-Paul BELMONDO, Véra BELMONT, André BENEDETTO, Jean-Louis BENOIT, Patrick BENQUET, Jacques BENS, Georges BENSOUSSAN, Juliette BENZONI, Luc BERAUD, José BERGMANS, Ingrid BERGMAN, Jacques BERNARD, Alain BERNIER, Roger BERNSTEIN, Luc BÉRON, Claude BERRI, Fernand BERSET, Michel BERTHON, Charles BERTIN, Stéphane BERTIN, Annie BERTIN, Guy BERTRET, Jean-Louis BERTUCCELLI, Ferny BESSON, Luc BESSON, Eric BILLARD-SARRAT, François BILLETOUX, Charles BITSCH, Gérard BLAIN, Dominique BLANC, Marc BLANCPAIN, Jean-Louis BLANZAT, Bertrand BLIER, Jean-Jacques BLOCH, Didier BLONAY, Marcel BLUWAL, Martin BOERI, Francis BOISFELUG, Marie BOIS, G. BOISHUS-LAMBALE, Janine BOISSARD, Denis BOISSIER, Claude BOISSOL, Pascal BONAFOLUX, Denise BONAL, Michel BONNET, Valérie BONNIER, A. BONNOT, Jean-Marie BORZEIX, Simon BOSANQUET, Albert BOSSY, J. BOUCHAUD, Pierre BOUCHET, Patrick BOUCHITEY, Alphonse BOUDARD, Robert BOUDET, Evelyne BOUDY, Gilles BOULAN, Antoine BOURBON, Thierry BOURCY, Catherine BOURDET, Pierre BOURGADE, Jeanne BOURIN, Antoine BOURSEILLER, Henri BOURGAYRE, Roger BOUSSINOT, Pierre BOUTRON, Pascale de BOYSSON, Charles BRABANT, Gérard BRACH, Jacques BRAL, Claude BRAMI, Jean-Michel BRANQUART, Patrick BRAOUDE, Geneviève BRAY, Catherine BREILLAT, Robert BRESSON, François BRINCOURT, Jean-Claude BRISSEAU, Michèle de BROCA, Philippe de BROCA, Hervé BROMBERGER, Claude BRULÉ, Yves BRUNIER, Franco BRUSATI, Joanna BRUZDOWICZ, Reine BUD-PRINTMS, Susan BUIRGE, Joyce BUNUEL, Juan-Luis BUNUEL, M.-H. CABRIDENS, Raymond CAILLAVA, Henri CALEF, Gérard CAMOIN, André CAMP, Jean CANOLLE, Michel CAPOTO, Pierre CARDINAL, Claudia CARDINALE, Henning CARLSEN, Jean CARMET, Claude CARON, Leslie CARON, Fabio CARPI, Jean-Yves CARRÉE LE BESQUE, Jean-Paul CARRÈRE, Jean-Claude CARRIÈRE, Grégoire CASADESUS, Jean-Pierre CASSEL, Colette CASTANO, Raymond CASTANS, Philippe CAUBERT, Jean CAUBERT, Pierre CAVASSILAS, Fabrice CAZENÈVE, Jean CAZES, Daniel CECCALDI, Clémentine CÉLARIÉ, Jacques CHABANNES, Denise CHALEM, Jacques CHAMPREUX, Koukou CHANSKA, Bruno CHAPPELLE, Jean CHAPOT, Madeleine CHAPSAI, François CHARDIAUX, Freddy CHARLES, Arlette-Christine CHARPENTIER, Jacques CHARRPENTIER, Charles CHARRAS, Janine CHARRAT, Georges-Olivier CHATEAUREYNAUD, Etienne CHATILLIEZ, François CHAUMETTE, Claude-Pierre CHAVANON, Charles CHAYNES, Patrice CHEREAU, François CHESNAIS, Pierre CHESNOT, Maurice CHEVIT, Jean CHEVRIER, Jean-Marc CHOTTEAU, Laurent CHOUCHEAN, Henri CHOUKROUN, Elie CHOURAQUI, Emmanuel CIEPKA, Dominique CIER, Philippe CLAIR, Georges-Emmanuel CLANCIER, Paul CLAUDON, Christian CLAVIER, Antoine de CLERMONT-TONNERRE, Adrienne CLOSTRE, Didier COHEN, Jean-Marie COLDEFY, Pierre COLIN-THIBET, Simone COLLET, Henri COLPI, Jean-Louis COMOLLI, Nina COMPANNEZ, Philippe CONDOYER, Mariette CONDOYER, Claude CONFORTES, Marius CONSTANT, Gérard CORBIAS, Enzo CORMANN, Alain CORNEAU, Joao CORREA, Serge COSTA, Constantia COSTA-GAVRAS, Béatrice COSTANTINI, Gilles COSTAZ, Roland COSTE, Jean-Claude COTILLARD, Carle COTTI, Claude COUDERC, René COUDERC, Pierre COUR, Yves COURRIÈRE, Francine COURTIN-LANCELOT, Ronny COUTTEURE, Jacques COUTUREAU, Jean COUTURIER, Dominique CRÉVECEUR, Georges CROSES, Marie-Thérèse CUNY, Maurice CURY, Bernard DA COSTA, Jean-Michel DAMASE, Jean DANET, Yves DANGERFIELD, Simon DANIEL, Mireille DARC, Jean-Claude DARNAL, Bernard DARTIGUES, Martine DAUVERGNE, René DAVID, Jacques DEBARV, François DEBRÉ, Alain DECAUX, Jacques de DECKER, Didier DECOCIN, Bernard DECOLY, Philippe DEFRAANCE, Bruno DEGAY, Jean-Paul DEKISS, Gérard DELANGLE, Jean DELANNOY, Guy DELAUNAY, Renée DELMAS, Danièle DELORME, Raphaël DELPARD, Paula DELSO, André DELVAUX, Claude DEMARIGNY, Alain DEMOUZON, Lily DENIS, Jean-Pierre DENIS, Gérard DEPARDIEU, Lise DERAMOND, Jacques DERAY, Philippe DERREZ, Jean-Pierre DESAGNAT, Claude DESAILLY, Sophie DESCHAMPS, Gérard DESSALLES, Michel DEVILLE, Rosalinde DEVILLE, Marie DEVORT, Raymond DEVOS, Bernard DEYRIES, Jérôme DIAMANT-BERGER, Graziano DIANA, Jacques DOILLON, Jacques DOPAGNE, Jean-Pierre DOPAGNE, Jacques DORFMANN, André DORIN, Françoise DORIN, Bruno DOUCE

DE LA SALLE, Mathilde DOUGNAC, Michel DOUGNAC, David DRACH, Jean DREVILLE, Joseph DRIMAL, Jean-Marie DROT, Bernard DUBOIS, Charlotte DUBREUIL, Michel DUCHASSOY, Philippe DUCREST, Louis DUCREUX, Maurice DUGOWSON, Philippe DUMARCAV, Pierre DUMAYET, Annie DUPEREY, Claude DUPOND, Claude DUPONT, Micheline DUPRÉ-WAVER, Michel DURAND, J. DUSAPIN, Pascal DUSAPIN, André DUSSOLIER, Raymond DUTHEROQUE, Henri DUTILLIEUX, Michel DUVERNEY, Yves ELLENA, Jacques EMMANUEL, Paul EMOND, Robert ENRICO, Teff ERHAT, Jacques ERTAUD, Jacques FABRI, Jean FAILLER, Louis FALAIGNA, Bernard FALCOLA, Isabelle FANCHON, Jacques FANSTEN, Tewfik FARES, Gabrielle FAURE, Michel FAVAT, Jacques FAYET, Francis FEHR, Federico FELINI, Jean-Noël FENWICK, René FERRE, Etienne FERNAGUT, Pierre FERRARY, Marco FERRERI, Martine FERRIERE, Jean-Pierre FERRIERE, Daniel FINOT, Hans Peter FITZ, Peter FLEISCHMANN, Suzanne FLOIN, Jean-Marcel FLORENSA, Guy FOISSY, Gérard FOLLIN, Emmanuel FONLADOSA, André FONTAINE, Mios FORMAN, Guy FOURNIER, Alain FRANK, Pierre FRANK, Serge FRIEDMAN, Stéphane FRONTE, Maurice FRYDLAND, Gérard FRYDMAN, Etienne FUZZELLER, Frédéric GAGNIN, Raymond GAILLAVA, Philippe GALARDI, Henri GALLISSAN, Fatima GALLAIRE, Dino GAMBINI, André GANGEAUD, Henri GARCIN, Ginette GARCIN, Pierre GASCAR, Alain GAUTE, Gilles GAY, Xavier GELIN, Michel GENOUX, Elisabeth GENIET, Gilles GÉRARDIN, Nicolas GESSNER, Laurent GHARIBIAN, GILES, André GILLOIS, Pierre GILLON, René GILSON, Christian GION, José GIOVANNI, Bernard GIREAUDEAU, Jean-Rémy GIRERD, Francis GIRON, Yvon GIVERT, Sergio GOBBI, Jean-Luc GODARD, Luc GODEVAIS, Jami GODIN, Daniel GOLDENBERG, Gilbert de GOLDSCHMIDT, Didier GOULARD, Jean GOURGUET, Christine GOUGE-RENAUD, Albert GOYATTON, Gérard GOZLAN, Sébastien GRALL, M. GRAND, Jean GRANIER, Pierre GRANIER, PEPERIE, Denis GRANIER-DEFFERRE, Michel GRANVALE, Rose-Dolores GRASSAN, Juliette GRECO, Nelly GREFFE, Antonio de GREGORIO, Frédéric GRENDIE, Christian GRENIER, Grenier, Nathan GRIGORIEFF, Paul GRIMAUULT, Claude GRINBERG, Louis GROSPIERRE, Jean GRUAULT, Jean-Claude GRUMBERG, David GUERDON, Robert GUÉZ, Gérard GUILLAUME, Raynaud GUILLOT, Luc de GUSTINE, HAEGEL, Victor HAIM, Marion HANSEL, David HARE, Sabine HAUDÉPIN, Frédéric HÉBRARD, Bernard HECHT, Georges HERBERT, Georges HERMENT, Ginette HERRY, Marie-Louise HESPEL-VAUDELLE, Yves HEURTE, Laurent HEYNEMANN, Patricia HIGSMITH, Claude HIRTZ-BARREL, Jacques HIVER, Bronislaw HOROWICZ, Dominique HOUDART, Joël HOUSIN, Jeannette HUBERT, Caroline HUPPERT, Lazare IGLESIAS, Jean-Gérard IMBAR, Jean-Claude ISLERT, Sam ITZKOVITCH, Simona IZZO, Jean JABEY, Jean-Louis JACQUES, Just JAECKIN, Pierre JALLAUD, Mios JANCOS, Fulbert JANIN, Jack JAQUINE, Lucien JARDEZ, René JENTET, Bertrand JEROME, Alain JESSUA, Alexandre JOFFE, Alex JOFFÉ, Pierre JOLIVET, Guy JORRÉ, Joël JOUANNEAU, François JOXE, Odette JOYEUX, Roger JUDRIN, Gérard JUGNOT, Roger KAHANE, Michel KAHN, Nelly KAPLAN, Gilles KATZ, Léonard KEGEL, Marthe KELLER, Nelly KEMMEL, Jean KERCHBRON, Guillaume KERGOURLAY, Jean KERGRIST, Liliane de KERMADEC, Anne-Brigitte KERN, Claude KIEMAN, Jacques KIRSNER, Hubert KNAPP, Serge KORBER, Jacques KRAEMER, Jean-Pierre KREMER, Alain KRIFÉ, Jacques KRIFÉ, Dominique KRIWOSKI, Diane KURYK, Anne-Marie LA FERRE, Jean-Dominique de LA ROCHE-FOUCAULD, Jeanne LABRUNE, Monique LACHÈRE, Aline LAFARGE, Pierre LAFORÊT, Lucien LAMBERT, Dominique LANCELOT, Bernard LANG, Larère, Jean LARRIGA, Jacques LASSALE, Jean LAUNAY, Bernard LAUNOIS, Alain LAURENT-BARRE, Georges LAUTNER, Claude LAUDOU, Joseph LAZZINI, Michel LE BIHAN, Angèle LE BRETON, Christian LE HEMONET, Alain LE HENRY, Eric LE HUNG, Bruno LE JEAN, Marc LE LANN, Jean LE PAILLON, Yves-Fabrice LEBEAU, Alain LEBLANC, Michel LEBRUN, Danièle LEBRUN, Pierre-Robert LECLERCQ, Patrice LECONTE, Jacques LECOQ, Jean-Marie LECOQ, Roger LECUREUX, Jack LEDRU, Geneviève LEFEBVRE, Philippe LEFEBVRE, Pierre LEFRANC, Catherine LEFRANÇOIS, Toni LEICESTER, Olivier LEJEUNE, Claude LELOUCH, Denise LEMAREQUIER, Randal LEMOINE, Michel LENGLINEY, Jacqueline LENOIR, Serge LENTZ, Monick LEPEU, Raymond LEPOUTRE, Francis LEROI, Serge LEROY, Michel LEROYER, Roland LESAFFRE, Daniel LESUR, François LETERIER, Gérard LEVOYER, J.-J. LIGNERAT, Mand LINDER, Thérèse LIOTARD, André LITOLF, Carlo LIZZANI, Jean LOACHS, Jean LOISY, Geneviève LOISY-LAFEUILLÉ, Marc-Loline LORIDAN-IVENS, Pierre LOUKI, Danièle LUCHETTI, François-Bernard MACHE, MADDEDDU, Philippe MADRAL, M. MADRAL, Frédéric MAGNIN, Colette MAGNY, Judith MAGRE, Charles MAITRE, Claude MAKOVSKI, Christophe MALAVOY, Louis MAILLE, Robert MALLET, Florence MALRAUX, Eduardo MANET, Robert MANTHOULIS, Jean MARAIS, Jean MARBEUF, Jean-Pierre MARCHAND, Jean des MARCEBELLES, Jacques MAREUIL, Jacqueline MARGUERITE, Philippe MARI, Roger MARIDAT, Gérard MARO, Daniel MARTINEAU, Josette MARX, Cito MASELLI, Gianni MASSARO, Christian MASSAS, Michel MASSE, Dominique MASSON, Jean-Claude MASSOULIER, Marcello MASTROIANI, Louis MATABON, Claude MATALOU, Pierre MAUDRIU, Jean MAUREL, Claude MAURIAU, Claude MAY, Jean-Louis MECHALI, Roland MENARD, Margaret MENEGOT, Dominique MENUT, Marthe MERCIER, Philippe MERCIER, Jean MERCURE, Pierre MERTENS, Macha MERYL, Antoine MESSINA, Edmond MEUNIER, Jean-Michel MEUNIER, Denis MICHEL, François MIGEAT, Ludmila MIKAIL, Claude MILLER, Christine MIL-

LER, Hélène MISSELY, Odile MISSILLIER, Patrice MITHOIS, Anne-Marie MITHOIS, Marcel MITHOIS, Michel MITRANI, Michel MODO, Catherine MOINOT, Pierre MOINOT, Mario MONICELLI, Ph. MONNIER, Marie-Christine de MONTBRIAL, Serge MONTIGNY, Jeanne MOREAU, Jacques-Elie MOREAU, Richard MORGEVE, MORO, Luc MOULLET, MOULOUDEJ, Marcel MOUSSY, Robert MUGNEROT, Bernard MURAT, Philippe MUYL, André NATAF, Léo NÈGRE, Claude NÉRON, Gérard NERY, Charlotte NEVEU, Maurizio NICETTI, Edouard NIERMANS, Serge NIGG, Jean NIGOU, Anastole NIKIFOROWITZKI, Yves NILLY, Pierre NYVOLLÉ, Dominique NOHAIN, Louis NUCERA, Michèle O'GLOR, Bernard OBADIA, René de OBADIA, Pierre OLIVIER, Emmanuel OLMI, Claude OTHNIN-GIARD, Gérard OURY, Euzhan PALCY, Katherine PANCOL, Nicole PARROT, Hélène PASQUIER-MONCHANN, Marc PAVAU, Toni PEICESTER, Lécène PEILLARD, Pierre PELOT, Simon PERRY, Maurice PERISSET, Hervé PERNOT, Marc PERRIER, Michel PERRIN, Jacques PERRIN, Jacques PERRY, Jean-Claude PETIT, Philippe PETIT, Jacques PEYRACHE, Georges PEYROU, Jean-Loup PHILIPPE, Jean PIAT, Michel PICCOLI, Marco PICO, Jean-Yves PICO, Robert PICO, Claude PIEPLU, M. PIEYRE de MANDIARGUES dite BONA, André PIEYRE de MANDIARGUES, Roland PILAIN, Philippe PILARD, Jossé PILISSY, PILLYSER, José PINHEIRO, Claude PINOTEAU, Jack PINOTEAU, Gérard PIRES, Paul PLANCHON, Jean-Michel PLANTY, Alain POIRÉ, Jean POIRET, Jacques POITRENAUD, Michel POLAC, Jean-Daniel POLLET, François PORCILE, Cendrène de PORTHAL, Frédéric POTTECHER, Robert POUDEROU, Francis POULET, Alain POZZUOLI, Jean-Yves PRATE, Paul PRÉBOIST, Angèle PRELJOCAN, Henri PRÉMONT, Michèle PRESLE, Claude des PRESLES, Elie PRESSMANN, Jean PRIEUR, Dominique PROBST, Jean PRODOMIDES, Claude PROTHÉE, Pierre-Yves PRUVOST, Michel QUINT, Mark RABINOVSKI, Jack RALITE, Jean-Paul RAPPENEAU, François RAUBER, Jacques RAUX, Jeanine RAYLAMBERT, Etienne REBAUDENGO, Marie-Thérèse REBOIS, Claude REGNIER, Max REGNIER, Joseph REIS, Jacques RENARD, Alain RESNAIS, Guy RETORE, Anne REVEL-BERTRAND, Bernard REYON, Marie-Laure REYRE, Yasmine REZA, Jean-Michel RIBES, Madeleine RICAUD, Pierre RICHARD, Roger RICHARD, François RICHARD, Michel RIGAUD, Lucien RIMELS, Alain RIOU, Anne RIOU, Marco RISI, Dino RISI, Alexandre RIVEMARE, Alain ROBBE-GRILLET, Jacques ROBERT, Yves ROBERT, Joëlle ROBIN, Emmanuel ROBLES, Jacques ROBNARD, Pascale ROCARD, Robert ROCCA, Lionel ROCHEMANE, Dominique ROCHER, Jean-François RODELLE, Michelle ROGET-TOURNEUR, Eric ROHMER, Jean-Louis RONCORONI, André ROOS, Henriette ROSEAU, Serge ROSENZWEIG, Francesco ROSI, Pierre ROUDY, Jacques ROUFFIO, Jean ROUGERIE, Dominique ROULET, Sylvain ROUMETTE, Claude ROUSSEAU, Nathalie ROUSSEL, Jean ROUSSELOT, Jean-Paul ROUX, Jules ROY, Béatrice RUBINSTEIN, André RUELLAN, Rufus, Sylvain RUEDA, Lucette-Marie SAGNIÈRE, Bernard SAINT-JACQUES, Roger SALTÉ, Gabriele SALVATORE, Jacques SANTI, Raoul SANGLA, Jacques SANTAMARIA, Claude SANTI, Hugo SANTIAGO, Pierre SANTINI, Joël SANTONI, Louis SARDIN, Jean SARELLI, Dominique SARRAZIN, Jean-Louis SARTHOUD, Jean-Pierre SAUNE, Claude SAUTET, Catherine SAUVAGE, Paul SAVATIER, Furio SCARPELLI, Michel SCHLOVITZ, Barbet SCHROEDER, Patrick SCHULMANN, Heinz SCHWARZINGER, Alain SCHWARZSTEIN, Patrice SCIORTINO, Robert SCIPION, Etienne SCOLA, Marc SHERAN, Jean-Luc SEIGLE, Arnaud SELIGNAC, René SELINGER, Guy SELINGMANN, Marcel SEREN, Joël SERIA, Coline SERREAU, Michel SEYDOUX, Nicolas SEYDOUX, Charlotte SILVERA, Daniel SIMON, Jean-Daniel SIMON, Noël SIMSOLO, Bernard SINCLAIR, Pierre SISSER, Bernard SOBEL, Jacques SOUCHER, Georges SONNIER, Jacques SOUMET, Jean-Jacques STEEN, Bulalie STEENS, R. STEPHANT, André STIL, Daniel STIRN, Bernard STORA, Jean STREFF, Claude SYLVAIN, Anne SYLVESTRE, Jean-Charles TACHELLA, Olivier TAFFIN, Jules TANGUY, Jean-Jacques TARBES, Jean TARDIEU, Jean-Luc TARDIEU, Bruno TARDON, Alexandre TARTAKOVSKY, Vladimir TARTAKOVSKY, Bertrand TAVERNIER, Paolo TAVIANI, Vittorio TAVIANI, Katia TCHENKO, Pierre TCHERNIA, Jacques TEBIANI, Solange TERAC, Georges de TERVAGNE, Laurent TERZIEFF, Teulade, Colia THIBERT, Louis C. THOMAS, Danièle THOMPSON, André THORENT, Henri TISOT, Maurice TOESCA, Ricky TOGNAZZI, Tito TOPIN, Charles TORDIMAN, Henry TORQUE, Gisèle TOURET, Hélène TOURNAIRE, Michelle TOURNEUR, Pierre TRAPET, Michel TREGUET, Marie-Claude TREILHOU, Annie TRESSGOT, Philippe TRIBOTT, Nadine TRINTIGNANT, Lucienne TROKA, Modye TROMAN, Roger TROPEANO, Alain TRUTTAT, Charlotte de TURCKHEIM, Edmond TYBO, Denise VALETTE, Robert VALEY, José VALVERDE, Daniel VAN CUTSEM, Jaco VAN DORMAEL, Bertrand VAN EFFENTERRE, Jean VAN HAMME, Georges VAN HOUY, Agnès VARDA, José VAREK, José VARELA, Dominique VARENNE, Roger VARNAY, Jean-Jacques VAROUEAN, Jules VARTET, Guy VASSAL, Maurice VAUDAU, Jean VAUTHIER, Paul VECCHIALI, Claude VIELLOT, Louis VELLE, Gérard VERGEZ, Gabrielle VERNA, Henri VERNEUIL, Jean VERNIER, Paul VIALAR, Michel VIANEY, Henri VIARD, Daniel VIGNE, Jacques VIGOUREUX, Isabelle VILLARS-HABIB, Philippe VILLERS, Louise VINCENT, Henri VIRLOUEUX, Michel VOCCRET, Marcel VOLLAIRE, Sonia VOLLAIRE, Véra VOLMANE, Gabriel WAGENHEIM, Armand WAHNOUN, Eric WATON, André WECKMANN, Walter WEIDEL, Wim WENDERS, Eric WESTPHAL, François WEVERGANS, Paul WILLEMS, Pierre WISSMER, Véra WOLMANE, Jeannine WORMS, Michel WYN, Jean YANOWSKI, Gabriel YARED, YOUNI, Krzysztof ZANUSKI, Ariel ZEITOUN, Christian ZERBIB, Claude ZIDI, Daniel ZIE-ME, Pierre ZUCCA.

Et les organismes professionnels suivants :

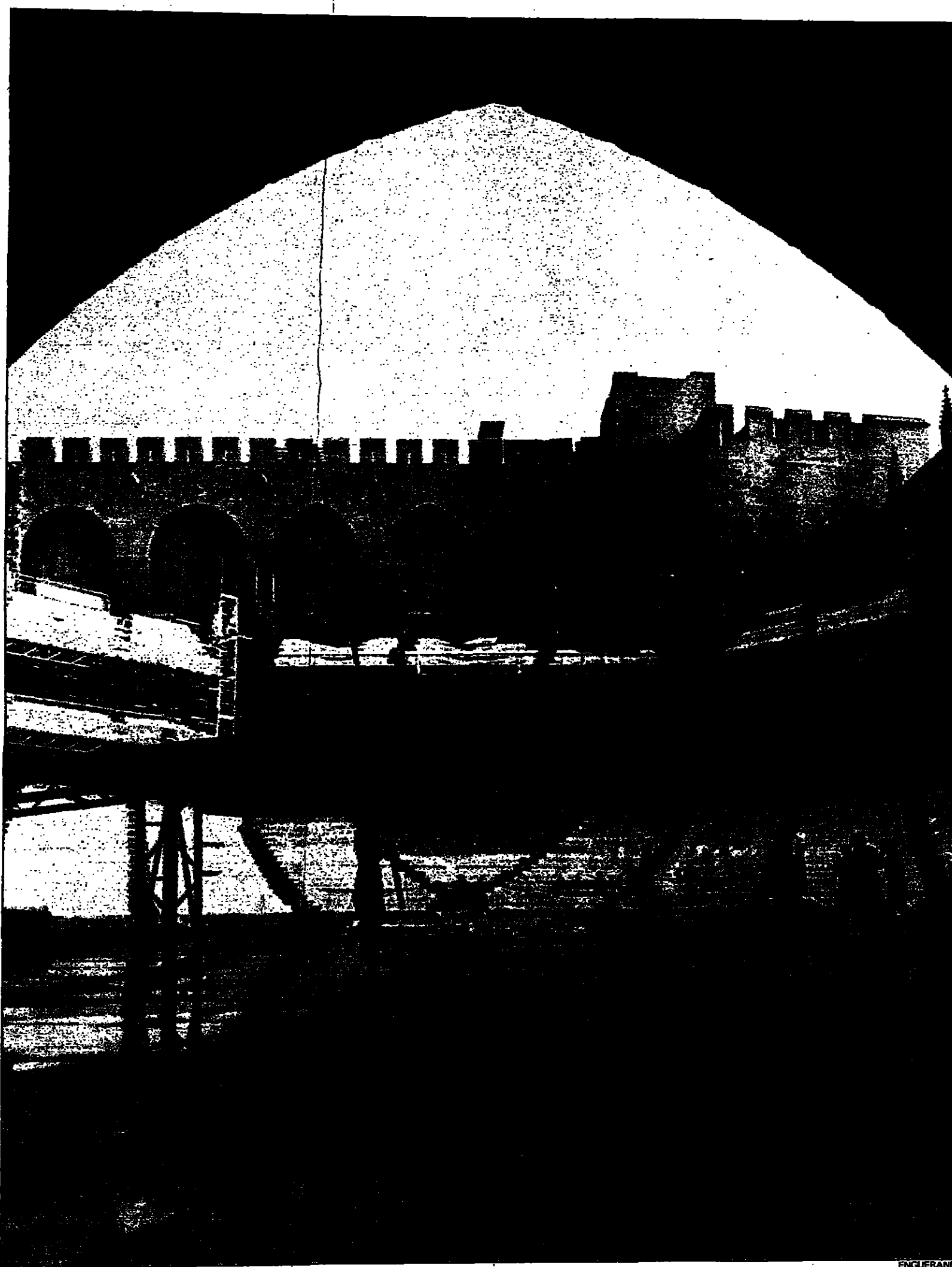
ADAMI, Administration des droits des artistes et musiciens interprètes ; AIDAA, Association internationale des auteurs de l'audiovisuel ; ARP, Société des auteurs, réalisateurs, producteurs ; ARTMÉDIA ; ASA, Association des scénaristes de l'audiovisuel (Belgique) ; Chambre syndicale des producteurs et exportateurs de films français ; CICCE, Comité des industries cinématographiques et audiovisuelles des communautés européennes et de l'Europe extracommunautaire ; FIA, Fédération internationale des auteurs ; FIAPF, Fédération internationale des auteurs ; FISTAV, Fédération internationale du syndicat des travailleurs de l'audiovisuel ; FNCF, Fédération nationale des cinémas français ; Syndicat français des distributeurs de films ; HOT DOC, Professionnels du documentaire (Belgique) ; PROCIREP, Société civile pour la perception et la répartition des droits de représentations publiques des films cinématographiques ; SACD, Société des auteurs et compositeurs dramatiques ; SACD, Belgique ; SCAM, Société civile des auteurs multimédias ; SCAM Belgique ; SCELF, Société civile de l'édition littéraire française ; SFA, Syndicat français des artistes interprètes ; SNAM, Syndicat national des artistes musiciens de France ; SPADEM, Société de la propriété artistique et des dessins et modèles ; SPEDIDAM, Société de perception des droits des artistes interprètes ; SRF, Société des réalisateurs de films.

Communiqué par SACD, 11 bis, rue Bailly, 75009 Paris.

محضان الناصر

ARTS • SPECTACLES

Avignon 91



Pour la quarante-quatrième fois, du 9 juillet au 2 août la nuit se peuple de théâtre. Dans la Cour d'honneur, à nouveau, se rebâtissent les décors d'aventures miraculeuses. Pour les furies et les délires de l'Espagne, pour les *Comédies barbares* de Valle-Inclán qui pouvait se dire comme Kafka « le premier des bolchéviques », et comme Brecht « le dernier des catholiques ». Jorge Lavelli fait percuter l'intraçable saga des Montenegro contre les murailles (lire pages 18 à 20) en attendant les distorsions sauvages que William Forsythe imprime au vocabulaire de la danse classique (lire page 26). Avec en plus, projeté sur écran géant, *Salammbô*, péplum baroque de Pierre Marodon, accompagné en direct par Florent Schmitt et l'Orchestre national d'Ile-de-France, la Cour cette année est grandiose.

Il y a deux ans, Heiner Müller avait promis de revenir, il est là (lire page 21), sans « son » mur qui enferme le temps, avec toujours ses paradoxes, son acuité, son intelligence du désespoir. Le Festival, cette année, a le vingtième siècle en poupe : Théâtre Ouvert y revient et met en chantier cinq auteurs-metteurs en scène (lire pages 30 et 31). Le Centre Acanthe reçoit Elliott Carter, les jeunes stagiaires se plongent dans la *Lulu* d'Alban Berg...

Dramatiques, lyriques, chorégraphiques, les créations contemporaines se bousculent. Peut-on encore utiliser ces vieilles distinctions quand on ne parle plus de « ballets » mais de « pièces chorégraphiques » (lire page 27), quand les chevaux de Zingaro dansent sur des musiques traditionnelles berbères et géorgiennes (lire pages 24 et 25), que Jean-Pierre Drouot compose pour Bartabas des rythmes sophistiqués.

Peut-on encore séparer tradition et contemporain, alors que Peter Brook trouve la vérité de Shakespeare dans un dépoillement conceptuel par lequel il rejoint le Tazieh, théâtre épique religieux iranien ? Les Iraniens, eux, retrouvant une identité dans leurs musiques savantes et populaires (lire pages 28 et 29), comme avec ces marionnettes aux visages dévoilés, sœurs des joyeuses poupées ouzbeks.

« Ce n'est pas de l'exotisme mais le goût des différences », dit Alain Crombecque. La différence, c'est aussi Armand Gatti et ses ados en détresse auxquels il transmet la force de la poésie, la chaleur de la générosité (lire pages 24 et 25), ce quelque chose grâce à quoi, aussi complexe soit-il, le théâtre n'est jamais « élitiste ». Pas plus que ne l'est l'écriture d'Edmond Jabès, qui, toute sa vie d'exil, s'est cherché dans les mots (lire pages 22 et 23).

Ce quelque chose grâce à quoi le public aime longtemps, fidèlement, ceux qu'il a aimés. Vilar, Vitez, Seyrig... Ils n'ont pas disparu, ils ont rejoint Jabès, Valle-Inclán, Shakespeare...

COLETTE GODARD



La culture au cœur des villes

Chaque jour, le Crédit local de France finance les initiatives des 36 000 communes de France.

Chaque jour, les villes œuvrent à développer la vie culturelle.

Pour accompagner la diffusion des spectacles, le Crédit local de France soutient pour la huitième année consécutive le Festival d'Avignon. De même, dans le domaine lyrique, il participe à la création d'Alliance Opéras.

AVIGNON 91



Michel Aumont, Denise Gence, deux des acteurs des « Comédies Barbares ».

VALLE-INCLAN.

Parcours convulsif

Jorge Lavelli crée à la Cour d'honneur la trilogie de Valle-Inclan *Comédies barbares*. La Cour, il connaît pour y avoir déjà monté *Médée*, dans l'adaptation de Jean Vanthier avec Maria Casarès, ou *le Triomphe de la sensibilité*, de Goethe. Il a failli y donner *le Concile d'amour*, de Panizza, pamphlet anticlérical qui fut interdit; c'était en 1968, une période agitée. Depuis des années, Jorge Lavelli désire se confronter à ces *Comédies barbares*, à ce texte folsonnant, caractéristique d'un style très espagnol, propre à Valle-Inclan, nommé *esperpento* (épouvantail), va-et-vient entre grotesque et tragique, entre satire et drame, et qui monte du réalisme jusqu'à la folie. Des textes difficiles à traduire - l'adaptation est d'Armando Llamas, - à distribuer - on retrouve Maria Casarès aux côtés de Denise Gence, de Michel Aumont, et près de trente comédiens en tout, - par conséquent un spectacle difficile à produire. Jorge Lavelli a dû attendre de diriger le Théâtre national de la Colline, structure qui permet les grandes opérations. On joue peu en France et pas tellement davantage en Espagne le théâtre de Valle-Inclan. Des deux côtés des Pyrénées, on commence seulement à essayer de le connaître. Il est vrai que Ramon del Valle-Inclan est un homme mystérieux. Il s'est employé à déformer certains faits de son existence - son lieu de naissance, par exemple, - à leur donner une coloration romanesque. Ses contemporains ont d'ailleurs longtemps préféré la légende à la recherche de la vérité. Il n'y a pas si longtemps que l'on a pu rassembler des informations, en utilisant des témoignages fiables, des lettres, des documents journalistiques. Encore manque-t-il beaucoup d'éléments, peut-être à jamais perdus.

par Juan Antonio Hormigon

RAMON DEL VALLE-INCLAN - né Ramon José Simon Valle y Pena - est venu au monde le 28 octobre 1866 à Villanueva-de-Aroca, village de Galice, région isolée, longtemps hostile à l'évolution de la société, conservant certaines institutions d'origine féodale, ainsi que l'originalité de sa langue, de son folklore, de ses racines celtiques. Son père, Ramon Valle Bermudez, était journaliste, poète et fervent républicain. Sa mère s'appelait Dolores Pena Montenegro, et ce deuxième nom est devenu celui de Don Juan Manuel, personnage emblématique de *Comédies barbares*.

Ramon a passé son enfance dans le paysage vert et ombragé de la terre de Sainés, éclaircie par le gris cendré, par la rouille des châteaux en ruine. Là, pendant les soirées d'hiver, il a entendu raconter les légendes des âmes en peine, des génies et des saints. C'est là qu'il a appris les rites de fécondation de la Lanzada, qu'il a observé de ses yeux neufs l'agonie des vieilles demeures seigneuriales. C'est là, dans la Puebla del Carminal, à Saint-Jacques-de-Compostelle, et plus tard à Pontevedra, qu'il a fait ses premières classes.

IL JOUE À L'ARTISTE, AVEC ÉLÉGANCE ET EXTRAVAGANCE

En 1886, il commence à l'université de Compostelle des études de droit qu'il ne termine pas. A la brève expérience républicaine de 1873 succède la restauration des Bourbons. La seconde guerre des carlistes, dans les provinces basques et en Catalogne, se termine par un échec. Le système politique en place est dominé par les propriétaires terriens, par les notabilités de l'armée et de l'Eglise. L'alternance au pouvoir des partis conservateurs et libéraux, c'est bonnet blanc et blanc bonnet.

Ramon Valle se lie d'amitié avec un intellectuel qui possède une bibliothèque pleine de romans espagnols, qui reçoit les nouveautés des symbolistes et des parnassiens, des livres, des revues directement venus de Paris. Son premier poème passe dans une revue de Compostelle, *Café con gulas*, et sincèrement, rien ne permet de prédire que son auteur deviendra un maître du langage. Quelques récits, poèmes, articles, les fragments d'un roman qui ne sera jamais terminé, sont publiés ensuite dans des magazines de Barcelone, Madrid, Pontevedra. Et puis Ramon Valle part pour Madrid.

Quelques photos de lui montrent un jeune homme élégant, distingué. Il a une passion pour l'écriture et le baccarat. Désormais, il signe Ramon del Valle-Inclan. Grandi à l'ombre des cercles littéraires galiciens, il choisit d'écrire en espagnol, car il entend s'adresser au plus grand nombre possible de lecteurs. Décision qui progressivement forge son écriture, un style enrichi de syntaxe et d'expressions galiciennes tournées à la castillane, d'archaïsmes, de néologismes.

Poussé par le désir de découvrir de nouveaux horizons, de voir le monde, de vivre des aventures et, pourquoi pas, de faire fortune, en mars 1893, Ramon del Valle-Inclan part pour le Mexique et Cuba. Il se gorge de paysages, de lumières, de sensations insoupçonnées. Sa mentalité reste encore colonialiste, mais il est fasciné par le métissage, la sensualité, le mystère, le courage, par la révélation

du modernisme - dont il deviendra un adepte - à travers la poésie de Gutierrez Najera.

Il revient transformé. Il s'est laissé pousser la barbe et les cheveux, porte de grands châles, des vêtements extravagants, de gigantesques chapeaux. Il joue à l'artiste qui, pour être reconnu, adopte une attitude antibourgeoise, que contredisent ses ambitions. Par ses provocations, il teste ses propres capacités, et ses limites. Dans *Femininas* (1895), *Epitafio* (1897), fruits décadents et fugaces destinés à conquérir un espace libre pour la littérature, il cerne l'interdit, le péché, les jouissances en marge de l'hypocrisie et du formalisme de la société. L'Espagne est en difficulté. Elle vit une guerre coloniale dévastatrice avec Cuba, tandis que les Etats-Unis attaquent les Caraïbes. Mais Valle-Inclan, lui, vit une bohème noctambule et pauvre, passe son temps dans les cafés à reconstruire le monde et la littérature avec ses amis, fait un peu l'acteur, adapte quelques œuvres étrangères, écrit son premier drame, *Cenzizars*, tout imprégné encore de naturalisme.

Dans le courant de 1902, Valle-Inclan publie *Sonate d'automne*, le premier volet de la tétralogie romanesque qui couvre les quatre saisons (*Été*, *Printemps*, *Hiver*) et le rendra célèbre. Son héros est le marquis de Bradomin, un alter ego revisité par l'image de Don Juan. Le sous-titre des quatre romans est explicite : « *Mémoires aimables que, déjà bien vieux, le marquis de Bradomin commençait à écrire. Un Don Juan admirable. Le plus admirable peut-être ! Il était laid, catholique et sentimental.* »

Les *Sonates* pastichent les *Mémoires* anciens. Leur style est alambiqué, avec des descriptions exquises, sur un fond permanent d'érotisme, de donjuanisme, de morbidité, et une certaine délectation dans l'insolite. On y trouve un peu de Barbey d'Aurevilly, mais plus encore - selon l'auteur lui-même - les *Mémoires d'outre-tombe*, de Chateaubriand.

IL MILITE EN ESTHÈTE POUR LA CAUSE CARLISTE

Les relations de Valle-Inclan avec le carlisme ont beaucoup fait parler. Le mouvement carliste est né en 1833, à la mort de Ferdinand VII, des querelles de succession. Le mouvement revendiquait la légitimité de Carlos de Bourbon, frère du roi défunt. Sa devise aurait pu se résumer par : Dieu, la Patrie et le Roi. Il défendait les privilèges régionaux, et ceux des quatre Etats face au centralisme libéral, à la Constitution, à la société de classes. Ses propositions comportaient une sorte d'illusion médiévale, une utopie de monarchie absolue, le rejet de l'industrialisation et du progrès. Mais il lui est parfois arrivé d'entraîner les masses.

Donc, au début du siècle, Valle-Inclan se rapproche de la *Causa* - nom que les carlistes donnent à leur programme politique. Il le fait par esthétique, c'est ce qu'il affirme. Dans la *Sonate d'hiver*, le marquis de Bradomin explique, non sans ironie : « *J'ai toujours trouvé que la majesté était plus belle déchue qu'assistée sur le trône, et j'ai défendu la tradition par esthétique. Le carlisme a pour moi le charme solennel des grandes cathédrales, et même, dans les périodes de guerre, j'aurais été content qu'on le déclare monument national.* »

Le modernisme de Valle-Inclan puise ses références dans l'imagerie raffinée des carlistes. Il en aime le style « gothique », les gestes rituels de la

loyauté et du courage, il aime les rois dans leur manteau d'hermine, les gracieuses princesses absorbées par leurs travaux d'aiguille dans l'embrasure de leur fenêtre, le départ des volontaires pleins d'ardeur et de foi, forts de leur gloire passée et de leur honneur sans tache, il aime tous ces clichés qui donnent un goût impérissable aux causes perdues.

Alors s'opèrent dans sa personne quelques changements : il abandonne la bohème militante, se marie, travaille de façon plus stable pour le théâtre, polémique avec plusieurs écrivains de filiation républicaine, qui, auparavant, étaient ses amis. Sans rien abandonner de son originalité, il se fait plus soigné, plus sobre, plus circonspect.

Quelle impulsion esthétique a poussé Valle-Inclan à entrer dans le territoire des carlistes, à faire du traditionalisme son idéologie, la base de ses activités politiques ? Il est difficile de répondre. Peut-être, instinctivement, voulait-il se ressourcer, revenir à la terre de ses origines, avec ses mythes et ses superstitions... Peut-être, mais sans doute veut-il d'abord répondre à cette Restauration qui a fait disparaître la société patriarcale. Plein d'illusions, Valle-Inclan l'imaginait plus juste, plus charitable.

QUAND IL ÉCRIT COMÉDIES BARBARES, SHAKESPEARE EST SON MAÎTRE

Les deux premières *Comédies barbares*, *L'Aigle emblématique* et *la Romance des loups* - trilogie romanesque dédiée à la guerre carliste, - puis *les Croisés du Roi*, *la Lueur des brasiers*, *Comme un vol de gerfauts*, traitent dans leur ensemble du traditionalisme, et coïncident avec la période la plus active de son engagement. En 1910, il va même jusqu'à briguer un siège de député à Monforte-de-Lemos, mais il ne l'obtient pas. Peu importe. Avec *Comédies barbares*, Valle-Inclan fait irruption avec une puissance rénovatrice sans pareille dans le théâtre espagnol.

Prenant Shakespeare pour maître, maniant d'intenses clairs-obscur expressionnistes, construisant l'action en épisodes, transformant la saga familiale des Montenegro en une fresque épique de dimensions inhabituelles, il révèle un monde théâtral surprenant, inaccessible aux scènes espagnoles de l'époque, habituées qu'elles étaient à reproduire des intérieurs bourgeois et à les peupler de minidrames domestiques.

A quelques rares exceptions près, ses contemporains n'ont pas su comprendre l'œuvre de Valle-Inclan, n'ont pas même osé la définir. Ils n'ont pas su voir qu'elle constitue la rénovation la plus profonde de la dramaturgie espagnole au siècle dernier.

IL CONNAÎT ALORS UNE PÉRIODE DE GLOIRE ET DE FORTUNE

Valle-Inclan est alors reconnu et fortuné. Ses œuvres commencent à être traduites. En France, les éditions Ambert publient en deux volumes ses *Sonates*, dans une traduction de Charles Barthez. De 1908 à 1912, il écrit plusieurs pièces. Sa femme est comédienne, il l'accompagne dans ses tournées, sillonne l'Espagne, va donner des conférences en Argentine, où il est chaleureusement accueilli. Peut-être pour cette raison, ou parce que tout simplement il en a assez de Madrid, il décide de s'installer en Galice avec sa famille.

Le retour en terre natale lui donne envie de se replonger dans l'univers paysan, fêtes, pèlerinages.

محاذم النحل

AVIGNON 91



confrontés à la furia espagnole sous la direction de Jorge Lavelli.

BRIGITTE ENGUERAND

UN GRAND D'ESPAGNE

d'un aventurier du langage

Et là, comme si cette ambiance accélérât l'éclat d'une plante, Valle-Inclán écrit très vite *Jardins ombreux* sous-titré *Tragédie de la terre de Salnés*, qui retrouve le monde des *Comédies barbares*. Il ne rompt pas totalement avec Madrid, mais s'installe à Cambados, s'engage dans un livre curieux, énigmatique, qui porte en grande partie sur des questions d'esthétisme et d'ésotérisme, dont il envoie des extraits à plusieurs revues. Il le fera publier en 1916 sous le titre *La Lampe merveilleuse*, avec en sous-titre *Exercices spirituels*, premier volume de son *Opera omnia*, dont l'ensemble sortira en édition de luxe, ornée d'une profusion d'enluminures et de caractères anciens.

1914 : IL PREND LE PARTI DES ALLIÉS, DEVIENT CORRESPONDANT DE GUERRE

Première guerre mondiale. En juin 1915, Valle-Inclán signe avec d'autres intellectuels espagnols (Antonio Machado, Rusinol, Ciges Aparicio...) un manifeste en faveur des alliés. L'âge n'a pas atténué son esprit d'aventure. Un an plus tard, il se lance dans une chronique du conflit pour le journal madrilène *El Imparcial* et pour *Prensa latina de America*. En mai, il s'en va à Paris, accompagné de Corpus Barga, Ciges Aparicio, et Pedro Salinas. Il est reçu par Aristide Briand, alors président du Conseil, et fait la connaissance de Maurice Barrès.

Valle-Inclán visite les fronts de Flandre, de Picardie, et de la Champagne en pleine offensive allemande de juin à Verdun, et, en juillet, il va à Mari-court-Estrée pendant que les Britanniques et les Français contre-attaquent. Il survole les lignes pour se faire une « idée d'ensemble » de la guerre. L'expérience le marque au point de le faire changer idéologiquement du tout au tout. A son retour, il écrit deux séries d'articles dont il tirera un livre, *Le Milieu de la nuit* (1917), récit dont les scènes et les situations prétendent reconstituer, comme dans un puzzle, la dimension humaine du conflit.

Oubliées, les apologies des guerriers et de leur courage. Au-delà d'une nouvelle écriture, Valle-Inclán se proclame adversaire de la guerre et de ses horreurs. Il recrée un monde sordide de mort et de destructions, un monde impitoyable de viols, de pillages, de ruines. Il exalte l'esprit démocratique des alliés face à l'absolutisme, au despotisme des empires, mais n'hésite pas à dénoncer les atrocités commises dans les deux camps. Je suis de ceux pour qui cette œuvre mal dégrossie a été le fer de lance de toute la littérature pacifiste née de la grande guerre.

Le hasard n'existe pas. 1917 marque un tournant dans les prises de position civiques de Valle-Inclán. Son évolution est due à plusieurs facteurs : certains sont d'ordre personnel, d'autres sont imposés par les tribulations de l'histoire et en premier lieu par la révolution d'Octobre. Les luttes ouvrières en Espagne s'organisent, atteignent une ampleur et un poids jusqu'alors inconnus. Elles servent de repoussoir. Valle-Inclán abandonne le carlisme pour un christianisme hétérodoxe, parfaitement compatible avec les principales revendications sociales. Un christianisme qui appuie l'utopie communiste en tant qu'expression de la justice. L'auteur socialiste Luis Araquistain écrit en 1920 : « Vous, don Ramon, qui êtes le premier bolchévique et le dernier chrétien... »

La mutation idéologique de Valle-Inclán se traduit par une forme esthétique nouvelle, *l'esperpento*. Définir brièvement ce que le Galicien voulait faire passer dans cette appellation relèverait du miracle. Je dirais seulement qu'il s'agit d'une façon d'observer le réel en plongeant aux fins fonds de ses mystères et de ses contradictions, avec toute la passion, l'enthousiasme de l'artiste à l'égard de ses personnages, des situations, des thèmes traités. Le procédé rappelle le Goya des *Peintures noires*. L'artiste regarde en prenant un certain recul. Il se sait supérieur à ses créations, il ridiculise leur misère, se moque de leurs petits drames, dévalorise leurs initiatives, etc.

Précisons que la satire vise « l'Espagne officielle », son oligarchie et ceux qui la servent.

Les principes qui se rejoignent dans *l'esperpento* sont multiples, et d'importance variable selon les œuvres. Le premier, le plus fort, est le recours au grotesque, pour souligner l'abîme qui existe entre les paroles et les actes des personnages. « Les héros classiques, vus dans un miroir concave », dit Valle-Inclán, *provoquent l'esperpento*. Mais apparaissent aussi les ombres expressionnistes, et la satire toujours présente dans la littérature réaliste castillane, dans la *Célestine*, comme dans Cervantès, Quevedo, ou le roman picaresque, dans le *munequismo* (de *muneco*, marionnette) qui dégrade les sentiments et les attitudes...

IL UTILISE L'ESPERPENTO DANS SON THÉÂTRE

L'esperpento est la réponse de Valle-Inclán à l'histoire, sa façon de l'interpréter. *L'esperpento* suppose une redécouverte de cette histoire, y incorpore le monde urbain et la classe ouvrière, y place mensonges, passions, illusions.

Dans son livre de poèmes *La Pipa de kif*, Valle-Inclán ajoute à *l'esperpento* des jeux de mots dans le style « ultraïste » (mouvement littéraire créé en 1919 par des Espagnols et des Latino-Américains – dont Borges – dans le but de réhabiliter la poésie pure). Mais c'est avant tout dans son théâtre qu'il l'utilise. En 1920, année très créative, non seulement il termine les *Comédies barbares*, mais il écrit *Divines Paroles*, *Farsa y licencia de la reina castiza*, et *Lumières de Bohème*, son chef-d'œuvre.

Ces textes sont construits par séquences reliées entre elles, évacuent la psychologie, passent d'une classe sociale à l'autre. Leur langage va du castillan le plus recherché – parfois même archaïque – à l'a-

got des villes, aux néologismes. Plus tard viennent les *Cornes de don Friolero* (1923), *l'Amoureuse du roi*, *la Rose de papier*. Des pièces si inventives qu'elles déconcertent critiques, gens de théâtre, et spectateurs. Avec Maïakovski ou Brecht, Valle-Inclán est l'un des premiers dramaturges à prendre en compte les apports du cinéma, et à s'en servir pour donner au théâtre un nouveau souffle. Seules la situation enfermée de l'Espagne pendant quarante ans, les difficultés de traduction, et aussi de compréhension directe, ont pu masquer l'évidente fulgurance du théâtre de Valle-Inclán.

IL MILITE DANS L'OPPOSITION ET FAIT ÉCLATER LES NORMES DE LA LANGUE ESPAGNOLE

A partir de 1920, l'activité politique de Valle-Inclán est intense. En 1921, il se rend au Mexique, sur l'invitation du général Obregon, l'accueil de la foule est enthousiaste. Il défend les révolutions russe, mexicaine, la réforme agraire, l'indépendance de l'Amérique latine... A son retour, en 1926, il écrit *Tirano banderas*, un roman exceptionnel dans lequel il mêle les parlers de tous les pays hispanophones. Ainsi, il ouvre une porte dans laquelle s'engouffrent les auteurs latino-américains. Depuis l'instauration de la dictature militaire, en 1923, il milite dans l'opposition. En 1926 paraît le premier volume de *Ruedo ibérico*, qui, traitant de l'Espagne dans les années 1868-1898, dénonce la crise que le pays est en train de vivre. C'est le projet le plus ambitieux, mais il n'a pas eu le temps de le mener à son terme.

En 1927, la censure interdit la vente en librairie de *La Fille du capitaine*, satire du dictateur et de la monarchie. Valle-Inclán passe cinq jours en prison pour avoir participé à une manifestation, et avoir refusé de payer l'amende. Lorsque la République est proclamée, en 1931, il la soutient, se porte candidat à la députation de La Corogne, est élu nouveau battu. Il ne se décourage pas, continue à appuyer la démocratie, mais professionnellement il n'est pas heureux. Le grand public l'ignore. La faillite des Editions ibéro-américaines le laisse dans une situation économique précaire. Il divorce, se trouve à la charge de ses quatre enfants. Son moral s'en ressent. L'accumulation des problèmes l'atteint dans ses activités, dans son écriture.

Sa nomination au poste de directeur de l'Académie des beaux-arts de Rome, en 1933, le sauve du marasme moral et financier. Il est malade et

apprend la nouvelle à l'hôpital. Il a déjà accepté la présidence de l'Association des amis de l'Union soviétique. Il continue à publier des récits dans le cycle de *el Ruedo ibérico*. Il n'écrit rien d'autre. L'entracte romain représente une période de calme, mais aussi d'affrontements avec les provocateurs monarchistes, qui se rendent dans la capitale italienne pour négocier une alliance avec les fascistes. Pendant ce temps, Valle-Inclán entre dans le comité contre la guerre aux côtés d'Henri Barbusse, Romain Rolland, Victor Marguerite, Einstein, Upton Sinclair, Dreisser, Dos Passos...

Puis, en novembre 1934, il retourne à Madrid, blessé au cœur, blessé à mort. Quelques jours auparavant, les Asturies et Barcelone se sont soulevés contre le gouvernement réactionnaire de la CEDA. Son nom apparaît dans de nombreuses manifestations et pétitions contre la répression du soulèvement révolutionnaire. Sa santé l'empêche d'aller à Moscou où il est invité, et à Paris où il devait assister au congrès des intellectuels pour la défense de la culture – il est membre du comité organisateur. Mais il parvient à présider la section espagnole de l'Association internationale des écrivains.

IL EST RETOURNÉ SUR SA TERRE DE GALICE OU IL MEURT EN 1936

En mars 1934, il se retire une nouvelle fois et ce sera la dernière, sur sa terre galicienne. Précisément il entre en clinique à Saint-Jacques-de-Compostelle, épuisé par le cancer qui le dévore. Pourtant, il entretient une correspondance suivie avec quelques amis, à propos de politique. Il accepte la présidence d'honneur de la campagne contre la peine de mort, signe le document qui demande son abolition.

Le 5 janvier 1936, quelques jours avant la victoire du Front populaire aux élections, Ramon del Valle-Inclán meurt. De nombreux officiels assistent à son enterrement, ainsi que les représentants de tous les partis ouvriers et démocratiques, et une foule d'anonymes. En juillet, l'insurrection d'une partie de l'armée déclenche l'atroce guerre civile qui durera trois ans.

Comme hommage posthume aux prises de position de Valle-Inclán durant la dernière étape de sa vie, le deuxième congrès des intellectuels pour la défense de la culture s'est tenu sous un immense portrait de lui, entouré de Romain Rolland et de Maxime Gorki, à Valence, en 1937.

(Traduction Catherine Derivery)

Exposition

Journaliste et universitaire, auteur de plusieurs essais sur Ramon del Valle-Inclán, dont la personnalité extravagante et généreuse le fascine, Juan Antonio Hormigon a organisé une exposition qui se tient à la salle de Théologie, pendant toute la durée du Festival, et qui, à travers des photos, des caricatures, des portraits, retrace la vie flamboyante du maître du théâtre espagnol, replacée dans les mouvements artistiques et politiques de son époque.

* Le spectacle des *Comédies Barbares* est une coproduction du Théâtre de la Colline, des Festivals de Barcelone et d'Avignon, avec l'aide du ministère de la culture d'Espagne, de l'AFAA, de la ville Clermont-Ferrand, avec le soutien du Crédit national et le concours de l'UAP. Le texte français est publié par Actes Sud-Papier.

<p>(saison 91-92)</p> <p>Le Studio Classique de Christian Rist en résidence</p> <p>Brochure disponible sur simple appel au 47.42.67.27</p> <p>avec le parrainage de l'UBP</p>	<p>Molière LE MISANTHROPE</p> <p>Corneille LA VEUVE</p> <p>Racine BERENICE</p> <p>dans des mises en scène de Christian Rist</p> <p>LES LECTURES DU STUDIO</p> <p>par les acteurs du Studio Classique</p>
	<p>Shakespeare TIMON D'ATHENES</p> <p>mise en scène Dominique Piloist</p>
	<p>Schnitzler MADEMOISELLE ELSE</p> <p>mise en scène Benjamin Korn</p>
	<p>J-F Peyret DU GESTE DE BOIS</p> <p>Harmant-Damblon mise en scène Sophie Louchevsky</p>

AVIGNON 91



BRIGITTE ENQUERRAND

Valle Inclán pose de permanentes énigmes

L'INTRIGUE DES « COMÉDIES BARBARES » DE VALLE INCLÁN

Folles journées

Et voici la saga des Montenegro ou plutôt un aperçu de ce qui se passe dans cette famille seigneuriale et décadente. Juste un aperçu. Il est finalement impossible de résumer les étonnantes aventures que nul adepte de Dumas, nul scénariste fou de feuilleton à épisodes n'aurait osé imaginer.

NOUS sommes vers la moitié du dix-neuvième siècle, dans cette région de l'Espagne celle que l'on nomme la Galice. Le droit coutumier permettait aux manants de traverser les terres du seigneur pour se rendre aux foires et aux marchés. Mais les paysans demandent aux tribunaux que ce droit coutumier devienne légal. Ils échouent. Le passage jusqu'à présent accordé leur est interdit.

Don Juan Manuel de Montenegro, le seigneur, habite le château avec ses fils et sa filleule Isabel, nièce du curé de la paroisse. Dona Maria, sa femme, marraine de la jeune fille, vit en exil volontaire sur ses propres terres. Elle s'adonne à la dévotion, qui adoucit le chagrin causé par la vie dissipée de son époux. C'est alors que commencent *Comédies barbares*.

Première partie : Gueule d'Argent

L'un des fils du seigneur, Gueule d'Argent, ainsi nommé à cause de sa beauté, est amoureux d'Isabel. Mais Don Juan Manuel a lui aussi jeté son dévolu sur elle. Au-dehors, les paysans s'insurgent. A l'intérieur, un conflit oppose l'abbé et la famille du seigneur – toujours à cause de ce droit de passage sur ses terres. Isabel est violée par son parrain et devient sa concu-

bine. Mais l'abbé a lui aussi des visées sur sa nièce. Le droit de passage, cause première de tous les conflits, devient le prétexte d'une guerre déclarée entre deux hommes aux passions troubles.

Pendant ce temps, Gueule d'Argent trouve un dérivatif à ses désirs dans les bras d'une devineresse, dite la Palombe. Mis au courant par le fou du village du viol d'Isabel, il essaie de tuer son père. Simultanément, l'abbé a soulevé la population contre le seigneur. L'orgueil sacrilège et satanique de Don Juan Manuel Montenegro le sauve ; il reste maître en son fief et règne sur l'âme d'Isabel.

L'Aigle emblématique 1

Les enfants de Don Juan Manuel ont été chassés de la demeure ancestrale. Du temps a passé. Isabel, déclassée, rejetée par ses pairs, subit les désirs violents et barbares de son parrain, endure la honte d'avoir trompé sa marraine. Indifférent à l'amour et à la douleur de sa filleule, le seigneur continue à courir la guesse, trousse la servante, méprise les nouvelles valeurs démocratiques, qui peu à peu rongent la structure féodale sur laquelle s'appuie son pouvoir. Gueule d'Argent mis à part, ses fils lui ressemblent dans le despotisme et la cruauté, mais contrairement à leur frère, dont la beauté est légendaire, contrairement à leur père, dont la générosité est proverbiale, ils ne possèdent aucune des nobles qualités de leurs ancêtres. Ils symbolisent la déchéance de leur classe et complètent le pillage du château. L'aîné, aidé par une bande de voleurs, passe à l'acte. Il s'en faut de peu qu'il réussisse. Grièvement blessé, ne sachant pas lequel – ou lesquels – de ses enfants faisait partie de la bande, Don Juan Manuel les déshérite en bloc.

C'est alors que, mise au courant de la situation, Dona Maria, déjà éloignée des choses de ce monde, arrive, pleine de pitié et de bienveillance, pour intercéder en faveur de ses fils. En voyant sa marraine, Isabel, rongée de remords, quitte le château. Puis, sans savoir où diriger ses pas, elle revient en cachette implorer son pardon, que Dona Maria lui accorde. Isabel se perd dans la nuit.

Deuxième partie :

L'Aigle emblématique 2

Don Juan Manuel est resté sourd aux supplications de Dona Maria, et le sens féodal de l'honneur empêche Gueule d'Argent de dénoncer l'un de ses frères pour se blanchir, lui. Il décide de s'enrôler dans l'armée légitimiste de Don Carlos, qui, hors la loi, lutte contre la monarchie vaguement constitutionnelle au pouvoir. Gueule d'Argent rencontre Isabel, errant dans la nuit, mais ils n'ont plus grand-chose à se dire. Isabel est recueillie par une famille de paysans, devient vachère, atteint le fond de sa chute sociale. Gueule d'Argent fait ses adieux à Dona Maria, qui, empêchée comme lui par les conventions, ne peut pas livrer à son mari le nom du fils félon, ce qui, du coup, absoudrait les autres, et surtout Gueule d'Argent, le seul dépourvu de cupidité ou de mesquinerie.

Alors Dona Maria fait un rêve : l'enfant Jésus lui apparaît, lui reproche durement d'avoir abandonné sa filleule et d'avoir laissé partir son fils, qui trouvera la mort à la guerre. Dans une dernière vision, l'enfant Jésus, sarcastique, se réfugie dans les bras de la Vierge Marie, qui a les traits d'Isabel. Dona Maria se réveille.

Toujours respectueux, comme il sied à son rang, envers sa femme, Don Juan Manuel a vite fait pourtant d'installer une nouvelle concubine au château. Mais le remords commence à se faire jour dans son cœur, et sa filleule apparaît aussi dans des cauche-

mars : il la croit morte. Or, le bouffon l'a vue. Il en fait part à Dona Maria, qui court à sa recherche. Prévenue, Isabel se jette dans le fleuve. On la sauve. Dona Maria la ramène à la maison de ses ancêtres et prie son mari de partir avec sa nouvelle concubine, pendant qu'Isabel se rétablit. Ensuite, elle retournera dans son fief avec elle. Devant tant de grandeur d'âme, le seigneur s'enfonce dans la nuit avec sa concubine.

Romance de loups

Longtemps après. Seul désormais, Don Juan Manuel rentre ivre mort au château, tard le soir. L'espace et le temps sont bouleversés et des visions macabres – fantômes et sorcières – l'obsèdent. Il s'effondre. Revenu chez lui, il comprend que ces visions étaient un avertissement, un présage. En effet, par un soir d'orage arrive un marin, qui l'avertit que Dona Maria se meurt. Il part sur-le-champ. Un changement violent s'opère en lui. Malgré la tempête, il force les marins à entreprendre la traversée, car les terres de Dona Maria se trouvent de l'autre côté du bras de mer. Le bateau s'échoue, mais Don Juan Manuel Montenegro saute sur la rive et continue son chemin à pied. Il croise une horde de mendiants qui eux aussi vont chez Dona Maria prier pour sa guérison ou louer la défunte. Le seigneur se joint à eux. Il se sent solidaire de ces lépreux, ces éclopsés, ces miséreux.

Quand ils arrivent, Dona Maria n'est plus. Ses fils – à l'exception de Gueule d'Argent, effectivement mort à la guerre – se livrent à un pillage en règle et se sauvent quand ils apprennent l'arrivée de Don Juan Manuel. La toilette mortuaire de Dona Maria achevée, on l'ensevelit dans la chapelle et on allume les lampes sacrées. Deux ombres se faufilent : deux des fils revenus pour voler les ornements précieux des lampes. L'un d'eux croit voir un fantôme et s'enfuit, laissant l'autre enfermé dans la chapelle et croise Don Juan Manuel. Une nouvelle intervention du spectre met fin à un combat sanglant entre le père et le fils. Les mendiants arrivent enfin à la maison du deuil. Il n'y a rien à manger, rien à distribuer aux pauvres, la chapelle a été saccagée. Fou de douleur, Don Juan Manuel soulève la pierre tombale, étire le cadavre.

Cependant, le bateau sur lequel il voyageait a poursuivi sa route et fait naufrage. Tous les marins se sont noyés. Don Juan Manuel déserte la maison, appelle la mort, qui ne vient pas. Il rencontre Isabel, battue, chassée par les mauvais fils, rencontre qui avive sa souffrance. Il arpente la plage, s'installe dans une grotte qu'il partage avec un fou, victime d'un coup de lune. Indifférent aux choses d'ici-bas, il cède ses biens à ses fils. Contrairement à ses dernières volontés, ils ont chassé les vieux domestiques et les mendiants, n'ont pas payé les messes à la mémoire de leur mère ni octroyé des secours aux veuves des marins. Alors, suivi par les miséreux dont il est devenu le champion, Don Juan Manuel retourne chez lui rendre justice, comme un geste d'amour envers sa femme morte, la seule que, sans le savoir, il a réellement aimée.

Devenus les maîtres, les fils rient du vieillard, l'humilient. L'honneur des Montenegro s'éveille en Don Juan Manuel. Précédant les mendiants, il pénètre dans la demeure féodale. Il se bat avec son fils ; le fils tue le père. Un lépreux se détache, enserrant l'assassin, se transfigure, et tous deux se précipitent dans l'âtre, où le lépreux enveloppé de flammes annonce la rédemption de Don Juan Manuel Montenegro, désormais Père des Pauvres.

THEATRE DE LA COMMUNE

saison 91.92

15 octobre - 27 octobre
La Nuit de l'iguane
Tennessee Williams
Brigitte Jaques
avec la Comédie-Française

20 novembre - 15 décembre
Des Siècles de paix
Olivier Perrier

21 janvier - 23 février
La Place royale
Cornelle
Brigitte Jaques

5 février - 28 février
Entretiens avec Pierre Corneille
Brigitte Jaques

10 mars - 12 avril
La Mort de Pompée
Cornelle
Brigitte Jaques

7 avril - 26 avril
Le Régiment de Sambre et Meuse
Eric Vigner

23 avril - 30 avril
Modeste proposition concernant les enfants des classes pauvres
Jonathan Swift
David Gabison
Emmanuelle Stochl

CENTRE
DRAMATIQUE
NATIONAL
D'AUBERVILLIERS

48 34 67 67
Envoi gratuit du programme sur demande

THEATRE

JEAN-MARIE SERREAU

20, av. Marc-Sangnier 75014 PARIS
Direction : Emmanuel DECHARITRE

SAISON 91-92

15/10/91 au 11/12/91
CALIGULA
d'Albert CAMUS
mise en scène Jacques ROSNY

14/01/92 au 08/03/92
Cycle RACINE
Phèdre, Andromaque, Bérénice
Mithridate, Les Plaideurs
mise en scène Anne DELBÉE

17/03/92 au 19/04/92
LA MAISON DE LA NUIT
de Thierry MAULNIER
mise en scène Marcolle TASSENCOURT

à partir du 28/04/92
CARNIVAL
de Gérard DESSALLES
mise en scène de l'auteur

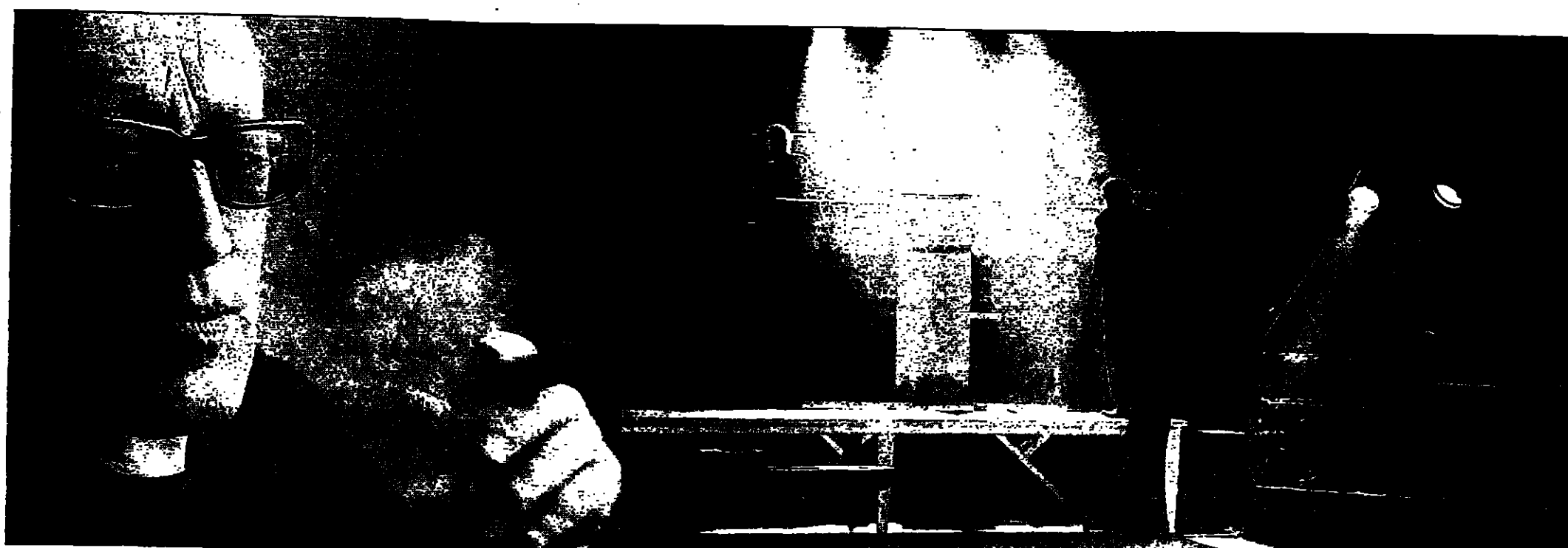
SPECTACLES TOUS PUBLICS
du mardi au samedi 14h30

17/10/91 au 13/11/91
INSPECTEUR TOUTOU
de Pierre GRIPARI

17/03/92 au 18/04/92
ROBINSON CRUSOE
RENSEIGNEMENTS
ABONNEMENTS
45 45 49 77

مكتبة النخيل

AVIGNON 91



De la fumée du cigare jusqu'aux ombres du théâtre.

HEINER MÜLLER, UN REGARD

Les déguisements du diable

En 1989, Matthias Langhoff montait, avec le *Perroquet vert* de Schnitzler, la *Mission* de Heiner Müller, qui promenait dans les jardins d'Avignon son cigare brechtien, son sourire voltairien, le désespoir pétillant de son regard. Il est de retour grâce à Michel Dezoteaux, qui crée *Ciment* avec la Maison de la culture de Grenoble, à Jean Jourdeuil et Jean-François Peyret, qui, pour la Maison de la culture de Bobigny, rassemblent plusieurs textes sous le titre *Le Cas Müller*. Un cas, en effet, que cet intellectuel, maître à penser dont la pensée s'est construite à partir d'un mur aujourd'hui abattu, qui a été nommé directeur de l'Académie des arts et met en scène trois de ses pièces à Berlin (ex-Est).

Je mets en scène au Deutsches Theater, dit Heiner Müller, trois de mes textes rassemblés en une seule soirée : *Quartett*, *Mausen* et *der Findling*. Bizarrement, *Quartett*, paraphrase des *Liaisons dangereuses* censée se passer en 1782, se révèle en fin de compte très proche du public, et *der Findling*, historiquement le plus récent, puisque l'essentiel de l'action se passe en 1968 en RDA (*Mausen* parle des années 20), est finalement la pièce que le public perçoit comme étant la plus distante. L'ensemble compose une sorte de voyage qui remonte le temps, va du présent au passé, car le passé est devant nous, et l'avenir, jusqu'alors enclavé dans le présent, se retrouve derrière nous. Ce voyage exprime l'expérience collective vécue par la population tout entière d'Allemagne de l'Est, même si, seuls, les intellectuels peuvent en être totalement conscients.

» L'échec de l'Europe de l'Est, RDA incluse, tient à sa tentative d'arrêter le temps – le mur de Berlin nous protégeait – au nom d'un avenir qui se faisait atten-

dre comme le Messie. Dans cette attente, la vie s'était tressée. La description la plus précise de cette situation pourrait être la nouvelle de Kafka *Les Armes de la ville*, où il évoque la construction sans cesse différée de la tour de Babel. Au cours d'un de ses entretiens à Svendborg avec Brecht, Walter Benjamin prononçait cette sombre sentence : « *Kafka est le premier écrivain bolchevique* » ; ce à quoi Brecht répliquait : « *Alors moi, je suis le dernier écrivain catholique*. »

» L'histoire leur donne aujourd'hui à tous les deux raison. L'angoisse de l'avenir, la nostalgie du passé, sont inhérentes à la condition humaine. Le capitalisme, qui mise sur la force des instants présents, remédie à cette angoisse par l'atomisation de l'identité. « Si je dis à l'instant qui passe : *Attarde-toi, tu es si beau !* », je rejoins, selon Goethe, le péché mortel de Faust, pour lequel le diable viendra le chercher.

» Pensez-vous que le diable, un beau jour, viendra chercher le capitalisme ?

» J'en suis tout aussi convaincu que le pape. Mais, comment savoir sous quel aspect, derrière quel masque ? Avec le temps, répondre à cette question m'est devenu moins aisé. « *Le Diable a bien des déguisements* » (*Quartett*). « *L'herbe même il nous faut l'arracher afin qu'elle reste verte* » (*Mausen*). « *Ton instant de vérité dans le miroir de l'ennemi* » (*den Findling*).

» Et quelles sont, selon vous, les perspectives de cette Allemagne agrandie ?

» Dans un avenir proche, elle ne doit pas faire peur. Elle est fragile. Le serpent qui, pendant quelque quarante années, a maintenu le lapin sous hypnose a fini par le dévorer. Mais il semble se confirmer que ce lapin était en fait un hérisson. Or, c'est bien connu, les hérissons possèdent une inépuisable aptitude à l'hibernation. La prétendue « réunification » allemande – jusqu'à présent, dans l'Histoire, les Allemands ne se sont jamais unis que contre les Français, les Anglais, les Russes, etc. – est une colonisation en bonne et due forme. La rencontre Ouest-Est tourne au conflit Nord-Sud. Allemands contre Allemands. L'Europe, le monde entier peut-être, doivent à une fièvre chandelle à la virtuosité de Helmut Kohl.

» Quelles en sont les conséquences sur la vie intellectuelle et sur l'art de la RDA ?

» Lorsqu'à Mexico vous vous trouvez devant une église catholique, en y regardant de plus près, vous allez découvrir en dessous les vestiges d'un temple aztèque. La civilisation de l'ancienne République fédérale, surdéveloppée économiquement, culturellement sous-développée, se fait fort d'ancêtre, par la diffamation et l'administration, la culture surgie dans l'ancienne RDA pour résister à la colonisation stalinienne. Une fois de plus, les vainqueurs s'empressent de récrire l'Histoire. On détourne celle de la RDA, et on en profite pour refouler le passé nazi. Quarante années de Bautzen ont tôt fait de reléguer dix années d'Auschwitz aux oubliettes.

» Quant à l'art, c'est l'éternelle rengaine : les statues ont une durée de vie bien plus longue que les cultes auxquels elles sont dédiées. Le fait que Michel-Ange ait travaillé pour les Borgia a-t-il atteint le moins du monde sa notoriété ? Le temps de l'art est tout autre que celui de la politique ou de l'Histoire.

» Que pensez-vous du reproche que l'on a pu adresser aux artistes de la RDA d'avoir été des « boniches complaisantes » au service de la politique ?

» S'il s'agit d'art, d'artistes véritables, alors ils ont été assurément les moins fiables, les plus récalcitrants des larbins. C'est à l'illusion, à ce grand rêve enfanti-

par toutes les intelligentsias de gauche – en RDA et en Europe – qu'il faut poser la question, qu'il faut retourner la critique. Finalement, ce serait à elles, à ces intelligentsias, de nous éclairer, de nous dire si l'union entre l'art et la politique, consentie au nom d'une société juste, est enfin possible. L'illusion s'est volatilisée, mais le rêve n'a pas fini de se rêver.

» Pour les quelques décennies à venir, puisque le capitalisme avec son système sélectif – système dont le stade ultime serait Auschwitz (1) – a momentanément gagné, l'art va représenter le seul espace de l'Utopie, le musée où elle va être sauvegardée dans l'attente des temps meilleurs. Autrefois, l'Est se reconstruisait dans cette formule de Napoléon, quintessence de la Révolution française : « *Notre providence, c'est la politique*. » Aujourd'hui, la Révolution a échoué en URSS, trahie par le sous-développement, défigurée en triste parodie de son modèle français. L'Est se rallie à cette autre formule : « *Notre providence, c'est l'argent*. » C'est une conséquence de la Révolution française, aussi indéniable que la déviation du projet de fusionner la liberté et l'égalité.

» En tant que président de l'Académie des arts et lettres, la politique est-elle devenue votre providence ?

» L'argent en tout cas l'est devenu. Dans toutes les académies du monde, des gens sont entrés non pas grâce à leur talent, mais parce qu'ils sont soutenus par un lobby. Le lobby, en RDA, c'était le Parti. Pour avoir le droit d'être des membres tels que John Hartfield, Christa Wolf, Volker Brann, entre autres, l'Académie de RDA était contrainte d'être – et elle l'a fait, c'est tout à son déshonneur – des gens imposés par le parti, des fonctionnaires, des artistes politiques faibles. Voilà pourquoi, aujourd'hui, le Sénat de Berlin s'autorise en toute légitimité la liquidation de l'Académie dans son ensemble. Cette Académie qui peut quand même s'enorgueillir d'avoir eu comme premier président Heinrich Mann, d'avoir compté parmi ses membres Bertolt Brecht, Anna Seghers, Arnold Zweig – pour la RDA – et hors ses frontières, Pierre Boulez, Akira Kurosawa, Gabriel Garcia Marquez, Wole Soyinka, Giorgio Strehler, Michel Tournier, Wim Wenders...

» Mon projet de transformer l'Académie en une « association Heinrich-Mann des artistes », supposait une réduction du nombre des Allemands. On aurait pu ainsi, en écartant les membres venus du Parti, retrouver une qualité incontestable. Mais le Sénat envisage aujourd'hui de supprimer ses subventions. Les vainqueurs écrivent l'Histoire, j'ai grand-peur que les nôtres ne soient des analphabètes, du moins sur le chapitre de l'Europe.

» Le sénateur délégué à la culture pour la ville de Berlin arpente en bottes de cow-boy le paysage culturel de cette future métropole. Voilà la tendance générale de l'unification allemande : elle fait baisser le niveau intellectuel des nouveaux comme des anciens länders. Elle perpétue les conflits entre politique et intelligentsia, entre les politiciens et les intellectuels, entre *l'Esprit* et *le Pouvoir* (Heinrich Mann). Ces conflits qui n'ont cessé d'ensanglanter l'histoire de l'Allemagne. A de Gaulle s'écriant « *On n'arrête pas Voltaire* » font écho les insultes faites à Brecht – on l'a comparé à l'auteur du *Horst Wessel Lied* – et à Heinrich Böll, Günter Grass et d'autres, par des politiciens dont nous laissons les noms puisqu'ils appartiennent de toute façon à l'oubli.

» On ne s'y prenait pas autrement en RDA, même si la méthode stalinienne destinée à liquider les intellectuels incorruptibles n'a été utilisée que sur des cas isolés. Notre tort à nous, intellectuels de la RDA, est

d'avoir accepté des privilèges, tout en sachant parfaitement que ces privilèges nous séparaient du reste de la population. Et qu'ils avaient pour conséquence, vis-à-vis du régime, de nous mettre hors d'état de nuire. « *Les tisserands d'Alopolda meurent de faim, mais moi, je dois réécrire Iphigénie en iambes* » (Goethe à Eckermann).

» A quoi travaillez-vous en ce moment l'auteur Müller ?

» Je n'ai pas une minute pour m'asseoir à ma table de travail. Dans ma tête en revanche, je prépare cinq pièces. Je ne sais pas combien de temps ma tête va les supporter. La première aura pour thème la seconde guerre mondiale en Russie. Elle commencera à Stalingrad, et se terminera sur la chute du mur. Les protagonistes seront des victimes, avec en arrière-plan les ombres de Hitler et de Staline.

» Ne redoutez-vous que les ombres du passé ?

» « *Les fantômes jadis venaient du passé* ! Aujourd'hui ils viennent aussi du futur » : Brecht, *Fatzer-Fragment*. La crainte de l'avenir diminue avec l'âge. Je n'ai plus grand-chose à redouter sinon la mort, à laquelle, personnellement, je ne puis rien objecter. Mais ce qui me terrifie, c'est, par exemple, l'interview d'Arnold Schwarzenegger en tant que superstar, dans le *Spiegel* – « *Voilà à peu de chose près notre avenir* » (Brecht, *Fatzer-Fragment*). Je n'ai rien contre Schwarzenegger, mais est-il vraiment notre avenir ? Doit-il absolument devenir une idole du *Spiegel* simplement parce qu'il est plus musclé que Augstein [directeur du *Spiegel*] ? »

Propos recueillis par
ALEXANDER WEIGEL,
dramaturge au Deutsches Theater
(Traduction Nicole Rothel)

(1) Dans un entretien avec Franck Raddatz, paru en français dans la *Lettre internationale* n° 8, hiver 90-91, Heiner Müller déclarait : « ... L'homme est l'ennemi de la machine, pour tout système d'ordre il représente un facteur de perturbation. Il est désordonné, il fait des sautes, il ne fonctionne pas. Donc, il faut qu'il s'en aille, et c'est tout le travail du capitalisme, le système structurel de la machine. La logique de la machine revient à réduire l'homme à la matière première : matériau plus ou moins dense. Auschwitz est l'autel du capitalisme. La rationalité comme seul critère impératif, réduit l'homme à sa valeur matérielle... »

Comme un étranger

par Matthias Langhoff

Brecht, après divers exils, à son retour en Allemagne occupée, cessa d'écrire des pièces de théâtre. Il ne voulait ou ne pouvait rien dire de ce qu'il y avait là. Il se contenta de défaire ses valises : elles étaient pleines à ras bord. Il fit du théâtre.

Müller, qui écrivit dans son propre pays comme de l'étranger, pourrait vivre un similaire retour. Il y a dix ans, lors d'une discussion sur le cas Althusser, il avait dit : « *Certes, mes réseaux sont si étendus, et les mailles si larges, que beaucoup trop de choses passent au travers. De telle sorte que les problèmes de la majorité de la population de RDA, par exemple, ou de RFA, ne m'intéressent absolument pas.* »

Il faut espérer que les mailles ne se resserreront pas, que les réseaux ne se réduiront pas, que sa langue allemande étrangère survivra encore quelque temps à l'instauration d'une nouvelle grammaire.

Un opposant à jamais

par Wolfgang Engel

Ce que Heiner Müller a représenté en RDA pourrait se résumer en ces termes : dire non, faire le contraire. Le processus même de ses dénégations a été dans le public un pouvoir de contradiction. Il est à l'opposé de Schiller, qui avait fait de la scène le lieu de la moralité.

Dans son théâtre, les personnages et les situations vont si loin dans l'immoralisme que l'agressivité devient la seule attitude possible : que jamais le monde ne ressemble à ce que l'on nous montre... Un rejet si véhément engendra forcément une attitude morale. Sa langue est affrontement. Ses métaphores ambiguës exaspèrent l'imagination du spectateur, le renvoient à sa propre vie. En RDA, ce procédé avait valeur de provocation.

La langue poétique de Müller, face au réalisme socialiste, c'était la provocation suprême, le synonyme de résistance.

AVIGNON 91

EDMOND JABÈS, L'EXILÉ

Tout est à récrire

Chaque année, avec des expositions, des lectures, des films parfois, le Festival rend hommage à un poète. Il y a eu René Char l'an dernier, et à présent Edmond Jabès. Exposition de livres, manuscrits, estampes, l'ensemble de l'œuvre en sept lectures, une rencontre d'intellectuels, un concert, un opéra d'enfants, un film... Une série de manifestations sur le thème de l'exil pour ce juif égyptien qui trouva refuge dans le pays de sa culture, la France.

L'ONGTEMPS solitaire et secrète, l'œuvre d'Edmond Jabès s'est imposée depuis quelques années comme l'une des plus singulières aventures dans l'écriture de ce siècle. Echappant aux classifications et aux genres littéraires, mais les englobant tous, elle a patiemment restitué à la parole poétique l'ensemble de ses territoires perdus, et réinvesti le poète de ses pouvoirs de conteur, de narrateur, de philosophe, d'exégète, de penseur.

Cette primauté du poète ne se trouve d'ailleurs jamais revendiquée ni artificiellement proclamée : elle s'inscrit dans les mots, et c'est pourquoi Jabès, quelle que soit la forme abordée, parle, mot à mot, en poète. Tout le mouvement qui le porte et l'empêche de vocables en rumeurs, de cris en échos, tient à cette aimantation, à cette fascination pour ce qui se dérobe soudain et le précipite plus avant. « Je cherche, avec des mots, à saisir la poésie, mais déjà elle s'est réfugiée en eux. De la poursuivre là où elle est devenue ma voix, c'est moi seul, alors, que je tourmente », écrivait-il dans *Je bâtis ma demeure*. Et, en effet, son parcours s'apparente bien à cette poursuite sans fin aiguillonnée de tourments et balisée de questions.

Il est né le 16 avril 1912 au Caire, dans une famille juive qui y résidait depuis des siècles, et il était de culture française, même si un hasard bureaucratique

l'avait doté d'un passeport italien. C'est en français que Jabès avait choisi d'écrire, exprimant par là le désir d'une appartenance, décidant aussi du sens de son écoute et de ses amitiés. La première rencontre décisive devait être celle de Max Jacob, qui, avec ce que l'on pourrait appeler une bonhomie intraitable, rudoya d'emblée le jeune écrivain en transit à Paris. Jabès raconte l'épisode dans ses entretiens avec Marcel Cohen (1) : « J'avais envoyé des textes à Max Jacob et il m'avait donné l'impression de ne pas les trouver trop mauvais. Cela m'avait encouragé à mettre au point un recueil que je lui avais soumis dès mon arrivée. Je revois Max, me répétant, tout en feuilletant le manuscrit : « J'aime ça. C'est bien. Quelle belle image !... » Nous nous retrouvâmes le lendemain matin chez lui. (...) C'est alors seulement qu'il revint au recueil. « Je l'ai bien lu, me dit-il, et, si tu le permets, je vais maintenant le déchirer pour que nous puissions en parler plus librement. » Il le déchira effectivement, à ma grande stupeur, et le jeta dans sa corbeille à papiers. « C'est excellent, me dit-il, mais ce n'est pas toi. Tu m'imites, et j'ai fait mon temps. » Durant une heure et demie, il me donna la plus extraordinaire leçon de poésie. En substance, il me poussait à avoir le courage d'être moi-même, en dehors de toute mode. »

L'accès au livre avait commencé par un livre déchiré. De ce jour de 1935 date sans doute l'effraction qui devait être l'éveil de Jabès à lui-même, à sa voix. Le prix à payer fut huit années de silence. Puis le cheminement se découvrit très à l'écart des bruits du monde, comme une marche au désert qui n'aurait d'autre but que l'avancée, la progression, l'errance dans un décor aride, risqué, incertain. « Je suis à la recherche / d'un homme que je ne connais pas / qui jamais ne fut tant moi-même / que depuis que je le cherche. »

Jabès n'allait plus interrompre cette quête ni taire en lui l'incessant dialogue de l'être et de l'étranger. Le recueil qui regroupe les poèmes composés de 1943 à 1957 exprime déjà, sur des tons et des registres extrêmement divers, les intuitions majeures, les lignes de force futures. Le titre même de *Je bâtis ma demeure* souligne qu'il n'est pas de lieu hors du livre,

et que le livre est une création plus réelle que l'univers. En cela, cet ouvrage capital, qui fait place à l'émotion, à la séduction, à l'ironie, à la sensualité et même aux chansons, apparaît comme la pierre d'attente ou le seuil de ce qui, de gré et de force, allait advenir.

En 1957, Jabès est contraint de quitter Le Caire, les nationalistes égyptiens l'ayant désigné comme un homme à exclure au seul motif de ses origines. Lui, le militant antifasciste, l'agnostique, reçoit ainsi son lot d'exil parce qu'il est juif. Il devient l'étranger qu'il interrogeait, il accueille le legs d'une identité blessée.

A quarante-cinq ans, il s'installe à Paris dans des conditions précaires, avec pour unique refuge le livre toujours à réinventer et qui ne se connaît pas de fin.

« A l'heure où les yeux des hommes sont levés vers le ciel, où la science se taille une part plus belle, plus riche de l'imagination - tous les secrets de l'univers sont des bourgeons de feu qui vont, bientôt, éclater - saisis, dans mon exil, ce qui m'a poussé en arrière, à travers les larmes et le temps, jusqu'aux sources du désert où se sont risqués mes ancêtres ? Rien, apparemment, au seuil de la page ouverte, que cette blessure retrouvée d'une race issue du livre dont l'ordre et le désordre sont chemins de souffrance ; rien que cette douleur dont le passé et la continuité se confondent avec ceux de l'écriture. »

Voici aux premiers chapitres du *Livre des questions* l'affirmation qui fonde toute l'œuvre à venir : « Et tu seras dans le livre. » Voici aussi la question qui dévoile la filiation et le vertige d'une destinée brusquement surgie : « Sais-je ce qui m'a poussé jusqu'aux sources du désert où se sont risqués mes ancêtres ? » Car, sitôt chassé, sitôt jeté hors d'un territoire qu'il avait imaginé sien, Jabès cesse d'être poète ou écrivain pour devenir juif et poète, pour devenir celui qui renoue avec la tradition de l'interrogation des textes, tout en situant sa recherche et sa hantise au centre exact de la modernité.

Rien de plus intemporel ni de plus actuel que la démarche jabésienne. Au « comment écrire encore après Auschwitz ? » il donne une réponse polyphonique où se sédimentent les âges, où s'avivent les plaies,

où s'éveillent les paroles sans repos. Aucun livre révèle n'a su prémonir des massacres, des infamies, de l'Holocauste. N'est-il pas une entreprise humaine qui puisse, dans son défi fragile, suppléer l'incurie ou l'inefficacité de Dieu ? Le projet de Jabès, sans être sacrilège, témoigne pourtant, par son ampleur, sa visée et son inspiration, d'un élan démiurgique, voire prométhéen.

« Le livre de l'homme est à la taille du livre de Dieu », disait-il. Et, de dialogues en méditations, de citations attribuées à des rabbins imaginaires en récits autobiographiques, l'exil ouvrait à ses livres la terre des questions errantes. Plus de refuge ici-bas ni au-delà, mais des stations dans l'éphémère, des repères dans le passage, des états d'être dans l'éboulement des jours.

« L'homme forge le temps contre le temps ; mais le temps résiste, l'emporte. La parole de chair est légère quand le sang qui l'irrigue est bouillant. Dans la fièvre, l'homme s'efforcera de la soustraire à l'emprise du temps, tandis qu'à voix basse - à voix forte - imperturbablement elle rappellera son appartenance à l'instant, lieu commun de rencontre, dans sa mouvance interceptée, de la terre et du ciel, indissoluble lien. »

Le grand œuvre d'Edmond Jabès, architecture de mots et de sables livrée à l'impermanence, compte plus de quinze volumes regroupés par l'auteur en quelques vastes ensembles, en quelques gigantesques chambres d'écho : le *Livre des questions*, le *Livre des ressemblances*, le *Livre des limites*, auxquels s'ajoutent le *Livre des marges* et la trilogie finale à vocation de message ultime : *Un étranger avec sous le bras un livre de petit format*, le *Livre de l'hospitalité* et *Désir d'un commencement*, angoisse d'une seule fin.

En regard, les œuvres poétiques complètes, admirablement intitulées *Le Seuil*, *Le Sable*, marquent à quel point il y eut interaction entre le livre-poèmes et les livres-questions, à quel point il s'agissait en fait de versants d'une même ascension. Comme s'il y avait, par-delà les déchirures du destin individuel, une mémoire de l'écriture plus forte, plus irréductible et qui, malgré tout, perdurait.

Dans les derniers mois de sa vie, à l'automne 1990,

CHÈNE NOIR
AVIGNON 90 86 58 11

PRÉSENTE DEUX SPECTACLES

La peau d'un fruit
Texte et mise en scène : GÉRARD GELAS
Avec : PIERRE HAIM, GÉRARD GELAS, PIERRE SANTINI
du 9 juillet au 2 août à 21h00
dimanche 18h00 - relâche lundi

NOCES DE SABLE
Texte et mise en scène : GÉRARD GELAS
Avec : LAURE DESPREIN, GUILLAUME LAYON, PIERRE TALOU
du 10 au 31 juillet à 18h00
dimanche 21h00

SAISON 91.92
LE GRAND CAHIER
Agota KRISTOF - Jeanne CHAMPAGNE
BÊTE DE STYLE
P.P. PASQUINI - Stanislas NORDEY
DANSES D'AUTOMNE
Karole ARMITAGE - Georges APPAIX - Francesca LATTUADA
AFRICOLOR 91
Festival de musique africaine urbaine, 3ème édition
CHUTES
Gregory MOTTON - Claude REGY
LE SANG CHAUD DE LA TERRE
Christophe HUYSMAN - Robert CANTARELLA - Philippe MINYANA
LA VIE PARISIENNE
OFFENBACH - Alain FRANÇON
L'AFRIQUE FANTÔME
d'après Michel LEIRIS - Thierry BEDARD
CHEF-LIEU
Alain GAUTRE - Jean-Claude FALL
ROMULUS LE GRAND
Friedrich DÜRRENMATT - Louis GUY PAQUETTE
ENFANTILLAGES 92
Festival international de spectacles pour enfants, 3ème édition
RENSEIGNEMENTS / ABONNEMENTS / LOCATION : 42.43.17.17
Pour recevoir le livret détaillé de la saison 91-92, veuillez remplir et renvoyer ce coupon-réponse au Théâtre Gérard Philou Bellocq avec le public, 59 Bd Jules Guesde 93207 Saint-Denis Cedex 1
Nom, Prénom :
Adresse :

Les Gêmeaux
un signe de création
saison 91-92
La Fontaine - Laurence FÉVRIER
Léo Katz - Louis-Charles SIRJAC - Création Avignon 91
Yves HUNSTAD - Création
La mouette - Tchekov - Philippe SIREUIL - Théâtre Vario
Armida - Haydn - A.R.C.A.I.
La vie parisienne - Offenbach - Alain FRANÇON
Les rendez-vous chorégraphiques :
Hervé ROBBE - Daniel LARRIEU - Nicole MOSSOUX
Odile DUBOC - Mathilde MONNIER / Louis SCLAVIS
Arthur H
Les Gêmeaux - Scène nationale - Sceaux
(1) 46 61 36 67

**LE PREMIER DICTIONNAIRE
ENCYCLOPÉDIQUE DU THÉÂTRE**

Le Théâtre sous tous ses aspects, et tous les artisans de la fabrique théâtrale.

1024 pages
480 F

Bordas

THEATRE DE LYON
CREATIONS 91/92
MISES EN SCÈNE PAR JEAN-LOUIS MARTINELLI

- Une sale histoire (Jean Eustache)
Production Théâtre Ouvert
- La musica deuxième (Marguerite Duras)
Création du Théâtre de Lyon
- Conversation chez les Stein... (Peter Hacks)
Création du Théâtre de Lyon
- L'église (Louis-Ferdinand Céline)
Coproducteur Théâtre de Lyon, C.D.N. de Lyon / Théâtre du 8 et Nanterre : Amateurs

7, rue des Aqueudes - 69005 LYON - tél. : 78.36.67.67

créteil Maison des Arts
Saison 91-92

Théâtre
Cœur Ardent - Ostrovski / B. Besson
Les guerres piccolines - Rabelais / P. Pradinas
Le retour de Casanova - Schnitzler / A. Tephany
La nuit des rois - Shakespeare / C. Tordjman
Victor, le sauvage - Teatro dell'Angelo (Turin)

Danse
Maguy Marin - Création
Sydney Dance Company (Australie)

Chanson
Lambert Wilson chante
Chansons en mai

Opéra
Cosi fan tutte - Mozart / Pierre Constant

Opérette
La vie parisienne - Offenbach / Alain Françon

Quinzaine
14^e Festival International de Films de Femmes
49 80 18 88

AVIGNON 91



MAXIME GONNARD

rassemblant et affirmant les perspectives de son œuvre, Edmond Jabès refaisait le périple qui menait précisément du seuil au sable, avançant, avec la claire énergie du désespoir : « Tout est inaccompli et provisoire. Reste l'instant intensément. » Et il regardait ses mains vides, souriait, se taisait. Et il sentait en lui le dernier sortilège, l'ultime flux des mots, l'ultime renaissance de la voix haute, l'ultime murmure des sources du désert. Et il haussait son adieu en leçon de maîtrise et d'après lucidité : « Ainsi, la « chose à transmettre » n'était que poussière de sable et le livre, poussière de vocables. / Tout est à récrire. »

Il y a chez Jabès une grandeur souveraine, une sagesse alarmée qui le désignent entre tous. Didier Cahen évoque avec bonheur la dimension spirituelle de celui qui, inlassablement, a su interroger le « Judaïsme après Dieu », et offrir un espace inédit et intense à la création. « En rompant avec les chemins encombrés, en reliant très directement l'essentiel à l'essentiel, tressant des liens en pointe où rien ne semblait pouvoir tenir, cette « écoute questionnante » ouvre un espace commun à l'écrivain et au créateur. L'espace du livre n'est plus alors une vue de l'esprit mais la vision d'un créateur, la visée d'un écrivain. Dans le partage des questions essentielles, dans l'alliance subversive de la loi et de la grâce, dans le dialogue du « tu » perçoit la chance d'un livre compris de l'intérieur (2). »

Une telle chance se vérifie en effet tant l'œuvre de Jabès requiert, accueille, espère l'approche du lecteur et son escorte. L'accord se réalise souvent par-delà le sens, presque d'instinct, à l'oreille. Les pages, avec leurs notations, leurs silences, leurs lignes mélodiques,

s'engendrent comme de vastes partitions aux résonances imprévues ; elles se font miroirs, éclairs, sources, supports de méditation ; elles se font vaticane d'une vie à livre ouvert.

Et puis soudain, les dialogues s'estompent, les récits s'effacent, les aphorismes abandonnent leur scansion lapidaire. Reste une phrase simple, lumineuse, qui prend le souffle et le cœur, et s'inscrit à vif dans la mémoire... « Ramassant une poignée de sable, le nomade dit : « Voici ma vie », puis, de l'autre main répétant le même geste : « Et voici ma mort. Tout le reste est mirage. »

ANDRÉ VELTER

- (1) Du désert au livre, Belfond, 1980.
(2) Edmond Jabès, de Didier Cahen, Belfond, 1991.
- ★ Chez Gallimard :
 - Je bâtis ma demeure.
 - Le Seul, le sable, « Poésie/Gallimard ».
 - Un étranger avec, sous le bras, un livre de petit format.
 - Le Livre de l'hospitalité.
 - Le Livre des questions : 1. Le Livre des questions ; 2. Le Livre de Yudel ; 3. Le Retour au livre ; 4. Yael ; 5. Elya ; 6. Aely ; 7. El, ou le Dernier Livre.
 - Le Livre des ressemblances : 1. Le Livre des ressemblances ; 2. Le Soupçon, le désert ; 3. L'Ineffable l'Inaperçu.
 - Le Livre des limites : 1. Le Petit Livre de la subversion hors de soupçon ; 2. Le Livre du dialogue ; 3. Le Parcours ; 4. Le Livre du partage.
 - Petites poésies pour jours de pluies, « Poésie cadet ».
 - ★ Chez d'autres éditeurs :
 - Le Livre des marges, Hachette.
 - Désir d'un commencement, angloise d'une seule fin, Fata Morgana.

Vitez/Claudel

« EN 1987, dans la Cour d'honneur du Palais des papes, Antoine Vitez fut l'ouvrier d'un rêve. L'intégrale qu'il donna du Soulier de satin de Paul Claudel allait très vite, du vivant même de son metteur en scène, entrer dans la légende du Festival d'Avignon... » Ainsi commence l'ouvrage dédié par Eloi Recoing à l'œuvre de Claudel et au spectacle de Vitez, le Journal de bord d'une entreprise insensée, à la mesure de l'auteur et du réalisateur.

Antoine Vitez a entraîné sa troupe dans une aventure inédite, aussi incroyable et fascinante que celle contée par Claudel. Une aventure qui retrouvait l'intimité de l'écrivain avec son écriture. Dans cette pièce, Vitez voyait trois fils : « le fil biographique », (...) le fil politico-théologique, et un hymne à la puissance illimitée du théâtre. »

Antoine Vitez avait travaillé avec ses amis de toujours, le compositeur Georges Aperghis, le scénographe Yannis Kolkos. Il avait retrouvé les comédiens qui l'avaient suivi de façon continue ou épisodique, avec lesquels il avait constitué sa famille. Dans l'éphémère du théâtre, dans la fuite de la pensée, la dilution du temps, quelque chose lui faisait peur. De spectacle en spectacle, il consignait ses pensées au jour le jour.

Eloi Recoing, qui était son assistant et le connaissait depuis son enfance, a recueilli les écrits de ce Journal de bord. Ses propres notes, plus des cita-

tions de Claudel ; quelques lettres adressées par Vitez à ses collaborateurs donnant des indications, errant vers des souvenirs ; des réflexions qui n'ont rien de théorique : quand Vitez répétait, il était comme un conteur oriental, évoquant des histoires fabuleuses, revenant soudain à des soucis concrets, repartant ailleurs sur des anecdotes...

La plupart de ceux qui ont participé à ce voyage au pays des merveilles ont écrit leur travail avec Vitez, leurs existences nouées ensemble autour du texte et du spectacle, pendant près de deux ans. Ils en ont décrit l'enrichissement et l'épuisement. Ils ont témoigné.

Autres témoins, les journalistes, qui, avec les spectateurs sont restés là, quasi envoûtés, du soleil couchant au soleil levant, « et plus la nuit passait, moins ils ressentaient une fatigue, comme s'ils étaient devenus, à écouter et à voir, plus légers. Comme si leur perception s'était changée, plus fine », écrit Michel Cournot.

Cent quarante pages de Journal de bord, avec bien évidemment les photos du spectacle. Le travail d'Eloi Recoing est à la mesure de cette entreprise. Il donne une idée de « la puissance illimitée du théâtre ».

C. G.

★ Journal de bord (Le Soulier de satin, Paul Claudel, Antoine Vitez) par Eloi Recoing. Le Monde Éditions, 140 pages, illustrations quadrichromes, 295 F. Prix de lancement, 210 F, jusqu'au 31 octobre 1991.

Lire le Festival

Pour les spectateurs du Festival et ceux qui n'auront pas eu le temps d'y aller, pour retrouver l'ambiance et les spectacles, les discussions et les dialogues, les échanges, pour garder trace de ce moment où le théâtre règne, pour en rêver, pour réfléchir sur les richesses que ces trois semaines intenses ont offertes pour la troisième année consécutive, va paraître dès la rentrée l'Album du Festival d'Avignon 1991, publié par le Monde Éditions.

★ 190 pages, photos, 120 F. Prix de lancement 100 F jusqu'au 31 octobre 1991.

La ville d'Avignon et son Festival sont enfin dans la collection des Guides de la Manufacture. La ville, le fleuve, le pont, le rocher, les papes, les palais, les musées, les vieux hôtels particuliers et les bâtiments modernes, et tous ces endroits où le théâtre s'installe. Le Festival in et off, le souvenir de

Vilar, tout l'essentiel de l'histoire en condensé depuis 1947 jusqu'à cette année même.

★ Éditions de la Manufacture, 165 pages, photos, 100 F.

Chaque année, Catherine Clément vient au Festival animer les traditionnels débats de 17 heures au Verger, rencontres entre ceux qui font les spectacles et ceux qui y assistent. On y discute forme, et au-delà des clichés, de tous les jargons possibles, c'est là que se hume l'ambiance du Festival. Au jour le jour, Catherine Clément raconte ce qu'elle-même a ressenti, ses réactions épidémiques aux spectacles et les gens qu'elle connaît. Elle en connaît beaucoup. Une chronique baladeuse, subjective, charmante.

★ La Peste, la peste et les dieux. Éditions Théâtrales, 90 pages, 68 F.

Hommage à Mozart
créations de pièces courtes
Hélène Lattoum et Eric Lamoureux
Jean-Marc Colet
Corinne Perrin et Thierry Niane
William Petit, Mark Murphy,
Rui Horta, Michael Perlecker

Michel Kélemenis
C'est un vaudeville !

Thierry Smiths
Eros délectable

Dominique Bagouet
Necessito

Christian Bourgaud
L'Apocalypse joyeuse

Regine Chopinot
St-Georges

Claude Brumachon
Folie et Palais des vents

Bernard Menaud
Lundi 20 h 45

Geneviève Sorin
Chansons, hommage
sentimental à Marc Orlan

Stéphanie Aubin
Orphée, mettez-y du votre

Marceline Lartigue
Lola Montès

Odile Duboc et Daniel Larrien
Créations pour le Ballet
de l'Opéra de Paris

Karine Saporta
La princesse de Milan, d'après
Le tempête de Shakespeare

Programme
Huitième saison
1991-1992

Abonnement
3 spectacles 200 F
Programme
Tél. 42 74 44 22

THÉÂTRE DE
GENNEVILLIERS

AS YOU LIKE IT
WILLIAM SHAKESPEARE
MARC FRANÇOIS

AJAX SOPHOCLE
STEPHANE BRAUNSCHEWIG

CENT MILLIONS QUI TOMBENT
GEORGES FEYDEAU
RENE LOYON

97-92

PEINES D'AMOUR PERDUES
WILLIAM SHAKESPEARE
ANDRZEJ SEWERYN

VIE ET MORT DU ROI JEAN
WILLIAM SHAKESPEARE
BERNARD SOBEL

BIABOYA, ALORS ?
JEAN-PIERRE FARGEU ET
QUATRE HEURES À CHATELAIN JEAN GENET
ALAIN MILLANT

Tél. 47 93 24 20 METRO GABRIEL PERI

10000 DEGRES DE PLUS QUE TOI
ERIC DA SILVA EMBALLAGE THEATRE

BRITISH COUNCIL
VISAGES DU THÉÂTRE BRITANNIQUE
CONTEMPORAIN

L'ASSOCIATION
ORCOFI
POUR L'OPERA,
LA MUSIQUE
ET LES ARTS
ET LE CENTRE
ACANTHES

SEMINAIRE
ET CONCERTS
CONSCRIS
A L'ŒUVRE
D'ELLIOTT CARTER
DU 14 AU 30
JUILLET 1991

A LA CHAPELLE
DE VILLENEUVE
LES AVIGNON

ASSOCIATION ORCOFI
POUR L'OPERA,
LA MUSIQUE ET LES ARTS
PRESIDENT HENRY TADAMER
PRESIDENT DU COMITE
ARTISTIQUE ALFRED BERNHARDT
48 bis AVENUE MONTAIGNE
75014 PARIS
TEL: 44 42 49 00
CENTRE ACANTHES
TEL: 44 42 67 75

ASSOCIATION
ORCOFI
POUR L'OPERA
LA MUSIQUE
ET LES ARTS

AVIGNON 91



Il y a deux ans, sans pour autant quitter leurs roulottes, les Zingaro se sont installés tout en bois construits pour eux au fort d'Aubervilliers. Ils y ont présenté le spectacle créé à Avignon dans la carrière Callet. Et ils y ont préparé un opéra équestre avec lequel ils reviennent, après l'avoir créé au Festival de la Ruhr.

D'ABORD, ils étaient un cirque barbare, puis un cabaret tzigane ; ils jouent à présent un opéra équestre. Les Zingaro, voilà deux festivals, s'étaient installés dans la carrière Callet, dont ils ont fait revivre les ombres, dont ils ont orné les parois crayonnées de lampions dérisoires, et qu'ils ont peuplée de magie. Ils y reviennent avec trente chevaux, des femmes berbères, des hommes géorgiens, une violoniste et Jean-Pierre Drouot. Finis les tziganes, finis les étranges breuvages servis par des valets arrogants autant que miséreux. Restent la basse-cour piaillante, les chevaux, les cavaliers. Et Bartabas, chef de tribu.

« Nous ne sommes pas tziganes de naissance, mais nomades par choix, dit-il. Donc, nous essayons d'approfondir ce que ça signifie. Après avoir cherché à droite et à gauche, il nous est apparu que les deux plus anciennes civilisations nomades sont celles des Berbères et des Turkmènes. Nous sommes allés voir, et là nous avons glissé un peu jusqu'à la Géorgie. En fait, pour des oreilles néophytes, les musiques turkmènes et berbères sont trop proches. Et puis ça s'est trouvé comme ça. Nous avons voyagé dans le Caucase, conduits par Cherif Khaznadar (directeur du Théâtre Renaud-Barrault), nous nous sommes tapés les groupes officiels que nous avons refusés, et dans un village nous avons trouvé ceux-là : des perdus. Exactement ce que l'on cherchait, des gueules et des voix, pas des trucs gommés, trop raffinés. Ils sont venus pour deux ans, et ils sont contents.

ZINGARO,

Le geste

» Avec les femmes, la démarche a été différente. Je suis allé au Maroc, en Algérie, mais j'ai été un peu déçu. On nous dit que, maintenant, les touristes ont gâché une vraie culture... Même de leurs chevaux, nous n'avons pas grand-chose à apprendre. Pas moi, en tout cas. Donc, pour les Berbères, le recrutement s'est fait à Paris, par cooptation. La plupart des filles sont nées françaises d'origine maghrébine, toutes kabyles ou chleuhes. Quelques-unes sont comédiennes, c'est-à-dire que, habituellement, elles essaient d'atténuer les traces ethniques. Et, là, elles doivent les retrouver, retrouver en travaillant avec des vieilles femmes nées là-bas, des trucs qu'elles n'ont jamais vécus. C'est intéressant.

— Comment avez-vous travaillé ?

— La façon dont on travaille correspond au spectacle, dont le thème est l'affrontement de deux tribus. Pendant les deux premiers mois de préparation, les deux groupes ne se sont pas rencontrés, pour éviter toute tentation de mimétisme. Le matin, je répétais avec les Berbères, l'après-midi avec les Géorgiens, puis pendant un mois, nous avons mis au point l'ensemble, avec les cavaliers. Toujours les mêmes plus quelques-uns. Je n'interviens pas directement. A vrai dire, j'ai neuf interventions décalées sur la musique de Jean-Pierre Drouot, qui est sophistiquée, donc le travail équestre doit être plus élaboré. Si l'on veut chercher, ça peut représenter neuf relations d'un homme et d'un cheval noir, dont le rôle serait tenu par neuf chevaux différents. Certains animaux on les aime, on s'arrange pour les utiliser.

» Le travail avec eux est le plus long. On doit les préparer, leur apprendre autre chose que ce qu'ils ont fait pendant deux ans, et ce n'est pas rien. Il y en a de nouveaux. On les choisit sur un coup de foudre, ensuite on cherche ce qui leur conviendrait. C'est une question d'entente. On se dit : ce serait intéressant d'essayer telle ou telle chose avec lui. Des images viennent. Les images proposées par les chevaux, le spectateur les reçoit brutalement, elles renvoient à des souvenirs, des trucs archaïques. Ce sont des instants. Comme aussi le flash du chameau couché, à côté de la fille qui rit, ça dure une minute. Une minute d'émotion pure. C'est sur l'émotion que je travaille, et sur l'énergie.

» L'idée de l'opéra m'est venue, parce que ça fon-

ARMAND GATTI,

Voyage dans les banlieues

Armand Gatti est souvent venu à Avignon, pour le Théâtre-Œuvre notamment. Et puis il est parti loin des institutions, aussi libres soient-elles, transmettre sa ferveur aux adolescents que la vie maltraite. Armand Gatti croit à la force de la pratique théâtrale pour ouvrir des portes que l'on peut croire murées. Il a parcouru la France et l'Europe. Il revient à Avignon, il y est resté six mois avec une bande de la périphérie. Il n'a pas essayé de les apprivoiser, il s'est contenté de leur offrir la poésie, une poésie qui existe en eux.

UN coup de poing, un coup de cœur. Jeunes, tous, filles et garçons, femmes et hommes qui vous laissent reprendre le TGV vers Paris hébété d'abord, puis calme, serein : votre esprit est resté à quai, avec eux, debout, droits comme des I, rigides comme des bâtons, rectilignes comme l'aleph.

Ce matin-là, il faisait froid dans le Musée lapidaire d'Avignon, en plein centre de la Cité des papes. Des murs si épais que le soleil d'été, arrivé là avant les festivaliers, n'y pouvait rien. Il faisait chaud le jour d'avant, sous les toiles ondulées d'une salle polyvalente dézinguée dans le quartier de la Cabrière. Il faisait bon dans la nuit, quelque part en Provence, non loin des Baux, à la table d'Armand Gatti et de sa « tribu », une petite famille dite de « la Parole errante ». Trois lieux, trois couleurs, trois châteaux, ou plutôt non, une seule, irradiante, soufflée par un mot avili, pervers, presque imprononçable aujourd'hui : amour.

« Gatti, dit Ibrahim, c'est d'abord l'amour. L'amour puis le verbe. » Un verbe au singulier. Lui qui, à soixante-sept ans, a gardé une voix de jeune homme, un corps, un visage, un regard de jeune homme. Gatti, Dante Sauveur, né le 26 janvier 1924 à la maternité de l'hôpital de Monaco, fils d'Auguste Rainier — pas le prince, le balayeur — et de Letizia Luzona, femme de ménage. Sur sa carte de visite, confie-t-il, un non-lieu (la Principauté) et un camp de concentration (Mathausen). Déporté, évadé, parachutiste ; journaliste (prix Albert-Londres) ; écrivain et cinéaste ; metteur en scène et fugueur. Parti loin des institutions, loin de la France souvent, loin de

tout quelquefois. Il s'est installé cette année à Avignon par la bande, loin des remparts qu'il ne rejoint qu'avec d'innombrables précautions. Camp de base : la MIC de la Cabrière, où il a réuni, pour une nouvelle expérience, un groupe d'une vingtaine d'individus qui, tous sauf un, ont eu maille à partir avec la violence d'un monde trop complexe pour eux, violence d'un père ou d'une mère, d'un quartier sans lumière, d'une errance échouée en rade bitumée.

Armand Gatti est là au centre du groupe. Chaussures noires à semelles épaisses, pantalon noir, pull et tee-shirt noirs, blouson noir sans manches. Sa silhouette râblée se détache des murs blancs, du sol gris mal peint, inondés par la lumière de néons froids. Aujourd'hui, on va répéter, texte en main, les quinze premières pages de *Ces empereurs aux ombrelles trouées*, sa nouvelle pièce qui en compte pas loin de trois cents. Cette œuvre s'en va visiter les religions monothéistes autour de deux questions : peut-on représenter Dieu ? Par quels biais ? Réponse : le verbe et l'image.

Une fois de plus, le « poète surchauffé » — comme l'a surnommé, une nuit de l'hiver 1968, le général de Gaulle, qui somma son ministre de la culture, André Malraux, d'interdire les représentations de *Passion en violet, jaune et rouge* au TNP, pièce consacrée au général Franco — s'en va investiguer l'hypothèse d'une puissance transcendante. Cet ailleurs poétique est le grand dessein d'un homme qui fait confession pourtant, au jour le jour, d'une conviction libertaire sans faille. Quand on lui parle de la politique gouvernementale actuelle, de sa critique par toutes sortes de « refondateurs » à sa gauche, Gatti répond : « Nous, c'est plutôt anar », en indiquant du triant de la main un avenir qui s'ouvre droit devant lui.

Cette conviction a guidé ses pas hors des institutions qui l'ont pourtant longtemps courtisé. De Cuba, aux débuts des années 60 — où, pour un peu, il se serait installé à la faveur du tournage de *L'autre Cristobal* en compagnie d'un de ses meilleurs amis à l'époque, le comédien Jean Bouise, — jusqu'à Montréal, New-York et Berlin jusqu'à Marseille et Avignon — où il a voulu travailler avec les exclus du système, de tous les systèmes. — Armand Gatti métamorphose les coins les plus reculés de la planète Misère en terrains propices à l'aventure, à la reconquête.

Cette reconquête passe par l'apprentissage du langage, langage parlé et langage du corps. « Il aurait fallu voir nos gueules au début, le 21 janvier, confie l'un des stagiaires

d'Avignon. Nos visages ont changé, ils se sont ouverts. On ne s'est jamais senti aussi bien dans notre peau. » « La méthode Gatti, dit un autre, c'est d'abord la prise de conscience de l'énergie qui est en chacun de nous et sa concentration sur un projet commun. Cela suscite un espoir fou pour les gens d'Avignon, pour les mecs du quartier de Montclar, qui peuvent entrer dans un café et terroriser tous ceux qui sont dedans ou passer des heures sur les toits pour casser des appartements... et l'adrénaline qui monte, qui monte ! C'est pas possible que chez les champions sportifs il y ait plus d'énergie que chez eux. Si l'on ne fait rien pour ces mecs, ils rentrent [en prison], ils sortent, et ils plongent, le trou noir. »

Un troisième dira une vérité que tous partagent : « On s'en fait du spectacle à la fin ; on va le faire quand même car, d'une certaine façon, c'est génial, mais on s'en fout vraiment ; ce qui compte, c'est ce qu'on en a devenu, c'est ce groupe qui est devenu très solidaire. » L'aboutissement des expériences d'Armand Gatti n'a en effet rien à voir avec la transformation de délinquants en acteurs mais tient de l'insertion.

Pas question que le spectacle d'Avignon fasse, par exemple, l'objet d'une quelconque tournée. Mais la « tribu » Gatti a décidé de prolonger un peu l'expérience en cours et de se soucier du futur de chacun des stagiaires. Car, pour la première fois, le groupe va se trouver non seulement sous la pression des projecteurs, mais, *Ces empereurs aux ombrelles trouées* étant présenté dans le cadre du Festival « in », sous le feu du grand public et des grands médias.

Gilles Durupt, qui a rejoint Armand Gatti au moment d'une expérience similaire à Saint-Nazaire il y a déjà longtemps, assurera donc pendant trois mois le suivi individuel des stagiaires, une action en droite ligne de six mois de travail constant visant à la réinsertion sociale de chacun : vérification de l'utilisation des salaires perçus — entre 2 200 et 3 800 francs selon l'âge et la situation sociale — et du respect du contrat non écrit entre la « tribu » et les stagiaires imposant le respect des horaires de travail et l'interdiction absolue de prendre, pour quelques-uns, une quelconque drogue ; recherche de logements décentes pour ceux qui n'en avaient aucun ; discussions et rencontres avec l'entourage familial des stagiaires, dont certains parents, pour la première fois, dit Gatti, ont très violemment réagi à la présence de leur enfant dans la troupe ; recherche de compléments de formation, d'écoles ou d'employeurs autour d'un projet clairement déterminé.



مكتبة النجف

LA SÉLECTION

Rock

Robert Cray Band J. Mayall & the Blues Breakers

Soirée blues de luxe avec un ancêtre britannique John Mayall, qui a récemment trouvé sur son dernier album une seconde jeunesse, économique et raffinée. Le meilleur de la jeune génération américaine avec Robert Cray et un grand presque ancêtre, le très irrégulier Albert Collins.

Le 3. Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-49. 130 F.

Sioxié and the Banshees

Le souvenir de la soirée aux yeux fardés de noir, à la chevelure de Méduse, collera toujours à Sioxié. Même si, en quinze ans, son répertoire, son registre, se sont considérablement étendus, elle reste semblable à elle-même, sérieuse et intense.

Le 3. Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-25-49. 130 F.

Van Morrison

Pour clore ce festival, un moment de mystère celtique avec Van Morrison. Toujours irréprochable sur scène, l'Irlandais n'est pas très expansif. Tout tiendra donc à la lune, au vent, au recueillement. Allons rockers, encore un effort.

Le 3. Issy-les-Moulineaux. Parc de l'Île-Saint-Germain, 20 heures. Tél. : 42-89-90-34. Location Fnac, Virgin, Bimbel. 150 F.

Sting

Sting revient passer la seconde couche. Un concert sobre, brillant (le groupe est d'une qualité exceptionnelle), un peu trop sérieux et retenu pour des salles aussi grandes que Bercy.

Le 5. Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 h 30. 186 F.

Santana

Le vieux guitariste qui avait mis de la salsa dans son rock avant tout le monde avait donc raison. La récente compilation sortie chez Columbia le montre, tout comme elle montre que Carlos Santana a souvent eu mauvais goût et n'est jamais arrivé à trouver le chanteur qui aurait pu répondre à sa guitare. Cela dit, on peut s'attendre à une sélection choisie des meilleurs titres au Zénith, pour la nostalgie et le plaisir d'une virtuosité facile.

Le 7. Zénith, 20 h 30. Tél. : 42-08-60-00. Location Fnac, Virgin, 180 F.

The Rembrandts

Les Rembrandts n'ont rien à voir avec la peinture du Hollandais. Leur rock

simple et clair se rattache à la tradition des groupes aux noms simples, Cars, Shoes et autres biens de consommation plus ou moins durables. Un peu de fraîcheur pour ce début d'été.

Le 8. Espace Ornano, 19 h 30.

Ziggy Marley and the Melody Makers

Ziggy Marley, après s'être imposé sur les marchés mondiaux grâce à un reggae languide et mélodique, vient de prendre sur disque un virage vers le raggamuffin et le hip-hop. La célèbre climatization de l'Elysée-Montmartre risque d'avoir beaucoup de travail.

Le 9. Elysée-Montmartre, 19 heures. 125 F.

John Lee Hooker the Coast to Coast Blues Band

John Lee Hooker est le dernier grand bluesman de sa génération (celle de Muddy Waters, Howlin' Wolf) encore en activité. Depuis plusieurs années maintenant, il est assisté d'un jeune musicien, le guitariste Roy Rogers, qui veille avec un amour pas trop idéaliste sur l'identité du blues du vieux maître, aussi beau qu'élémentaire.

Le 9. Au Grand Rex, 21 heures. Tél. : 45-08-93-89. Location Fnac, Virgin, 172 F.

Festivals

Vézelay

Sur la terrasse de la basilique, l'association locale - le Cochon Club - organise un festival de rock avec les Satellites, que l'on distinguera facilement de l'environnement local, et une pléiade de talents locaux. Une idée déjà, peut-être une excellente journée.

Le 5 juillet, terrasse de la basilique de Vézelay, 19 heures. 60 F.

Bagnols-sur-Cèze

Deux nuits, la première avec le vétéran John Mayall, l'obscure Américain Eddie C. Campbell et l'excellent guitariste français Patrick Verbeke ; la seconde avec l'orchestre d'Olivier Grand, qui sait très bien chauffer un auditoire, le Californien Joe Louis Walker et notre monument national du blues, Bill Deraime.

Les 6 et 7 juillet, Théâtre de verdure du mont Cotton, 20 h 30, 90 F (1 nuit, 150 F 2 nuits).

Tournées

FFF

Marco Prince et sa bande, la Fédération française de l'Onk, a écouté James Brown, George Clinton, Bootsy Collins. Et aussi de la musique des Blues, reggae et même biguine. Plus intéressant aussi, FFF a assimilé tout ça, en a sorti un son violent et joyeux, fait pour danser, une idée nouvelle en France.

Le 7 juillet, Montpellier, palais des sports Pierre-de-Coubertin, 23 heures, 50 F.

Supreme NTM

Rien n'est plus fragile qu'un concert de rap, plus encore un concert de NTM. Mais que c'est beau quand les basses font vibrer le sol, quand Joey Starr ne disperse pas ses réserves inépuisables d'énergie, quand le public écoute et danse, formant le cercle autour des meilleurs hip-hopppers ! Acheter un billet pour ces spectacles, c'est faire un pari.

Le 5 juillet, Chantier (de Haut), pelouse du Maccouais, 21 h 30, concert gratuit. Le 7, Montpellier, palais des sports Pierre-de-Coubertin, 50 F, 0 heure (1^{re} partie : FFF, Design, Les Copains).

Musiques du monde

Festivals

Nantes

6^e Festival d'été

Faute d'avoir pu aller sur les îles du Frioul la semaine dernière, c'est à Nantes donc que les musiciens et danseurs masqués dogons feront leurs premiers pas sur une scène (le 7). Voici une suggestion de parcours pour ceux que les ballets (argentin, cubain, géorgien...), très présents cette année à Nantes, laisseraient plus indifférents. Le vendredi 5, le Malien Kassé Mady. Le 6, Black Umfolosi du Zimbabwe et une Nuit des musiques d'en France, dont on espère qu'elles vont enfin décoller. Le 8 est un casse-tête : Amalia Rodrigues - une des dernières grandes voix d'Europe, pas toujours en forme, mais quel personnage ! - ou la splendide Stella Chiweshe du Zimbabwe ? Le 9, l'Orchestre arabo-andalou de Tétouan.

Du 5 au 9 juillet, château des ducs de Bretagne, de 50 F à 120 F. Tél. : 40-47-61-77.

Rennes

Les Tombées de la nuit

Du jazz, des musiques du monde, des animations de rue, des musiciens traditionnels français, Rennes fait la fête et sait faire se croiser l'Espagnole Equidada Bares, le Malien Kassé Mady et l'Orchestre national de jazz. Un festival à la programmation si riche qu'il convient d'aller les mains dans les poches, car perspective d'un menu à la carte et au bon plaisir.

Jusqu'au 6 juillet, Rennes (sur plusieurs sites), de 50 F à 110 F. Renseignements : 99-79-01-98 et 99-30-38-01.

Côte d'Opale

15^e Festival

Pour donner le départ d'un mois de festivités, ce festival tonifie offre une soirée africaine à Dunkerque, avec un

grand nom du jazz mélangé et des rythmes travaillés, Manu Dibango, et un Ougandais au futur - enfin - promoteur, Geoffrey Oryema.

Du 5 au 30 juillet, de 50 à 140 F. Renseignements et réservations : 21-30-40-33.

Paris

Jeûnil au New Morning

Ce n'est pas un festival en titre, c'est un festival de talents, un « All Stars » pour Parisiens dilettantes et curieux. Après le passage du Guinéen éclectique Momo Wandel Sowah, le 1^{er} juillet (album chez Mélodie), le 4, Geoffrey Oryema (voir ci-dessus) et le groupe de jazz sud-africain très frais et très mélangé Tananas. Les 5 et 6, Mongo Santamaría, un des meilleurs percussionnistes afro-cubains et ses six musiciens accros au jazz latino. Le 9, la voix grave de Mahabadi, chanteur de *mbaqanga*, la « soupe » des ghettos sud-africains, entre pop, chorales zoulous et danse traditionnelle, avec ses trois danseuses et choristes, les Mahotella Queens. Le 12, Femi Anikulapo, le fils de... et son groupe, Positive Force, moins à cheval sur l'afro-beat du papa, mais plus nigérian que jamais, avec une souplesse que Fela n'a pas eu le loisir d'acquiescer. Les temps étaient plus durs. Ce All Stars du New Morning, bien sûr, devrait se terminer le 27 juillet avec le Super Diamond de Dakar, un mythe de plus.

Du 5 au 27 juillet, A 21 h 30, 9 rue des Petites-Écuries 75010 Paris. Tél. : 45-23-58-39.

Tournées

Bill Deraime

On aime ou on n'aime pas son dernier album, ses jeux de mots et ses accents de bluesman incorrigible, son espérance un peu trop sérieuse. Mais un retour de Deraime est toujours une occasion de sentir la joie de faire de la scène en artiste, avec des chansons nées en France qui élargissent leur horizon.

Le 5 juillet, Brégnay-sur-Orge, La Piscine, 22 heures. Le 7, Bagnols-sur-Cèze, Théâtre de verdure du mont Cotton, 23 heures, 50 F.

Paolo Conte

Paolo l'avocat, Paolo le chanteur à la voix usée, Paolo le séducteur, Paolo le mal rasé, Paolo le conteur, quelle étiquette donner au chanteur charmeur de l'Italie campagnarde et « jazziste » ? Avec choristes et guitares rythmiques, un *Mister Jive* nouvelle manière.

Le 8 juillet, Marseille, pavillon Hoche (île du Frioul), 21 h 30. Le 9, Lyon, Théâtre romain antique de Fourvières, 21 h 30. Le 10, Strasbourg, Palais de la musique et des congrès, 22 heures (1^{re} partie : Arthur H.).

La sélection « rock »

a été établie par Thomas Sotinel.

« Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

à brodé sur ce principe : pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué.

Pré-Catalan (jardin Shakespeare), route de Suranet Prd Catalan, 16. A partir du 8 juillet. Du lundi au samedi à 20 h 15. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-72-00-33. 80 F et 120 F.

Moun Koubari

de José Jermidier, mise en scène de l'auteur, avec Suzanne Ezlin, Eddy Jermidier, Aline Mugerin et Evelynne Edon.

La petite salle de l'Œuvre se consacre au théâtre noir et commence avec une histoire qui se passe à la Guadeloupe, une histoire de retour au pays, de rhum, de famille, de rigots.

L'Œuvre, 55, rue de Cléry, 9. A partir du 8 juillet. Du lundi au samedi à 20 h 45. Matinée samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-42-52. De 50 F à 150 F.

La Ronde

de Schneider, mise en scène d'Isabelle Nanty, avec Dorcas Chaplin, Patrick Milla, Eric Berger, Joseph Malerba et Lili Zarewa.

C'est pendant un stage international qu'Isabelle Nanty a eu l'idée de faire travailler la Ronde dans plusieurs langues. La pièce s'y prête, la Ronde de dix couples. Ronde de désir, de mensonge, de domination, d'appel au secours, de cynisme, de tendresse éperdue... Max Ophuls en avait tiré un film joyeux-ment amer, et pervers. Les personnages font rêver les comédiens ; et Isabelle Nanty est une formidable directrice d'acteurs.

Lucernaire Forum, Théâtre rouge, 53, rue Notre-Dame-des-Champs. Soirée à 20 heures. Relâche le dimanche. Tél. : 45-44-57-34.

Qui pour qui

de Franck Desmarques, avec Sandrine Chatreau et Sébastien Javau.

Quiproquo amoureux et comédie légère, sur fond musical : c'est le style du théâtre de salon.

Hôtel Lutetia, 45, bd Raspail, 6. A partir du 6 juillet. Les lundi, mardi et samedi à 21 heures, le dimanche à 18 h 30. Tél. : 45-44-05-05. De 90 F à 250 F.

Tromper n'est pas jouer

de Patrick Carpil, mise en scène de Daniel Colas, avec Michel Roux, Fionn Gélén, Daniel Russo, Elisabeth Margoni et Florence Geany.

La femme, le mari et la maîtresse, variante de l'infernale trio sans quoi le boulevard, le vaudeville, le théâtre dans sa majeure partie n'existeraient pas.

Michodière, 4 bis, rue de la Michodière, 2. A partir du 3 juillet. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-95-23. De 50 F à 200 F.

Paris

Les Fourberies de Scapin

de Molière, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Daniel Auteuil, Laurence Catelet, Eric Elmensoo, Manodèle Gaillard, Sophie Gaudin, Edouard Lefoulon, Roger Mirmont, Vincent Rouché, Philippe Uchan, Romain Duverne, Max Mac Carthy et Carol Dymov.

Personnages réalistes : Scapin, les amoureux, les valets. Personnages masqués : les deux pères. Ensemble, ils composent un spectacle nerveux, gai et rude, qui ravit le public depuis bientôt un an sans discontinuer.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 48-76-04-04. De 50 F à 220 F.

Le Malade Imaginaire

de Molière, mise en scène de Gilles Bourdet, avec Claire Vernet, Nicolas Silberg, Véronique Vella, Marianne Epin, Jean-Luc Sidau, Christian Blanc, Eric Frey, Philippe Torroni et Caroline Appert.

Et si la maladie des corps était une clownerie, une entourelle de la mort ? Pour jouer avec elle, Gildas Bourdet met des nez rouges et des costumes baroques à ses héros dératés.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{re}. Les lundi et jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 195 F.

T.S.F.

mise en scène d'Alain Sachs, avec Marlène Maynard, Dominique Vissuzain, Jean-Yves Lacombe et Philippe Barthe.

Les farceurs de la mélodie aimaient le jazz et swingent comme personne, en pastichant avec une ironie de bon aloi les groupes des années 50.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-27-81-15. De 100 F à 140 F.

La Double Inconstance

de Marivaux, mise en scène de Christian Gros-Stef, avec Pierre Bordes, Marie-France Sain-Olivier, Jean-Pierre Granet, Jean-François Hanf, Thierry Péron, Lydia Verec et Catherine Vigier.

Confusion des sentiments, manipulation des esprits. Marivaux toute sa vie

La Tragédie du roi Christophe

d'Aimé Césaire, mise en scène d'Idéisme Quadrago, avec Catherine Samie, Alain Prafon, Dominique Rozan, Roland Bertin, Marcel Bozonnet, Jean-François Rémi, Louis Aubessier, Nathalie Nerval, Jean-Philippe Puymerlin, Thierry Hancisse, Michel Favory, Jean-Pierre Michéol, Isabelle Gardien, Olivier Dautrey et Toto Bissainthe.

Parcours d'un esclave haïtien qui se fit couronner roi et ne sut pas régner. Le langage chaucureux d'Aimé Césaire trouve en Roland Bertin un magnifique interprète.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{re}. Les mercredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 195 F.

Régions

Als

Festival du Jeune Théâtre

Vraiment du théâtre et vraiment jeune - ce qui n'est pas forcément synonyme de nouveau, mais souvent de promesses. Avec, en avant-première d'Avignon, l'hommage à Vilar de Pierre et Simon Fradinas *Ah ! le grand homme*. Et aussi la *Nuit magique*, par le groupe espagnol Xarxa, la *Folle Nuit*, par Flavio Polizzi, *Nomade*, de et par Hubert Colas, *Gaspacho*, un chien mort, d'Olivier Py, *Don Quichotte*, par Vague et Terre, *Détresse*, par la Compagnie Goudard, la *Retraite d'Eugène*, par Travaux 12, *Nina c'est autre chose*, de Vinaver, par Juin 88 et, en création, la *Robe de mariée*, par la Compagnie Witkacy, l'*Ermite de la forêt*, par Parades et Paradoxes, *Plavodon*, par Le Petit Matin. Des rencontres, des lectures, des stages, des expositions complètent le Festival.

Du 15 au 26 juillet, accueil et location au Théâtre municipal, square Pablo-Neruda, 30100 Albi. Tél. : 05-62-52-64.

Montluçon

Des siècles de paix

mise en scène d'Olivier Perrier, avec Simone Sadrin, Georges Blond, Simone Le Gourrière, Olivier Perrier, Abdallah Badia, Olivier Mathiaux, Florence Uimoges, Dominique Triquet, Babi la truie et Hérondelle le jument. Animaux et acteurs mêlés pour transcrire une vision de notre monde, une vision plutôt rude, mais vigoureuse. Celle d'Olivier Perrier.

Centre national de création, rue des Faucheroux, 03000 Montluçon. Les vendredi et samedi à 21 heures, le dimanche à 17 heures. Tél. : 70-03-55-18. De 50 F à 90 F.

Grenoble

Festival européen

Organisé par Renata Scari, le Festival réunit les troupes les plus diverses, venant d'Est et d'Ouest, et même du Sud, car la vieille Europe, ayant essaimé dans le monde entier, n'a pas de frontières. C'est un festival de découvertes et de convivialité, avec un net penchant pour les spectacles qui traitent de problèmes contemporains. De problèmes, l'époque n'en manque pas. Un grand moment dans la ville.

Bureau du Festival, 8, rue Pierre-Duchot, Jampy au 12 juillet. Tél. : 76-44-50-92.

Le Plessis-Macé

Richard II

de William Shakespeare, mise en scène d'Yves Guez, avec Laurent Terzieff et Pascale de Boysson.

Un roi vulnérable, berné, blessé, annonce la triste histoire de la mort des rois... Une des plus belles pièces de Shakespeare, que Laurent Terzieff a créée à Lyon et qu'il joue dans les festivals avant de la reprendre à Paris.

Château de Plessis-Macé, 49000 La Plessis-Macé. Les jeudi et vendredi à 21 h 30. Tél. : 41-81-49-49. 150 F.

Avignon

Rue du Dessous-des-Berges

de Céline Monsarrat, mise en scène d'Agathe Boury, avec Anne Jolivet, Vincent Violette, Agathe Boury, Marie Vincent, Michel Papineschi, Céline Monsarrat et Bernard Metreau.

En dehors de la période du Festival, les activités théâtrales ne manquent pas à Avignon. Ce qui est plus rare, c'est de commencer avant l'arrivée de la foule et de s'en aller à la fin. Le off commence tôt, se prolonge sur place.

Théâtre du Chien-qui-fume, 75, rue des Teinturiers, 84000 Avignon. Le mardi à 15 h 30. Tél. : 90-95-35-75.

La sélection « théâtre »

a été établie par : Colette Godard

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS		RIVE DROITE	
<p>L'ALSACE AUX HALLES 16, rue Cognacq-Jaeger, 8^e 42-36-74-24</p> <p>L'ARTOIS 13, rue d'Artois, 8^e Fism. midi et dim. 42-34-01-10</p> <p>RELAIS BELMAN 37, rue François-1^{er}, 8^e 47-23-34-42 F. sam. dim.</p> <p>AU PETIT RICHEL 25, rue Le Peletier, 9^e 47-70-68-68 et 47-70-66-50 F. samedi et dimanche</p> <p>AUBERGE DE L'ARCOAT 27, avenue Reille, 14^e 45-89-17-05 F. sam. et dim.</p> <p>YVONNE 13, rue Bassano, 16^e F. ven. soir et sam. 47-30-98-13</p>	<p>DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroutes, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1^{er} étage.</p> <p>CURIE TRADITIONNELLE : POISSONS, coquilles St-Jacques, CONNET, magret, POIE GRAS FRAIS de comard, OMBRES en saumon. Entr. 250 F. OUVERT LE SAM. 30 JOUR.</p> <p>LES RAVIOLIS DU ROYAN : Sals aux courgettes, FILET A L'ESTRAGON, Gilettes du jour.</p> <p>MENU GOURMAND à 180 F. VIN COMPRIS et sa carte traditionnelle. Vins de Loire. Dans un décor 1880. Salons particuliers. Salle climatisée. Service jusqu'à 22 heures. Parking Drouot.</p> <p>OUVERT TOUT L'ÉTÉ : Pâtisseries Montmartre. Spécialités de poissons, crustacés, terrines, pâtisseries et Saint-Jacques. Salades fraîches. Menu 140 F et carte. Cocktail, Mandate de comard, Cidr. Muscadet.</p> <p>Vieille cuisine de tradition. Spéc. de POISSONS, Huîtres et gibiers en saumon. Foie gras finis, confit de canard. Carte 300/350 F. Diplôme chef F. Montagné. OUVERT DIM.</p>		
<p>RIVE GAUCHE</p> <p>NOS ANCIENNES LES GAULONS 46-33-46-07 et 46-12-39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4^e Climatisé</p> <p>YUGARAJ (salle climatisée) 43-26-44-91 14, rue Dauphine, 6^e F. lundi</p> <p>SRI RAM Fism. midi et dim. 15, rue Jules-Chartain (6^e) 43-25-12-84</p> <p>RESTAURANT THOUVIEUX 47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7^e</p>		<p>Unique au monde. Cadre fin 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.</p> <p>SPECIALITÉS INDIENNES : « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millan (Gault-Millan).</p> <p>J. 23 h 30. TANDOORI CURRY, BIRYANI. Menu midi 49 F. Soir 99 F. Samedi soir : ambiance et musique indienne. M^{re} Vivia, N. 42-des-Champs. Carte 120 F env.</p> <p>Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. service continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.</p>	

TERRASSES - PLEIN AIR

ALSACE A PARIS T.I.L.
43-26-89-36
9, pl. Saint-André-des-Arts, 6^e - Salons
CHOUCRUTES, grillades,
POISSONS

TERRASSE PLEIN AIR
HUITRES ET COQUILLAGES
Pâtisserie - Grands crus d'Alsace.

LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
La bonne adresse de quartier. HUITRES
toute l'année. POISSON DU MARCÉ
Frais traditionnels. Vins à découvrir.
TERRASSE ENSOLEILLÉE
T.I.L. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille. 43-42-90-32.

THEATRE

Spectacles nouveaux

Le Docteur Inavraisemblable

d'après Ramon Gomez de La Serna et Georges Gredeloch,

mise en scène de Jean-Luc Peltier, avec Catherine Le Jan, Thierry Chevenard et Gilles Guerin.

La médecine et les médecins sont une inépuisable source de gags burlesques et de

SELECTION

DE LA SEMAINE

ARTS

Nouvelles expositions

Marseille

László Moholy-Nagy

Cet ancien du Bauhaus (1895-1946) aura été un chercheur-plasticien des plus éclectiques tout au long de sa carrière. La rétrospective de Marseille en témoigne, qui présente des peintures, des photographies, des photogrammes, des films, des sculptures en verre, en bois, en métal chromé.

Musée Cantini, 18, rue Grignan, 13006. Tél. : 51-54-77-75. Tous les jours de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. Du 5 juillet au 16 septembre, 12 F.

Nice

Gustave Moreau et la Bible

Du peintre symboliste, on connaît bien la mise en scène des femmes fatales, Salomé ou Dalila, qui fascinent Huysmans, Redon, et André Breton. Moins les tableaux évoquant la chaste Suzanne, et encore moins le Chemin de croix peint par l'élève de Decazville, que le peintre avait voulu anonyme. Il figure dans l'exposition réalisée à partir du fonds du Musée Gustave Moreau, à Paris.

Musée national message biblique Marc Chagall, avenue du Docteur Médecin, 06000. Tél. : 93-81-75-75. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures. A partir du 1^{er} octobre de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 30. Du 7 juillet au 7 octobre, 24 F.

Rochechouart

Collection du Musée

Œuvres de Koonings, Anselmo, Fabro, Long, Fulton, Tremlett, Richter, Polke, Horn, Leib, Bouillon, Favier, Frize, Messager, Tosani. Commencée seulement en 1985, cette collection d'art contemporain risque de surprendre par la qualité des pièces et la cohérence des ensembles retenus, d'ailleurs sans dépenses excessives.

Musée départemental d'Art contemporain, Château, 87800. Tél. : 85-45-10-18. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. En septembre : du lundi au mardi de 14 heures à 18 heures. Du 4 juillet au 15 septembre.

Paris

André Breton

En grand, au cinquième étage du Centre Pompidou, le parcours esthétique d'André Breton, jalonné de plus de cinq-cents œuvres, peintures, sculptures, dessins, objets d'art primitif, photographies... Sans oublier de nombreux manuscrits et les éditions originales de la plupart de ses livres. Où il s'avère que le poète-agitateur et penseur du surréalisme fut un grand collectionneur.

Centre Georges Pompidou, grande galerie - 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 25 août.

Dessins espagnols : maîtres des XVI^e et XVII^e siècles

Le Siècle d'or, de Berrugete à Velasquez ou Murillo. En cent trente-sept œuvres provenant du Louvre, de la Bibliothèque Nationale de Madrid, du Prado et de l'Académie de San Fernando.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaujard - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Visites-conférences les lundi et samedi de 15 h 30. Rens. : 40-20-52-14. Jusqu'au 22 juillet. 30 F (prix d'entrée du musée).

Jean Dubuffet, les dernières années

Dubuffet a été choisi entre tous, pour marquer l'ouverture du nouveau Jeu de Paume, le Dubuffet d'après l'Hourloupe, celui des Psycho-Sites avec personnages, des Mires solaires qui brouil-

lent la vision, et des Non-Lieux aux ultimes traces de l'activité mentale, juste avant le noir. Epoustouflant d'énergie.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 8^e. Tél. : 42-50-59-59. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 22 septembre, 30 F.

Sophie Calle

L'extrême et la peur de l'inconnu, le désir de l'autre, l'attente de la rencontre, et la perte, mais aussi la séduction et la transgression inspirent les jeux rituels, règles et vécus comme un piège, de cette artiste désormais bien connue aux États-Unis. Qui expérimente sa vie comme une aventure secrète et tout à fait singulière.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-81-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 13 octobre, 15 F.

La photographie en miettes I

Lacéré, surchargé, altéré, volatilisé, perforé, quasi mutilé, le médium photographique tente de se libérer de ses contraintes naturelles et esthétiques. A travers 150 œuvres, de Germain Krull à Wilkin, en passant par Arnulf Rainer, Annette Messager, Foucault et Tom Drahos, un premier bilan de ces pratiques iconoclastes qui vont du brûlage au chimigramme.

Centre Georges Pompidou, galerie du Forum, rue-de-chasse, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. À partir du 18 septembre 1991 au 3 novembre 1991. Jusqu'au 9 septembre.

El Lissitzky

Figure majeure de l'avant-garde en Russie au temps de la Révolution, El Lissitzky, qui connaissait bien Malevitch, entreprit, à partir de 1919, de faire évoluer le Suprématisme vers le constructivisme. Avec le « Proun », station d'ajustage entre la peinture et l'architecture, cette rétrospective, qui vient du musée de Eindhoven, comporte quelques deux cents œuvres, dont beaucoup ont été prêtées par la galerie Tretiakov de Moscou.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-81-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 13 octobre, 30 F.

Giovanni Battista Piranesi dit Piranese

Les séries des célèbres Prisons et des Vues de Rome de l'architecte et graveur vénitien y sont exposées en complet soit, respectivement, 17 et 133 planches. En prime un portrait de Piranese par Polanzani. Toutes les gravures proviennent de la fondation new-yorkaise Arthur Ross.

Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New York, Paris 18^e. Tél. : 47-23-38-88. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 juillet.

Pygmées ?

Peintures sur écorce battue Les pygmées ne se contentent pas d'être les auteurs de polyphonies que l'on a pu entendre récemment à Paris, ils ornent également des écorces battues. Les motifs sont abstraits : griffures, hachures, lignes entrecroisées, pointillés. Même s'ils renvoient à une présence réelle, au monde qui les entoure, ces travaux ont une cohérence esthétique impressionnante.

Fondation Depper, 50, av. Victor-Hugo, Paris 16^e. Tél. : 45-00-01-50. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 29 septembre, 15 F.

Senart

Une grande rétrospective attendue, qui coïncide avec le centenaire de la mort du peintre, qu'il sera bon de revisiter. Ne faudrait-il pas, en effet, nuancer quelque peu l'image de la froideur toute scientifique que les modernistes ont collé à l'auteur d'Un dimanche à la Grande Jatte? L'exposition, qui réunit près d'une centaine de peintures et autant de dessins, après Paris, sera accueillie par le Metropolitan Museum of Art de New-York.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Chamisso, pl. Châteauneuf, av. Gell-Blower, Paris 8^e. Tél. : 42-88-22-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures (fermeture des caisses à 19 h 15, mercredi à 21 h). Jusqu'au 12 août, 37 F, sem. 24 F.

Geer Van Velde

Calmes, médités, apparemment fragiles, les dessins d'un peintre hollandais (1898-1977) fixés à Paris, dont l'œuvre, toute d'architectures et lignes et de plans brisés, est lieu de passage, fenêtre ouvrant sur le monde-intérieur.

Centre Georges Pompidou, Cabinet d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 15 septembre, 24 F.



La pyramide de Caius Cestius de Piranèse à la Fondation Bismarck

Galleries

Pierre Bonnard

Du grand Bonnard, dont on ne parle pas beaucoup ces temps-ci, la galerie Claude Bernard annonce des œuvres sur papier : dessins, aquarelles, gouaches et pastels. On en attend d'agréables surprises.

Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts, Paris 6^e. Tél. : 43-26-97-07. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 20 juillet.

Rebecca Horn

Un concert de machines à écrire, des papillons bleus qui battent de l'aile, une étrange machine d'attente à réserve d'encre, un piano à queue suspendu au plafond qui baille, déglutit et se referme, monstrueux : quelques pièces récentes et inédites de Rebecca Horn. A ne pas manquer.

Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, Paris 4^e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 juillet.

Régions

Colmar

Julius Bissier

D'abord marqué par Grünewald et Altdorfer, le peintre rhénan Julius Bissier (1893-1965) passa, vers 1930, à l'abstraction. Une abstraction portée par la calligraphie et la pensée de l'extrême-Orient. Encre de Chine, aquarelles, petits tableaux à la tempéra, à l'huile et à l'œuf illustrent la quête spirituelle de ce représentant de la peinture lyrique informelle.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-41-89-23. Tous les jours de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 18 août, 25 F.

Le Cateau-Cambrésis

Tal-Coat : lavis et aquarelles

Un choix de grands lavis et d'aquarelles témoignent de la qualité rare de l'œuvre sur papier de ce peintre un rien oriental, silencieux et économe de moyens, qui aime varier les effets d'ombres et de lumières selon la nature des matériaux utilisés.

Musée Maréchal, palais Fénelon, 59380. Tél. : 27-94-13-15. Tous les jours sauf lundi et mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 29 septembre.

Meymac

Robert Jacobsen : rétrospective

Quarante ans de sculpture d'un Danois qui commença par tailler le bois, puis choisit le métal pour assembler rigoureusement ses formes, et gère tout naturellement les pleins et les vides.

cette rétrospective coïncide avec la mise en place à Meymac d'une commande publique passée à l'artiste.

Centre d'Art contemporain, abbaye de Saint-André, 19250. Tél. : 55-95-23-30. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 22 juillet.

Nancy

La Peinture vénitienne des XVII^e et XVIII^e siècles

Deux siècles de peinture vénitienne à travers les collections du Musée de Padoue. Peintures, religieuses, « vedute », portraits, scènes de genre et fantasmes, des héritiers de Titien à Tiepolo. Glissade de la grande manière baroque au goût rococo.

Musée des Beaux-Arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-65-01. Tous les jours sauf lundi matin et mardi de 10 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 15 septembre, 13 F.

Nantes

Toni Grand

Du sculpteur Toni Grand, que l'on associe généralement au mouvement Supports-Surfaces, quatre-vingt-dix ans d'œuvres réalisés en 1970 et 1971 sont présentés. Ils entourent une pièce nouvelle conçue spécialement pour le patio du musée.

Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Nice

Mark Di Suvero

Cet excellent sculpteur américain exposait l'été dernier à Valence, dans la ville. Cette année, c'est le Musée d'Art moderne de Nice qui l'accueille. Les pièces anciennes, en bois, sont présentées dans les salles ; les structures monumentales, en acier, hors les murs.

Musée d'Art moderne et d'Art contemporain, promenade des Arts, 06300. Tél. : 93-52-81-92. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 11 heures à 18 heures. Nocturne vendredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Saint-Etienne

Arshile Gorky

Après Marseille, Saint-Etienne accueille un ensemble très conséquent de dessins de l'artiste américain, un grand, difficilement classable. Dont l'œuvre déchirée, apparemment spontanée, marquée par le surréalisme, porte en elle les germes de l'expressionnisme abstrait.

Musée d'Art moderne de Saint-Etienne-La Terrasse, 42000. Tél. : 77-93-59-58. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 2 septembre, 22 F.

Saint-Paul-de-Vence

Nicolas de Staël

En quelques cent tableaux venus de partout, l'itinéraire tendu d'un peintre exigeant, pris entre abstraction et figuration, qui cherchait à ramener sa vision des objets et du paysage à une construction essentielle. Il s'y brilla les ailes.

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-81-63. Tous les jours de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 22 septembre.

Troyes

André Derain, le retour à la tradition

S'il a été fauve, si le versant primitif du cubisme ne l'a pas laissé indifférent, cela n'empêche pas Derain de fréquenter les musées, pour prendre auprès des maîtres quelques leçons notamment de modestie et de sobriété, bien avant que l'idée du « retour à l'ordre » ne fasse son chemin, sur fond de première guerre mondiale. L'exposition porte justement sur le retour du peintre à la tradition, à partir des années 20.

Musée d'Art moderne, place Saint-Pierre, 10000. Tél. : 25-80-57-30. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 septembre.

La sélection « Arts » a été établie par Geneviève Brasseur, Sélection « Photo » Patrick Roegiers.

DANSE

Paris

American Ballet Theatre

Romeo et Juliette Concerto Fall River Legend Brief Fling

Tandis que le Ballet de l'Opéra de Paris s'envole pour Moscou, où il n'avait pas posé ses chaussures depuis 1977, le palais Garnier accueille pour trois représentations l'American Ballet Theatre, brillante compagnie au répertoire très éclectique. Au premier programme, le sujet qui fascine les « anciens » comme les « modernes » : *Romeo et Juliette*. Chorégraphie de Kenneth Mac Millan (l'auteur de *Manon*), musique de Prokofiev, quatre Juliette en alternance : Alessandra Ferri (les 3 et 7), Amanda McEwen (le 4 et le 6 en matinée), Leslie Brown (le 5) et « notre » Sylvie Guillem (le 6).

MUSEE BOURDELLE

16, rue Antoine Bourdelle 75015 Paris - M^o Montparnasse

MENTOR

Tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40

Du 7 juin au 8 septembre

en soirée) (1). Avec le *Concerto* de Mac Millan, le deuxième programme comporte un chef-d'œuvre célèbre d'Agnès de Mille, *Fall River Legend* (Ferri) et Guillem se partageant également le rôle de l'héroïne, meurtrière à la hache de son père et de sa belle-mère) et le très pétulant *Brief Fling* de Twyla Tharp (2).

Opéra de Paris-Garnier, du 3 au 14 juillet.

(1) les 3, 4, 5 à 19 h 30, le 6 à 14 h 30 et 20 heures, le 7 à 18 heures.
(2) les 9, 10 et 11 à 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 320 F.

Montpellier

Montpellier Danse 91

Le Festival brasse ses projecteurs sur les danseurs contemporains, trop souvent sacrifiés à la notoriété des chorégraphes : après Bertrand Loubard, voici Michèle Prévigne (le 3) et Catherine Legrand (le 5). Sur la Guyane, avec les chants, tambours et danses de l'ensemble traditionnel Man'Serotte (les 4 et 6). Sur l'Afrique, avec des musiques de Guinée, du Mali et du Nigeria (le 4) et la comédie musicale *Sikuku* (le 5). Suivent deux jours consacrés au rap (les 7 et 8). Le jeune chorégraphe new-yorkais Bill T. Jones présente deux programmes (les 8 et 9, les 11 et 12). Daniel Larrier donne en création mondiale *Gravures* (les 6 et 7) et Didier Théron *Duo et Iron Works* (les 10, 11 et 13). Finale avec les Ballets Bacoulou d'Haïti (du 9 au 12) et Elsa Wollastion (le 12).

Divers lieux de Montpellier et des environs. Tél. : 67-60-40-11.

Aix-en-Provence

Festival Danse à Aix

Ouverture avec *Comedia Tempio*, le dernier né du théâtre comico-grinçant de Josef Nadj (1). Et une réputation publique de la MacLennan Dance Company, fondée en 1985 par l'américaine Sue MacLennan (2).

(1) Val de l'Arc, le 8, 22 heures.
(2) Ecole Normale, le 9, 18 h 30. Tél. : 42-58-55-74. Le 8, 100 F, le 9 entrée libre.

Chateaufort

Festival 91

Le groupe japonais Sankai Juku, avec *Umetzu* (les 3 et 4) précède une création mondiale de François Verret, *Le Vent de sa course* (les 5 et 6). Un parfum d'Inde avec les danseuses de l'atrali (le 7), puis retour à la danse contemporaine française avec *Almanach* du groupe Artfact (le 8) et *Face Nord* de Mathilde Monnier et Louis Scavias (le 9).

Amphithéâtre et Théâtre couvert, jusqu'au 29 juillet. Tél. : 94-24-11-78. 70 F et 100 F.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie Guillem de Nussac.

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

DISQUES

Mais Bartoli n'est pas « sous influence », et ce récit (hélas ! mal accompagné par un pianiste neutre) témoigne de sa personnalité, de son enthousiasme, de l'étendue de dons qui collent à chacune des pièces qu'elle a choisies de chanter.

1 CD Decca 430 518-2.

Dukas

Symphonie en ut majeur

Fauré

Pelléas et Mélisande

Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, Lawrence Foster (direction).

Il est incompréhensible que la *Symphonie* de Dukas ne soit jamais jouée en concert (on si peu souvent que cela n'a aucune valeur statistique) quand celle de César Franck tient toujours le haut du pavé, malgré des maladresses d'orchestration, une lourdeur et un caractère cyclique assez laborieux. Toutes choses dénoncées, en leur temps, par la plume féroce de Darius Milhaud (il est vrai aussi que ses harmonies, ses modulations font oublier bien de ces défauts).

L'unique symphonie de l'auteur de l'*Apprenti sorcier* témoigne d'une science de l'orchestration assez exceptionnelle en ce qu'elle préserve, malgré l'abondance des vents, leur clarté aux thèmes, à leur développement, leur résonance, qu'elle n'est pas là pour les habiller, mais qu'elle est indissociable de l'idée musicale. Cette œuvre n'a cependant rien d'académique, elle ne « sent pas le renfermé » comme tant d'œuvres symphoniques françaises composées à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e par des auteurs endoctrinés par Vincent d'Indy et la Schola Cantorum. Son allure décidée, son caractère « optimiste », ses couleurs franches, son audace sublime, son finale vivant, aéré, donnent raison à Schoenberg, qui affirmait qu'on pouvait écrire encore beaucoup de chefs-d'œuvre en ut majeur.

L'interprétation de l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo et de Lawrence Foster se signale par sa clarté, sa beauté sonore, la subtilité d'une approche qui combine idéalement la rigueur et l'exaltation, l'élégance et le recueillement. A tous les points de vue, cet enregistrement est supérieur à ceux d'Armin Jordan (Erato) et de Walter Welles (Decca). Un bon point supplémentaire pour l'orchestre monégasque, que la gestion musicale sérieuse, ambitieuse et compétente de René Croesi, son directeur général, a transfiguré.

1 CD Claves CD 50-9102.

A. Lo.

Rock

Kirsty McColl

Electric Landlady

Kirsty McColl, choriste de studio, épouse du producteur Steve Lillywhite, a un hobby : c'est l'une des meilleures chanteuses britanniques. Deux ans après son précédent album, l'exquis *Kite*, arrive *Electric Landlady*. Les amateurs de dévotion affective apprécieront le titre, réponse de la bergère à la pochette d'*Electric Ladyland*, de Jimi Hendrix. Les douze chansons correspondent assez bien à cet humour oblique. Kirsty McColl n'est pas tout à fait une chanteuse de rock, comme Julie London n'était pas tout à fait une chanteuse de jazz. Son affection pour les différents genres qu'elle effleure, country, funk urbain, salsa, pop, ne va jamais jusqu'à transformisme. Kirsty McColl reste toujours un peu à l'esté-rieur, chantant de la voix la moins bluesy que l'on puisse imaginer, sans affectation, économisant les effets dramatiques.

Electric Landlady réunit au fil des titres les rencontres faites en studio par le couple Lillywhite-McColl. *Walking Down Madison* qui ouvre l'album a été écrite avec Johnny Marr, responsable des guitares anxieuses au-dessus desquelles la voix de Kirsty McColl passe comme un courant d'air froid. Plus loin on retrouvera les musiciens latino-américains qui ont enregistré *Rei Momo* avec David Byrne, les Pogues au grand complet, Marshall Crenshaw, le rocker américain, cosigne *All I Ever Wanted*, une chanson country rapide qui passe le Rio Grande sur un arrangement de percussions latines. *Electric Landlady* est un disque simple et mélodique, inextinguible et ironique. On peut s'y perdre sans crainte et sans douleur.

Virgin CDV 2663.

The Wonder Stuff

Never Loved Elvis

The Size of a Cow, le premier simple extrait de *Never Loved Elvis*, est monté tout en haut des classements britanniques. On y retrouve l'insolence héritée du musio-hall et la violence rock qui ont fait les grandes heures des *charts* britanniques des Kinks à Ian Dury en passant par les Small Faces. Ce tour de main pop, cette rage adolescente et impuissante (*Regardez-moi donc ! Je me fais des soucis gros comme cette vache* - en français on peut aussi dire *ce boudin, ce tas*), c'est l'ancien Wonderstuff, groupe provocateur, qui aime déverser des tonneaux d'insultes sur son public, multiplier les déclarations xénophobes à l'anglaise. Ses potaches seraient simplement fatigantes s'ils n'avaient pas tracé avec ce second album un chemin sans équivalent aujourd'hui outre-Manche. Leur rock est violent mais joyeux, cultivé (ils ont écouté des disques enregistrés avant 1977) mais sans complexe. Autour du noyau traditionnel guitar-basse-batterie, les claviers donnent de l'espace, le violon et l'accordéon apportent une

couleur celtique sans jamais succomber aux sirènes du patrimoine. Miles Hunt, le chanteur du Wonderstuff, écrit ses textes. Il y attache assez d'importance pour avoir ajouté une notice explicative à leur transcription sur le livret du CD. C'est charmant et irritant, comme ce disque avec son titre en forme de provocation répétitive (depuis 1977, qui ne s'est pas moqué d'Elvis ?), ses accords de grandiloquence (*Caught in My Shadow*) et de vulnérabilité (*Sleep Alone*, comme pour montrer à Elmer Food Best où se situe vraiment le problème) qui se termine par un *30 Line Poem*, un hymne à leur groupe favori, The Wonderstuff.

Polydor 847252-2.

Bill Pritchard

Avoir un faible pour la France (sur scène, il reprend Dutronc), enregistrer pour un label belge, tout ça n'empêche pas Bill Pritchard de rester profondément anglais, de l'accent aux mélodies, des lieux (Belmont Green, Muswell) aux odeurs de ses chansons.

Julie est destinée (sans que personne ne s'en cache) à sortir Bill Pritchard du petit cercle des initiés qui ont jusqu'ici fait sa très confidentielle réputation. On peut discuter à l'infinit sur les moyens choisis : producteurs anglais chics (Ben Rogan, Ian Broudie...), son propre, ils n'ont rien de toute façon pas l'essentiel, la mélancolie grinçante qui parcourt toutes les chansons de Pritchard, qu'elles soient ratées (*Gustave Café*, avec son refrain bécoté) ou insidieusement émouvantes (*Number Fire*, *Tears of Maxine*). Quand même, au lieu de ce piano propre, de ces rythmiques de bon goût on voudrait un peu plus de désordre, de déglissement, pour que le *fish and chips* laisse les doigts gras, que les chansons traitent un peu plus longtemps dans la tête.

Remark/Play It Again Sam 847 787-2, distribution Polygram.

T. S.

Musiques du monde

Temo

Chants d'été du peuple kurde

Temo, qui vit précisément en exil en France depuis de nombreuses années, est un merveilleux chanteur kurde, musicien subtil, joueur de luth au style très riche en nuances, défilé dans la tendresse, resserré dans la peine. Avec cette voix tremblée de l'intérieur qui déroule des mélodies d'amour et de nostalgie, Temo mérite certainement plus que la méconnaissance dans lequel son pays d'accueil le tient. En janvier 1991, il donnait un concert au studio 103 de la Maison de la radio, un exemple d'équilibre, où l'immense

déclairement intérieur est à peine effleuré par la musique. L'ensemble est d'ailleurs dans un album dont Ocora a choisi d'extraire aujourd'hui neuf titres, instrumentaux et chantés, pour réaliser un album vendu au profit des réfugiés kurdes irakiens. A titre de rappel, et si la bonne action vous donne si riche, signalons le très bel album de Sivan Perwer, *Chants du Kurdistan*, paru chez Auvidis, collection « Ethnie » (B 6145) avec le concours de l'Institut kurde de Paris.

1 CD Ocora 5811991 distribué par Harmonia Mundi.

Bonga

Paz en Angola

La paix en Angola est à peine conclue : voilà bien longtemps que Bonga, le plus marquant de la musique moderne de l'ancienne colonie portugaise, la souhaitait. Joueur de football de la très officielle équipe de Lisbonne, Benfica, dans les années 60, champion d'athlétisme, contraint par le salazarisme à l'exil politique, il reprend à Paris son nom africain, Bonga, devient leader et vocaliste du groupe Bataki, un groupe à la croisée des musiques africaines et lusophones. Bonga est un musicien novateur, un chanteur original, par le timbre grave et rocailleux de sa voix, sa nonchalance, son sens du rythme et des mots à vif.

Bonga a enregistré ses quatre derniers disques à Paris. *Sentimento*, publié en 1985 chez Chant du monde, montrait un homme fatigué par la guerre, les galères, l'exil et les politiques partisans qui bloquaient les situations. Depuis, à la faveur de la détente, Bonga s'est rapproché de son pays et est reparti à Lisbonne, où cet album a été enregistré en 1988 et 1989. Un label américain, du Massachusetts, Rounder Records, a heureusement croisé son chemin, pour, par ces voies détournées, en faire profiter le public français. Bonga y retrouve sa poigne en douze titres, sur un rythme mêlé de merengue, de fado et de soukous, et les mots pour le dire : les blessures de la guerre, les acacias coupés par les balles, les files d'attente dans l'Angola socialiste et persécuté, et puis, bien sûr, les douleurs de la vie au loin.

1 CD Rounder 5052 distribué par Media 7.

V. Mo.

Chanson

Actrices

Le coffret, sept CD, réalisé en prévision des cadeaux d'anniversaires, fêtes des mères, Noël, jour de l'an, le mode des intégrales ou presque se généralisant, le choix sera dur, s'est laissé résumer en quelques chansons dans un CD pour égoïste. Les deux s'appellent *Actrices*, portent la grille « *Elu par Elle* », l'hebdomadaire féminin qui a eu l'idée avec le producteur Philippe Leri-

chomme de réunir ces grandes dames que le plaisir de la chanson a détournées un instant du grand écran.

Le coffret donne droit bien sûr à quelques albums immémoriaux, parfois agrémentés de quelques rajouts : Catherine Deneuve, *Dira l'aveugle de l'aveugle*, Charlotte Gainsbourg, *Leson Inest* ou Isabelle Adjani, *Pull marine*. Dans la série « gaisbourienne », un panache de Jane Birkin, de *Je t'aime moi non plus* à *Quoi*, vient confirmer ses droits de préséance sur celles qui firent de l'après-Jane, avec beaucoup de grâce et de majesté. L'empreinte de Gainsbourg sur cette « nouvelle » génération ne doit pas laisser oublier que d'autres avaient ouvert la brèche, par le hasard des films (Jeanne Moreau dans *Jules et Jim*) ou des goûts (Brigitte Bardot avec *La Madrague*). Des classiques qu'on ne se lasse jamais d'entendre.

Le CD simple étant le succédané du coffret, il ne possède pas les vertus théoriques d'exhaustivité d'une compilation qui ferait le tour de toutes les actrices chantantes. Certaines font donc cruellement défaut (Anna Karina), alors que Mireille Darc, très inégale, y tient bonne place. Le tout demeure un pur produit du chic français, comme le parfum ou les tailleurs Chanel.

1 coffret de 7 CD Philips 848 481.

1 CD Philips 848 485.

David Mc Neil

Ses dans ton coin

David Mc Neil a d'abord commencé dans la chanson française chez Saravoh, label brasseur d'air frais au début des années 70. Puis, après six albums solos, il se mit à composer, pour Montand d'abord (*Montand chante Mc Neil* en 1981), pour Julien Clerc ensuite (*Melissa, Hélène*) ou avec Alain Souchon (*Casablanca*), que l'on retrouve en duo avec *Ses dans ton coin*, titre phare de ce retour aux studios après une aussi longue absence.

Fils d'un juif russe et d'une Anglaise en rupture de ban, né à New-York, élevé à Saint-Paul-de-Vence, David Mc Neil a lu Kerouac. Et les longues routes sont nostalgiques. « Des types s'accrochent à la vie, d'autres sautent par les fenêtres, disant qu'ils n'avaient pas envie de naître. » Sur fond de guitares et de notes déposées comme la rosée sur l'herbe, Mc Neil crée une atmosphère profonde (*Transistors*), tend des filets subtils dans lesquels il se prend à son tour. Piégé dans un marais où le sempiternel mystère féminin s'englobe dans le lieu commun (« *Julies passantes de Pissy, Je me demande souvent si, Dans le plaisir qu'on dit charnel, Vous parlez aux tailleurs Chanel* ») Le charme de la voix grave, l'originalité du musicien en puissance, le voyageur (*Le Roi qui s'insolence des gens de haute taille*), lui déclare Robert Doisneau qui lui a prêté le dos de treize de ses photos pour y imprimer les textes des chansons se retrouve dans la peau du jeune homme bien peigné. Et c'est dommage.

1 CD Virgin 30855 PM527.

V. Mo.

James Brown, stratège

DANS les lycées français, au début des années 70, une petite minorité d'élèves faisait l'objet d'un mépris universel. Au lieu des chemises indiennes, ils avaient choisi le pull serré à col en V, les mocassins plutôt que les pataugas. On les appelait les minets. Et ils préféraient James Brown au Pink Floyd. On le sait maintenant, ils avaient raison.

Pour les anciens minets, pour ceux dont le chemin de Dames est passé par une discothèque où l'on jouait *Get Up (I Feel Like Being a Sex Machine)*, pour les enfants qui écoutent des disques de rap fabriqués à partir de vrais morceaux de musique de James Brown, voici une compilation de quatre CD - cinq heures de musique donc, - la seule de ce genre que l'on peut écouter deux fois d'affilée.

James Brown a commencé à enregistrer au début des années 50 avant d'avoir vingt ans (il est né en 1933, à moins qu'il ait été moins précoce certaines sources le font naître en 1928). Très vite il s'est fait un petit nom, entre ceux des fondateurs du *rhythm'n'blues* : Clyde McPhatter et Joe Turner. Jusqu'en 1964, il se spécialise dans le gospel profane, implorant avec une autorité sans égal. Quand James Brown supplie *Try Me*, c'est avec l'autorité de droit divin du prêcheur face à ses paroissiennes en transe. Le doute, l'angoisse d'Otis Redding, la séduction de Sam Cooke sont étrangères à son univers. Cette autorité naturelle, on la retrouve aussi dans les titres rapides expédiés comme des combats de boxe où le seul but recherché est le KO. En 1964, alors que Brown enregistre depuis huit ans pour King, un label indépendant dont il est la seule vedette (pas d'écure, donc pas de son comme chez Motown ou



CLAUDE GASSIAN

de la tension

Atlantic/Stax), il découvre une formule magique. On ne se lassera pas de réécouter la transition à la fois brutale et inévitable entre le *rhythm'n'blues* presque (tout est dans le presque) classique de *Out of Sight* (enregistré en mai 1964) et *Papa's Got a Brand New Bag* (février 1965) : l'économie du son a changé, les espèces se creusent, les tensions entre éléments (voix/rythmique, cuivres/guitares) se démultiplient jusqu'à arriver au *groove* idéal, cet état de grâce entre répétition et changement, fait pour la danse et la transe.

A partir de *Papa's*, le chemin s'ouvre tout seul : *Mother Popcorn*, *Sex Machine*, la naissance du funk, l'extrémisme de certains morceaux sans changement d'accords, toujours le même gratouillis de guitare, hypnotique, avec des arrangements de cuivres d'une douceur terrible. On trouvera dans le livret (en anglais) qui accompagne cette compilation tous les renseignements nécessaires sur les extraordinaires musiciens qui ont accompagné James Brown depuis trente-cinq ans. On apprendra avec intérêt que Kenny Burrell (qui depuis s'est tourné vers le style jazz) joue de la guitare sur *It's a Man's Man's Man's World*, la dernière (et sans doute la plus belle) des grandes ballades de James Brown. On verra le jeune William Bootsy Collins faire ses classes en jouant de la basse sur *Sex Machine*. Sans parler de Maceo Parker, le ténor exquis, de tous les batteurs que Brown mettait à l'amende quand ils rataient un *break*, sans refaire l'histoire de trente ans de *rhythm'n'blues*, puisqu'elle est là, à écouter et à danser.

THOMAS SOTINEL

★ James Brown : Star Time, 4 CD, Polydor 849 108-2.

مكتبة النجف

AVIGNON 91

LE CAVALIER NOIR nomade

tionne de la même façon. On entend le chant, on ne comprend pas les paroles, on ne connaît pas le livret, tout passe par le chant, par la voix. C'est physique, comme les chevaux. En revanche, à cheval, on ne peut rien faire avec un texte. J'essaie depuis dix ans sans y parvenir : c'est le sens des mots qui provoque l'émotion. Avec le chant, dans un espace si vaste et toute cette poussière, on n'est pas non plus complètement libre. Mais les Géorgiens ont l'habitude de se produire n'importe où, en plein air comme dans des bistrotis enfumés...

— Pourquoi cette obsession du nomadisme ?

— Je me le suis souvent demandé, je n'en sais rien. Je ne me suis pas amusé à regarder mon arbre généalogique, mais j'ai sûrement hérité de quelque chose comme ça. En tout cas, ça ne s'explique pas par mon éducation. Mes parents n'ont rien de commun avec le cheval. Je ne les ai pas vus pendant sept ou huit ans, parce que quand j'ai commencé, vers 1975, je voulais renier ma vie précédente. Je voulais tout simplement l'aventure. C'est l'aventure qui m'intéresse, pas le monde du spectacle. Si je ne faisais pas Zingaro, je ne serais ni comédien ni metteur en scène. Le désir de quitter un univers et de s'enfoncer totalement dans un autre est notre point commun à nous tous ici.

» Par exemple, l'histoire de vivre en caravane. Je n'envisage pas d'habiter un appartement, loin des chevaux. A la campagne, les écuries sont sous la cuisine, parce que si un cheval est malade, s'il toussé, on l'entend, on se lève, on va le soigner. Laisser les chevaux seuls, avec juste un gardien, est impensable. Nous vivons en permanence avec eux. Et vous vous rendez compte de la complication pour les tournées si nous n'avions pas notre organisation ?

» Un autre avantage : nous étalons notre vie. Nous trébuchons avec nous l'odeur du cheval. J'aime bien, ça provoque des rencontres, des vraies. Parfois, les gens gueulent, mais à Aubervilliers, où nous sommes basés, habitent beaucoup de beurs, et nous avons découvert une communauté géorgienne... Potévoir vivre une différence, s'apercevoir que l'on a tous des

ancêtres kabyles, touaregs, russes, ce n'est pas seulement un fantasme exotique...

— Il y a eu un film sur Zingaro, un second va être tourné, pourquoi ?

— Tout simplement pour fixer. Nos spectacles ne peuvent jamais être reproduits, même par nous, parce que les chevaux changent, et les gens, et donc les rapports entre eux, qui font le spectacle. Comme chez Jérôme Deschamps. Quand il sera mort, ce qu'il a fait n'existera plus. Personne ne pourra jouer du Jérôme Deschamps. A partir de quoi pourrait-on ? De quelques borborygmes ? Justement, le théâtre devrait être formé d'instantané. Quand je vois les gros montages, avec une star, un décorateur à la mode, un auteur politiquement intéressant, je me dis que le produit peut être beau, il est de toute façon mort-né. Et plus la vidéo va s'affiner, plus le public va refuser le supertruc pour cinq mille personnes où il faut des jumelles pour apercevoir les acteurs. Il va avoir besoin et envie de spectacles qui le surprennent. Si Molière vivait aujourd'hui, il serait plus proche de nous que de ses mises en scène à la Comédie-Française. Je suis peut-être un peu excessif, mais c'est une réponse au théâtre noir sur blanc.

» Mes grandes émotions au théâtre, je les ai éprouvées avec *Orlando Furioso*, même si les chevaux étaient en bois et se déplaçaient sur roulettes, avec *L'Age d'or* chez Ariane Mnouchkine : pas de décor, l'espace cassé, un sol vallonné, on se déplaçait, et le texte était mis au point juste pour cette forme de spectacle. On disait « création collective », c'était comme nous avec nos chevaux. Chaque acteur jouait avec son personnage masqué.

» Quand nous avons commencé, nous avons travaillé avec d'autres animaux. Nous nous sommes posés la question il y a quatre ans : se concentrer sur le spectacle équestre enferme évidemment dans un univers, mais en même temps donne un but, oblige à un entraînement de tous les jours, comme la barre pour les danseurs ; et ça, c'est important. Mais nous avons besoin de vivre autre chose, nous avons un projet de long-métrage à nous. Et moi, personnellement, je vais faire à Chaillot un spectacle avec Pina Bausch. Elle, moi et quatre chevaux.

Propos recueillis par
COLETTE GODARD



L'HOMME DE LA RUE de l'aleph

» Ces multiples efforts d'insertion ne seraient rien sans l'immense travail préalable de réconciliation des stagiaires avec eux-mêmes et leur environnement. A cette fin, le franco-tunisien du théâtre a choisi de mettre la barre très haut. S'il écrit d'ordinaire ses pièces en partant de longs entretiens avec chacun de ces stagiaires, il a voulu cette fois partir de sa propre écriture, qu'il a adaptée au fur et à mesure des souhaits exprimés par les uns et les autres. Ainsi, plusieurs personnages n'ont trouvé leur nom qu'au moment de l'élaboration du spectacle : Malika, qui avait tant arpenté la ceinture des grandes villes, est devenue Banlieus de l'aleph ; Farid, qui, lors des répétitions d'une partie chantée du spectacle, avait dit Gatti, « une façon imprévisible de chanter Moïse et Aaron, de Schoenberg, avec un fort accent arabe », est devenu Voyelles en suspens. De Messie de synthèse en Seigneur grise du prompt secours, de Mont-Sinaï en Curé de la Cour des papes, l'énoncé des personnages de *Ces empereurs aux ombrelles trouées* ressemble déjà à l'aventure héroïque et poétique que devrait être le spectacle.

Pour ces jeunes gens de cultures différentes et, bien sûr, de confessions diverses, le stage aura été l'occasion de s'interroger très soigneusement sur les croyances religieuses et les chocs qui se produisent entre elles, aussi bien dans les cités que dans la pièce de Gatti. « Une clé, comme le dit l'un d'eux, pour mieux comprendre l'histoire ancienne ou plus récente. Tu savais, toi, que la dernière guerre mondiale était une guerre de religions ? »

Tous auront appris également quelques secrets de théâtre, quelques secrets du monde. Dans leur complexité. Comme cette parabole, lancée par Armand Gatti : « L'animal de la Création le plus cruel est la colombe. Elle tue sans raison. Elle casse la tête de ses proches à coups de bec. C'est elle que l'homme a choisi pour symboliser la paix. L'animal le plus chevaleresque qui soit est le loup. C'est pour cela que l'homme l'extermine. »

OLIVIER SCHMITT

» Coproduction des ministères de la culture, de la justice et de la ville, des collectivités locales du Vaucluse, soutenue par la mission locale de la délégation régionale à la formation professionnelle, la direction du travail et de l'emploi du comité de probation et d'assistance aux détenus d'Avignon et par l'ANPE.

» Les éditions Verdier ont publié le 20 juin dernier sous couvert trois volumes d'environ 4 100 pages qui rassemblent pour la première fois l'intégrale des œuvres écrites par Armand Gatti et qui étaient jusque-là dispersées ou même introuvables. Offre de lancement (jusqu'au 31 novembre 1991) : 830 F. Au-delà : 950 F.



On a souvent décrit la « méthode Gatti » qui vise à réconcilier des jeunes femmes et des jeunes hommes, considérés comme marginaux, avec eux-mêmes d'abord et avec leur environnement. Elle commence par de longues séances de travail sur la personnalité de chacun des stagiaires autour d'une question simple : « Qui je suis ? » dont la réponse doit être rédigée avant d'être lue devant le groupe. Puis vient une seconde question : « A qui je m'adresse ? » à laquelle il faut répondre selon la même règle. La forme définitive de ces réponses est d'ordinaire filmée et projetée sur écrans vidéo pendant les spectacles. Pour l'expérience d'Avignon, elle fait l'objet d'un film collectif qui sera présenté dans le cadre d'une exposition intitulée « Traces du voyage » à la MJC Croix des oiseaux. Armand Gatti se refuse d'ordinaire à la publication de ces « Qui je suis ? » afin de protéger l'intimité de ses stagiaires. Il fait aujourd'hui une exception à cette loi non écrite à la condition que soit préservé l'anonymat des réponses. Voici donc quelques extraits du « Qui je suis » collectif des stagiaires d'Avignon.

Elle. — La défaite, c'est avec l'école qu'elle commence. Moi, j'ai arrêté en troisième. Sans formation. Alors, les petits boulots...

» Je n'ai passé qu'un mois en prison. Mais ça m'a semblé une éternité. D'accord, je délaissais. J'avais

» Il y a toujours des cogneurs et des cognés, des vainqueurs et des vaincus, des rapides et des lents. Moi, je suis lent. Pour tout. A l'école on disait déjà : celui-là il comprend vite mais il faut lui expliquer longtemps. C'est peut-être pour ça que j'ai beaucoup fumé. La lenteur n'était plus un problème. Je me trouvais plus intelligent. Aux Indes, c'était encore la lenteur que je cherchais. Dans l'opium. Mais au retour, les vingt grammes de cannabis que j'avais dans mon sac m'ont conduit chez les flics. Tribunal. Jugement. Un an avec sursis. Je m'en suis bien tiré.

» Je n'ai plus d'idées. C'est le vide. Le doute. Est-ce que je suis devenu trop vieux pour avoir encore des projets ?

— Elle. — J'ai attendu quinze ans pour faire ma première crise d'anorexie.

» La pauvreté, la drogue, les flics, les échecs scolaires : pour que le catalogue soit complet, j'y ajoute la psychiatrie et les pilules en tout genre. J'en ai vu des psychiatres. Des hôpitaux. La dernière fois, j'y suis allée volontairement. En me disant que c'était un moyen de repartir à zéro. Mais la maladie était bien là. J'y suis restée neuf mois. C'est après que je suis partie en Ardèche. Animatrice dans un centre de loisirs pour enfants. Ce sont eux qui m'ont le plus aidée.

Et pourtant ils parlent

besoin d'argent. Mais je n'ai jamais vendu de la drogue à des gosses comme les flics le disséminent. En fait, ils voulaient que je leur donne des noms. Mais je ne connaissais personne. Je ne savais rien. Tu seras libre d'ici demain, disait mon avocat. Tu parles ! Quand le juge a parlé, la seule chose que j'ai comprise c'est que j'étais bonne pour la maison d'arrêt. Un mois de calvaire.

» Si je suis encore vivante, c'est à cause d'un enfant, mon fils.

» Même quand on est obligé c'est pas facile d'avorter. C'était à cause de la maladie. Cette maladie que je ne veux pas nommer ici. Le docteur m'a dit : trop dangereux pour l'enfant. Une chance sur deux qu'il l'ait aussi. Moi, je ne voulais pas... Mais il a insisté. Alors je me suis laissée faire. Je croyais qu'une nouvelle vie allait commencer, c'était une vie qui finissait. Heureusement, il me reste mon fils.

Lui. — Moi, je suis allé jusqu'au bac. Que j'ai raté. Mais je suis recordman des stages en tout genre : photographie, photographie, radiologie, cuisine, même le mariage à grande échelle lorsque j'ai monté une entreprise. Mais chaque fois, ça a été l'échec. Le manque de passion. Au bout de six mois, la motivation disparaît. Pourquoi continuer ?

Elle. — A neuf ans, j'ai décidé de devenir un garçon. Un garçon pas très beau, mais un garçon quand même.

» Si je voulais devenir un garçon, c'était pour ça. Parce que je voyais bien que les hommes avaient la force, le pouvoir. Et les femmes ne faisaient qu'obéir.

» Dormir dans le métro, des gares, des caves. Toujours partir sac au dos sans savoir où l'on va. J'ai passé une partie de ma vie à la recherche de mon double, ma sœur jumelle. Et de l'avoir retrouvée, ma vie me paraît plus légère. Pour combien de temps ?

» En saurons-nous un peu plus à la fin de cette aventure ?

Nous sommes des volatiles d'un genre assez connu Mais pour une fois réunis Pour devenir personnages d'une aventure.

Oiseaux chanteurs Oiseaux joueurs Oiseaux à bâtons cherchant à écrire le nom de Dieu.

A transformer nos défaites en quelque chose que nous ne connaissons pas encore.

FORSYTHE/WILLIAMS

Temps partagés

William Forsythe est un Américain pas commode qui travaille à Francfort, a conclu un accord avec le Châtelet pour venir chaque année présenter ses créations, a créé un style défini comme du « Balanchine hard », et compose ses ballets avec un musicien, américain également, Thom Williams. Un duo virulent, subversif, qui, avec les Ballets de Francfort, arrive à la Cour d'honneur.

« C'est la première fois que vous donnez des ballets en plein air. Connaissant l'importance, chez vous, des jeux sophistiqués de lumière et souvent de rideaux, cela vous pose-t-il quelques problèmes ? »

WILLIAM FORSYTHE. — Non, car nous avons choisi des ballets qui peuvent aisément être adaptés au plein air. Les gens ne verront pas le même spectacle qu'au théâtre, bien sûr.

THOM WILLIAMS. — Ce sera une organisation différente des ballets. Pour moi, aucun problème, il y aura simplement beaucoup plus de haut-parleurs que dans une salle.

— A l'aube de l'humanité, qui fut la première, la musique ou la danse ?

W. F. et T. W. (en chœur). — Les poules ! (rires) qui chantaient et dansaient en même temps. Ensuite il y a eu les œufs...

— Pourquoi la danse ne peut-elle, sauf rares exceptions, se passer de musique ?

W. F. — La danse est une forme de musique...

— Justement.

W. F. — J'aime danser en musique, c'est un paramètre. Mais j'ai fait un ballet, en 1976, qui durait quarante minutes sans musique.

— Une exception dans votre œuvre, je le répète, comme *Mores* chez Robbins...

T. W. — La musique donne envie de bouger.

W. F. — J'aime la présence de la musique ! Elle établit un discours, elle structure le temps, elle est invisible et présente, c'est elle qui donne son impact à la danse. Mais c'est une question trop importante pour y répondre si vite, elle demande mûre réflexion.

— Vous souvenez-vous de votre première rencontre avec Thom ?

W. F. — C'était aux Pays-Bas, je faisais un ballet avec le Nederlands Dans Theater. Thom est venu vers moi et m'a demandé d'écouter sa musique...

T. W. — Erreur impardonnable ! (rires)

W. F. — Je me suis endormi...

T. W. — Comme toujours !

T. W. — Il m'a joué le même son pendant quatre heures — le genre de musique qui laisse du temps pour élaborer des idées — avec, tout de même, quelques développements et manipulations techniques pas trop compliqués. Il a trouvé bien que je m'endorme sans m'en excuser, et moi j'ai pensé tout de suite que sa musique conviendrait très bien à mes ballets.

— Et vous, Thom, qu'est-ce qui vous a poussé vers Forsythe ?

T. W. — J'avais vu quelques-uns de ses ballets, et il était clair pour moi que sa façon de penser, de structurer le temps et l'espace répondait à mes conceptions. Cette rencontre, en 1983, a abouti à notre premier ballet ensemble, *LDC*, en 1985.

— Depuis, combien de ballets avez-vous faits ensemble ?

T. W. — Vingt-deux ou vingt-trois, dont certains ont disparu car ils étaient créés pour une occasion exceptionnelle, dans des galeries de Francfort ou d'Italie par exemple : *Comment reconnaître l'art grec*, le *Corbeau* et le *Renard*...

— Au bout de six ans et vingt-deux ballets, la musique de Thom est toujours aussi stimulante pour vous ?

T. W. — Oui ! Oui !

W. F. — Oui. Je me considère comme privilégié de travailler avec lui, c'est quelqu'un qui comprend ce que je fais, avec qui j'évoque, je grandis.



Le chorégraphe William Forsythe et le compositeur Thom Williams, duo subversif.

T. W. — Moi aussi. Composer pour le même chorégraphe excite l'imagination : je ne peux pas lui proposer vingt fois la même chose. Ce n'est pas un mariage, c'est une relation de travail.

— Comment se passe votre collaboration ? Qui commence ?

W. F. — Au bout de tant d'années, il ne s'agit plus de commencement, nous continuons quelque chose, c'est ce qui rend notre collaboration difficile à expliquer. Un pas en avant, un pas en arrière, un pas de côté, nous n'avons pas toujours dans la même direction. Thom a toujours eu un grand intérêt pour l'architecture et a suscité le mien : nos relations de travail dépassent le cadre d'une œuvre spécifique.

— Pouvez-vous tout de même décrire, schématiquement, la genèse d'un ballet ?

W. F. — Notre travail a déjà une histoire : la dernière pièce était comme ceci, nous voulons faire autre chose. Nous discutons de l'atmosphère de la nouvelle pièce, du type de musique qui m'intéresse pour ma chorégraphie ; cela aboutit à une thématique, mais générale, ouverte.

T. W. — Je produis alors des bandes préliminaires, des sortes d'esquisses, qui peuvent proposer un ou plusieurs tempos, des climats, des situations de sons, des types de rythme. Mais ça va changer...

W. F. — Quand ces bandes sont faites, je commence à modifier, à partir d'elles, mon propre travail, qui a commencé avec les danseurs. Dans une seconde étape, je vais dans le studio de Thom, nous écoutons, nous discutons, Thom réagit et suggère des combinaisons entre ces bandes préliminaires ; c'est un échange constant.

— Quand y a-t-il une bande définitive ?

T. W. — Jamais ! Il y a des pièces qu'on croit finies et qu'on reprend. Par exemple *Limb's Theorem* : c'était trop difficile pour les danseurs, j'ai dit : pas de problème ! Maintenant, c'est très bien.

— Les danseurs ont souvent été éduqués avec de la musique classique : comment entrent-ils dans la vôtre ?

T. W. — Très facilement, parce qu'ils ont aussi grandi avec la pop music.

— Prenons les trois ballets qui sont présentés à Avignon : quel a été leur point de départ sonore ?

T. W. — Le premier jour de mon travail sur *In the Middle, Somewhat Elevated*, je me trouvais sur un quai de métro, à Paris, regardant la télévision « Tube » : il y avait un rythme continu, tch, tch, tch, et je me suis dit :

« Ah ! c'est remarquable, je vais faire un rythme continu... » A partir d'une voix humaine, la mienne. Merci Paris ! *Die Befragung des Robert Scott* est un développement de *LDC*, ma pièce à partir d'un seul son. Pour *Enemy in the Figure*, je me suis inspiré de l'architecture, et notamment de l'œuvre de Jean Nouvel.

— Travaillez-vous pour d'autres chorégraphes ?

T. W. — Billy m'a donné toutes les chances de travailler pour le théâtre, j'estime qu'il doit être prioritaire. S'il me restait du temps pour d'autres, je serais d'accord, mais...

W. F. — ... Je me débrouille pour qu'il ne lui reste pas de temps pour les autres, qui sont nombreux à le solliciter. Nous établissons notre planning au motus un an à l'avance, c'est indispensable.

— Que préparez-vous en ce moment ?

W. F. — Pour octobre, à Francfort, un programme réunissant des pièces pour un piano (*The Vile Parody of Address*), pour deux pianos (*Agon*, dans la transcription de Stravinsky lui-même et la chorégraphie de Balanchine) et pour trois pianos, musique de Thom, jouée en direct par des danseurs.

— Dans *The Vile Parody of Address*, que vous avez récemment présenté à Paris, vous utilisez le *Clavecin bien tempéré* de Bach. Pourquoi subitement une musique ancienne ?

T. W. — C'est moi qui en ai donné l'idée à Billy. Je trouvais que c'était important pour les danseurs, pour le répertoire.

— Que ressentez-vous lorsque vous voyez les ballets de Billy sur votre musique ?

T. W. — Je suis à la fois étonné et heureux.

W. F. — Thom est très critique, il me dit : « Ici, tu peux faire mieux », et je l'écoute. Qui connaît le ballet mieux que lui ?

— Votre collaboration est partie pour longtemps ?

W. F. et T. W. (en chœur). — Nous ne savons pas.

— Pour votre prochaine saison au Châtelet, en février 1992, vous repreniez *The Second Detail*, donné deux soirs seulement en juin, et vous présentez à Paris *The Loss of Small Detail*, créé par le Ballet du Canada ?

W. F. et T. W. (gestes des mains dans tous les sens). — Oh ! on verra ! Ce sera un nouveau bricolage.

Propos recueillis par SYLVIE DE NUSSAC



KALYI JAG
Musique des Tsiganes Hongrois
LE SOUPER
Jean-Claude Brisville/Jean-Pierre Miquel
LA NUIT VENITIENNE
Mussat/Léonidas Strapatsakis
GAUDEAMUS
Sergueï Kalédine/Lev Dodine
APERGHIS
ROBERTO ZUCCO
Bernard-Marie Koltès/Bruno Boëtiglin
LE GRAND BAIN
Thierry Vincent
BOUJENAH/ELLE ET MOI
LE TEMPS ET LA CHAMBRE
Borho Strauss/Patrice Chéreau
MYSTIFICATION
Diderot/Jacques Weber
LA CONTREBASSE
Patrick Süskind/Philippe Ferran
VOLTAIRE/ROUSSEAU
Jean-François Prévand
BALLET FRANKFURT/WILLIAM FORSYTHE
LA PASSION SELON G. H.
Clarice Lispector/Alain Nédard
RECITS D'UN JEUNE MEDECIN
Mikhail Boulgakov/Etienne Pommeret
L'ECOLE DES FEMMES
Molière/Jean-Luc Boutté
ARTHUR H.
QUATRE HEURES A CHATILA
Jean Genet/Alain Milanti
MARILYN MONTREUIL
Jérôme Savary/John Burnet/Diane Tell
LA CARESSE
Philippe Faure
LYON OPERA BALLET/ANGELIN PRELJOCAJ
Romeo et Juliette

CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL NICE COTE D'AZUR
Direction Jacques Weber / 93 13 90 90

THEATRE DE RUNGIS.

Saison 91-92

T. Williams
Eté et fumée
Gilles Gleizes

Llomas
Sextuor Banquet
Max Dénès

Hornath
Don Juan revient de guerre
S. Braunschweig

Marivaux
La seconde surprise de l'amour
Gilles Bouillon

Olivier Py
Gaspacho un chien mort

Boulgakov
Les récits d'un jeune médecin
Etienne Pommeret

Racine
Bérénice
Christian Rist

DANSE

Appassionata
Harv Robbe

Stravinski
Noces
Angelin Preljocaj

45 60 54 33

مكتبة الأمان

AVIGNON 91

SAPORTA/BAGOUET/DIVERRÈS

Dans le miroir des mots



Chorégraphies de Catherine Diverres (en haut) Karine Saporta (en bas) Dominique Bagouet (ci-dessus)

« En 1991, je ne pensais pas qu'un certain théâtre, en France, était devenu aussi réactionnaire. Balayés les Peter Brook et les Tadeusz Kantor! Seul le texte doit faire sens. Ma manière de travailler a déclenché un violent tir de barrage, et pourtant cette collaboration avec la Comédie de Caen, je l'avais souhaitée, afin de rassembler les forces créatrices de la région autour d'un même projet... Michel Dubois n'a eu de cesse que de critiquer ce que je demandais à ses acteurs, comme si j'allais les déformer à jamais, comme si la prise de conscience de leur corps constituait le risque majeur! A titre d'exemple : j'ai élaboré le spectacle avec une bande sur laquelle étaient enregistrés le chant mais aussi les voix des acteurs, simplement, sans aucune émotion : il s'agissait pour eux, débarrassés temporairement du problème du texte, de prendre librement la mesure du temps, de la chronologie, de l'espace, et ainsi d'acquiescer un terrain commun avec mes danseurs.

« J'ai tout entendu! Les acteurs ont dit qu'ils ne voulaient plus « gesticuler », pour reprendre leur leit-motiv : je me sentais insultée, moi, qui donne ma vie depuis l'âge de cinq ans pour trouver une manière de tourner la tête, d'abaisser une main. « Ce qui n'est rien pour vous est tout pour moi » : voilà ce que je leur répondais!

« Le théâtre, en s'institutionnalisant, a perdu la magie de la relation existentielle qu'il doit unir un créateur à ses interprètes. Les comédiens ont un statut social, ils sont mariés, ils ont des enfants. Quand je laisse les micros HF branchés, j'entends qu'ils parlent de la voiture qu'ils vont acheter, etc. Les danseurs sont des saltimbanques. Je me sentais trahie, noire, parmi tous ces gens organisés, parfaitement « clean », qui nous mettaient sous le nez une chaussette que, nous, nous avions laissée traîner par mégarde! Il leur est intolérable que moi, chorégraphe, je m'attaque à un grand texte du répertoire, considéré comme une chasse gardée. Michel Dubois — qui, je le rappelle, a mis en scène l'épilogue — dit qu'il n'aura jamais le temps de monter la Tempête car, à l'inverse de moi, il ne saurait s'autoriser d'omettre une seule ligne de la pièce! Tous ces interdits ont conduit le théâtre dans un entonnoir. L'exclusion du physique est pour moi effrayante, c'est l'exclusion du féminin, de la faille.

« Si le théâtre est le lieu où l'on joue la comédie, je l'abhorre. Quand on est enfant, on joue la comédie pour obtenir une faveur, une récompense. Ce n'est plus tolérable quand on est adulte. J'ai sur la question une attitude presque morale : je n'aime pas qu'on triche. Toutefois, il existe un théâtre qui privilégie la présence, l'être, la conscience de soi, alors la différence qu'il entretient avec la danse devient enrichissante : j'ai été très impressionnée de voir Niels Arastup diriger les comédiens dans son école. Avec lui, je pourrais m'entendre.

« Dans la Tempête, j'ai pris des textes dans chaque scène, et conservé la chronologie. Le texte fonctionne comme des insertions du champ théâtral au milieu des voix et de la danse. J'ai construit un opéra dans lequel les éléments jouent un rôle primordial : il pleut, il neige, il gèle, il y a des nuits et des aubes à l'Edgar Poe, des fantômes dans des champs de blé... L'épilogue de Michel Dubois, inspiré du texte, magnifique, de Kleist sur les automates, est en quelque sorte le meurtre de tout ce que je montre avant.

« Dans la Poudre des anges, ma dernière chorégraphie, les personnages sont très individualisés. Ils représentent chacun un type d'homme et de femme. Cette

fois-ci, j'ai voulu que six danseuses incarnent Miranda, choisissant de mettre l'accent sur le rôle féminin, tandis que Peter Greenaway a bâti son film autour du personnage masculin de Prospero. Cette idée d'opéra est née de ma rencontre avec le musicien Michael Nyman sur le tournage du metteur en scène britannique.

« Il y a un hiatus entre la danse et le théâtre. La manière dont nous représentons les corps nous apparaît davantage au cinéma ou à la peinture. Je ne saurais concevoir la danse sans costumes, car le corps dans nos fantasmes est rarement nu, et les rituels dans lesquels je le mets en scène s'enrichissent des signes vestimentaires.

« La photographie que créent les artistes plasticiens n'a rien à voir avec celle des photographes, le texte utilisé par le chorégraphe n'a rien de commun avec celui du théâtre. Il est proche des narrations surréalistes, des techniques des romanciers américains, comme William Burroughs. Le texte exprime seulement le désir qu'à la danse, de temps à autre, de sortir du muet. »

LES MOTS ET LES GESTES DE DOMINIQUE BAGOUET

Directeur du Centre chorégraphique national de Languedoc-Roussillon, à Montpellier, depuis 1983. Il crée, à la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon, une pièce nommée *Necessito*, programmée dans la deuxième partie d'une soirée consacrée à Grenade, qui débute par un opéra andalou. Sont convoqués l'Espagne, les fontaines de l'Alhambra et le talent de contour de Boabdil, dernier sultan arabo-andalou qui préféra céder sa ville aux catholiques plutôt que de la voir piller. « Une attitude humaniste qui ne se vérifie plus guère aujourd'hui », constate Dominique Bagouet, évoquant des guerres plus récentes.

« Mes grands choix artistiques et émotionnels sont liés au théâtre. Ils viennent du mot : peut-être parce que je porte sur la danse un regard trop professionnel. Dans l'œuvre, de Tchekhov, Claude Régy développe un rapport à l'espace et au temps qui possède les subtilités d'une chorégraphie très élaborée. Moi-même dans mon travail, j'entretiens une relation étroite avec le metteur en scène Alain Neddam. J'ai besoin de son regard. Il est à mes côtés depuis déjà quatre créations.

« Mes personnages ont des contours de plus en plus précis : dans *Necessito*, par exemple, il y a un roi catholique qui doute, un archétype de touriste, un émir qui rêve et qui pleure, une infante et son cauchemar... En revanche, les costumes sont le plus neutres possible j'ai voulu qu'on les oublie : c'est toujours la chorégraphie qui doit définir les personnages. Il en va de même pour le décor : il consiste en un simple sol dans lequel sont incrustées quelques traces de mosaïques.

« Je n'utilise pas de texte dans *Necessito*, mais de la musique arabo-andalouse, le rock de Gas Gas Gas, et le bruit des jets d'eau des fontaines de l'Alhambra. Quand j'utilise des textes, ceux d'Emmanuel Bove ou ceux de Jim Morrison, je les choisis pour leur poésie, leur musicalité, l'émotion forte qu'ils suscitent. Ils remplacent la musique. J'aime sur le texte aborder la pantomime : ce genre m'excite car il est — ô combien! — l'un des grands interdits de la danse contemporaine. Le burlesque, la pantomime permettent de porter un regard candide sur la réalité du monde... Je ne suis ni spécialiste de l'Espagne, ni du Moyen-Orient. Je reviens à ma vision de touriste et l'aspect BD qu'elle donne à cette pièce. Le passé est beau, mais l'essentiel est de vivre maintenant, aujourd'hui.

« La relation au rythme change quand on passe du théâtre à la danse. Au théâtre, le sens est tout de suite donné avec le texte. La danse, dans un même temps, informe davantage, émet plusieurs sens qui la rendent moins évidente, moins saisissable, plus mystérieuse...

Je suis à peu près certain pourtant que je fais le même métier qu'un metteur en scène. J'en suis sûr quand je vois comment Klaus Michael Grüber dirige ses acteurs dans l'Affaire de la rue de Lourcine. Je ne comprends pas l'allemand, mais le corps fournit des émotions qui touchent davantage à notre inconscient. Le geste précède la parole, il est archaïque, mais il n'est pas antinomique avec le mot.

« La danse est en train de perdre son esprit corporatiste. Il fallait bien qu'elle s'ouvre aux autres disciplines! Ma confiance en elle reste immense. La danse est infinie, mais elle n'est pas le seul art à posséder ce pouvoir. »

LES MOTS CONTRE LES CORPS DE CATHERINE DIVERRÈS

Directrice de la compagnie MD, avec Bernardo Montet. Elle reprend une pièce de 1986, *L'Arbitre des élégances*. Josef Nadj et Alain Rigout qui, à l'époque, dansaient chez elle, se sont rendus libres pour reprendre leurs rôles. Cette œuvre, une des premières à utiliser des textes, ceux de Witkiewicz et de Heiner Müller, choqua un public qui depuis en a entendu d'autres!

« L'écriture des textes retient en priorité mon attention : la mélodie, le phrasé, un certain lyrisme. Il faut surtout que le texte ait été pensé par quelqu'un d'autre que moi. A l'inverse de Pina Bausch, qui aime les mots du quotidien, ceux de l'expérience personnelle vécue par ses danseurs, et avec Kazuo Ohno — la grande figure de la danse-théâtre — je ne recherche ni le réalisme ni la psychologie. Notre fonds commun est d'une banalité abominable : l'art n'existe que pour le transcender! L'essai d'être en rupture avec le monde tel qu'il est, tel que nous le percevons : je travaille en profondeur, à la racine de la danse, là où probablement elle a encore partie mêlée avec le théâtre.

« Quand le théâtre imite la vie, il ne me concerne pas, ses personnages encore moins. Je ne veux pas d'interprètes. Mes danseurs sont traversés par toutes les typologies, ils n'ont pas besoin de modèles. Ils portent le monde en eux. Il faut qu'ils trouvent suffisamment de fluidité et de détachement pour que leurs corps deviennent des médiums. Quelques textes aident à cette dépersonnalisation. Quand le corps se frotte vraiment au mot, il y a alors, parfois, la possibilité d'une création véritable, le surgissement de formes nouvelles.

« Les danseurs doivent avoir des costumes. Le colant est pour moi une pelure, un stéréotype. Je fais mienne cette phrase du théâtre No : « Le costume est la peau du cosmos! ». Il est un support pour atteindre l'impermanence des choses. Le théâtre, c'est-à-dire toute représentation d'un spectacle sur scène, doit être une épreuve formelle. Le théâtre, stricto sensu, en oubliant cette dimension plastique, s'est piégé tout seul. A l'exception de quelques metteurs en scène, tel Peter Brook qui est un sage. La simplicité de son œuvre l'ouvre sur l'infini.

« L'amour des formes passe forcément par l'indéterminé. Quand Willem De Kooning écrit que la ligne droite n'existe pas, ce postulat m'encourage dans ma recherche. Il est difficile d'avoir la volonté de ne pas s'accrocher à des formes définies, des effigies, des contours. Le monde occidental repose sur la peur du vide. L'Orient en fait la base de sa pensée, donc de son art.

« Je suis amoureuse de Joseph Beuys, de son art social. Dans la danse aujourd'hui, on aime trop le savoir-faire, les mécanismes théâtraux habilement employés. C'est cela qui me gêne chez William Forsythe : sa redoutable compréhension des choses, sa mise en ordre du monde. Comment faire entrer — sans tomber dans le réalisme — la misère, la révolte, le sordide de la société dans laquelle on vit et qu'on ne saurait évacuer? Comment garder la cruauté de la jeunesse, et pourtant se faire entendre? »

Propos recueillis par DOMINIQUE FRÉRET

C'est en 1967 que Maurice Béjart a fait entrer la danse au Festival. Depuis, elle s'est installée, sur un temps plus ou moins long, avec un grand spectacle à la Cour d'honneur plus des expériences, selon des formules diverses. Normal que la danse prenne sa place au « royaume du théâtre » puisqu'elle invente ses langages pour faire vivre des personnages, raconter des histoires. Puisqu'elle introduit dans la dramaturgie moderne la violence, la sensualité, le mystère de ses gestes, de ses silences.

LES HOMMES de théâtre, trop sûrs de leur pouvoir dans ce pays où la culture du corps est tenue pour négligeable, ont découvert avec stupeur que la danse, d'un coup sec, avait investi leur territoire. Mots, textes, costumes, scénographie savante, comédiens associés aux danseurs, aux chanteurs : les œuvres de danse ne s'appellent plus des ballets, mais des pièces chorégraphiques. Un changement d'appellation significatif.

Karine Saporta, Catherine Diverres, Dominique Bagouet, tous les trois, cet été, à Avignon, parlent des rapports de haine et d'amour qu'ils entretiennent avec le théâtre. Des opinions tranchées et divergentes. Mais il ne faut pas s'y tromper, ils expriment ici des points de vue de chorégraphes : avec eux, pas de doute possible, tout part du corps.

LES MOTS DE LA COLÈRE DE KARINE SAPORTA

Directrice du Centre chorégraphique national de Basse-Normandie, à Caen, depuis 1988. Elle présente à Avignon la *Princesse de Milan*, une création inspirée de la *Tempête*, de Shakespeare. Elle vient de vivre une collaboration houleuse avec la Comédie de Caen que dirige Michel Dubois depuis près de vingt ans. Pas triste ce qu'elle a sur le cœur et qu'elle porte sur la place publique, à Avignon, là où le théâtre est roi :

COMEDIE DE CAEN

La Comédie de Caen est présente au Festival d'Avignon avec La Princesse de Milan Saison 91/92

Deux créations : Anatole Schnitzler/Lazennec La Tempête/Shakespeare/Dubois Deux reprises : Dialogues d'exilés/Brecht/Dubois, Frin, Lazennec Les Vœux du Président/Mitterrand, Benoit/Benoit Dix-huit spectacles invités

Un cœur sous une soutane/Rimbaud/Bonneval, Moussay • Un tournoi • Combat de nègre et de chiens/Koltès/Delamotte • Le Songe d'une nuit d'été/Shakespeare/Dezoteux • Légèrement sanglant/Rabeux/Rabeux • Quincailleries/Gamblin/Babin • Les Enfants Tanner/Waller/Jouanneau • Le Maître de Go/Kawabata/Michel Bonquet/Lucer • Entre chien et loup/Hein/Savitsky • Sindbad le marin/Beretti/Barrat • Le Piège/Edou/Berace • Une des dernières soirées de carnaval/Goldoni/Penchenat • Chutes/Monron/Régy • L'Eglise/Gilino/Martelli • Greek/Berkoff/Lavelli • Fantasio, Les Caprices de Marianne/Musset/Vincent • Le Pain dur/Jaund/Jerin • Le Laboureur de Bohême/Von Saaz/Schäfer • Mars/Zoro/Jean-Quentin/Chetlain, Peyramas • Récit d'un jeune médecin/Boulashev/Pommeret • Renseignements : 31 95 65 60

La création c'est en Seine Saint-Denis

La Seine Saint-Denis en Avignon

10 au 26 juillet Cloître des Carmes

MC 93

Le cas Müller I. II. III. de Jourdeuil-Peyret

Seine Saint-Denis Conseil Général



CHRIS KUTSCHERA

L'imam Hussein joué par Hashem Fayaz.

Les larmes théâtrales du chiisme iranien

EXPRESSON aussi vigoureuse que profonde de l'islam persan, le tazyeh n'est pas sans similitudes avec les chansons de geste de l'Occident médiéval, et avec l'épopée théâtrale hindoue du Ramayana. Culture, foi, chagrins, rêves d'empire ou d'amour d'un peuple s'y traduisent par les vers, le chant, le costume, dans un environnement d'exaltation populaire comme l'Europe n'en connaît plus que lors de manifestations sportives. Les larmes bruyantes des footballeurs marseillais vaincus et de leurs admirateurs ont la même rude sincérité que celles des acteurs et des spectateurs iraniens à la représentation du massacre de Mahomet et de sa famille.

Tout est parti de l'assassinat en l'an 680 près de Kербela (Irak actuel) de l'imam Hussein, petit-fils du Prophète, considéré par les musulmans chiites (minoritaires) comme le chef légitime et unique – pape et empereur à la fois – de toute la communauté islamique. Les musulmans sunnites (majoritaires) dirigés alors par les califes omeyyades de Damas n'étaient pas de cet avis, d'où le drame de Kербela.

C'est pour commémorer cette tragédie, pour l'ancrer dans la conscience communautaire que le tazyeh est né, à la barbe des autorités «orthodoxes». Lorsque la Perse est devenue officiellement chiite (1) au seizième siècle, avec les chats sévères, le théâtre religieux a pu s'épanouir, se déchaîner même après des siècles de semi-clandestinité.

Depuis lors, les représentations ont lieu le matin, généralement en place publique, toujours gratuitement, à l'occasion de l'anniversaire du meurtre de Hussein et des siens mais aussi éventuellement de toute autre célébration de deuil historique (et l'islam chiite en est prodigue). On recense donc cent vingt thèmes principaux de tazyeh. Les personnages «mauvais» comme le général Chemr, bourreau de l'imam,

récitent, tandis que les «bons» chantent. Le texte peut être en vers de mirliton ou bien en persan classique. Et la plupart des acteurs sont des amateurs. Les rôles de femmes sont obligatoirement joués par des hommes voilés qui doivent toutefois «éviter les attitudes efféminées».

Contrairement à une légende politique très répandue en Occident, les Pahlavi n'ont pas interdit le tazyeh. Simplement, en 1932, ils ont pros crit les sanglantes blessures que s'infirgeaient publiquement certains musulmans trop passionnés, célébrant dans leur propre chair le désastre de Kербela. Furent également interdites à cette époque quelques scènes «dégénérées» jugées susceptibles, par les mollahs, de ridiculiser les croyances chiites.

Dès 1941, avec l'exil de Reza Chah Pahlavi, ces interdictions ont été contournées, car le nouveau chah, Mohamed Reza, ferma les yeux, et son règne se termina même par des représentations très officielles de tazyeh. «Dès 1966, la télévision nationale donna des extraits du théâtre chiite», nous rappelle le tazyologue Farokh Gaffary. Il ajoute : «Dès 1967, le Festival de Chiraz eut son tazyeh malgré les protestations de l'idéologue religieux antisémitique Ali Charati».

Le pli était pris, repris, et aucun des ayatollahs révolutionnaires ne chercha à contrarier l'enthousiasme populaire. Aujourd'hui, à Téhéran, un théâtre joue régulièrement des tazyehs et dans presque tout l'Iran existent des troupes plus ou moins «spontanées», remportant des succès constants.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

(1) Lire *L'Islam chiite*, de Yann Richard. Fayard 1991. 300 pages, 98 F.

Le Festival d'Avignon s'est engouffré dans la brèche de l'ouverture iranienne. Bardes ou musiciens savants, ils viennent prouver que la révolution islamique s'éloigne des hymnes populaires pour se rapprocher de ses poètes et de ses bardes. Retour espéré à l'identité persane.

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

L est minuit, vendredi soir. Sur le rond-point qui cerne l'arche futuriste construite en 1970 pour les fêtes de Persépolis, les voitures, cahossées, usées et retapées, s'enchevêtrent dans une joyeuse débâcle. Familles en retour de promenade, taxis klaxonneurs, femmes au volant, le Téhéran de Rafsadjani tourne pudiquement le dos à la rigueur. Les Gardiens de la Révolution ne régentent plus les tachadors, et l'annonce d'un déverrouillage des mœurs se profile à l'horizon de l'ouverture économique.

Plongés dans les délices de l'après-guerre, les Iraniens jouaient aujourd'hui pleinement de l'air du temps, n'étaient les méfians de l'inflation, qui les oblige à mettre les bouchées triples. L'esprit bouillonnant et jongleur, la connaissance spontanée des chemins du plaisir – parallèle au goût du martyre, du sang et du deuil – se ressource à la lueur de la détente, égarant au passage l'idée d'une insertion définitive dans le bloc arabe, mise en exergue par la révolution islamique comme antidote à l'Amérique et à l'Occident. Les Iraniens, se retournant sur eux-mêmes – se sont-ils jamais quittés ? – voudraient une fois de plus se sentir persans.

L'Iran possède le sens du caché, l'art du double, du multiple en un. Iran de deuil, Iran de pleurs. Le tachador, voile noir négateur d'identité individuelle, ôte siôt franchi le seuil de l'intimité. Le cimetière des martyrs, ordonné à la lisière du désert autour de l'immense mausolée de Khoméini, ses torchères à flamme pulsée, sa fontaine aux eaux rouges, symboliquement nourrie du sang de milliers de jeunes héros dont on voit, du nord au sud, les photos exposées sur le mur des casernes, ou près des tombes campagnardes. Iran de jeux, Iran prospère. Les maisons de thé où les conteurs chantent la gloire d'Ali et de Hussein, les théâtres populaires, comme celui du Nâsr au centre de Téhéran, un spectacle permanent, comme au cinéma, où l'acteur Sâadi, grimé en Noir, accumule au fil des séances de la journée les blagues tranchantes sur les mollahs et les multinationales. Iran des tribus nomades et des musiques soufies, des cafés cachés sous les ponts d'Ispahan où l'on fume le marguill en jouant avec soi, comme avec ces marionnettes en porcelaine, dont les troupes populaires savent tirer les ficelles depuis qu'un voyageur en ramena une pleine malle – de Russie, d'Inde, d'Afrique ? – et enseigna à son fils l'art inventé du *Kheimeh Shab Bazi*, «le jeu de la tente dans le noir».

De tout cela, qui ne fait qu'un, le Festival d'Avignon

nourrit ses nuits persanes : drame religieux du *tazyeh*, (lire ci-contre l'article de Jean-Pierre Péroncel Hugoz), gymnastique initiatique du *zarkhaneh*, force épique des mélodies turkmènes ou baloutches, poésie savante du chant de Shahrâm Nâzeri ou de la flûte de Mohammad Musavi, rire malin du petit théâtre de marionnettes de Ahmad Khamsei.

Au pays du thé et des pistaches, la musique savante est populaire, et la musique populaire, savante. Dans les deux cas, le raffiné chevauche le rustique, le délicat le sauvage. Instrument fétiche, le *ney*, expression simple de la flûte, une tige de roseau évidée, sans bec, percée de six trous. Le son, dit-on en Orient, en fut inventé par le vent lui-même, après qu'une violente bourrasque eut brisé un roseau. S'ils n'ont pas l'exclusivité de son usage – on en joue beaucoup et fort bien en Turquie – les Persans ont gardé du *ney* l'idée de la nature domptée : l'instrument est coïncé entre les dents, les sons, modulés par les tremblements de la bouche, pénètrent dans la tête transformée en caisse de résonance.

Mohammad Musavi, qui est un homme du temps, posé et malicieux, débrouillard et curieux, habite une maison du centre de Téhéran, ville informelle et tentaculaire, aux avenues droites et à l'air saturé. Musicien fonctionnaire à l'esprit libéral, professeur au Centre de recherche et de diffusion des musiques traditionnelles de Téhéran, que la révolution islamique avait mis en veilleuse pour cause de *souroud* – hymnes révolutionnaires et populaires qui phagocytèrent toute expression musicale au début des années 80, – Musavi est aujourd'hui un des plus grands joueurs de *ney*. Avec pour seul maître Hasan Kasa'i, d'Ispahan, qui lui enseigna les principes et la philosophie du *radif*, répertoire classique iranien.

QUELQUES SIÈCLES DE TRADITION MUSICALE

A l'hôte occidental, partout fêté à grand renfort de thé, de gâteaux, de petits concombres, de nougats parfumés à la fleur d'orange ou de fèves brûlantes, ce collectionneur invétéré offre un échantillon de quelques siècles de tradition musicale, à commencer par un impeccable phonographe à manivelle La Voix de son maître. Des boîtes posées sur le tapis. – Persan, – Musavi sort des dizaines de *ney*, aux timbres variés, du sucré à l'amer, et dont chaque exemplaire est gravé à l'effigie des maîtres ou de quelques rares sujets d'admiration, par exemple la grande chanteuse Qamar, Oum Kalsoum de l'Iran, disparue à la fin des années 50, interprète de *tasnif*, genre populaire et poétique.

Notons au passage que les femmes sont ici interdites de chant. Les écouter est un acte officiellement impie. Hengameh Akhavan, Qamar, Pârisa sont introuvables. Dans les magasins, où les *souroud* étoient la musique classique occidentale (Tchaïkovski), on vous recommande ouvertement d'aller les acheter «là où il y a les cassettes interdites, devant l'université». L'année passée, Pârisa dut renoncer in extremis à venir à Paris, la censure iranienne lui ayant accordé le droit de chanter devant un public exclusivement féminin – signe d'ouverture, mais quand même pas suffisant pour les féministes occidentales.

Un goût de différence

C'est grâce à l'obstination d'Alain Crombecque – et à l'aide de l'Association française d'action artistique (AFAA) – que le programme iranien a pu être réalisé et que les autorités iraniennes ont accepté de collaborer. Depuis qu'il dirige le Festival, Alain Crombecque tient à faire venir des artistes d'ailleurs, d'Afrique, des Antilles, d'Inde et d'Asie du Sud-Est – le Ramayana l'an dernier, – peu importe pourvu qu'ils apportent leur différence.

«J'ai toujours, dit-il, rêvé de voyages et, dans les années 80, l'UNEF, où j'étais responsable culturel, m'a permis de réaliser ce rêve, car nous organisions des festivals internationaux. En particulier, je suis allé en Chine au plus haut de la révolution culturelle. J'en avais d'ailleurs rapporté un ballet surprenant. Ce qui m'attire, ce sont les différences. A l'époque, des gens comme Claude Samuel à Royan, Jack Lang à Nancy, rassemblaient des artistes non européens. Ensuite, il y a eu le Festival d'automne. Quand nous avons fait venir pour la première fois un groupe de moines tibétains aux Bouffes du Nord, une foule énorme attendait devant le théâtre, on a dû en renvoyer la moitié. La curiosité existe, et le désir aussi de quelque chose d'autre».

«Depuis le début des années 80, l'ouverture se fait vers le Sud, ce qui convient tout à fait ici, pour des raisons climatiques et parce que, le plupart du temps, le plein air est indispensable à l'ambiance. Retrouver l'ambiance des journées chez les musiciens du Nil, ce n'est pas une question d'exotisme, c'est vraiment le goût pour ce qui n'est pas nous. La différence. Les arts traditionnels font choc avec les recherches contemporaines. L'expérience de Georges Aperghis travaillant il y a quelques années avec des musiciens balinaïses et occidentaux sur le thème de Faust est peut-être utopique, mais sûrement intéressante».

«Je ne suis pas un spécialiste, donc je m'adresse à des spécialistes comme Daniel Caux, grâce à qui nous avons organisé à Nanterre des programmes arabes absolument uniques. Comme Benoît Quercin qui connaît la culture zairoise mieux que quiconque au Zaire. Je m'attache à ce qu'il y a de plus pur, souvent sur le point de disparaître, et qui peut-être gagnera quelques années de vie grâce à l'impact de notre invitation.»

LE JARDIN DES POIRIERS
BUREAU DE SPECTACLES
Chantal & Jean-Luc Larquier

SAISON 1991-1992

«Le Jardin des Poiriers» c'est en ce jardin que l'empereur MINGHUANG installa le conservatoire de musique et de danse qu'il fonda au VIII^e siècle.

MARIONNETTES SUR EAU DU VIETNAM
Septembre 91 - janvier 92
Création au Théâtre Vidy - Lausanne, 10 au 21 sept.
Paris : Théâtre de la ville au Cirque d'hiver, 1^{er} au 13 oct.

ALEM KASIMOV et les musiques d'Azerbaïdjan
octobre - novembre 91
Paris : Théâtre de la ville, 9-10-11 nov.

CIRQUE DE PEKIN, Troupe acrobatique de Dalian
novembre 91 - janvier 92
Création à Conflans Sainte-Honorine, 7-8-9 nov.

BALLETS DE BALI
mars et avril 92
Création à l'Opéra de Paris Garnier, 4 au 8 mars.

CIRQUE DE MOSCOU SUR SCENE
mars et avril 92 : tournée officielle française
Paris : Casino de Paris, 7 au 26 avril,
avec Entrées Spectacles Productions.

LE JARDIN DES POIRIERS
(Titane Spectacles SARL) 4, rue Chapon 75003 PARIS.
Tél. 46.97.50.22 - Fax 46.87.44.60
Contact Avignon : du 11 au 20 juillet 91
Hôtel d'Europe - 12, place Crillon Tél. 90.82.66.92

THEATRE NANTERRE
AMANDIERS

FANTASIO
LES PRINCES DE MARIANNE
d'Alfred de Musset
Mise en scène : Jean-Pierre Vincent
Du 15 octobre au 20 décembre 1991

L'EMPIRE ET ION
L'Empire de Michel Dautsch
Ion de Platon
Mise en scène : Michèle Foucher
Du 28 novembre au 14 décembre 1991

BRITANNIQUES
de Racine
Mise en scène : Alain, Vincent
Du 7 janvier au 2 février 1992

JOHN & MARY
tragédie
Texte et mise en scène : Patrick Bouchet
Du 21 janvier au 18 février 1992

UN HOMME PRESSE
de Bernard Charvet
Mise en scène : Jean-Pierre Vincent
Du 17 mars au 12 avril 1992

NUMEROUS WALL STREET
de Bernard Charvet
Mise en scène : Bernard Charvet
Du 24 mars au 26 avril 1992

LE PETIT BOIS
d'Eugène Ionesco
Mise en scène : Eric Blumenson
Du 12 au 24 mai 1992

SAISON 91-92
Tél. 46.14.70.00

مكتبة الناصر

AVIGNON 91

LA PERSE

et son double

Dans un autre genre, Gougoush, un succédané de Dalida et de Mireille Mathieu, a ouvert boutique à Téhéran en attendant la fin de l'orage islamique. Une activité à bon rendement si l'on en croit les toutes nouvelles fortunes étalées sur la rue Feriché par les bazari enrichis pendant la Révolution.

L'Iran, où l'art vocal est monnaie courante - les occasions, mariage, fêtes religieuses, travail des champs ou du tissage, sont nombreuses - couvre ses chanteurs comme des préciosités : du plus établi, Mohammad Reza Shadjarian, originaire de la ville de pèlerinage de Meched, à l'extrême nord-est, au plus jeune, Shahrâm Nâzeri né de l'autre côté de la Caspienne, en territoire kurde, chanteur intuitif, délié et surdoué. Les yeux vifs, le port altier propre aux timides indomptés, le visage caché sous une épaisse moustache, Nâzeri pousse le chant jusqu'à ses limites extrêmes, de cette voix gutturale, tremblée, tendue entre la retenue et le cri, propre à l'Asie mineure. Proche des traditions soufies, cette ombre portée du mysticisme islamique, et empreint de la gaieté farouche et de l'ascétisme des derviches, Nâzeri porte en lui une part de sauvagerie, polie par les règles strictes du répertoire, à partir desquelles se développe l'improvisation, jusqu'au *hâl*, inspiration musicale et extase mystique (*lire l'encadré ci-contre*).

Si la forme est savante, l'ancrage est provincial. Entre Musavi et Tayebi, rustique joueur de *ney* de Sari, ville indolente entre rizières et terrasses et mer Caspienne, il n'y a qu'un genre de différence. Tous savent que ni la religiosité de Qom ni l'affairisme de la capitale ne résument la Perse, et que l'Iran, déshabillé de ses provinces, prend l'allure d'un squelette. Nâzeri retourne dans les montagnes du Nord dès qu'il le peut. Musavi cueille dans son Louristan natal les roseaux dont il fera lui-même des *neys* en respectant l'esthétique soufie : six trous, sept parties ordonnées sur un axe parfaitement vertical.

Qui, ici, pourrait oublier que le *ney* fut d'abord un instrument de berger avant d'être introduit au dix-neuvième siècle par le maître Navâ'i à la cour du roi afin de soutenir les sonorités sublimes des poètes ? Car, au centre de toutes les musiques, il y a le Verbe. Bardes turcomans, chanteurs kurdes ou musiciens savants, tous connaissent le répertoire poétique, les paysans citent Hâfez, Sa'di, les conteurs populaires

brodent sur le *Livre des rois*, de Firdusi, et les lettrés récitent par cœur ces vers chantants à la philosophie imagée, surgis entre le onzième et le quatorzième siècle. La musique instrumentale répond à un chant invisible glissé dans les silences. Les instruments, le *ney*, le *katmanché* (à archet), le *zâr* (tambour), le *târ* et le *setâr* (à cordes), sont ses serviteurs.

UNE CERTAINE DOUCEUR DE VIVRE

A plus de 500 kilomètres de Téhéran, Gondam, ville linéaire étendue aux pieds des monts du Khurasan, est dominée par un immense minaret, point de convergence des caravanes afghanes ou turkmènes. Ici, les femmes s'enroulent dans de larges foulards à fleurs, les yeux se brident et l'ambiance évoque une certaine douceur de vivre. Coiffé d'une perruque et vêtu d'un costume rouge brodé, Gheliche Anvari, un *bakhshi* (barde) turkmène, chante les hauts faits des héros consignés au dix-huitième siècle par le poète Makhtoum Gholfi, la beauté de la nature, le galop des chevaux, les yeux ensorcelés de l'aimée. A ses côtés, Mohammad Gol, dit Gombadi, fait sauter sa voix d'avant en arrière, de la tête au ventre, jusqu'au cri rentré. Ensemble, joueurs de *dôtar*, de *tanbur* (petits luths) ou de *tuduk* (un *ney* à sept trous) miment le galop des chevaux, dessinent les steppes, révèlent les vallées. Tous, plutôt jeunes, travaillent au renouveau de la musique turkmène, contre les mollahs gardiens du dogme, contre la télévision, et en étroite relation avec le Centre de musique et de chants révolutionnaires de l'Ershad (ministère de la culture et du guide islamique), dont dépendent les musiques traditionnelles. Troupe incongrue, plus attachée de chamanisme que d'islam, à laquelle viendra se joindre Hadj Ghorbân Solemani, un vieux barde venu de la frontière afghane, enturbant, les doigts peints d'orange, merveilleux joueur de *dôtar*, un luth à deux cordes. Musique ancrée dans la tradition kurde, et transplantée dans le Khurasan, à l'autre bout de l'Iran, au milieu du dix-huitième siècle par Nader Shah, qui voulait occuper les recoins de son empire. Quel brasse !

Les musiciens traditionnels ou savants sont aujourd'hui plus optimistes, après deux ans de frémissements balisés de signes : concerts comblés à Téhéran,



La marionnette Tavaré.

une tournée hors d'Iran, une première depuis dix ans, initiée en France en octobre 1990 au Théâtre de la Ville avec le grand joueur de *kamanicheh* Asghar Bahari, et poursuivie aux Etats-Unis. Et, en mai dernier, un festival à Téhéran où près de deux mille joueurs de *ney* se sont retrouvés à l'initiative du ministère de la propagande islamique, banderoles soudainement déployées de l'identité persane.

Les quatre-vingts musiciens, chanteurs et comédiens iraniens, dont certains n'ont jamais mis un pied en dehors de leur cité, ont traversé les frontières par la grâce du courant politique modéré qui anime l'Ershad et son ministre, Mohammad Khatami, mais aussi par les efforts du directeur du Centre d'art dramatique, organisme chargé du théâtre, Ali Montazeri. Les artistes pressentis au début de cette année pour Avignon ne se font pourtant pas d'illusions : c'est juste un premier pas, superbe, un soulagement.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

* A écouter : Mohammad Reza Shadjarian, musique classique persane. 1 CD Ocora.

Modèles

De la Turquie à l'Inde, les musiciens traditionnels se réfèrent à des modèles préfixés, les *muqâms* ou *moghams*, qui servent de repères et de structures à la musique, en l'absence de notation écrite. Au dix-neuvième siècle, les docteurs iraniens, effarés par l'anarchie des quatre cents *moghams* existant alors, mirent de l'ordre en constituant le répertoire dit classique ou savant, le *radif* (ordre, répertoire).

Le *radif* ressemble à une maison. On la divise en sept pièces principales, les *dastgâh*, et cinq pièces annexes, les *moghams*. L'angle de vue change selon le coin d'où l'on regarde ces pièces.

En choisissant un coin (*gushé*) plutôt qu'un autre, on entre dans un chemin d'improvisation particulier. A chacune de ces modalités correspondent des séquences mélodiques, des sentiments - tristesse, nostalgie, gaieté, louanges. Il faut une vingtaine d'années d'apprentissage auprès d'un maître pour acquérir une totale liberté d'improvisation et une sonorité, un cachet propres qui sont la marque d'un grand musicien.

Saison 91-92

Abonnements: 64 62 77 77

Théâtre

Michel Dezoteux
Stéphane Braunschweig
Philippe Sireuil
Théâtre la Chamaille
Philippe Adrien
Michel Raskine

Musique

Barbara
Arthur H
Willem Breuker Kollektief
Mondriaan String Ensemble

Opéra

Christian Gangneron - Christophe Coin
Ensemble Musiques

Danse

Angelin Preljocaj
Daniel Larrieu
Dominique Bagouet
Michèle Anne de Mey
Odile Duboc
Mathilde Monnier
Angels Margarit - Cie Mudances
Bertrand Lombard - Patrick Bossatti
Georges Appaix
Vera Montero
Jean-Pascal Gilly
Marionnettes sur eau du Vietnam
Mime Marceau

Envoi gratuit du programme sur demande au 64 62 77 00

La Ferme du Buisson
Centre d'Art et de Culture
de Marne-la-Vallée
Allée de la Ferme
77437 Noisiel



après Avignon
ZINGARO
présente
sa nouvelle création

OPERA EQUESTRE

dans son théâtre
au Fort d'Aubervilliers
à partir du

27 septembre 91

★
Locations par
téléphone
individuels
48.04.38.48
Collectivités - groupes
45.23.01.92

avec l'aide du
Ministère de la Culture
et le soutien de l'ADAMI
avec le concours du
Crédit Local de France

Coproduction
Zingaro-Ruhnfestspiele
Opéra de Lyon
Conseil général de la
Seine-Saint-Denis

ANGELIQUE IONATOS NENA VENETSANO

chantent

SAPPHO DE MYTILENE

Du 20 sept. au 6 oct.

15 CONCERTS
EXCEPTIONNELS

Théâtre des Bouffes du Nord
Paris 46 07 34 50
Ouverture des locations: 5 sept.



Lyrique et profond...
Le Monde
Un climat de pureté musicale
Marie-France
Un objet rare.
L'Humanité

SAISON 91/92

OCTOBRE
LES CHANTS DE MALDOROR
HANS PETER CLOOS - LAUTREAMONT

JANVIER
CHAMBRES
MINYANA

FEBVRIER
LE VOYAGE
COHENDT - EMIL FORK - LEIDGENS

AVRIL
LE SILENCE DE MOLIERE
VALADIE - NICHT - MACCHIA

RENSEIGNEMENTS - ABONNEMENTS
42 02 02 68

THEATRE PARIS-VILLETTE

LE REGARD LITTÉRAIRE

ALEXANDRE ZINOVIEV

Mon Tchekhov

J'analyse les traits de l'œuvre de Tchekhov à l'aune de ma propre perversité littéraire.

EDITIONS COMPLEXE

La création c'est en Seine Saint-Denis

La Seine Saint-Denis en Avignon

9 au 19 juillet

Musée Lapidaire

La Parole Errante

Armand Gatti

Ces empereurs aux ombrelles trouées

Seine Saint-Denis Conseil Général

LE CARGO

Heiner Müller
Michel Dezoteux
ZementCréation
Festival d'Avignon 91
15 - 25 Juillet
(Hôpital Ste-Marthe)Au Cargo
22 Jan - 1er Fév 92
Coproduction
Le Cargo Grenoble/
Théâtre Vauvilliers/
Festival d'Avignon.
Avec le soutien de l'Adami

76 25 05 45

théâtre
de la
bastilleSEPTEMBRE 91
A
JANVIER 9217 SEPT - 13 OCT / THEATRE
JE SUIS
Texte et Mise en Scène
de Valère NOVARINA24 SEPT - 20 OCT / THEATRE
LEGEREMENT SANGlant
Texte et Mise en Scène
de Jean-Michel RABEUX16 & 17 OCT / DANSE
FASSUNG 3
de et par Gerhard BOHNER22 - 29 OCT / DANSE
LE VENT DE SA COURSE
Spectacle de François VERRET27 OCT - 13 NOV / THEATRE
LEO KATZ ET SES OEUVRES
Texte et Mise en Scène
de Louis-Charles SIRJACQ5 - 10 NOV / DANSE
VESTIGIA DI UN CORPO
Chorégraphie POCO DECINA18 NOV - 7 DEC / THEATRE
CHANT DU BOUC
par le Théâtre du RODEAU26 NOV - 22 DEC / THEATRE
DIEU GRAMMAIRIEN
Texte et Mise en Scène
de Manuela MORGAINE
avec Philippe CLEVENOT17 - 23 DEC / DANSE
APOCALYPSE JOYEUSE
Chorégraphie Christian BOURIGAULT8 - 12 JANV / DANSE
GRAVURES
Chorégraphie Daniel LARRIEU13 JANV - 2 FEV / THEATRE
LOLA ET MOI ET TOI
Texte et Mise en Scène
de Nathalie SCHMIDT14 - 25 JANV / THEATRE
V. RIMBAUD
par Jean-Marie PATTELundi 20 JANV / THEATRE
THEATRE DE LECTURE
par Jean-Marie PATTEABONNEMENTS/INFORMATION
43 57 42 14Revue-Programme disponible
à l'Office du Tourisme, AVIGNONLe Monde
HEURES LOCALESLe supplément
consacré à la vie
et aux initiatives
des communes,
départements
et régions

Chaque samedi - date dimanche-lundi

AVIGNON 91

Le Festival se doit d'offrir de grands classiques, de faire connaître le répertoire mal connu, de suivre l'évolution des auteurs confirmés, de faire aimer des écritures neuves. En dehors des lectures - organisées par France-Culture et la Société des auteurs, entre autres, - le Festival présente « ses » auteurs : Valère Novarina, Louis-Charles Sirjacq, Evelyne Pieller, Eugène Durti, Hervé Péjaudier. Et revient le Théâtre Ouvert de Lucien et Micheline Attoun, dont le but est justement de former des auteurs de théâtre.



Michel Deutsch

Georges Lavaudant

THÉÂTRE OUVERT,
Auteurs

Il y a vingt ans, à la chapelle des Pénitents blancs, les comédiens de Jean-Pierre Vincent - qui n'était « que » directeur de compagnie - présentaient une pièce de Rezvani, sa première œuvre théâtrale, le *Camp du drapeau*. C'est ainsi qu'il y a vingt ans naissait Théâtre Ouvert, une façon de faire inspirée par les « works in progress » en vogue alors aux Etats-Unis, qui consiste à présenter devant un public restreint, et concerné, un spectacle en cours de répétitions. Les réactions et commentaires de ce public doivent aider l'auteur, le metteur en scène, les comédiens à poursuivre leur travail dans un bon sens.

Pour Lucien Attoun, producteur sur France-Culture du *Répertoire dramatique*, directeur chez Stock de la collection « Théâtre Ouvert », il s'agissait avant tout dans cette nouvelle expérience homonyme, d'aider des auteurs à sortir de leur isolement, à se confronter avec la pratique de la

scène dans ce qu'elle a de plus quotidien, à négocier avec les problèmes, les angoisses, les névroses des gens de théâtre. Il s'agissait d'aider les auteurs à écrire du théâtre.

« Finalement, déclarait Lucien Attoun, j'ai mis l'opération sur pied parce que j'en avais assez des colloques sur les problèmes de la création contemporaine. Il faut se montrer pratique, concret, analyser la situation dans son ensemble, sérier les questions, dégager les manques, voir ce que l'on peut faire, comment et avec quels moyens. Rien ne sert de vouloir dépasser ses limites... » Un principe de base qui vaut encore et toujours.

Avant de disparaître, Jean Vilar s'était intéressé à ce projet, auquel, depuis, Lucien et Micheline Attoun consacrent leur énergie et qu'ils ont fait évoluer, car les temps changent et les problèmes avec. Il y a eu d'abord les « mises en espace » : un texte inédit pré-

senté après douze jours de répétitions, en principe sans décor ni costumes - une règle qui a rarement été suivie de façon stricte - et accompagné de discussions entre la salle et la scène. Ensuite s'est ajouté le « gueuloir » : des textes lus par leur auteur ou un comédien intéressé. Puis l'expérience d'un spectacle répété en public pendant le temps du festival et présenté en l'état à la fin. Et toujours des débats, Avignon oblige. Puis Stock ayant renoncé à éditer du théâtre, Théâtre Ouvert a publié des pièces en tirage réduit, sous forme de « tapuscrits » réservés aux professionnels. Comme *Combat de nègres et de chiens*, de Bernard-Marie Koltès, par lequel Patrice Chéreau a découvert l'auteur avec qui il allait longtemps travailler.

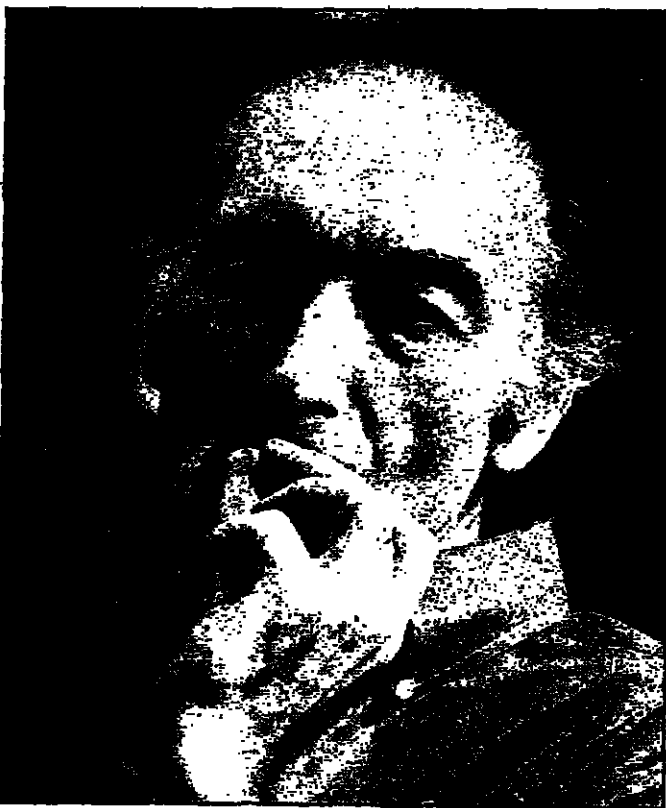
Théâtre Ouvert a tenté d'essayer en province, dans plusieurs salles de Paris et de la périphérie, mais cette fois le succès n'était pas au rendez-vous. Manque de

moyens, de structure pour organiser les tournées dans des conditions convenables, et surtout la difficulté de retrouver l'ambiance avignonnaise, même chez les habitués du Festival. Ils n'ont pas la même disponibilité, la même écoute pendant l'année, quand leur propre travail et leurs soucis occupent leur esprit. Le désir de « participer » disparaît alors, même si le plaisir du théâtre demeure. Ils ont envie de voir un produit fini, et de retourner chez eux ensuite.

Du côté des auteurs, des acteurs, des metteurs en scène surtout, on a pu constater un certain fléchissement, ou plutôt un inflexionnement vers une sorte d'égoïsme. Au commencement, ils jouaient le jeu, lisant les manuscrits que leur proposaient Lucien et Micheline Attoun, ou leur amenant des auteurs avec qui ils souhaitaient travailler. Peu à peu et de plus en plus, Théâtre Ouvert a servi de test à des spectacles qui devaient de toute façon être montés dans la

saison, quelque chose comme des avant-premières plus que comme des « works in progress ». Beaucoup sont tombés dans l'oubli et c'est parfois dommage. Par ailleurs, il y a eu des révélations comme *Loin d'Hagondange* de et par Jean-Paul Wenzel, *Et pourtant ce silence ne pouvait être vide*, de Jean Magnan par Robert Gironès, qui venait d'être nommé au Théâtre du VIII^e, centre dramatique de Lyon. Il y a eu surtout par Antoine Vitez *Catherine* d'après les *Cloches de Bâle* d'Aragon...

Ce n'était pas à proprement parler un texte inédit, la forme en était déjà élaborée, mais c'est peut-être l'un des plus beaux spectacles de Vitez, l'un des plus étrangement émouvants, et il a déclenché quelque chose d'énorme : la vogue du « théâtre-récit ». Une vogue qui se poursuit, se développe, se déforme, qui a donné lieu à tous ces textes non dramatiques, romans ou essais, monologues dans un décor unique.

Jean Vilar,
hommage

Jean Vilar est mort en 1971, le Festival célèbre le vingtième anniversaire de cette disparition. Expositions, débats - « Jean Vilar au présent », c'est Jean Vilar en Avignon - (les photos d'Agnès Varda), programme audiovisuel. De toute façon, Vilar est présent dans tous les lieux d'Avignon, les rues, les places, les théâtres. Et dans l'aspirant des gens de théâtre comme dans celui des spectateurs. Il est une référence, « la » référence. Curieusement, on ne pense jamais à l'âge qu'il aurait - soixante-dix-neuf ans - mais à sa jeunesse, quand, en septembre 1947, avec sa semaine d'art dramatique, il mettait en marche cette formidable machine. Il ne pouvait pas prévoir l'importance internationale que prendrait son rêve, il n'en aurait tiré aucune vanité. Car il était lucide, donc peut-être aurait-il eu peur. Peur de la responsabilité que représente cette foule venant chaque année engranger des souvenirs de théâtre, avec une curiosité électorale autant qu'insatiable.

Aurait-il aimé ces hommages insistants qui font de lui une sorte de pape inflexible, ces « renouveau » autour de son œuvre, lui qui a consacré sa vie à l'éphémère, lui dont le drapeau était l'alignon. On a dit qu'il était mort du choc provoqué par la consécration de 1968. Si c'est vrai, c'est qu'il était vulnérable dans son corps, dans son cœur d'artiste.

C'est qu'il n'était pas certain de maîtriser le mouvement du théâtre. Il a vu arriver le règne d'un désordre qu'il avait convoité, dont il ressentait la nécessité, mais dont il a pressenti peut-être les conséquences.

Le mouvement est si rapide, l'histoire court si vite qu'on essaie d'en retenir des preuves tangibles. Anniversaires et célébrations se chevauchent, manière souvent de justifier un recours exagéré aux répertoires anciens. Récemment, en 1987, le centenaire du 40^e anniversaire du Festival a largement permis de diffuser les biographies, les iconographies, les exégèses de Jean Vilar.

Le spectacle vivant possède sur les autres arts l'avantage aristocratique d'être fait de modèles uniques. On peut juste rassembler des documents, des enregistrements, des photos qui expriment la force d'un moment, et les gens qui ont connu racontent les événements, les anecdotes. C'est quand ils retrouvent et transmettent leurs émotions qu'ils deviennent efficaces. Car les hommages ne devraient pas seulement servir de mémoire, mais de livres dans lesquels on puise son désir de savoir. Ce n'est pas trop difficile quand il s'agit de Jean Vilar, puisqu'il a créé deux institutions qui lui survivent, en pleine santé : le TNP - appellation dont Roger Planchon à Villeurbanne a hérité - et Chaillot - non plus TNP mais Théâtre national, - qui est florissant, plus le Festival, qui jusqu'à présent a résisté à toutes les bourrasques.

Mais le plus important, sinon l'essentiel, c'est que la génération des gens de théâtre qui n'ont pas eu la possibilité de connaître directement le travail de Jean Vilar le retrouvent sans avoir besoin de se référer au passé. Bien que citoyens d'un pays dit « riche », ils n'appartiennent pas à la société d'abondance de leurs aînés. Ils sont proches des conditions de travail de Vilar à ses débuts, avec en plus tout ce que son action sur la démocratisation de la culture a inscrit dans les mœurs, et ce n'est pas rien. Comme lui, loin des fascinants éclats baroques, ils réinventent une esthétique du dépouillement. De quel autre hommage Vilar a-t-il besoin ?

C. G.

* A l'occasion de cette célébration, plusieurs livres sont publiés, dont *Jean Vilar par lui-même*, qui rassemble des écrits, des photos, des documents rares. Le livre est édité par la Maison Jean-Vilar, 335 pages, 200 F, 150 F pour les adhérents de l'Association Jean-Vilar, diffusion Actes Sud, qui, d'autre part, publie dans sa collection « Actes Sud Papiers » des souvenirs de Serge Pauho, la *Bataille de Chaillot*, la *Bataille du Vieux-Colombier*, 78 pages, 72 F. *Le Théâtre populaire selon Jean Vilar*, par Philippe Webb, est réédité par Actes Sud, 220 pages, 139 F. Chez Armand Colin vient de paraître *Jean Vilar*, par Jean-Claude Bardot, 535 pages, 198 F.

مكتبة الشهاب

AVIGNON 91



Jean-Louis Martinelli

Daniel Mesguich

Christian Schiaretti

MARC ENGUERAND

ÉCRITURES

en chantier

→ Au début des années 80, le Festival d'Avignon s'est passé de Théâtre Ouvert. Mais Théâtre Ouvert s'installait dans ses meubles, au Jardin d'Hiver, au coin du Moulin-Rouge, à Paris. Une petite salle d'essai entre Blanche et Cligny, et qui marche. Avec des lectures, des travaux divers - en train de se faire ou de s'ébaucher - des mises en scène de pièces inédites d'auteurs contemporains. L'auteur contemporain, le texte inédit, c'est finalement la seule règle immuable et c'est l'essentiel.

Mais Lucien et Micheline Attoun ont des nostalgies d'Avignon, et vingt ans après sa pre-

mière expérience, Théâtre Ouvert est de retour, à la Chartreuse. Changement de lieu et de formule. La nouvelle s'appelle « chantier ». Elle a été proposée à Michel Deutsch, Georges Lavaudant, Jean-Louis Martinelli, Daniel Mesguich, Christian Schiaretti. Ils doivent présenter pendant deux soirs un texte qu'ils ont écrit, en toute liberté, spécialement pour l'occasion.

Michel Deutsch est auteur avant d'être metteur en scène. Il s'engage sur les problèmes « du » et « de la » politique. Les autres, s'ils ont parfois écrit, font ici une autre expérience. Jean-Louis Martinelli a tra-

vaillé sur le cinéma indirect de Jean Eustache - dont il a déjà porté à la scène *la Maman et la Putain*, avec Anouk Grinberg. Daniel Mesguich met en crise, distord et casse quelques classiques. Christian Schiaretti s'interroge sur la cérémonie des Molières. Georges Lavaudant se demande comment parler des jours qui passent de « ce presque rien » et comment cerner les incertitudes dont est faite la vie - et reprendra sa pièce, nommée *les Iris*, au TNP la saison prochaine.

Alors on constate que ces Chantiers brassent des multitudes de questions spécifiques. Chacun a la

sienne qui le hante, obsède son travail. Les incertitudes, les blancs entre les mots, la distance entre le mot et la parole, entre la parole et l'image, entre le théâtre et la « communication », et la médiation, et la révolte, et la politique, et la pensée philosophique, et la poésie... Le blanc, le vide, le silence, cette respiration interrompue, ce « temps qui passe », déjà passé. Peut-être est-ce la même question finalement, que chacun pose à sa façon, pour exprimer ses préoccupations immédiates, pour donner corps à son affolement.

On constate aussi que la notion, que la fonction d'auteur se

brouille. Il n'est plus celui qui écrit une forme définitive, sur laquelle il pratiquera à la rigueur quelques modifications ou coupures à la demande du metteur en scène, et qui assiste aux répétitions, partagé entre l'orgueil et la fureur - avec l'envie de retirer les droits de sa création à des gens qui ne la comprennent pas et la déforment. L'auteur n'est plus « le groupe », qui traduit sa vie de groupe en « écriture collective ».

L'auteur n'est plus écrivain, il est quelqu'un qui apporte - ou s'apporte s'il se dit auteur-metteur en scène - une base de travail pour le plateau. Il s'est considérable-

ment rapproché du cinéaste, qui, film d'auteur ou non, cosigne le scénario. On pourrait à ce propos se demander quelle était la part d'intervention sur le scénario de gens comme Fritz Lang, John Ford, Marcel Carné, qui ne cosignaient pas. C'est seulement une question - une de plus. La réponse se donne au jour le jour. Une ou plusieurs se donnent sous cette forme-là, avec ces gens-là, pendant ce Festival d'Avignon à ce Théâtre Ouvert 1991, dont le but demeure immuable : aider, de quelque manière que ce soit, à écrire du théâtre.

C. G.

THÉÂTRE 71
MALAKOFF

• 1991 •

Cinéforain
Le cinéma des pionniers, naissance d'une passion

Jeux de langues
création - Ascaride
Théâtre en appartement

Dee-Dee Bridgewater

Cirque plume

• 1992 •

Total Vocal
swing, rap, scat, rien qu'avec la bouche

La vie parisienne
Offenbach/Françon

Papa, création
Valletti/Ascaride

Hélène Delavault
L'absinthe, création

Ivanov/
On s'aimait trop pour se voir tous les jours/
et une création par le Ballatum Théâtre

et bien d'autres spectacles encore...

ABONNEMENTS
46 • 55 • 43 • 45

MC 93
BUBIGNY

Saison 91-92

Jean-Louis Hourdin/Albert Cohen
DES BABOUINS ET DES HOMMES

Peter Sellars/John Adams
NIXON IN CHINA

Ivan Grinberg/Péjaudier/Chattot
LE SOUVERAIN FOU

Deborah Warner/Sophocle
ELECTRE

Lev Dodine/Théâtre Maly
GAUDEAMUS

Georges Lavaudant/Bailly
PANDORA

London Sinfonietta
NIXON IN CHINA - CONCERTS

RENCONTRES CHOREGRAPHIQUES INTERNATIONALES DE BAGNOLET

JEAN-MARIE PATTE
ALCUNI PEZZI DISSACRANTI

Renseignements 48 31 11 45

direction
Lluís Pasqual

THEATRE EUROPE
ODEON

LE TEMPS ET LA CHAMBRE
Bohno Strauss • Patrice Chereau

AMPHITRYON
Heinrich Von Kleist • Klaus Michael Grüber
(en allemand surtitré en français)

AJAX et PHILOCTETE
Sophocle • Christian Schiaretti

THEATRES DE L'AUTRE EUROPE • Bulgarie • Pologne • Roumanie
(spectacles surtitrés en français)

★ Cycle Hispanique

TIRANO BANDERAS
Ramon del Valle Inclan • Lluís Pasqual
(en espagnol surtitré en français)

LA VIE EST UN SONGE
Don Pedro Calderón de la Barca • José Luis Gomez

DONA ROSITA BLEIBT LEDIG
Federico Garcia Lorca • Wolfgang Engel
(en allemand surtitré en français)

LA DEL MANOJO DE ROSAS
Zarzuela de Pablo Sorozabal
(spectacle musical en langue espagnole)

ABONNEMENT - 43 25 70 32

SUR SIMPLE APPEL AU 43 25 70 32, VOUS POUVEZ RECEVOIR LA BROCHURE DE LA SAISON 91-92

EGREGORE présente

LES SEPT CONTRE THÈBES

Michel DELUX • Philippe VINCENT
Eschyle • Aristophane
10 JUILLET - 1^{er} AOÛT, 21 h 30 (M.G.)
Moulin de la Culture, AVIGNON
Rens. 77.23.62.65 • 30.36.53.52
Public OFF

(Publicité)

BISTRO
de Jacques-Henri Pons
m.s. Jean-Marie Boëglin
avec Cl. Bouchery, F.-O. Bonnet
N. Bonnefoy, N. Mongin.
« On les écoute, on rit de leurs bons mots. On se dit qu'on a vu un bon spectacle off. »
B.B. Le Monde
Théâtre de la Condition des Soies, 13, rue de la Croix, Avignon. Du 19 au 29 juillet à 20 H.

La création c'est en Seine Saint-Denis

La Seine Saint-Denis en Avignon

10 juillet - 2 août
La carrière Gallet

Théâtre Zingaro
Opéra équestre Bartabas

Seine Saint-Denis Conseil Général

AVIGNON 91/PROGRAMME

THÉÂTRE

Comédies barbares, de Ramon del Valle-Inclán, mise en scène de Jorge Lavelli. 1^{re} journée 9, 11 et 15 juillet, à 22 heures; 2^e journée 10, 12 et 16 juillet, à 22 heures; nuits 13 et 17 juillet, à 22 heures. Cour d'honneur du Palais des papes.

Ces empereurs aux ombrelles trouées, d'Armand Gatti, mise en scène de l'auteur. Du 9 au 19 juillet (excepté le 14), à 21 h 30. Musée Lapidaire.

Squatt Connection, d'André Benedetto, mise en scène et décor de l'auteur. Du 9 juillet au 2 août, à 21 h 30. Théâtre des Carmes.

Petit Nord cherche Grand Sud, de Vincent Colin, mise en scène de l'auteur. Du 10 au 19 juillet (excepté le 14), à 22 heures. Cloître des Célestins.

Léo Katz et ses œuvres, de Louis-Charles Sirjacq. Du 10 au 18 juillet (excepté le 14), à 21 h 30. Salle Benoît-XII.

Opéra équestre, de Zingaro. Les 10, 11, 12, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 24, 25, 26, 28, 29 et 30 juillet, les 1^{er} et 2 août, à 22 heures. Carrière Callet à Boulbon.

Le cas Müller II (Rivage à l'abandon-Matériau; Médée-Paysage avec Argonautes, les 10, 13, 16 et 20 juillet. Le cas Müller I (Hamlet Machine, la Correction), les 11, 19, 24 et 26 juillet. Le cas Müller III (Doppelkopf), les 12, 17, 23 et 25 juillet. Le cas Heiner Müller I, II, III (en continuité), les 15, 18 et 21 juillet. Mise en scène de Jean Jourdeuil et Jean-François Peyret. À 22 heures. Cloître des Carmes.

Zement (Ciment), de Heiner Müller, mise en scène de Michel Dezoteux. Du 15 au 25 juillet (excepté le 20), à 22 heures. Hôpital Sainte-Marthe.

L'Inquiétude (seconde partie du Discours aux Animaux), de Valère Novarina, mise en scène de Mark Blezinger. Les 12, 13, 15, 16 et 17 juillet, à 21 h 30. Chapelle des Pénitents blancs.

Poker à la Jamaïque et l'entretien des Méridiens, d'Evelyn Picotier, mise en scène de Joël Jouanneau. Du 12 au 29 juillet (exceptés les 14 et 23), à 21 h 30. Chapelle du Roy-René.

Le Souverain fou (discours), d'Hervé Péjaudier, mise en scène de Ivan Grinberg. Du 12 au 18 juillet (excepté le 14), à 22 heures. Cloître de la Collégiale.

Un jeu de rêves. Premier volet : le Songe, d'August

Strindberg. Du 12 au 17 juillet (excepté le 14), à 22 heures. Deuxième volet : Si l'été revenait, d'Arthur Adamov. Les 20, 21, 22 et 24 juillet, à 22 heures. Mise en scène d'Isabelle Pousseur. Gymnase Aubanel.

La Tempête, de William Shakespeare, mise en scène de Peter Brook. Du 15 au 31 juillet, à 22 heures. Les Taillades.

Le Petit Bois, d'Eugène Ionesco, mise en scène Eric Elmosnino. Du 20 au 30 juillet (excepté le 25), à 21 h 30. Chapelle des Pénitents blancs.

Les chantiers du théâtre ouvert, par Michel Deutsch, Georges Lavaudant, Jean-Louis Martinelli, Daniel Mesguich, Christian Schiaretti. Du 16 au 26 juillet, à 19 heures. Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon.

Le Tazieh, drame religieux iranien avec Hachem Fayaz. Les 20, 21, 22, 23 et 24 juillet à 22 heures. Cloître des Célestins.

Théâtre ambulant, de Korchi (Ouzbekistan), mise en scène d'Abdurahman Abdunazarov. Du 21 au 30 juillet (excepté le 25), à 22 heures. Cloître de la Collégiale.

La Tente du jeu nocturne, marionnettes iraniennes de Kheimeh Shab Bazi. 25, 26, 27, 28 et 29 juillet à 19 heures. Église des Célestins.

Ah ! Le grand homme (farce) de Pierre et Simon Pradinas, par Pierre Pradinas. 27, 28, 29, 30, 31 juillet, à 19 h. Tinel de la Chartreuse.

CINÉMA

Salammbo, de Pierre Marodon (1925). Les 28, 29 et 30 juillet, à 21 h 30. Cour d'honneur du Palais des Papes.

Hommage à Delphine Seyrig. Du 10 au 30 juillet, à 14 heures. Cinéma Utopia.

Rétrospective Armand Gatti. Du 15 au 20 juillet, à 14 heures et 16 heures. Cinéma Le Palace.

Grass, de Claude Santelli le 24 juillet à 22 h, au Palais de l'ancien Archevêché.

LECTURES

France-Culture à Avignon. Lectures, enregistrements publics, spectacles. Du 10 juillet au 2 août, à différentes heures, avec le concours de la Compagnie Alain Timar. Cour et jardin de la Chapelle Sainte-Claire.

Lectures lyriques. Les 11, 12 et 13 juillet, à 19 heures. Tinel de la Chartreuse.

Edmond Jabès. Du 15 au 21 juillet, à 19 heures. Cloître du Palais-Vieux.

Les lectures de la Chartreuse du 15 au 31 juillet à 17 h. Jardin du Cloître Saint-Jean.

MUSIQUE

Elliott Carter. Concert du 15^e anniversaire du Centre Acanthes-le 15 juillet, à 18 heures (Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon). Œuvres de Carter, Bartok, Stravinski - par le Quatuor Arditti; le 18 juillet, à 21 h 30 (Théâtre municipal). Œuvres de Carter, Holliger, Varese, Aitken et Tremblay-Robert Aitken (flûte), Rohan de Saram (violoncelle); le 20 juillet, à 19 heures (Eglise de la Chartreuse). Œuvres de Carter, Berg-le 22 juillet, à 19 heures (Eglise de la Chartreuse). Œuvres de Varese, Carter et Ives-Ensemble Contrechamps; le 23 juillet, à 19 heures (Eglise de la Chartreuse). Œuvres de Carter, Ives, Crawford-Seeger-Quatuor Arditti; le 25 juillet, à 19 heures (Eglise de la Chartreuse). Œuvres de Carter-Irvine Arditti (violin), Sylvio Gualda (percussion), Charles Rosen (piano), Rohan de Saram (violoncelle); le 27 juillet, à 19 heures (Eglise de la Chartreuse). Concert des stagiaires le 30 juillet, à 19 heures (Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon).

Concert en hommage à Edmond Jabès et Luigi Nono. Le 19 juillet, à 21 h 30 (Théâtre municipal).

Musiques d'Iran, Musique Khorasan, le 25 juillet. Turcoman et Mazandarani, le 26 juillet. Musique du Kurdistan, le 27 juillet. Musique Baloutche et Bandari, le 28 juillet. Musique Soufi du Kurdistan, le 29 juillet. Musique d'Azerbaïdjan (Iran), le 30 juillet. À 22 heures. Cloître des Célestins. Nuits persanes, le

Zurkhaneh, soufi, Sharam Nazeri 31 juillet et 1^{er} août, 22 heures. Cour d'honneur.

Opéra d'enfants. Du 22 au 30 juillet (excepté le 26), à 21 h 30. Salle Benoît-XII.

La veille où Grenade fut prise, et une chorégraphie de Dominique Bagouet, Necessito. Les 26, 27 et 28 juillet, à 22 heures. Cloître du Cimetière.

Nuits persanes. Le 31 juillet et le 1^{er} août, à 22 heures. Cour d'honneur du Palais des papes.

DANSE

Frankfurt Ballet, chorégraphies de William Forsythe. Du 22 au 26 juillet, à 22 heures. Cour d'honneur du Palais des papes.

La Princesse de Milan, de Karine Saporta, d'après la Tempête de Shakespeare. Du 24 au 29 juillet, à 21 h 30. Théâtre municipal.

L'arbitre des élégances, ou du baroque dans le désert. Chorégraphie de Catherine Diverres. Les 27, 28, 29, 31 juillet et 1^{er} août, à 21 h 30. Gymnase Aubanel.

* Numéros utiles : Location des places, 90-86-24-43. Office de tourisme d'Avignon, 90-82-65-11. Office de tourisme de Villeneuve, 90-25-61-33. Comité Club (association des comités d'entreprise du Vaucluse), 90-82-60-00 ou 90-86-56-56. Renseignements hôteliers, 90-82-05-81. Mairie, 90-80-80-00. CIRCA/La Chartreuse, 90-25-05-46. Maison Jean-Vilar, 90-86-59-64. Renseignements SNCF, 90-82-50-50. Réservations SNCF, 90-82-56-29. Taxis, 90-82-20-20. CEMEA, 90-27-09-98. MNEP, 90-85-44-72 (Minitel 3615 code MNEP).

* FESTIVAL-«OFF» : Bureau d'accueil, renseignements, adhésions, réservations, hall de l'hôtel de ville, place de l'Horloge, tous les jours de 11 heures à 20 heures.

Avignon

FESTIVAL D'AUTOMNE

10 SEPTEMBRE A PARIS 22 DECEMBRE

THEATRE ■ FRANCE ■ CREATIONS ET PREMIERES PRESENTATIONS A PARIS ■ ALLEMAGNE ■ BULGARIE ■ IRAN ■ VALERE NOVARINA ■ JOEL JOUANNEAU Robert Walser ■ JEANNE CHAMPAGNE Agota Kristof ■ BORISLAV TCHAKRINOV Arthur Schnitzler-Alfred Jarry ■ PATRICE CHEREAU Botho Strauss ■ MARC FRANÇOIS William Shakespeare ■ STEPHANE BRAUNSCHWEIG Sophocle ■ FRANÇOIS TANGUY ■ KLAUS MICHAEL GRÜBER Heinrich von Kleist ■ THEATRE SIAH BAZI Shakespeare-Beaumarchais ■ LE ZURKHANEH LUCINDA CHILDS ■ STEPHEN PETRONIO ET REITZ ■ DOMINIQUE BAGOUET ■ TRISHA BROWN Nouvelle Production de l'Opéra **HYPERION □ Direction MICHAEL GRÜBER et GILLES AILLAUD □ JACQUES soprano □ ENSEMBLE ASKO □ ENSEMBLE VOCAL **CYCLES BRUNO MADERNA ■ HEINZ MODERN Heinz Holliger ■ ORCHESTRE NATIONAL PHILHARMONIQUE Diego Masson ■ ENSEMBLE ENSEMBLE CONTRECHAMPS Heinz Holliger ■ LONDON VOICES ■ QUATUOR ARDITTI ■ PIERRE-LAURENT AIMARD ■ ISABELLE MAGNENAT ■ TAM TEATROMUSICA ■ PREMIERES AUDITIONS ET CREATIONS □ PHILIPPE FENELON ■ LUIGI NONO ■ MARCO STROPPA ■ IANNIS XENAKIS ■ ROYAUME DU BHOUTAN □ MUSIQUE ET DANSES D'INSPIRATION RELIGIEUSE ■ **GEORGE RUSSELL** □ THE LIVING TIME ORCHESTRA DIRIGE PAR LE COMPOSITEUR "The London Concert In Paris" ■****



DANSE ■ MERCE CUNNINGHAM ■ MICHAEL CLARK ■ GERHARD BOHNER ■ DANA OPERA ■ BRUNO MADERNA □ PETER EÖTVÖS □ Réalisation Scénique KLAUS-ZOON flûte □ PENELOPE WALMSLEY-CLARK LES JEUNES SOLISTES ■ MUSIQUE ■ HOLLIGER ■ 7 CONCERTS □ ENSEMBLE DE FRANCE Hans Zender ■ ORCHESTRE MUSIK DER JAHRHUNDERTE Manfred Schreier ■

COMPOSEZ VOUS-MEME VOTRE ABONNEMENT

DATE LIMITE DE SOUSCRIPTION : 27 AOUT / RENSEIGNEMENTS : 156, RUE DE RIVOLI - 75001 PARIS - TÉLÉPHONE : 42 96 12 27

1 9 9 1

مهرجان الأنف

34 L'endettement des collectivités locales
35 Rhône-Poulenc, maître des investissements

36 Communication
40 La Bourse de Varsovie mûrie

40 Marchés financiers
41 Bourse de Paris

BILLET

Forêts sans frontières

Comme les océans, les grands fleuves, ou l'air intact des hautes cimes, les forêts ignorent les frontières et font donc d'abord partie du patrimoine commun de l'humanité. C'est pourquoi, si les États ne veulent évidemment pas renoncer à exercer sur elles leur légitime souveraineté et leurs droits à en tirer des richesses financières, les instances internationales se penchent avec de plus en plus de sollicitude à leur égard.

Les forêts sont l'objet d'agressions nombreuses dans les deux hémisphères, qu'il s'agisse de la destruction d'un aéroport ou d'une ligne ferroviaire pas toujours indispensables, de l'ouverture d'un champ pétrolier, de l'exploitation intensive en Asie ou en Afrique des grumes destinées aux pays développés, sans avoir été valorisées sur place, ou tout simplement d'une fréquentation abusive ou négligente par les « promeneurs » du dimanche ; sans parler des gaspillages scandaleux de papier, ou des incendies sur le pourtour méditerranéen ou au Canada.

Ces questions, à la fois écologiques et économiques, politiques et techniques, seront, du 17 au 26 septembre à Paris, au centre des discussions qui auront lieu durant le 10^e Congrès forestier mondial. Celui-ci fait suite à la conférence de Strasbourg, organisée en décembre dernier à l'initiative de la France et de la Finlande, à l'issue de laquelle 33 pays européens s'étaient engagés à renforcer leur coopération.

L'un des points les plus délicats des débats tournera autour d'un éventuel accord international Nord-Sud destiné à concilier les exigences de l'exploitation et les soucis de préservation des équilibres de la planète. « Cet accord ne devrait en aucun cas être puni pour les pays en développement », avertit M. Edouard Saouma, directeur général de la FAO - se faisant ainsi le porte-parole des États tropicaux -, qui présentait le 2 juillet, M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, le programme du congrès. Chaque année, quelque 15 millions d'hectares de forêts disparaissent. C'est à peu près la superficie boisée de la France, qui, en Europe, grâce à l'Aquitaine, l'Alsace, la Lorraine ou la Franche-Comté, tient le ruban bleu forestier.

FRANÇOIS GROSCHARD

La lutte contre le chômage et la qualification des salariés

M^{me} Martine Aubry veut « révolutionner » la politique de l'emploi

Comment peut-on ne pas avoir à annoncer des mesures nouvelles et en même temps amorcer une vraie révolution ? Tel est le dilemme qu'a tenté de résoudre M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, en présentant une communication sur l'emploi au conseil des ministres du 3 juillet.

Il n'y aura pas d'exonérations supplémentaires ni de dispositions exceptionnelles qui viseraient à diminuer le coût du travail. Il n'y aura pas de « SMIC jeune », et pas davantage de facilités fiscales ou autres, en faveur des PME-PMI. Du moins dans l'immédiat, car si le débat s'ouvre au cours du conseil des ministres, il ne risque pas a priori d'être conduit de sitôt. Il faudra encore d'autres réunions pour que le sujet soit tranché. Notamment parce que M^{me} Aubry conteste énergiquement les effets sur l'emploi d'un abaissement généralisé du prix de la main-d'œuvre et prône des interventions plus ciblées. En revanche, et ainsi que l'a déclaré M^{me} Edith Cresson, il est probable qu'un plan de soutien aux petites et moyennes entreprises soit arrêté prochainement.

De même, le ministre du travail se refuse, comme elle l'a déjà dit, à créer « un nouveau PLAF ou un nouveau CROUF », l'un de ces sigles qui servent d'ordinaire de produit d'appel quand un gouvernement annonce un énorme plan emploi. Ces formules, qui ont pu avoir leur utilité dans le passé, quand le recours au traitement social était sans doute nécessaire, ne servent plus à rien aujourd'hui. Plus elles peuvent devenir nocives en retardant les indispensables évolutions. Mieux vaut, prétend-elle, remettre à plat les dispositifs existants, leur redonner une efficacité, sachant que toute la palette des outils est disponible et que tout a été inventé, depuis une quinzaine d'années.

Révision du CFI

En soi, cette approche constitue déjà une révolution et, pour peu qu'un discours approprié l'accompagne, elle signifie qu'une rupture radicale avec les habitudes peut intervenir. A vrai dire, cela pourrait aller plus loin puisque l'objectif de M^{me} Aubry est, au-delà, de procéder à une véritable inversion de logique, son propos sur la réorganisation du travail et le lien entre la compétitivité des entreprises et l'amélioration salariale, souvent répété ces dernières semaines, en étant le meilleur exemple.

Cela ne se traduit pas toujours

par des présentations spectaculaires. L'objectif est de donner les axes d'une politique qui sera menée pendant les quinze mois à venir, et qui sera complétée au fur et à mesure de l'avancement des dossiers. Même si elle ne dispose pas de la durée dont a bénéficié son prédécesseur, M. Jean-Pierre Soisson, ni de la croissance des années 1988-1990, elle ne désespère cependant pas de faire la démonstration de la crédibilité de ses choix.

Les éléments les plus importants portent sur une série de remaniements des moyens de son ministère. Si les CRE (contrats de retour à l'emploi pour les chômeurs de longue durée), les contrats de qualification pour les jeunes et les différentes formules de la formation doivent être soutenus, en raison de leur réussite, 60 % à 70 % des bénéficiaires ayant toutes les chances de se retrouver dans un parcours d'emploi, d'autres dispositions seront corrigées. Par exemple, le CFI (crédit formation individualisé), au mécanisme compliqué et aux résultats décevants (le Monde du 3 juillet), va être progressivement remplacé par une intervention plus volontariste de l'ANPE, prête de démarcher activement les entreprises, et tout autant d'être enfin capable de fournir les candidats demandés, après sélection.

« Centre de tri » unique

Les autres jeunes seront orientés vers des formations en alternance, pour ceux qui ont un niveau insuffisant, et vers des dispositifs d'insertion par l'emploi, pour ceux qui éprouvent les plus grandes difficultés. De même, et parce qu'on a constaté que les contrats emploi-solidarité, successeurs des TUC, soit ne permettent pas une réinsertion durable des jeunes chômeurs, soit attirent des garçons et des jeunes filles qui abandonnent l'école après, on va en limiter le développement. De 400 000 bénéficiaires aujourd'hui, on pourrait revenir aux environs de 280 000, la réduction portant essentiellement sur les jeunes de 16 à 18 ans.

Ces orientations s'appuient sur un raisonnement fondamental pour M^{me} Aubry. Les stages n'ont aucune utilité s'ils ne conduisent pas à un emploi, et une activité professionnelle, même limitée, est préférable à toute autre formule.

Pour ce faire, les différents services ou les multiples structures qui ont pour objet de traiter telle ou telle catégorie vont devoir abandonner leurs particularismes.

Tout le monde œuvrera dans le même sens et un « carrefour » ou un « centre de tri » unique verra passer tous les jeunes sans qualification ou ayant des problèmes. Tous auront droit à un bilan professionnel et, au cas par cas, seront ensuite dirigés vers les dispositifs le plus adaptés à leurs besoins ainsi qu'au type d'emploi qu'ils peuvent occuper.

Un second volet, très proche, concerne l'aide aux PME-PMI en matière d'emploi. L'exonération de charges sociales pour l'embauche du premier salarié, instituée par le gouvernement Rocard, et qui venait à échéance à la fin de l'année, est reconduite. Elle donne de bons résultats. Puisque les petites entreprises se plaignent de ne pas toujours trouver la main-d'œuvre qu'elles souhaitent, le ministère du travail entendra de mesurer l'ampleur des problèmes, d'en vérifier la réalité, et va ensuite s'associer aux chefs d'entreprise pour identifier les besoins. L'approche sera qualitative, quantitative et locale, mais les branches professionnelles seront sollicitées dans cette recherche. Logiquement, cet effort devra aussi se traduire par une intervention plus volontariste de l'ANPE, prête de démarcher activement les entreprises, et tout autant d'être enfin capable de fournir les candidats demandés, après sélection.

Vient ensuite, sans ordre de priorité, le dossier des emplois de proximité, c'est-à-dire de ce qui pourrait être exploité avec le développement des services aux particuliers, aux familles et aux personnes âgées. Une offre et une demande existent, difficilement quantifiables, qu'il convient d'organiser. Une simplification des formalités de déclaration interviendra avant la fin de l'année et des mesures (qui pourraient prendre la forme d'une exonération ou d'un fonds régional) sont prévues dans les prochaines semaines. Une mesure bien cernée permettrait aussi de « blanchir » du travail au noir.

Après ? M^{me} Aubry, toujours dans l'idée de faciliter l'accès à un emploi des plus défavorisés, entend s'appuyer sur les entreprises d'insertion et les associations intermédiaires, deux structures d'activité économique qui servent de sas avec le monde de l'entreprise normale. Mais, sur ce sujet, elle devrait s'exprimer plus longuement le 4 juillet, puisque ce volet fait également partie des propositions contenues dans le rapport qui sera remis à M. Michel Delebarre, dans le cadre de sa politique de la violence des entreprises, et non pas seulement des jeunes. Mais alors qu'elle n'était pas encore ministre du travail.

ALAIN LEBEAUE

Quatre syndicats devraient signer l'accord sur la formation professionnelle

Commencées en février dernier, les négociations sur la formation professionnelle se sont achevées dans la nuit du 2 au 3 juillet, au siège du CNPF. Seule Force ouvrière a signé aussitôt l'accord, la CFDT, la CFTC et la CGC, plutôt favorables, devant préalablement consulter leurs instances. Le texte devrait être repris dans un projet de loi qui reformulerait la loi de 1971.

Obtenu après la rituelle nuit de négociations, l'accord sur la formation professionnelle est plus qu'un simple « toilettage » de la loi de 1971, estiment les organisations syndicales, à l'exception de la CGT, très critique. Mais, s'il donne un visage modernisé à la formation continue, il ne s'apparente pas pour autant à la réforme espérée, vingt ans après que M. Jacques Delors eut rédigé ce texte désormais fameux.

Pourtant, le document final comprend un nombre impressionnant de nouveautés. Fixée de longue date à 1,2 % de la masse salariale, dans les entreprises de plus de dix salariés, la contribution minimale sera portée à 1,4 % au 1^{er} janvier 1992, et à 1,5 % au 1^{er} janvier 1993. C'est-à-dire que les dépenses de formation augmenteront de 2,2 milliards de francs la première année, de 3,3 milliards la seconde. Au sein de cette cotisation, le montant réservé au congé individuel de formation (CIF) passera de 0,15 % à 0,20 % au 1^{er} janvier 1993. Cela permettra de disposer de 550 millions de francs supplémentaires pour un dispositif qui ne pouvait accueillir que 25 000 candidats par an. Plus significatif encore, et avec l'accord de la CGPME, longtemps en difficulté sur le sujet, les entreprises de moins de dix salariés devront désormais contribuer financièrement à la formation professionnelle de leurs salariés et des chefs d'entreprise. Le montant a été établi à 0,15 %, au 1^{er} janvier 1992.

Fondamentale aux yeux du patronat, la notion de co-investissement a finalement été acceptée, à plusieurs conditions qui ont d'ailleurs été à l'origine des plus ardues discussions des dernières heures. Pour les formations de plus de 300 heures qui se concluent par l'obtention d'un diplôme, il a été admis, sous ce vocable, que les salariés effectueraient 25 % du stage sur leur temps libre. Toutefois, « à défaut d'un accord d'entreprise », les modalités de mise en œuvre seront présentées au comité d'entreprise, et non pas seulement discutées entre le dirigeant et le futur stagiaire, comme le voulait le CNPF.

Finalement, dans une formule

alambiquée, le patronat a accepté de toucher à un tabou. Dans un délai d'un an au terme de la formation, l'entreprise « s'emploiera » à faire accéder le salarié aux fonctions disponibles correspondant à ses connaissances. Sur-tout, elle lui attribuera la classification et la rémunération qui vont de pair et, « en tout état de cause », prendra en compte, dès la fin de la formation, les efforts accomplis, sous forme de prime, d'augmentation de salaire ou de « progression intermédiaire » dans une fonction d'attente.

C'est ce résultat qui a amené Force ouvrière à signer dans l'instant l'accord, sans en référer à ses instances, alors que la CFDT, la CFTC et la CGC, tout aussi satisfaites, mais qui n'avaient manifestement pas les mêmes soucis quant au comportement de leurs mandants, attendront la réunion de leurs bureaux nationaux pour se prononcer définitivement le 5 juillet.

Un droit au bilan des compétences

Les partenaires sociaux se sont également entendus pour instaurer un contrat d'orientation destiné à remplacer les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), discrédités à la suite d'abus et en perte de vitesse. Prévu pour accueillir les jeunes en difficulté, cette nouvelle formule sera dotée d'un contrat de travail et mieux encadrée. Pourront en bénéficier les jeunes de vingt-deux à vingt-six ans d'un niveau inférieur au CAP, mais aussi ceux du niveau bac, après acceptation par les commissions paritaires de l'emploi.

Par ailleurs, un droit au bilan des compétences professionnelles a été institué pour tous les salariés qui, pour ce faire, pourront prendre un congé spécial rémunéré. Des négociations de branches professionnelles auront lieu tous les cinq ans sur une liste très exhaustive de sujets et devront permettre la définition des besoins ainsi que d'envisager l'évolution des métiers. Une autre négociation « d'orientation » se déroulera dans les entreprises tous les trois ans et sera suivie, sans qu'il y ait forcément de rapport entre elles, par la présentation annuelle du plan de formation, décidé par la direction.

Enfin, dernière innovation, un comité paritaire national de la formation professionnelle (CPNPF) est créé. Il sera chargé de donner une cohérence à la politique de formation et devra assurer le suivi de l'accord. En conséquence, n'y siègeront que les organisations signataires, donc pas la CGT. Une décision qui n'avait jamais été prise dans le cadre d'une institution issue d'un accord national et interprofessionnel prenant un sens symbolique.

A. L.

Après une amorce de dialogue à Paris

La Norvège propose d'organiser la prochaine réunion entre producteurs et consommateurs de pétrole

« Si j'avais un titre à faire, je dirais : « Succès du séminaire franco-vénézuélien ». Avec un sous-titre : « Vers une seconde rencontre producteurs-consommateurs », disait en plaisantant, le mardi 2 juillet, M. Roland Dumas, le ministre français des affaires étrangères, en clôturant les travaux. Après deux jours de débats informels réunissant 25 pays producteurs ou consommateurs de pétrole et 9 organisations internationales, l'optimisme régnait dans les salons parisiens du centre de conférences Kléber.

Bien que les Américains, hostiles au principe même de la réunion et venus en simples « observateurs », soient restés sur la réserve, bien qu'aucune décision concrète n'ait été prise, il ne faisait guère de doute que ce premier dialogue entre producteurs et consommateurs s'était finalement déroulé à la satisfaction générale des participants. « Le résultat a dépassé nos espérances », commentait le secrétaire général de l'OPEP, le Dr Subroto, tandis que le ministre des affaires étrangères du Venezuela, coorganisateur de la rencontre, soulignait la « cordialité » des échanges, en se félicitant de

l'intérêt considérable [qui s'est] manifesté pour poursuivre le dialogue sur le plan technique comme sur le plan politique ».

« Cette première réunion originale est appelée à avoir des suites », affirmait le ministre français. Plusieurs pays se sont en effet proposés au

cours de la conférence pour organiser de nouvelles rencontres du même genre : Norvège, Égypte, Italie, Émirats arabes unis, etc. Bien qu'aucune date n'ait été avancée, un accord s'est dégagé pour que la Norvège, seul pays à avoir fait une proposition formelle, soit chargée d'héberger

et d'organiser, peut-être en liaison avec l'Égypte, la prochaine réunion au niveau ministériel.

Par ailleurs l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a proposé d'organiser sous ses auspices un suivi au niveau technique, sous forme de réunions d'experts représentant les

consommateurs et les producteurs, membres ou non de l'OCDE, pour débattre de sujets généraux à propos de la politique énergétique. Proposition accueillie de façon diverse, compte tenu de l'attitude passée de l'Agence, créée par M. Henry Kissinger au début des années 70 pour

contrer l'OPEP et toujours largement dominée par les États-Unis.

« Lorsqu'on ne peut pas empêcher quelque chose, on l'organise soi-même », plaisantait à demi le ministre français de l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn, se faisant l'écho des appréhensions de la plupart des délégations. Dans l'ensemble cependant, producteurs et consommateurs choisissaient de prendre l'AIE au pied de la lettre et d'accueillir cette offre de service comme un changement d'attitude favorable de l'Agence. Même l'OPEP, méfiante par nature (et par expérience), soulignait le caractère positif de cette proposition.

L'attitude était la même vis-à-vis des États-Unis, dont le silence dénotait au cours de la rencontre volontairement interprété comme un signe de bon augure. Le représentant américain avait beau protester que les États-Unis approuveraient une seconde réunion, la plupart des participants restaient optimistes. « Ma conviction personnelle est que les Américains participeront à la suite », assurait le ministre français de l'Industrie. « C'est aux Américains de changer, mais le mouvement est lancé, il se poursuivra avec ou sans eux », affirmait de son côté un représentant des producteurs.

V. M.

Un succès de référence minimum

par Véronique Maurus

Succès politique indéniable pour la France et le Venezuela, le sommet pétrolier de Paris peut-il avoir sur le plan économique et concret une utilité autre que symbolique ? Autrement dit, cette « potlatch de main visible », selon le mot du ministre saoudien du pétrole - paraphrasant Adam Smith et sa fameuse « main invisible », peut-elle réellement aider à terme à stabiliser les cours du pétrole et à éviter la répétition des chocs passés ?

Le ministre saoudien avait beau souligner l'importance de ce premier pas, le ministre français de l'Industrie assurant de « caractère concret et réaliste des discussions », on mesurait, à l'issue de cette rencontre, combien est long

le chemin à parcourir pour organiser un « nouvel ordre pétrolier mondial ». Certes, un consensus s'est dégagé sur trois points essentiels : d'une part pour condamner les fluctuations erratiques des cours du brut, préjudiciables à l'ensemble des économies mondiales, d'autre part pour reconnaître les vertus du marché libre, et enfin pour admettre que le fonctionnement dudit marché doit être amélioré, notamment en augmentant la transparence et les échanges d'informations.

Mais au-delà des positions de principe, tout reste à faire. Comme le soulignent le ministre algérien du pétrole, M. Noureddine Ait-Laouine, « le problème n'est pas de

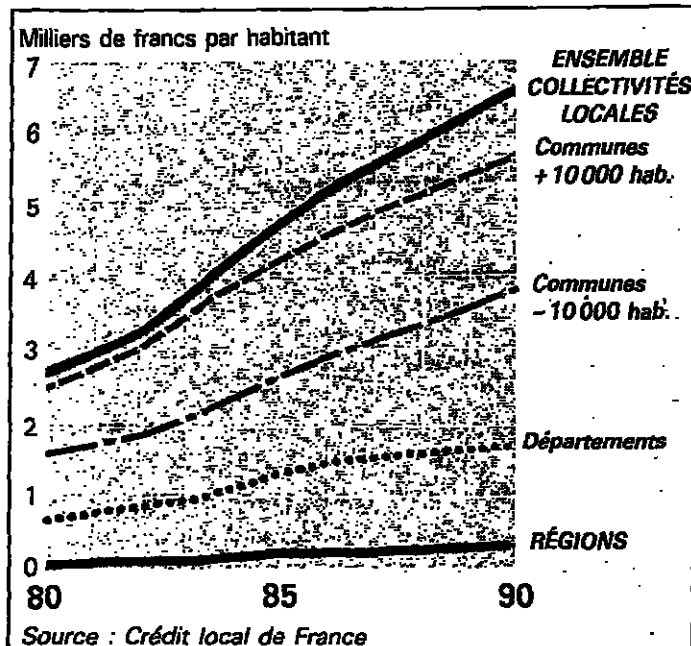
savoir si la stabilité est bonne mais de savoir comment atteindre cette stabilité ». Et comment y parvenir sans parler du fond, c'est-à-dire de la production et des prix ?

Des propos iconoclastes dans une enceinte où la présence muette mais pesante des États-Unis incitait à éviter tous les sujets brûlants, c'est-à-dire utiles. Car, seconde leçon, les débats ont bien montré que, si du côté des producteurs l'engagement est général et sincère en faveur d'un dialogue et d'une stabilisation, l'attitude des grands consommateurs est beaucoup plus ambiguë. A l'ardeur des pays méditerranéens (France, Espagne, Italie) s'opposent toujours les réticences des Anglo-Saxons,

suivis sur un mode mineur par les Japonais. Reste à espérer que, la remontée inévitable des tensions et des prix - aidant, les grands consommateurs évolueront. Mais il faudra pour cela des années. « Si vous vous dites : ce n'est pas tous les jours que les producteurs et les consommateurs se rencontrent, ils se sont réunis, ne se sont pas disputés et ont même décidé de se revoir, c'est un succès. Mais ceux qui étaient venus avec l'espoir, ou l'illusion, de régler les vrais problèmes sont un peu déçus », commentait mardi soir le ministre algérien, traduisant le sentiment de nombre de producteurs qui n'hésitaient pas à parler en privé de « succès de référence minimum ».

ÉCONOMIE

Fort accroissement de l'endettement des collectivités locales en dix ans



Au cours de la dernière décennie, parallèlement au mouvement de décentralisation, l'endettement des collectivités locales (appelées à participer de plus en plus à l'effort d'équipement du pays) s'est très fortement accru, mettant plusieurs villes en situation difficile. L'encours global de l'endettement des communes (5 000 francs en moyenne par habitant) représente 70 % du total des budgets communaux. Aussi les villes - notamment les grandes - réduisent-elles progressivement depuis deux ans les appels aux banques.

D'autre part, selon les derniers chiffres du ministère de l'Intérieur, la fiscalité directe locale aura encore très fortement augmenté en 1991 : + 9,3 % par rapport à 1990 après une hausse de 10 % l'année précédente. Parmi les quatre impôts directs, c'est la taxe professionnelle dont le produit progresse le plus vite à cause de la bonne conjoncture économique de 1989 et du début de 1990. La taxe sur le foncier non bâti (ressource pourtant essentielle des petites communes rurales) connaît, en revanche, une croissance très faible.

Le déficit de la balance des paiements courants s'est aggravé au premier trimestre

La balance des paiements courants de la France a enregistré au premier trimestre un déficit de 20,6 milliards de francs en données brutes, contre 7 milliards à la même époque, l'an dernier, selon les résultats provisoires publiés par le ministère de l'économie et des finances mardi 2 juillet. En données corrigées des variations saisonnières, le solde négatif s'est élevé à 14,9 milliards contre 1,9. Cette évolution s'explique principalement par la dégradation du

solde commercial, passé de -14,8 milliards à -24,8 milliards.

L'évolution du solde de la balance des capitaux est caractérisée par une diminution des achats de titres français (actions, obligations...) par les étrangers, ramené de 41,9 à 33 milliards. En revanche, les investissements directs étrangers en France ont progressé de 10,5 à 23,4 milliards de francs sur la période, conséquence, principalement, de l'accord Renault-Volvo.

INDUSTRIE

Ecartant Alstom et de Dietrich

Strasbourg choisit ABB-SOCIMI pour son tramway

Le tramway de Strasbourg sera équipé de voitures construites par un groupement formé de l'entreprise italienne SOCIMI et ABB, un des géants mondiaux de l'industrie électrotechnique, créé par les groupes suédois ASEA et suisse Brown Boveri.

La municipalité socialiste conduite par M^{me} Catherine Trautmann, qui devait annoncer son choix mercredi 3 juillet, a ainsi écarté l'offre d'Alstom-de Dietrich.

STRASBOURG

de notre correspondant régional

Dans l'entourage du maire de Strasbourg, on indique que l'accord était pratiquement fait en février avec le groupement français Alstom-de Dietrich. Compte tenu de la configuration

du réseau et des infrastructures prévues, la capitale alsacienne a opté pour des voitures à « plancher bas intégral », permettant l'accès de plain-pied sur toute la longueur du quai (ce qui n'est le cas ni à Nantes ni à Grenoble).

Rouen avait aussi choisi cette nouvelle génération de tramways qui devaient être développés par les Français. Le district rouennais, présidé par M. Laurent Fabius, a finalement renoncé à cet équipement en raison, semble-t-il, du manque de garanties sur les délais de livraison pour les vingt-deux rames nécessaires, préférant se décider pour une version améliorée du « tram grenoblois ». Devant cette défection, Alstom a ajouté à son offre à Strasbourg le coût du développement (76 millions de francs), soit, au total, une enveloppe supérieure de 125 millions de francs à celle présentée par le groupement européen (354 millions pour vingt-huit rames de trois voitures).

L'entreprise française a alors

proposé des solutions dérivées de la « génération grenobloise » dont aucune n'a donné satisfaction aux experts strasbourgeois.

MARCEL SCOTTO

Le français Plastic Omnium s'implante aux États-Unis. - Le groupe français Plastic Omnium, premier producteur européen de poubelles en plastique et un des premiers fabricants mondiaux de tableaux de bord pour automobiles (Le Monde du 28 juin), s'implante aux États-Unis. Il vient de racheter la firme américaine Zarn, un des grands spécialistes outre-Atlantique du conteneur en plastique pour la collecte ménagère. Cette acquisition est soumise à l'accord des autorités compétentes du gouvernement fédéral.

Avec trois usines, Zarn équipe totalement ou en partie de nombreuses villes américaines comme Atlanta, Los Angeles, Memphis, Milwaukee et Richmond.

Les étrangères résistent mieux

Le marché français de l'automobile a continué de régresser en juin

Le marché français des automobiles neuves, en net recul depuis l'automne 1990, a de nouveau baissé en juin de 13,1 % (par rapport à juin 1990), clôturant un premier semestre noir qui se solda par 991 000 immatriculations (-16,6 %), selon les premières estimations du comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA).

Les étrangères ont toutefois mieux résisté que leurs concurrentes françaises depuis le début de l'année, avec une baisse des ventes de 9,7 % contre -20,8 % pour les voitures françaises. Leur part de marché atteint ainsi 41 % sur l'ensemble du semestre.

La production des cinq premiers mois, en baisse de 13,5 % sur la même période de 1990, a moins régressé que le marché français, grâce à la relative tenue des exportations, en baisse de seulement 2,8 %.

ÉTRANGER

Au départ de Londres-Heathrow vers les États-Unis

British Airways affronte la concurrence de deux grandes compagnies américaines

LONDRES

correspondance

La concurrence entre compagnies aériennes sur le marché de l'Atlantique nord s'intensifie, comme l'atteste l'arrivée, le mardi 2 juillet, du numéro un américain American Airlines à Londres-Heathrow, premier aéroport du Vieux Continent. La compagnie américaine, basée à Dallas, dans le Texas, assure désormais 105 vols transatlantiques hebdomadaires depuis la Grande-Bretagne vers cinq destinations des États-Unis, un service qui, à lui seul, représente la moitié de ses opérations européennes et 21 % du marché de l'Atlantique nord.

Un accord conclu entre Londres et Washington en mars dernier a permis à American Airlines et à United Airlines, les deux premières compagnies américaines, de reprendre les droits de trafic sur Heathrow de Pan Am et de TWA, contraintes de vendre leurs lignes transatlantiques pour tenter d'éviter la faillite.

Les Américains détiennent la moitié du marché

Leur arrivée est un coup dur pour British Airways (235 avions), qui, malgré sa privatisation en 1987, demeure le porte-drapeau de la Grande-Bretagne à travers le monde. American, avec 539 avions et un chiffre d'affaires de 10 milliards de dollars, et United, avec 439 appareils et 10 milliards de dollars de chiffre d'affaires, sont des concurrents autrement plus dangereux que Pan Am et TWA.

L'Atlantique nord représente un quart du trafic aérien mondial et un tiers du chiffre d'affaires de British Airways. Or, sur ce créneau très disputé, les Américains gagnent sans cesse du terrain. Au cours des cinq dernières années, leur part est déjà passée de 48 % à 50 % tandis que celle des Européens est tombée de 46 % à 44 %. De plus, sur l'Atlantique

nord, British Airways doit faire face à la rivalité agressive de Virgin Atlantic Airways, compagnie créée en 1984 par le promoteur de rock Richard Branson, qui a aussi reçu le droit de lancer des vols vers les États-Unis au départ de Londres-Heathrow.

Le président d'American Airlines, M. Bob Crandall, a résumé en une phrase les ambitions de sa compagnie lors de sa conférence de presse au Hyde Park Hotel : « La concurrence vigoureuse ne peut qu'augmenter la taille du marché transatlantique. » Toutefois, il s'est déclaré hostile à une baisse excessive des tarifs sur cette ligne très rémunératrice. « Guerre des prix et bonnes affaires ne vont pas de pair. » Question non seulement de qualité du service, mais de rentabilité, en raison du coût élevé des mesures de sécurité que les transporteurs américains sont contraints de respecter.

British Airways a déjà réagi à ce défi. La compagnie vient de consacrer 10 millions de livres (100 millions de francs) à améliorer son service vers les États-Unis, en particulier en rénovant sa classe « affaires ». Mais elle étudie aussi la possibilité de racheter un transporteur intérieur américain (on parle d'US Air) en tirant profit de la libéralisation en cours du transport aérien outre-Atlantique.

MARC ROCHE

Départ du président du Crédit lyonnais Pays-Bas

Le président du conseil d'administration du Crédit lyonnais Bank Nederland (CLBN), M. Jean Jacques Brutschi, « quitte ses fonctions », a indiqué la banque le 3 juillet. Le communiqué ne dit mot de l'affaire CLBN-MGM (Metro-Goldwyn-Mayer), qui semble pourtant à l'origine de ce départ.

En avançant quelque 7 milliards de francs au sulfureux homme d'affaires italien Giancarlo Parretti, la filiale néerlandaise du Crédit lyonnais se trouve en position difficile. Elle dispose de 98 % des droits de vote du studio de production, dont la part de marché s'est effondrée (Le Monde du 22 juin).

La « fuite en avant » de la banque dans le domaine de la production de film et la nature des transactions opérées en faveur de M. Parretti ont déclenché de vives critiques de la presse aux États-Unis, et des enquêtes parlementaires en France.

« M. Brutschi a abandonné son poste de président après avoir accepté d'autres fonctions au sein du groupe Crédit lyonnais ». Sans autres précisions, il est remplacé à la tête du CLBN par M. Willem Van Driel.

Nommé vice-président du groupe Siemens AG

M. von Pierer est tacitement désigné comme le futur patron

M. Heinrich von Pierer, cinquante ans, directeur de KWU, la filiale de Siemens spécialisée dans la construction de centrales nucléaires, a de très bonnes chances de succéder à M. Karlheinz Kaske à la présidence du groupe allemand d'électrotechnique. Mardi 2 juillet, le conseil de surveillance de Siemens AG, numéro deux de l'industrie outre-Rhin avec ses 376 000 salariés et son chiffre d'affaires de 237 milliards de francs, a désigné ce juriste de formation à la vice-présidence de la firme munichoise.

Un poste considéré comme un marche-pied naturel pour accéder à la place de numéro un du groupe.

Le retrait de M. Kaske, qui dirige Siemens depuis près de dix ans, est, semble-t-il, prévu pour octobre 1992. Parmi les prétendants à la succession, les noms de M. Karl-Hermann Baumann, directeur financier, et celui de M. Horst Langer, patron des filiales américaines du groupe, étaient également fréquemment avancés.

Intel fait l'objet d'une enquête pour violation de la loi anti-trust. - La FTC (Federal Trade Commission) aurait ouvert une enquête sur le fabricant américain de microprocesseurs Intel pour violation de la loi anti-trust, affirme le Financial Times. Les microprocesseurs Intel constituent le cœur des ordinateurs IBM PC et compatibles. Intel n'aurait accepté d'en vendre la licence qu'à son principal client, IBM, à l'exception de tout autre fabricant de microprocesseurs.

EN BREF

Hausse des commandes aux entreprises américaines en mai. - Les commandes passées aux entreprises américaines ont augmenté de 2,9 % en mai, poursuivant une progression amorcée en avril, après cinq mois de baisse, a annoncé mardi 2 juillet le département du commerce. Dépassant la plupart des prévisions, les commandes de biens durables ont fait un bond de 3,4 % en mai, soit leur plus forte hausse en un mois depuis mars 1990. C'est dans le secteur des transports que la progression a été la plus forte : + 11,4 % en un mois. La hausse réalisée le mois dernier s'accompagne d'une diminution des stocks des entreprises industrielles de 0,8 % en mai. Le groupement national des directeurs des achats avait annoncé, lundi 1^{er} juillet, une forte hausse en juin de son indice composite.

Les loyers régis par la loi de 1948 augmentent de 2,7 % à 4 %. - Selon un décret publié au Journal officiel du 30 juin, les loyers régis par la loi de 1948 augmentent au 1^{er} juillet de 2,7 % (soit la hausse de l'indice du coût de la construction entre le quatrième trimestre 1989 et le quatrième trimestre 1990) pour les logements de la catégorie III, de 4 % pour ceux de la catégorie II. Aucune hausse n'est prévue pour la catégorie IV, logements sans aucun confort qui doivent être détruits ou réaménagés (ce qui les amène dans une catégorie supérieure). Ainsi les loyers sont maintenant les suivants : pour la catégorie II A, 32,70 francs le mètre carré pour les dix premiers mètres carrés, 19,47 francs pour les suivants ; pour la catégorie II B, 22,87 francs et 12,20 francs ; pour la catégorie II C, 17,17 francs et 9,32 francs ; pour la catégorie III A, 10,88 francs et 5,66 francs ; pour la catégorie III B, 6,34 francs et 3,30 francs ; enfin, pour la catégorie IV, 1,70 franc et 0,90 franc.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

Le Monde
ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	550 F	52
3 mois	480 F	780 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU (1) 49-50-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine
Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____

du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES : _____

NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHEQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

• N° CB _____

Expire à fin _____ Signature _____

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain

Fondé par la Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'AVENIR DU SERVICE
PUBLIC

Envoyer 80 F (timbres à 2,30 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 F d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

Le Monde DE L'ÉDUCATION JUILLET/AOÛT 1991

UNIVERSITÉS

LES INSCRIPTIONS EN PREMIÈRE ANNÉE

FAC par FAC

LES TAUX DE RÉUSSITE AUX DEUG

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة الأمل

ÉCONOMIE

Pour rattraper les géants allemands

Rhône-Poulenc multiplie ses investissements et réorganise ses « métiers »

Les efforts d'un siècle pour rejoindre les trois géants allemands de la chimie ont repris depuis cinq ans, avec le rachat successif d'une trentaine de sociétés et l'installation aux États-Unis après la prise de contrôle de Rorer. Quarante milliards de francs d'investissements et une réorganisation des trois métiers de la firme lui permettront-ils de rattraper les cinq premiers rangs mondiaux de la chimie à la fin du siècle ?

« Le Rhône-Poulenc dont je vous parle ressemble à un chantier. Il est très difficile de voir l'édifice qui se construit. » Pour M. Jean-René Fourtout, président de ce groupe chimique, l'heure est aux explications après la série d'acquisitions réalisées depuis 1985, qui ont permis à la firme française de se hisser du douzième au septième rang des chimistes mondiaux. L'objectif affiché, parvenir à la cinquième place d'ici la fin de la décennie, laisse apparaître l'obsession commune des dirigeants successifs de l'entreprise industrielle progressivement devenue Rhône-Poulenc pour rattraper le temps perdu.

La course menée depuis près d'un siècle pour rejoindre les trois géants allemands, BASF, Bayer et Hoechst, a toujours été saccadée, tantôt arrêtée par les deux guerres mondiales ou tantôt freinée par des faux pas, voire des erreurs stratégiques. Depuis cinq ans, la poursuite a pris un autre tour. Grâce à une succession d'acquisitions, le groupe a changé de dimension et pris pied significativement en Amérique du Nord. Son chiffre d'affaires global a progressé de 50 % par rapport à 1986 (78,8 milliards de francs en 1990) et doublé en dollars (voir tableau ci-contre). La part réalisée outre-Atlantique représente 21 % de l'activité globale, juste derrière la France et le reste de l'Europe.

Pas moins de 40 milliards de francs ont été consacrés depuis 1986 à l'achat d'une trentaine de sociétés, dont une quinzaine aux États-Unis, parmi lesquelles figurent les activités chimiques d'Union Carbide, la chimie de base de Stauffer et l'an dernier la firme pharmaceutique Rorer. Reste à intégrer tout cela dans une conjonction mondiale délaissable pour la chimie, l'un des deux piliers d'activité du groupe avec la pharmacie. Pas question pour autant de délaisser l'un pour l'autre, c'est une question de culture héritée, pour la chimie, des Usines du Rhône - un des maillons de l'empire familial Gillet - et, pour la pharmacie des trois frères Poulenc. « On ne choisit pas sa culture », rappelle François Guinot, directeur général du secteur Interchimie organiques et minéraux (IOM). « Le groupe ne de la fusion entre la société des

Usines du Rhône et les établissements Poulenc Frères en 1928 reste un groupe chimique qui définit tous les aspects des sciences de la vie. » Fort de cette certitude et de la conviction selon laquelle « dans sa structure ancienne Rhône-Poulenc n'était pas capable de résister à la crise », M. Jean-René Fourtout accompagne ces ambitions stratégiques d'objectifs financiers précis. En 1993, soit dans moins de deux ans, l'ensemble du groupe devra répondre à la règle des 15 % : 15 % de résultat opérationnel par rapport au chiffre d'affaires, 15 % de rentabilité des capitaux investis et 15 % de progression du résultat par action.

Des performances contrastées

Des trois métiers de Rhône-Poulenc (sciences de la vie, chimie d'application, et intermédiaires organiques et minéraux), seuls ceux des sciences de la vie (santé et agrochimie) dégagent en ce moment des résultats substantiels. Dans ce domaine, qui représente près de la moitié des activités de Rhône-Poulenc, l'agrochimie est la partie la plus rentable et la seule pour l'instant à répondre aux exigences de 1993. L'acquisition des actifs d'Union Carbide liés à cette activité a permis à cette branche d'atteindre la taille critique et de parvenir au quatrième rang derrière le suisse Ciba Geigy, l'allemand Bayer et le britannique ICI.

Dans la santé, le changement de régime est venu l'an dernier pour les vaccins avec le rachat du canadien Connaught et surtout pour la pharmacie avec l'acquisition de l'américain Rorer, permettant au groupe de disposer d'un réseau de distribution outre-Atlantique. Reste maintenant à l'alimenter en produits. D'où la construction d'un centre de recherches important à Collegeville près de Philadelphie, où sera installé prochainement le futur siège de Rhône-Poulenc-Rorer (RPR), la nouvelle entité regroupant l'activité « pharmacie humaine » du groupe. « Les produits innovateurs, nous savons faire. Mais un de nos drames historiques a toujours été de ne pas avoir compris que les succès venaient de la capacité à les mettre rapidement sur le marché », reconnaît M. Igor Landau, président du secteur santé. Et, de fait, Rhône-Poulenc n'a aucun de ses médicaments dans les cinquante plus vendus au monde. Rorer non plus, malgré le succès de son produit phare, un pansement gastrique.

La barre a été placée haut sur le marché américain, où la firme par sa seule croissance interne devra progresser de la vingt-troisième place à la quinzième d'ici à 1995. Au niveau financier, RPR présente des résultats encourageants, conformes aux prévisions affichées

lors du rachat de Rorer (le Monde du 30 mai 1990). Après avoir équilibré ses comptes en 1990 RPR devrait dégager un résultat de 328 millions de dollars (environ 2 milliards de francs) cette année pour 4 milliards de dollars de chiffre d'affaires. « Le secteur santé a réalisé 2 milliards de francs de résultat opérationnel l'an dernier. Il n'est pas impossible qu'on arrive à un doublement de cette année », affirme le président de Rhône-Poulenc.

Les performances sont nettement moins encourageantes dans les deux autres métiers, « chimie d'application » (fibres et polymères et spécialités chimiques) et « intermédiaires organiques et minéraux » (IOM). Le secteur des fibres et polymères a été affecté par la crise économique au Brésil, pays où s'effectue la majeure partie de la production, et par la baisse du dollar. Le résultat a baissé de moitié en 1990 et ne devrait pas s'améliorer de manière sensible cette année. Le secteur des spécialités chimiques est le moins rentable de tous et fait l'objet d'une réorganisation en profondeur. Le groupe envisage de céder 1,5 milliard de francs d'actifs dans cette branche fabricant des produits intermédiaires destinés à de multiples industries. Aux États-Unis, la réorganisation sera vigoureuse avec la fermeture de douze usines sur les trente-six existantes et la cession de six d'entre elles d'ici à la fin de 1992 ; cela s'accompagnera de la réduction de 40 % des effectifs. « Je préfère une grosse opération chirurgicale à une succession de réorganisations durant des années », affirme l'un des dirigeants, M. Philippe Demarecaux.

Enfin, les activités « intermédiaires organiques et minéraux » (IOM), particulièrement affectées par la conjonction économique mondiale, par la chute du dollar, et par la crise de la chimie, devraient enregistrer cette année « un résultat probablement inférieur à l'an dernier... Mais, à l'inverse, je crois qu'on a touché le fond », précise M. Jean-René Fourtout.

Priorité à la réduction de l'endettement

Le redressement des branches est impérieux si le groupe veut tenir ses objectifs et, surtout, réduire son endettement. Avec 3,5 milliards de francs, les frais financiers sont élevés. Le rapport dette sur fonds propres, actuellement de 0,9, doit revenir impérativement à 0,5 en 1993. Pour ce faire, le groupe compte sur l'amélioration des résultats, complétée par un programme de cessions d'environ 1,5 milliard de dollars (9 milliards de francs) d'ici à la fin de 1992. Pas question pour autant de « brader des actifs » pour tenir les objectifs, ni à l'inverse de procéder à de nouvelles acquisitions stratégiques, Rhône-Poulenc étant parvenu en la matière. « Simplification des ajustements », entend-on lorsqu'on interroge les différents membres du comité exécutif. Et tous d'affirmer haut et fort qu'ils ne seront pas candidats aux rachats de certaines activités d'ICI, même si leur concurrent britannique cède certaines branches d'activité pour tenter d'échapper aux convulsions du conglomerat Hanson.

Une telle déconvenue ne peut arriver au groupe français qui, bien que coté en Bourse, échappe à toute tentative d'OPA, son actionnaire principal étant l'État. D'ailleurs, Rhône-Poulenc exclut toute augmentation de capital d'ici deux ans par privatisation partielle, ou par émission de certificats d'investissements privilégiés (CIP). La raison avancée est une « dilution excessive » d'un titre déjà sous-coté par rapport à sa valeur réelle.

Après 1993, ce sera une autre affaire. Tout dépendra de la solidité du nouvel édifice. Le chantier terminé, les dirigeants de Rhône-Poulenc sauront s'ils sont enfin parvenus à briser la fatalité qui s'acharne sur le groupe depuis sa naissance. Sinon eux ou d'autres devront encore partir à la recherche du temps perdu.

DOMINIQUE GALLOIS

Le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par le Ligue des droits de l'homme (non vendé dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'AVENIR DU SERVICE PUBLIC

Envoyer 60 F (timbres à 2,30 F ou chèque) à Avenir-Demain, 27, rue Jean-Pol, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 F d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

AVIS D'APPELS D'OFFRES

La Société Burkina des Fibres Textiles (SOFTTEX) lance un appel d'offres international pour la fourniture de deux lots d'engrais au titre de la campagne agricole 1992-1993 au Burkina-Faso :

- Lot n° 1 : Engrais complexe NPKSB (granulés) 25 000 tonnes métriques ;
- Lot n° 2 : UREE perlée N 46 % 10 000 tonnes métriques.

pour la campagne cotonnière 1992-1993 au Burkina-Faso

Le cahier des charges peut être retiré auprès de la CFDT, 13, rue Monceau, 75008 Paris. Tél. n° 644 839 F. Télécopie n° 43-59-50-13 (à l'attention, M. BEROU), au siège de la SOFTTEX - B.P. 147 à Bobo-Dioulasso. Tél. : (226) 98-22-03. Télécopie n° (226) 98-14-05. Tél. 8208 BF, ou BP 1650 à Ouagadougou, au prix de : 1 500 FF. Date limite de dépôt des offres : le 2 août 1991 à Bobo-Dioulasso.

CE SIMPLE NUMÉRO

Composez ce numéro sur votre minitel :

36.29.11.11

et appuyez sur "Concession Fer"

et appuyez sur "Concession Fer"

et appuyez sur "Concession Fer"

VOUS PERMET DE CONNAÎTRE
LE BILAN DE VOS CLIENTS,
LE REGISTRE DU COMMERCE
DE VOS FOURNISSEURS,
LE CHIFFRE D'AFFAIRES
ET LE RÉSULTAT NET DE
VOS CONCURRENTS.



Sur votre minitel, en un instant, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les Entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffre-clés (chiffre d'affaires, résultat net, effectifs),
- renseignements sur les défaillances

d'entreprises notamment les déclarations de cessation des paiements. Pour prévenir difficultés et impayés, consultez systématiquement le 36 29 11 11.

INFOGREFFE
La Source de l'Information sur les Entreprises
1, quai de Corne - 75181 PARIS CEDEX 04
Tél. (1) 43 29 06 75

Chiffre d'affaires (en milliards de dollars) et rang des grands chimistes mondiaux

1985	1990
1. BASF 18,15	1. BASF 31,20
2. Bayer 16,55	2. Hoechst 30,02
3. Hoechst 16,55	3. Bayer 27,88
4. ICI 15,50	4. ICI 24,91
5. DuPont 15,04	5. DuPont 22,27
6. Dow Chemical 11,84	6. Dow Chemical 19,77
7. Shell 9,18	7. Rhône-Poulenc 15,48
8. Union Carbide 8,95	8. Ciba Geigy 12,70
9. Ciba Geigy 8,78	9. Shell 10,41
10. DSM 8,49	11. AKZO 10,23
11. Montedison 7,48	12. Exxon 9,59
12. Rhône-Poulenc 6,75	13. Monsanto 9
13. Monsanto 6,67	14. Solvay 8,32
14. Exxon 6,54	15. Sumitomo Chemicals 7,87
15. AKZO 6,54	

Source : Chemical Insight.

VILLE DE SAINT-NAZAIRE

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES DE PROMOTEURS-CONSTRUCTEURS-CONCEPTEURS

OBJET DE LA CONSULTATION
Vente par le concessionnaire de la ville de SAINT-NAZAIRE des terrains d'inscrivant dans la ZAC entrée nord de la ville, pour une surface cessible de 19 000 m², pour une surface globale de ZAC de 9 hectares.

NATURE DE LA CONSULTATION
Appel d'offres avec concours limité en vue de la désignation d'un groupement « Promoteurs-Constructeurs-Concepteurs ».

ÉVENUE DU PROGRAMME À RÉALISER
SHON maxi 31 000 m², se répartissant en bureaux, tertiaire de proximité, services, locaux d'activités, commerces, hôtellerie, logements.

OBTENTION DU DOSSIER DE CANDIDATURE
Les intéressés pourront retirer, à titre gracieux, le dossier de présentation des candidatures de groupement près de la SEM SONADEV - Société Nantaise de Développement, 21, avenue de la République, 44600 SAINT-NAZAIRE. Tél. : 40-66-00-51. Télécopie : 40-19-07-07.

DATE DE DÉPÔT DE CANDIDATURE
Mercredi 31 juillet 1991, les modalités de dépôt sont précisées dans le dossier de présentation complémentaire.

Date d'envoi de l'avis à la publication : 24 JUIN 1991.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les lecteurs du Monde », Association Hubert-Bonne-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Philippe Dupuis, directeur général
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. : (1) 46-62-72-72

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM

Imprimerie du Monde - 12, rue de Valenciennes - 75002 PARIS CEDEX 15

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUËRE, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Tél. : (1) 40-65-25-25
Tél. : (1) 40-65-25-25

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BONNE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Tél. : (1) 40-65-25-25
Tél. : (1) 40-65-25-25

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les rétrodiffusions et index du Monde au (1) 40-65-25-25

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Bonne-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-25-25

TARIF	FRANCE	SUISSE - BELGIQUE LUXEMB. - PAYS-BAS	AUTRES PAYS (voir note ci-dessus)
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ATION
ERSITÉS
SCRIPTIONS
IÈRE ANNÉE
PAR FAC
DE RÉUSSITE
K DEUG
MARCHAND DE JOURNAUX

COMMUNICATION

Le plan de redressement d'Antenne 2

Les syndicats dénoncent une «réorganisation à la hache»

La CFTD et les journalistes CGT et SNJ (autonomes) d'Antenne 2 se sont dits prêts, mardi 2 juillet, à lutter «pendant trois mois» pour faire échouer le plan de restructuration de la chaîne prévoyant 377 suppressions de postes sur un effectif total de 1 759 salariés. Un plan qualifié de «réorganisation à la hache».

«Non seulement ce plan, est inacceptable, mais il est inacceptable intellectuellement de parler de sureffectif», s'exclame une responsable syndicaliste. Inacceptable... Le mot revient dans toutes les interventions. Dans tous les discours. Inacceptable, d'abord, par le nombre : 377, le quart des effectifs. Des effectifs inférieurs, pourtant, de quelques dizaines à ceux de TF 1, la grande chaîne privée concurrente, et qui ne compte, selon les syndicats, que 14 personnes réellement sans affectation (contre 40, voire 80 selon la direction). «Claude Sérillon figure parmi les 9 journalistes actuellement sans attribution, remarque l'un des porte-parole de l'intersyndicale. Faut-il le virer?»

Inacceptable, ensuite, par ses conséquences sur la vie de la chaîne. C'est que le tribut n'est pas seulement lourd dans les services administratifs comme la direction générale (-31,2%), les finances (-26,3%) ou l'entretien (-31,4%), mais aussi dans des secteurs plus proches de l'an-

tenne comme la production (-22%) ou les moyens techniques (-20,4%). «Quantité de métiers sont menacés de disparition», s'indigne Dominique Pradalié du SNJ, citant en exemple les illustrateurs sonores.

L'information, aussi, est durement touchée avec 81 suppressions de postes (-21,7%), dont 50 de journalistes sur un total de 260, pigistes compris. Les syndicats redoutent qu'il s'agisse des grands journaux - les «grands-messes» - ne soient prioritaires et absorbent l'essentiel des effectifs restants, les magazines étant abandonnés à la sous-traitance. «Imagine-t-on un envoyé spécial» (22% de port de marché, entre 5 et 7 millions de francs de recettes publicitaires chaque jeudi) gagner son pari du «prime-time», sans la cohésion d'une fabrication Antenne 2, service public», s'interrogent-ils, en soulignant qu'une chaîne de service public doit les journalistes se cantonneraient au traitement immédiat de l'information, ne rempliraient plus «sa mission de réflexion et d'analyse sur l'actualité».

La crainte de la sous-traitance

Où se trouvent les sureffectifs, demandent encore les organisations syndicales quand le service des 56 journalistes cameramen totalisent 835 jours de vacances non prises (120 semaines de travail supplémentaire effectué par rapport à la durée légale) et 1 735 jours de récupérations non

effectuées (347 semaines)? Tous redoutent que les coupes opérées par la direction ne développent encore un recours à la sous-traitance au privé qu'ils ne cessent de dénoncer.

«Les téléspectateurs savent-ils que les magazines de Christine Ockrent - «Qu'avez-vous fait de vos vingt ans» et «Carrel de routes» - sont achetés à l'extérieur? Le public sait-il qu'Antenne 2 consacre plus de 1,7 milliard de francs à des achats à l'extérieur sur un budget total de 2 milliards, information et sports étant mis à part? Interroge un syndicaliste. Ces dernières années, la quasi-totalité de nos gains de productivité ont été affectés au privé. Pratiquement rien à FR 3 et à la SFP, qui appartiennent pourtant, comme nous, au secteur public».

Pour les organisations syndicales, les difficultés d'Antenne 2 - qu'elles ne contestent pas - sont ailleurs. Dans l'incohérence de la politique suivie ces dernières années par les gouvernements successifs. Dans une insuffisante revalorisation de la redevance - 1,55 franc par jour rappellent-ils. Dans l'érosion continue de son audience et de ses recettes publicitaires après l'échec des directions successives. «Les salariés n'ont pas à faire les frais des erreurs de gestion passées», affirment-elles unanimement.

Déterminés à se battre pour faire échouer le plan de redressement, les responsables syndicaux refusent encore de préciser les formes d'action en cours d'élabo-

ration. Ils attendent d'abord de connaître la réaction des salariés de FR 3, où les grandes lignes du plan social ne seront connues que le 5 juillet. Ils espèrent ensuite dans les démarches entreprises auprès du gouvernement.

Le plan élaboré par le président Hervé Bourges et le directeur général Eric Guilly, lui, est en marche. Le 9 juillet, il sera soumis au comité d'entreprise (CE) et le 10 au conseil d'administration. Le 30 juillet, le CE devrait entendre l'avis de l'expert, dont il aura préalablement demandé la nomination, et c'est le 27 août que devrait être connue la liste nominative des personnels appelés à quitter la chaîne.

PIERRE-ANGEL GAY

Giuseppe Parretti assigne Canal Plus en référé. L'homme d'affaires italien Giuseppe Parretti a assigné en référé, mercredi 3 juillet, au tribunal de grande instance de Paris, Canal Plus, pour empêcher la diffusion d'un film, document le concernant. Ce document, tiré d'un livre intitulé «L'homme qui voulait s'offrir Hollywood», réalisé par Jean-Pierre Moscardi et coproduit par Belbo Films, doit être diffusé le 7 juillet prochain sur Canal Plus. Il décrit la résistante ascension du «cultivateur» magnat et démonte les manœuvres financières qui ont permis à l'ancien cafetier d'Orvieto de devenir le patron de la Metro Goldwyn Mayer (le Monde Radio-Télévision du 1^{er} au 7 juillet).

Créateurs contre eurocrates

Suite de la première page

Sans attaquer la base linguistique de ce quota, qui constitue un objectif culturel, les fonctionnaires de Bruxelles estiment que sa conjugaison avec une définition de l'œuvre limitée aux fictions, à l'animation et aux documentaires aboutit au protectionnisme.

Une bataille des quotas avait déjà fait rage lors de l'adoption de la directive Télévision sans frontière, en 1989. Malgré les réticences des créateurs, et de la France, les Douze n'avaient pas fixé de quotas minimums européens précis, pour ne pas heurter les Américains qui en faisaient un corollaire. L'Europe s'était donc contentée de déclarations d'intentions. Le lancement, à l'initiative française, d'un Eureka audiovisuel était alors apparu comme une compensation en faveur de la création, face à une directive orientée vers la libre circulation des programmes. L'entrée en vigueur effective de cette directive, le 3 octobre prochain, relance cette bataille. «A défaut de quotas européens obligatoires, nous avons obtenu au moins la préservation des systèmes nationaux», observe le délégué général de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques M. Hubert Asquier. «Maintenant, qu'on ne se laisse pas aller à vouloir faire de cette directive qui ne concernait qu'un aspect des reprises hors des frontières nationales la loi de toutes les télévisions du continent».

Culture contre calcul

Or la directive donne une définition large des «œuvres» audiovisuelles : est réputée telle toute œuvre qui n'est ni sport, ni jeu, ni information. «TF 1 pourrait remplir ses quotas européens sans même une fiction française ou européenne», s'exclame M. Pascal Rogard, au nom de l'ARF (société des auteurs, réalisateurs, producteurs) et le Luxembourg, qui n'a pas de culture à défendre, nous prépare la télévision des marqueurs, à l'au de toutes les occasions de détruire les créations nationales».

Les entreprises de l'audiovisuel veulent réformer les règles du jeu

«Télévision pour demain» veut des quotas différents

«Sauver l'essentiel avant qu'il ne soit trop tard» : en constituant une plate-forme commune baptisée «Télévision pour demain», chaînes privées, producteurs, distributeurs, agences d'images, industries techniques (1) de l'audiovisuel proposent ensemble un compromis pragmatique. Après une entrée en scène ratée au dernier MIP-TV (le Monde du 23 avril), cette union retrouvée n'est pas le moindre succès de ce groupe d'entrepreneurs - même si TF 1, au terme d'une vaste négociation, semble préférer le cavalier seul.

C'est que l'échecance approche : «Entre l'eau réglementaire française qui se resserre et l'abandon de toute protection nationale et même européenne, on peut encore trouver un juste milieu. Mais en refusant de négocier avec Bruxelles, les juges-boutistes du quota défendent une ligne Maginot que la Commission enfoncera ou contournera, explique Jacques Peskine, le porte-parole de «Télévision pour demain». Il est absurde d'opposer économie et création, l'exemple du cinéma montre qu'il est de bons systèmes d'encadrement. Et personne ne conteste l'obligation faite aux chaînes de consacrer une part de leurs recettes à la production d'œuvres, ce qu'on appelle le quota de production».

Le groupe souhaite donc garder la notion française d'œuvre, cœur du dispositif. Mais il veut réformer les quotas français de diffusion «irréalistes et uniformitaires», car ils forcent les chaînes à programmer toutes la même chose en soirée, et éparpillent les moyens de ces chaînes sur trop de productions, au détriment de la qualité.

Plaidoyer pour les coproductions

«Quotas, super-quotas en soirée, coupures de publicité : l'accumulation de strates réglementaires incohérentes aboutit à l'inverse des objectifs recherchés», poursuit M. Peskine. Au titre de ces absurdités, les résultats du Tapis vert, «scénaristes» avec des acteurs, pourraient entrer dans les premières diffusions aux heures de grande écoute.

«Télévision pour demain», sur la base d'études détaillées, propose donc de repenser l'ensemble du dispositif, avec un cadre simple et flexible : un seul quota de diffusion, apprécié entre 6 h 30 et 1 heure du matin : une œuvre française définie par une part «nettement majoritaire» de la version originale tournée en français (avec des critères spécifiques pour le documentaire et l'animation), ce

qui permet d'y inclure des coproductions : des œuvres classifiées dès le stade du projet, et non après diffusion, pour rassurer les investisseurs ; un créneau élargi pour les œuvres européennes, en gardant leur quota à 60 %, mais en baissant le quota français à 30 % ; l'intégration de ces œuvres européennes dans les obligations de production, quitte à relever ces obligations, et à les adapter à la situation différente des chaînes ; l'assouplissement du régime des rediffusions pour vivifier un marché secondaire indispensable à l'équilibre général du secteur.

«Les quotas de production amènent de l'argent aux œuvres ; les quotas de diffusion ne font qu'orienter cette masse, et sont devenus un tel labyrinthe que personne ne s'y retrouve, plaide Jacques Peskine. Exprimés en pourcentage, ils ont des effets pervers : soit on diminue le total de référence comme TF 1 avec ses variations, soit on programme à 19 heures pour remplir les quotas. Retrouvons ce qui devrait être le seul objectif : produire, et même exporter la culture française. Car ces «lignes Maginot» sont aussi des barrières à l'export, puisqu'elles obligent les chaînes à consacrer tous leurs moyens aux quotas français, en les dispersant. Or la coproduction est la seule voie efficace pour survivre et exporter de vraies œuvres. Economiquement, face aux moyens américains. Culturellement, car le brassage des professionnels enrichit l'identité européenne et nationale. Si le public n'apprécie que les œuvres françaises et américaines, c'est parce qu'il ne voit pas les autres. Il faut l'y habituer. Il faut rompre avec ce véritable cordon sanitaire isolant les programmes français du reste de l'Europe, sans pour autant démanteler le système français d'aide à la création».

M. C. I.

(1) «Télévision pour demain» regroupe la Cma, M6, Canal Plus, des syndicats de producteurs (USPA, SPFA pour le dessin animé), de distributeurs (ADPA), d'agences d'images (SATA) et la Fédération des industries techniques de l'audiovisuel et du cinéma.

Rectificatif. - Le nom du nouveau président du conseil de surveillance de Bayard Presse a été mal orthographié dans nos premières éditions du 3 juillet. Il s'agit de M. Claude Bourgeois, et non Bourgois, comme nous l'avions écrit par erreur.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Ces actions ayant été intégralement souscrites, cet avis n'apparaît qu'à titre d'information.

elf aquitaine

Société Nationale Elf Aquitaine

Emission de 8.000.000 d'Actions
Placements Français, International et AméricainPlacement en France
de 2.600.000 Actions
Prix d'Emission : FF348 par Action

Banque Nationale de Paris	Crédit Lyonnais	Société Générale
Banque Indosuez	Caisse des Dépôts et Consignations	Caisse Centrale des Banques de France
Caisse Nationale de Crédit Agricole	Crédit Commercial de France	
Banque de Neufville, Schlumberger, Maillet	Banque Worms	J.P. Morgan et Cie SA
Banque du Phénix	Banque Française du Commerce Extérieur	
Banque pour l'Industrie Française	Crédit du Nord	Banque Eurofin
Banque OBC-Odier-Bungener-Courvoisier	Banque Paribas France	
Banque Stern	Compagnie Financière de CFC et de l'Union Européenne	
L'Européenne de Banque	Sotabank	

Placement International
de 1.800.000 Actions
Prix d'Emission : FF348 par Action

Paribas Capital Markets Group	Goldman Sachs International Limited
Banque Indosuez	
Barclays de Zoete Wadd Limited	BNP Capital Markets Limited
Credit Suisse First Boston France S.A.	ABN AMRO
County NatWest Limited	Daiwa Europe Limited
Deutsche Bank	Dresdner Bank
Erskild Securities	Kleinwort Benson Limited
Lehman Brothers International	Merrill Lynch International Limited
Morgan Stanley International	Nomura International
RBC Dominion Securities International	Salomon Brothers International Limited
Swiss Bank Corporation	UBS Phillips & Drew Securities Limited
S.G. Warburg Securities	Yamaichi International (Europe) Limited

Placement aux Etats-Unis
de 7.200.000 American Depositary Shares
Représentant 3.600.000 Actions
Prix d'Emission : \$28.54 per American Depositary Share

Goldman, Sachs & Co.	Merrill Lynch & Co.	Salomon Brothers Inc.
Alex. Brown & Sons	The First Boston Corporation	Best, Stearns & Co. Inc.
Crédit Lyonnais Securities (USA) Inc.		Dillon, Read & Co. Inc.
Donaldson, Lufkin & Jenrette	Kidder, Peabody & Co.	A. G. Edwards & Sons, Inc.
Kemper Securities Group, Inc.	Lehman Brothers	Montgomery Securities
Lehman Brothers	Morgan Stanley & Co.	Oppenheimer & Co., Inc.
Paribas Corporation	Prudential Securities Incorporated	
Smith Barney, Harris Upham & Co.	S.G. Warburg Securities	Wortham Schroeder & Co.
Dean Witter Reynolds Inc.	Advest, Inc.	Arnold & S. Blachroeder, Inc.
J.C. Bradford & Co.	Pipes, Jeffrey & Hopwood	Rauscher Pierce Fentress, Inc.
Subro & Co. Incorporated	First Southwest Company	Furnum Selz
Janney Montgomery Scott Inc.	Johnson, Lemon & Co.	The Ohio Company

Coordination Globale de l'Emission

Paribas Capital Markets Group Goldman Sachs International Limited

Jan 1991

مكتبة النخيل

هكرام النحل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Jeudi 4 juillet 1991 37

Le Monde International

Sales & Marketing Manager - Algeria

Exceptional opportunity for a fluent Arabic speaker

Gillette, the world leader in the shaving business, has an exceptional opportunity for a high calibre marketing professional to influence and drive the considerable growth expected from the introduction of its products into the Algerian market.

As Area Manager - Algeria, you will initially be based at Gillette's international headquarters in London where you will gain an understanding of the company's operations prior to taking up your appointment in Algiers.

Once in post, your task will be to work closely with Gillette's Algerian agent to maximise the penetration of products throughout the country, ensuring the company rapidly attains market leadership.

This will involve recruiting, training and motivating a national sales team, as well as developing an effective area network. You will also assist in putting into place targeted marketing, advertising, incentive and

promotional strategies aimed at retailers and wholesalers.

The role calls for a good command of English and French, together with total fluency in Arabic. You will ideally have lived and worked in Algeria and have gained a good knowledge of the culture and business environment. Proven sales experience within the fast moving consumer goods or a related sector is essential, as well as self reliance and strong entrepreneurial and managerial skills. A marketing background would be a distinct advantage.

In return you will enjoy an attractive salary and benefits package of the level expected from a leading international group. Success will lead to significant and rewarding career opportunities.

Please write - in confidence - enclosing full career details to Ghassan Yazigi, ref. 1201/13, MSL Group Limited, 32 Aybrook Street, London W1M 3JL, England.

MSL International
CONSULTANTS IN SEARCH AND SELECTION

30 ANS ET PATRON

Pour notre Société de distribution de textile, dépendante d'un groupe dont le CA est en progression constante, nous parlons vers de nouveaux défis en créant une structure en Catalogne et recherchons notre :

Responsable de filiale en Espagne

Rattaché au Directeur Général, vous aurez à implanter sur place nos produits, les développer, en faire un centre de profit actif. A 30 ans environ, issu d'une grande Ecole de Commerce ou équivalent, maîtrisant l'Espagnol et l'Anglais, votre expérience se situe en milieu industriel ou dans la distribution, en commercial ou marketing ;

vous souhaitez maintenant prendre de plein fouet plus de responsabilités. Ce poste, véritable tremplin pour vous, nécessite autonomie et affirmation, idées et rigueur et bien sûr du goût pour notre produit. Vous ferez votre place par votre charisme et votre sens de l'humour.



Nous vous intéressons, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence A1 07 01 à notre Conseil, Madame Claude Favreau, FAVREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, institution spécialisée des Nations Unies, recherche pour son siège à Genève (Suisse) un directeur du Département de l'emploi et du développement

Le Département de l'emploi et du développement se consacre aux politiques actives du marché du travail, à la promotion de l'emploi, et aux politiques et programmes de création d'emploi visant à compenser les coûts sociaux de l'ajustement et à réduire la pauvreté. Le département met en œuvre des programmes internationaux de recherche et des programmes de dissémination d'informations, et rend des services consultatifs directs aux gouvernements et aux organisations d'employeurs et de travailleurs. Il est responsable des activités de coopération technique du BIT dans le domaine de l'emploi.

Le directeur de ce département devrait posséder un diplôme supérieur de science économique assorti d'une bonne connaissance des politiques du développement et, de préférence, une spécialisation en économie du travail, avoir une bonne expérience au niveau national et international de la conception et de la mise en œuvre des politiques d'emploi et de marché du travail, aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement; avoir des capacités démontrées d'administration et de gestion financière et de personnel. Une excellente connaissance de l'anglais ou du français et une bonne connaissance de l'autre langue, sont demandées; la connaissance de l'espagnol serait un avantage. Cette position requiert de nombreux déplacements ainsi qu'une expérience à traiter avec des hauts fonctionnaires gouvernementaux et avec des représentants d'organisations d'employeurs et de travailleurs. Il sera demandé aux candidats de soumettre une liste de leurs travaux de recherche publiés.

Le grade de la position correspond au niveau D.2 dans le système des Nations Unies. Les conditions d'emploi et de rémunération sont compétitives sur le plan international. Les candidatures féminines sont encouragées.

Les candidatures avec CV, complet et les demandes de renseignements supplémentaires sont à adresser au Directeur du personnel, BIT, CH 1211 GENEVE 22, au plus tard le 25 juillet 1991, en indiquant la référence DIR/EMPLOI. Fax (22) 798 86 85.

Il ne sera pris contact avec les postulants que si leur candidature est effectivement retenue.



L'UNIVERSITÉ DE GRONINGUE
PAYS-BAS

Enseignant
(numéro: 910701/2507)

Le département de langues romanes de l'Université de Groningue (Pays-Bas) recrute un enseignant pour des cours sur 'La vie culturelle en France de 1600 à aujourd'hui'. Certifié ou agrégé d'histoire de l'art, ayant soutenu ou préparant sa thèse d'état.

L'enseignement aura lieu en français mais le candidat doit s'engager à apprendre le néerlandais.

Conditions matérielles: poste à temps plein, possibilité d'un poste fixe au bout d'un an, salaire entre 7.200 et 15.000 FF net, selon ancienneté et degré. Renseignements: prof. dr. H.G.C. Hillenaar, directeur de département, tel. 19-31-50-635892/635877 (bureau) ou 19-31-50-250076 ou 19-31-20-6256200 (le soir).

Envoyer c.v. avant juillet 20, 1991 au:
Rijksuniversiteit Groningen,
Afdeling Personeel Zaken,
Postbus 72, 9700 AB Groningen.
Les Pays-Bas

36 15
I M

Le service Information
export et import des castres

Depuis plus de dix ans, nous vendons avec succès des actions canadiennes (immobilier, high tech, informatique, recycling, matières industrielles - telles que gypse, pierres de grès, etc. - mines d'or) et nous possédons des succursales en Suisse et en Allemagne.

Nous cherchons un(e)
vendeur(esse) de titres
ou conseiller(ère) de placement

organisation de vente
dans la région de Paris
Renseignements à
OMNITRA SA Bâtiment 73
CH-1600 Olten

Tél.: 19-4162 26-47-71 - Fax: 19-4162 26-74-87

ORGANISME FRANCAIS DE COOPERATION INDUSTRIELLE
recherche pour le CHILI un

Ingénieur Consultant

Dans le cadre d'un dispositif de promotion de la coopération industrielle et des transferts de technologies entre sociétés françaises et chiliennes, vous aurez pour mission de promouvoir et de mener à bien les projets avec l'appui d'un organisme chilien de développement économique.

De formation ingénieur, école de commerce ou équivalent, vous avez moins de 40 ans et plusieurs années d'expérience de l'entreprise.

Vous possédez une grande souplesse d'adaptation et un excellent contact humain. Une connaissance de l'Amérique Latine et une expérience de la PMI constitueraient des atouts; espagnol courant.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 289 à C.K. - 23 bis, rue Pierre-Gaëtan - 75016 PARIS



Chantal Kanvyn



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • Le Monde • Süddeutsche Zeitung
• BERLINGSKE TIDENDE • THE IRISH TIMES
• CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Wir sind eine führende junge französische Gruppe im Bereich der Kommunikation des Unternehmens. Wir verstärken uns in Deutschland. In enger Zusammenarbeit mit unserer Niederlassung in Strassburg (Frankreich) suchen wir zum baldigen Eintritt einen jungen Mitarbeiter im Bereich.

Dienstleistung Unternehmenswerbung

Wir suchen einen jungen Mann, der eine Ausbildung zum Fachmann für Unternehmenswerbung absolviert. Er sollte eine gute Kenntnis der deutschen Sprache und eine gute Auffassungsgabe besitzen. Er sollte auch eine gute Auffassungsgabe besitzen. Er sollte auch eine gute Auffassungsgabe besitzen.

Wir bieten Ihnen einen Arbeitsplatz mit Entwicklungsmöglichkeiten. Sie werden in der Abteilung für Unternehmenswerbung arbeiten. Sie werden in der Abteilung für Unternehmenswerbung arbeiten.

Interessiert? Bitte senden Sie uns Ihre Bewerbungsunterlagen. Wir werden Sie baldmöglichst kontaktieren. Wir werden Sie baldmöglichst kontaktieren.

Cabinet COFART

24, rue de la République - 67000 STRASBURG

Dans le cas d'une annonce domiciliée au "Monde Publi-cité", il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

634 000 LECTEURS
CADRES SUPÉRIEURS,
le Monde est
la première source
d'information des cadres
supérieurs.

(IPSOS 90)

Le Monde

des Cadres

BUREAUTIQUE ORGANISATION SECRETARIAT CONSULTANT FORMATEUR

N°1 en Europe de la formation des adultes, la CEGOS développe ses activités et propose des postes de Consultants-Formateurs en bureautique, organisation, secrétariat. Vous maîtrisez les nouveaux outils micro-informatiques, vous avez une formation bac + 5 et l'expérience de fonctions administratives (organisation, assistantat, etc.). Vous êtes passionnés par la pédagogie. Nous vous proposons de transmettre votre savoir en animant et concevant des stages inter-entreprises et dans l'entreprise. En intégrant notre équipe, vous découvrirez un environnement stimulant et de nouvelles opportunités de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous Réf. : 23869/M à Marie-José FOURNIAT - CEGOS - Division Recrutement - 204, Rond Point du Pont de Sèvres - Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.

LA MAIRIE DE PARIS recrute CHARGÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

FORMATION SOUHAITÉE
Niveau supérieur :
DESS ou équivalent
en économie et/ou
urbanisme.
STATUT : contractuel

Adresseur CV à :
Mairie de Paris, DAU
Bureau municipal
des activités économiques
17, boulevard Morland
75181 Paris Cedex 04

IMPORTANTES SOCIÉTÉS
DE PRODUCTION
recherche pour son P.D.G.
1 SECRÉTAIRE
Très bonne sténodactylo,
bilingue anglais.
Bonne présentation.
46-07-16-18, M. PERRE

DEMANDES D'EMPLOIS

J.H., 23 ans, BAC + 2 (BTS
sciences commerciales), Brevet OMA
et emploi COMMERCIAL.
Enquêteur, très proactif.
46-02-73-47 qui transmet.

Cadre supérieur européen :
cherche poste de directeur
dans multinationale qui
s'établit ou renforce sa base
en Europe, Belgique, dynamisme,
25 ans, d'exp. Europe,
Pr-Orléans, Afrique, en :
vente, marketing,
distribution, P.D.G.
Cinq langues CEE.
Aime challenge et réussite.
LDR 1

Réponse par tél. :
+ 33-2-76-06-22

J.H. Ingénieur électro-technicien
en hydraulique, DSEST
28 ans, exp. 12 mois ch.
poste Tech. et Dev.
Paris/Rég. Paris, 47-02-46-28

Jeune femme, 27 ans,
4 ans d'exp. Tech. et Dev.
cherche poste de Tech.
Tél. : 43-72-48-37

FEMME ECRIVAIN
Journaliste, rédactrice
cherche travail stable,
écriture, rewriting,
journalisme. Aptitudes
sténographiques de haut niveau.
Grande expérience en
communication écrite.
Tél. : 46-33-62-18

Homme, 40 ans, cadre
banque, B.C. en crédit,
poste gestion administrative,
organisation, études, banques,
assurance ou autres
secteurs. T. : 47-37-78-18

Spécialiste assurance
multirisque et transports
Multirisque en crédit. Expérience
complexe d'assurance et cou-
verture. Bonne connaissance du
marché et des produits d'assu-
rance, pratique de la micro-
informatique, cherche poste de
responsable assurance chez
transporteur ou industriel.
T. 34-22-02-76

J.F., 27 ans, BTS secrétaire
bureautique, 3 ans exp.,
cherche poste motivant,
sérieux, investit son dynamisme et son professionnalisme dans une équipe à responsabilité. Disponible rapidement.
Ouverte à toutes propositions sérieuses.
Tél. : 47-36-58-33

J.F., trilingue (Fr/Angl/Esp)
avec expérience au niveau
international dans les
domaines suivants :
- Documentation
- Assemblage de direction
- Organisation de conférences, relations publiques et formes aux techniques de la communication. Cherche à investir son professionnalisme et son dynamisme dans un poste à responsabilité dans un secteur d'avenir.
Ecrire sous n° 7136 M
LE MONDE PUBLICITE
15-17, rue du Colonne, Paris
75002 Paris, Cedex 15

URGENT, J.H., 18 ans, B.C.
Thésauriste du parrainé B.
recherche emploi pour juillet.
Tél. 43-52-16-07

CHERCHE PROFESSEUR D'INFORMATIQUE

Pour travail de développe-
ment dans une entreprise.
- Temps partiel ;
- bonne rémunération.

Prendre contact avec
Madame GIRAUD
au 39-78-02-08
(Le Valentin - 78, REP)

LE BALLET DU NORD
recherche
Son administrateur

Anglais et exp. Indispensable.
Poste à pourvoir en sept.
Envoyer C.V. + Photo
+ présentation à :
M. le Directeur
Ballet du Nord
33, rue de l'Espérance
69100 Roubaix.

ASSOCIATION NATIONALE
DE CONSERVATEURS
recherche
JURISTE
MOTIVÉ

Env. C.V. et lettre manuscrite à
L'AGENDA
75003 Paris

L'AGENDA

Bijoux
BIJOUX BRILLANTS
La plus formidable offre et que
des bijoux exceptionnels et
d'origine à Paris pas cher +
sur bijoux or, toutes pièces
récentes, bijoux, bagues,
pendants, etc.

PERRON OPÉRA
Angle des rues de la République
et de la rue de la Harpe
Achat, vente, bijoux, bagues,
pendants, etc.

Cours
PETITE ACADEMIE
de musique.
Cours de piano
adultes - débutants
et avancés.
Julien et son fils.
Tél. : 46-24-83-93

Camion
A vendre camion
FORD CARGO 0811, 1981
7500 kg, valeur 17000 F.
Tél. : 46-24-83-93

Garage
GARAGE
Aubert
Spécialiste Rolls-Royce
et Bentley.
Agréé par les assurances
CARROSSERIE
PEINTURE
MECANIQUE GENERALE
30 rue Victor-Hugo
93300 Aubervilliers
Tél. : 46-33-86-48

Vacances
Tourisme
Loisirs

D 7670 Baden-Baden
GOLF HOTEL *****
90 pers. piscine couverte
+ plein air, tennis,
tennis, 18 h golf, prix
spécial, 1/2 pension à
partir de 310 F p.p.
Tél. : 49 7221/30 01 0.
Fax : 49 7221/30 01 0.

DRISCOLL HOUSE HOTEL
200 chbres indiv., 130 chbres
surtout par suite, bonne cuisine.
Rens. : 172, New Kent Road,
London SE1 4YT, G.B.
Tél. : 1944-703-4178

DEBENNE MINUTE
du 20-6 au 31-7 : 3 000 F
la semaine. Vous allez vivre
pour 2 ans à NICE centre,
Climat, Golf, TV satellite.
A 160 m plage. Offre limitée.
Cadeaux. 02-30-00
Cadeaux. 02-30-00

A louer juil. et août à Royan
(17), 1 km plages, 300 m
marché central, maison
3 chbres, 5/6 pers.,
cuisine, garage, très calme.
T. (16) 42-23-71-87

A VENDRE
Centre Breizh, à 10 km de
Pontivy (MORBIHAN), beau
pavillon F 2 inv. sous-sol
sur terrain de 500 m².
Tél. : 1 800 000 F.

LA MAIRIE DE PARIS
recrute
CHARGÉ D'ÉTUDES
ÉCONOMIQUES

FORMATION SOUHAITÉE
Niveau supérieur :
DESS ou équivalent
en économie et/ou
urbanisme.
STATUT : contractuel

IMPORTANTES SOCIÉTÉS
DE PRODUCTION
recherche pour son P.D.G.
1 SECRÉTAIRE
Très bonne sténodactylo,
bilingue anglais.
Bonne présentation.
46-07-16-18, M. PERRE

DEMANDES
D'EMPLOIS

J.H., 23 ans, BAC + 2 (BTS
sciences commerciales), Brevet OMA
et emploi COMMERCIAL.
Enquêteur, très proactif.
46-02-73-47 qui transmet.

Cadre supérieur européen :
cherche poste de directeur
dans multinationale qui
s'établit ou renforce sa base
en Europe, Belgique, dynamisme,
25 ans, d'exp. Europe,
Pr-Orléans, Afrique, en :
vente, marketing,
distribution, P.D.G.
Cinq langues CEE.
Aime challenge et réussite.
LDR 1

Réponse par tél. :
+ 33-2-76-06-22

J.H. Ingénieur électro-technicien
en hydraulique, DSEST
28 ans, exp. 12 mois ch.
poste Tech. et Dev.
Paris/Rég. Paris, 47-02-46-28

Jeune femme, 27 ans,
4 ans d'exp. Tech. et Dev.
cherche poste de Tech.
Tél. : 43-72-48-37

FEMME ECRIVAIN
Journaliste, rédactrice
cherche travail stable,
écriture, rewriting,
journalisme. Aptitudes
sténographiques de haut niveau.
Grande expérience en
communication écrite.
Tél. : 46-33-62-18

Homme, 40 ans, cadre
banque, B.C. en crédit,
poste gestion administrative,
organisation, études, banques,
assurance ou autres
secteurs. T. : 47-37-78-18

Spécialiste assurance
multirisque et transports
Multirisque en crédit. Expérience
complexe d'assurance et cou-
verture. Bonne connaissance du
marché et des produits d'assu-
rance, pratique de la micro-
informatique, cherche poste de
responsable assurance chez
transporteur ou industriel.
T. 34-22-02-76

J.F., 27 ans, BTS secrétaire
bureautique, 3 ans exp.,
cherche poste motivant,
sérieux, investit son dynamisme et son professionnalisme dans une équipe à responsabilité. Disponible rapidement.
Ouverte à toutes propositions sérieuses.
Tél. : 47-36-58-33

J.F., trilingue (Fr/Angl/Esp)
avec expérience au niveau
international dans les
domaines suivants :
- Documentation
- Assemblage de direction
- Organisation de conférences, relations publiques et formes aux techniques de la communication. Cherche à investir son professionnalisme et son dynamisme dans un poste à responsabilité dans un secteur d'avenir.
Ecrire sous n° 7136 M
LE MONDE PUBLICITE
15-17, rue du Colonne, Paris
75002 Paris, Cedex 15

URGENT, J.H., 18 ans, B.C.
Thésauriste du parrainé B.
recherche emploi pour juillet.
Tél. 43-52-16-07

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

1^{er} arrdt
M^{re} LOUISE exceptionnelle.
STUDIO TOUT CONFORT
entrée indép., salle de bain,
cuisine, 4 chbres, 45-04-06-02.

4^{ème} arrdt
ATELIERS DU MARAIS
1, rue du Cloître-St-Martin,
4 pièces, 110 m², 3 chbres,
3 800 000 F.
ELMER DWIGHT EDOUARD
45-72-50-50

10^{ème} arrdt
M^{re} GARE-DE-LEST
Belle STUDIO, cuisine,
cuisine, 4 chbres, 45-04-06-02.

12^{ème} arrdt
DAUBIGNY, près métro.
Urgent. Proche gare, 2 chbres,
cuisine, 45-04-06-02.

14^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

15^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

16^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

17^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

18^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

19^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

20^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

21^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

22^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

23^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

24^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

25^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

26^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

27^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

28^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

29^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

30^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

31^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

32^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

33^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

34^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

35^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

36^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

37^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

38^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

39^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

40^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

41^{ème} arrdt
MONTMARTRE
577, rue de l'Église,
4 chbres, 45-04-06-02.

viagers

EXCEPTIONNEL
7^{ème} près du Palais Bourbon
belle 160 m² occupée
Pensez 850 F, 1 800 000
+ 17 000 F. 45-64-28-06.

MUETTE, DUPLEX
Ex. de 4^{ème} et 5^{ème} étages.
app. absolument rénové.
belle vue sur Paris.
Pensez 100 000 F. 45-64-28-06.

immobilier
information

VAR 83, PÉRIPOLE
de SAINT-TROPEZ.
Vous recherchez une propriété
de prestige, une maison
de charme, un terrain, un
appartement. Contactez-nous.
SAINT-TROPEZ AGENCE
Tél. : 94-87-30-31.

TERRESSE 77 m²
PLEIN CIEL, 3 chbres,
55 m², 2 salles de bain,
cuisine, 45-04-06-02.

PROCHE PÈRE-LACHAISE
LOFT tout conf. Nombreux
aménagement possible.
3 mètres sous plafond.
800 000 F. 42-71-87-24.

STUDIO CONFORT
Calm, tout conf., 2^{ème} et 3^{ème} étages.
Pensez 100 000 F. 45-64-28-06.

CLAMART
App. de 143 m² en duplex
Terrasse 94 m².
Pensez 100 000 F. 45-64-28-06.

LA DÉFENSE, PROCHE RER
RÉSIDENCE LUXUEUSE
ou 2 pièces sur JARDIN.
Pensez 100 000 F. 45-64-28-06.

SAINT-DENIS
1.650 m² activité et bureaux. Loyer intéressant.
A louer, immeuble neuf R + 4. Livraison 4ème trimestre 1991.
BOURD LA REINE (92)
130 m² de bureaux très beaux à louer.
SAINT-DENIS (93)
1.700 m² bureaux + show-room. A louer.
LE KRÉMLIN BICÉTRE (94)
132 m² de bureaux à louer, 2 parkings.
GENTILLY (94)
A louer dans immeuble indépendant 300 m² de bureaux et 200 m² d'entrepôts.
Rénové.

Province
88 VAR, RAMATUELLE
Proche plage, petit imm.
résidentiel de 60 m², 2
chbres, 45-04-06-02.

ACHÈTE COMPTANT
APPART SUR PARIS
M. JACQUES : 42-71-84-24.

ACHÈTE COMPTANT
STUDIO à 3 PÈCES
DISCUTION IMMEDIATE.
Tél. : 45-04-06-02.

RECHERCHONS URGENT
STUDIO ou 2 PÈCES
PARIS ou proche banlieue
sud. FAISMENT COMPTANT.
M. DATH : 43-27-86-83.

CABINET KESSLER
78, Champs-Élysées, 8^{ème}
recherche de tous types

**BEAUX APPTS
DE STANDING**
Faites et grandes surfaces
sur demande
45-65-04-06-02

ÉVALUATION GRATUITE
sur demande
45-65-04-06-02

PROPRIÉTÉS
DORDOGNE
Gde maison 2 nvs, 4000 m²
Vue Imp. sur la Dordogne
6 pièces, 4 chbres, 45-04-06-02.

CAUSE DÉCÈS
A 70 km de Paris, direct
sur terrain, 3000 m²,
2 chbres, 45-04-06-02.

600 m² BATIS
8 PÈCES + belles dépendances
attestées. Sur son
terrain, 3000 m²,
Pensez 100 000 F. 45-64-28-06.

HAUTES-PROVENCE (04)
ORAZIEN, vide "propriété
exploitable" 5 788 m²,
140 chbres, 45-04-06-02.

HAUTES-PROVENCE (04)
ORAZIEN, vide "propriété
exploitable" 5 788 m²,
140 chbres, 45-04-06-02.

CAUSE DÉCÈS
A 70 km de Paris, direct
sur terrain, 3000 m²,
2 chbres, 45-04-06-02.

600 m² BATIS
8 PÈCES + belles dépendances
attestées. Sur son
terrain, 3000 m²,
Pensez 100 000 F. 45-64-28-06.

HAUTES-PROVENCE (04)
ORAZIEN, vide "propriété
exploitable" 5 788 m²,
140 chbres, 45-04-06-02.

HAUTES-PROVENCE (04)
ORAZIEN, vide "propriété
exploitable" 5 788 m²,
140 chbres, 45-04-06-02.

CAUSE DÉCÈS
A 70 km de Paris, direct
sur terrain, 3000 m²,
2 chbres, 45-04-06-02.

600 m² BATIS
8 PÈCES + belles dépendances
attestées. Sur son
terrain, 3000 m²,
Pensez 100 000 F. 45-64-28-06.

HAUTES-PROVENCE (04)
ORAZIEN, vide "propriété
exploitable" 5 788 m²,
140 chbres, 45-04-06-02.

HAUTES-PROVENCE (04)
ORAZIEN, vide "propriété
exploitable" 5 788 m²,
140 chbres, 45-04-06-02.

CAUSE DÉCÈS
A 70 km de Paris, direct
sur terrain, 3000 m²,
2 chbres, 45-04-06-02.

600 m² BATIS
8 PÈCES + belles dépendances
attestées. Sur son
terrain, 3000 m²,
Pensez 100 000 F. 45-64-28-06.

hôtels particuliers

YVINGES, BOIS, CHATEAU
Maison de ville 5/3 nvs.
Vaste iv. donnant sur parc.
4 chbres, 4 sdb, 45-04-06-02.

maisons individuelles
ST-LOUIS-CLICHY, 140 m²
Maison de ville, 2 étages,
jardin, cuisine, 45-04-06-02.

BUTTES-CHAUOMONT
Superbe maison 6/7 PÈCES.
140 m² habitable sous-sol.
Garage, jardin. Champs-Élysées.
800 000 F. 45-64-28-06.

CHALET
St-Mont-la-Chapelle
Savoie, Alt. 1 000 m, vil.
superbe chalet de 2 étages
250 m² sur terrain 1 000 m².
Maison, Pensez : 1 150 000 F.
Tél. : (16) 50 21-48-06 ou 19 h.

terrains
Je vende près GORDES
face LUBERON 5 000 m²
arbres, site exceptionnel. 45-04-06-02.

**IMMOBILIER
D'ENTREPRISE**

VENTES/LOCATIONS
PÉRIÈRE (75017)
A louer, 120 m² de bureaux au 2^{ème} de chaussée
Immeuble de bon standing.
AVENUE MARCEAU (75008)
285 m² de bureaux à louer. Immeuble moderne de très bon standing.

GENERAL LECERC (75014)
A louer 100 m² de locaux commerciaux dans immeuble récent.
RUE LAFITTE (75008)
A louer, 240 m² de bureaux dans bel immeuble. Loyer attractif.
Disponibilité octobre 1991.

REPRODUCTION INTÉRIEURE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
75 PARIS			16 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES		
8 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			Immeuble neuf		
2 PIÈCES	12, rue Paul-Baudry	8 350	90 m², 3 ^e étage	4, rue Félicien-David	12 057	68 m², 3 ^e étage	BOULOGNE	8 500
Possib. parking	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 937	Parking	SOLVES - 40-67-06-99	+ 1 000	balcon 6 m²	SOLVES - 40-67-06-99	+ 907
	Frais de commission	4 572		Frais de commission	9 450		Frais de commission	6 781
5 PIÈCES	12, rue Paul-Baudry	28 400	5 PIÈCES DUPLEX	4, rue Félicien-David	19 553	5 PIÈCES DUPLEX	BOULOGNE	26 000
196 m², 2 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 3 484	132 m², 5 ^e et 6 ^e étage	SOLVES - 40-67-06-99	+ 1 593	Immeuble neuf	33-37, rue Pasteur	+ 1 440
Possib. parking	Frais de commission	20 448	Parking	Frais de commission	15 085	179 m²,	SOLVES - 40-67-06-99	1 952
						4 ^e et 5 ^e étage	Frais de commission	
11 ^e ARRONDISSEMENT			17 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES	CLAMART	5 050
STUDIO MEUBLÉ	HOME PLAZZA	5 500	5 PIÈCES	19-21, rue Saineuve	12 528	70 m², rez-de-ch.	1, rue de Bèlves	+ 741
20 m², sur jardin	HOME PLAZZA - 40-09-40-00	+ 825	125 m², 1 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-84	+ 1 100	parking	SAGGEL - 46-08-95-70	3 638
	Frais de commission		2 parkings	Frais de commission	9 290		Frais de commission	
2 PIÈCES MEUBLÉ	HOME PLAZZA	8 500	78 - YVELINES			3 PIÈCES	CLAMART	5 150
50 m², sur jardin	HOME PLAZZA - 40-21-22-23	+ 1 275	4 PIÈCES			70 m², 1 ^e étage	8, rue Saint-Christophe	+ 700
3 PIÈCES	110, av. de la République	7 470	86 m², cave	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	6 600	parking	SAGGEL - 46-08-95-70	3 708
83 m², 3 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 517	2 parkings	42 bis, rue des Ursulines	+ 1 090		Frais de commission	
	Frais de commission	5 370		AGF - 49-24-45-45	4 696	3-4 PIÈCES	COURBEVOIE	6 240
12 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			96 m², 2 ^e étage	179, rue J.-B. Charcot	+ 1 350
4 PIÈCES	15, rue des Colonnades-du-Trône	5 700	58 m², rez-de-ch.	VERSAILLES	4 350	balcon	CIGIMO - 49-00-89-89	4 762
82 m², 4 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-84	+ 1 281	possib. parking	35 bis, rue du Maréchal-Gallieni	+ 700		Honoraires de location	
parking	Frais de commission	4 374		CIGIMO - 48-00-89-89	3 402	3 PIÈCES	GARCHES	4 330
13 ^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES	VERSAILLES	4 500	78 m², 1 ^e étage	19, rue des 4-Vents	+ 800
2 PIÈCES	67, bd Auguste-Blancqui	3 680	Imm. neuf,	6, rue du Général-Pershing	+ 832	Parking	SAGGEL - 46-08-95-70	3 118
46 m², 1 ^e étage	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 020	47 m², rez-de-ch.	SAGGEL - 47-42-44-44	3 240		Frais de commission	
balcon	Honoraires de location	2 919	parking	Frais de commission		3 PIÈCES	LA GARENNE-COLOMBES	5 400
14 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES	VERSAILLES	7 400	72 m², 4 ^e étage	19, rue d'Estienne-d'Orves	+ 800
STUDIO	199-201, avenue du Maine	3 893	Imm. neuf,	6, rue du Général-Pershing	+ 1 046	balcon	CIGIMO - 48-00-89-89	4 158
38 m², rez-de-ch.	LOC INTER - 47-45-15-88	+ 297	78 m², 3 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	5 328	parking	Honoraires de location	
parking	Frais de commission	3 078	parking	Frais de commission		STUDIO	NEUILLY	3 700
4 PIÈCES	199-201, avenue du Maine	9 780				40 m²	39, rue Permetier	+ 680
87 m², 4 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-88	+ 703				cave	AGF - 49-24-45-45	2 832
2 parkings	Frais de commission	7 326					Frais de commission	
2 PIÈCES	80-84, rue de l'Abbé-Carton	5 200	4 PIÈCES	VERSAILLES	7 900	4 PIÈCES	SURESNES	6 950
52 m², 1 ^e étage	AGF - 49-24-45-45	+ 519	Imm. neuf,	6, rue du Général-Pershing	+ 1 148	88 m²	18, rue Salomon-de	+ 1 300
cave, parking	Frais de commission	3 700	86 m², 3 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	5 688	cave, parking	Rothschild	
3 PIÈCES	80-84, rue de l'Abbé-Carton	7 500	parking	Frais de commission			AGF - 49-24-45-45	4 945
69 m², 8 ^e étage	AGF - 49-24-45-45	+ 892						
cave, parking	Frais de commission	5 337						
4 PIÈCES	80-84, rue de l'Abbé-Carton	9 600						
89 m², 7 ^e étage	AGF - 49-24-45-45	+ 891						
cave, parking	Frais de commission	6 831						
4 PIÈCES DUPLEX	80-84, rue de l'Abbé-Carton	13 500						
107 m², 9 ^e et 10 ^e étage	AGF - 49-24-45-45	+ 1 074						
cave, box	Frais de commission	9 608						
5 PIÈCES DUPLEX	80-84, rue de l'Abbé-Carton	17 000						
118 m², 9 ^e et 10 ^e étage	AGF - 49-24-45-45	+ 1 177						
cave, box	Frais de commission	12 097						
			92 - HAUTS-DE-SEINE			94 - VAL-DE-MARNE		
			2 PIÈCES			2 PIÈCES		
			60 m², 5 ^e étage			80 m², 2 ^e étage		
			parking			Parking		
			BOULOGNE			CRÉTÉIL		
			813, avenue du Général-Leclerc			10-12, allée de la Toison-d'Or		
			SAGGEL - 46-08-95-70			CIGIMO - 48-00-89-89		
			46-08-96-55			Frais de commission		
			Frais de commission					
			3 204					
			5 200			4 PIÈCES		
			+ 1 000			SAINT-MANDÉ		
			3 744			7 501		
						83 m², 5 ^e étage		
						2 parkings		
						Frais de commission		
						5 670		
						4 PIÈCES		
						VINCENNES		
						84 m², 7 ^e étage		
						2 parkings		
						Frais de commission		
						5 226		
						5 PIÈCES		
						VINCENNES		
						100 m², 3 ^e étage		
						balcon		
						2 parkings		
						Frais de commission		
						7 635		
						+ 1 000		
						LOC INTER - 47-45-15-71		
						Frais de commission		
						5 814		

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

**LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE**

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par **1 609 000** Français dont **808 000** Parisiens. **642 000** d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont **375 000**, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements
Professionnels 46-62-73-43
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

*CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE*



**SAGGEL
VENDÔME**
GROUPE UAP ■



C I G I M O
G R O U P E G T F

**LOC INTER**

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 3 JUILLET

Règlement mensuel																							
Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémière cote	Dernière cote	%	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémière cote	Dernière cote	%	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémière cote	Dernière cote	%	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Prémière cote	Dernière cote	%
4000	CANEX	3930	3985	3930	000	1000	Compagnie	3930	3985	3930	000	1000	Compagnie	3930	3985	3930	000	1000	Compagnie	3930	3985	3930	000
886	B.N.P. T.P.	886	886	886	000	1000	Compagnie	886	886	886	000	1000	Compagnie	886	886	886	000	1000	Compagnie	886	886	886	000
886	C.I.A. T.P.	886	886	886	000	1000	Compagnie	886	886	886	000	1000	Compagnie	886	886	886	000	1000	Compagnie	886	886	886	000
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	623	-0.03
1581	Reunert T.P.	1270	1295	1281	-0.71	240	Comp. Extr.	230	203	203	-0.26	367	Labov.	357	357	357	000	676	Schneider	633	631	6	

COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations								
Emp.Elec.8.95/77	121 76	0 98	C.I.M.	940	903	Magnat	750	....
Emp.Elec.9.95/78	100 61	0 85	C.I.T.R.A.M. (R)	2600	....	Météo Déptoyé	650	....
10.95/78 7684	103 10	8 93	Colfong	258	....	Alap	110 20	109
10.95/78 13.4933	100 52	7 12	Dagbl	353	350	Navigation (M)	236	200
Emp.Elec.12.24.94	105 12	9 95	Comptex	534	533	Optique	334	335
Emp.Elec.11% BS...	106 70	3 97	Co Industriels	450	450	Ortel (R)	274	278
10.26% sans BS...	103 55	3 16	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	262	262
OAT 10% 12/2000	104 63	1 01	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	1008	1056
OAT 9.8% 12/1997	103 55	5 47	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	609	609
OAT 9.8% 1/1986	102	4 13	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	168	163
OIT 10.30% 1985	1032	....	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	661	661
PTT 11.2% BS...	104 30	5 07	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	258	....
CFP 10.30% 95	101 20	4 16	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	246	246
CFP 10.25% sans 90	103 20	3 08	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	338	338
CMA 10 % 1978	102	3 08	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	789	....
CHB Bases 5000F	99 40	0 05	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	1630	1630
CHB Bases 5000F	99 55	0 05	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	590	590
CHB Suez 5000F	99 70	0 05	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	1026	1026
CHB 11.5% BS...	101 20	0 84	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	775	775
CNI 1/82 5000F	99 85	0 05	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	110	105
CNF 9 % BS...	96 45	1 92	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	292	292
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	449	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	400	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	156 90	160
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	282 20	282
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	1251	1251
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	376	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	171 18	171 18
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	665 00	665 00
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	185	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	839	839
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	411 90	411 90
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	160	160
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	272	272
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	273	273
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	543	543
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	450	450
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	1232	1232
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	65 35	65 35
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	1859	1859
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	476	366
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	159	159
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	330	330
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	306 50	306 50
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	789	789
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	355	355
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	3400	3405
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	885	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	259	1100
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	2223	2220
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	380	385
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	2200	2200
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	138 30	138
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	228	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Ortel (R)	....	....
CHU 9.50% 05/85	100 30	4 57	Co Lys Alerned...	390	390	Or		

{selection}

	VALUES	Cours prix.	Demande cours
	Etrangères		
	A.E.F.	680	....
	Alcan Mex	499	350
	Alcan Aluminium	130	....
	Armstrong British	139	139
	American Bonds	255	....
	Admiral	160	....
	American Mines	147	....
	Banco Portugal Elys.	594	....
	B.R. Magnetics Int.	26010	....
	Can. Pacific	87	....
	Chrysler Corp.	82	....
	C.I.R.	12 20	....
	Comstock Bank	118	918
	De Beers (Int.)	157	....
	Dow Chemical	322	998
	Flint	25 50	25 20
	GR. Baux (Lomb)	580	....
	Gowest	1080	....
	Great Holdings Int.	127	....
	Goodwyn Trans.	204	....
	Grain and Co (Wm)	200	205
	Harway Int.	380	....
	John Hancock	94	82
	Kellogg	27 80	28
	Lakeland	310	310
	Midland Bank	20 80	....
	Monarch Mines	100	....
	Glennco Int.	11 30	....
	Packaged Ind.	552	....
	Pillar Int.	344	....
	Procter Gamble	480	....
	Rohm	27 10	27 60
	Robinson	300	301 40
	Robinson W.	198 80	199
	Rohmco	304	301 40
	S&P	5 80	....
	Seaboard	27 05	28
	SUK Alabacheg	91	92
	Tenneco Inc.	235	....
	Texas Electrical	72	72
	Tony Franch	25	....
	Union Mortgage	1000	....
	Wingate (Int.)	14 55	....
	West Rand Corp.	14 51	14 10
	Hors-cote		
	Bayer Medical	280	....
	Equi	619	....
	C.B.H. Cognac	130	131
	C. G. Cognac	46 80	47 30
	C. G. Cognac	180	....
	Chamboury (M)	578	....
	Cochery Bourde	600	....
	Cognac	605	....
	Cognac	428	....
	St. Antanas	140	....
	Emp. Comp.	88	88
	Emp. Sinesco Int.	21	....
	Genet S.A.	70	70
	Grain Expansion	600	....
	Gay Dogones	540	....

SICAV

VALEURS	Emission Frans Inv.	Rechn. net	VALEURS	Emission Frans Inv.	Rechn. net
A.A.A.	1025 74	1001 70	Feedstocks	833 80	813 7
Acadia	224 58	224 58	Food	29 58	34 2
Agropur	774 19	740 95	Food-Process.	11403 89	11234 7
Alcan	7600 68	7308 35	Franchise	4895 18	4982 1
Amalgam	825 45	807 23	Franchise	1711 38	1279 2
Arbitrage Court L.	9223 83	8810 42	Gen. Securities	13558 44	13490 4
Asenco	1103 37	1108 37	Gen. Securities	187 12	183 9
Atlati Paper	365 59	357 06	Gen. Securities	11593 18	1141 7
Atlati Paper	365 59	357 06	Gen. Securities	12781 27	12781 27
Avenir Alcan	1572 47	1638 96	Import	110071 74	10581 9
Avenir O.C.	108 27	105 12	Intest. Bk.	13556 89	13305 5
Asa Capital	156 06	149 34	International Fin.	5181 60	5033 6
Asa Cont. Trans.	7267 95	7257 95	Jacobs	175 50	170 7
Asa Europ.	128 88	129 23	Jeanpierre	267 07	263 7
Asa Inv.	123 23	117 72	Lafin America	244 72	231 7
Asa NF	118 15	112 15	Lafin America	238 28	238 28
Asa Pacific	82 65	106 70	Lafin Europ.	2520 30	240 1
Asa Values PER	119 98	114 81	Lafin Europ.	300 58	288 2
Capamont	5815 17	5803 96	Lafin Immobil.	224 87	216 2
Capibank	5927 80	5940 25	Lafin Japan	439 37	421 1
Capibank	1200 05	1182 32	Lafin Japan	137 18	131 1
Caedon Fin.	26 59	28 57	Lafin Mandarins	185 48	185 48
Caedon Fin.	26 59	28 57	Lafin Tokyo	266 18	266 18
Caedon Fin.	2225 27	2224 43	Lafin Tokyo	2078 30	2075 7
Caedon Fin.	300 24	305 82	Lafin U.C.	11539 19	11539 19
Caedon	489 30	476 05	Lafin U.C.	6504 83	6195 6
Caedon Mutual Capital	1186 57	1193 30	Life Association	12141 37	12141 37
Caedon Fin.	1201 90	1172 59	Life Association	27010 30	26862 4
Caedon Fin.	826 18	789 05	Loxapex	89 94	88 7
Caedon Fin.	198 19	198 19	Loxapex	20706 20	20706 20
Caedon Fin.	250 25	241 20	Loxapex	24325 98	24292 2
Caedon Collection	138 92	132 94	Loxapex Invest.	527 28	511 7
Caedon	1652 42	1600 87	Loxapex Invest.	707 90	687 9
Caedon	127 38	127 38	Middlemarket	189 12	175 1
Caedon Capitalization	2157 43	2123 72	Monaco O.C.	5167 50	5167 50
Caedon Capitalization	401 32	389 63	Monodon	52324 71	52324 71
Caedon Capitalization	61501 17	61501 17	Mon. J.	67063 07	67063 07
Caedon Capitalization	32624 29	32524 29	Monodon	75389 85	75389 85
Caedon Capitalization	2043 70	2043 70	Monodon	12480 32	12480 32
Caedon Capitalization	201 10	191 71	Monodon	1132 52	1132 52
Caedon Capitalization	56720 25	56720 25	Monodon	20303 10	20303 10
Caedon Capitalization	330 80	330 80	Monodon	19335 58	19335 58
Caedon Capitalization	4296 99	4296 99	Monodon	125 09	125 09
Caedon Capitalization	2493 54	2493 18	Monodon	7231 38	7217 7
Caedon Capitalization	9404 64	9404 18	Monodon	1189 07	1189 07
Caedon Capitalization	830 89	830 89	Monodon	20414 38	20414 38
Caedon Capitalization	1779 91	1722 27	Monodon	540 88	540 88
Caedon Capitalization	91 08	88 85	Monodon	1444 75	1429 7
Caedon Capitalization	61123 14	61133 14	Monodon	64547 08	64547 08
Caedon Capitalization	182 01	180 97	Monodon	1025 73	1015 7
Caedon Capitalization	151 04	151 04	Monodon	1302 77	1302 77
Caedon Capitalization	151 04	151 04	Monodon	820 59	820 59
Caedon Capitalization	13363 21	13268 71	Monodon	6862 70	6805 5
Caedon Capitalization	1082 08	1075 12	Monodon	1445 10	1442 2
Caedon Capitalization	1307 93	1295 70	Monodon	139 51	138 6
Caedon Capitalization	446 76	437 72	Monodon	5610 48	5601 48
Caedon Capitalization	1218 42	1218 42	Monodon	1104 13	1104 13
Caedon Capitalization	7740 88	7740 88	Monodon	165 18	162 1
Caedon Capitalization	65 47	63 22	Monodon	1297 43	1294 3
Caedon Capitalization	1049 09	1018 63	Monodon	11846 15	11846 15

2/7

	VALUES	Emulsion Final Incl.	Resolvent net
27	Force Castles	60338 87	60338 87
27	Force	10658 10	10647 45
27	Polymy, Excess	105 63	105 54
27	Pr/A Associations	27107 95	27107 89
27	Problems	1080 19	1053 84
27	Quartz	120 20	120 05
27	Relaxator	926 47	880 07
27	Resin	180 72	150 24
27	Resin - Vinnest	5275 18	5275 18
27	Resin-Vinn	1143 75	1126 85
27	St. Honoré St-Albin	921 52	860 11
27	St. Honoré Bors de	10,574 79	10,030 27
27	St. Honoré Gold	230 21	219 77
27	St. Honoré Invest	751 58	717 80
27	St. Honoré Mac Phac	189 78	180 40
27	St. Honoré Pacific	623 49	590 86
27	St. Honoré P.M.	525 50	501 67
27	St. Honoré Ref	13774 18	13719 30
27	St. Honoré Services	501 74	482 44
27	St. Honoré	1611 17	1611 17
27	St. Honoré Gas	12805 70	12583 63
27	St. Honoré	1205 10	1230 40
27	St. Honoré	623 49	590 86
27	St. Honoré	1705 63	1704 07
27	St. Honoré	671 42	651 86
27	S.E. of, approximately	1027 27	1007 13
27	S.E. 5.000	402 32	395 45
27	S.I. Est.	1452 68	1380 13
27	Silverstone	653 61	623 61
27	Silverstone	428 45	412 12
27	Silverstone	203 31	204 23
27	Skinner	454 88	452 44
27	S.N.I.	1209 24	1174 02
27	Sognifarm	871 70	871 70
27	Sognifarm	315 54	315 54
27	Sognifarm	1055 28	1016 97
27	Sognifarm	1377 35	1315 47
27	Solutions	585 20	555 65
27	Solutions	2108 23	2102 97
27	Strategic Action	805 08	774 12
27	Strategic Resources	325 54	315 54
27	Strategic	1055 25	1053 32
27	Tachy-Gas	5825 08	5801 62
27	Tachy	804 95	558 96
27	Thompson	139 15	133 65
27	Tutor-Pac	1185 28	1176 61
27	Tutor-Pac Ref	1320 18	1320 05
27	Tutor-Pac	11817 69	11817 59
27	Tutor	5704 80	5054 06+
27	U.A.P. Investments	414 09	429 28
27	U.A.P. Act. F.	552 04	526 05
27	U.A.P. Act. S.I.	813 31	581 14
27	U.A.P. Act. S.I.	354 19	563 07
27	U.A.P. Alibi	203 32	195 97
27	U.A.P. Alibi	157 78	152 05
27	UAP Moyné Termis	127 62	121 72
27	UAP Termis, Conds	10530 17	10249 65
27	UAP Associations	355 72	321 72
27	UAP Termis	1284 96	1253 62
27	UAP Termis	55 20	54 16
27	UAP Termis	1307 34	1307 34
27	UAP Termis	1383 30	1349 59

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 3/7	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVICES	COURS préc.	COURS 3/7
			achat	vente			
Extra-Lines (1 usd)...	6 186	6 206	6 950	6 450			
Ecu...	6 982	6 985		3 58			
Belgique (100 frs)...	338 640	338 890	326	17	Or fin (en barre)...	72500	72800
Banque (100 frs)...	338 640	338 890	326	17	Or fin (en lingot)...	72680	72950
Paye-Sas (100 frs)...	338 640	338 890	326	17	Napoléon (20 frs)...	413	417
Denmark (100 kr.)...	67 750	67 770	4 300	52	Place Fr (10 frs)...	390	
Swiss Francs (1 fr.)...	3 096	3 108	2 800	3 500	Place Suisse (20 frs)...	486	416
Guinea (100 guineas)...	384 670	384 670	39	98	Place Lima (20 frs)...	538	520
Sole (100 lire)...	96 910	96 910	88	91	Place 20 dollars...	2205	2205
Norveg. (100 ash)...	48 122	48 122	1 500	4 900	Place 10 dollars...	1122 50	1180
Autrich. (100 ash)...	5 413	5 413	1 500	4 900	Place 5 dollars...	800	
Espagne (100 pes.)...	3 873	3 885	1 500	4 900	Place 50 pesos...	2705	2715
Portugal (100 esc.)...	5 413	5 413	1 500	4 900	Place 10 florins...	435	440
Grande (1 S can)...	3 873	3 885	1 500	4 900			

Marché libre de l'or

Jaguar	125	60	150 20
Lexus de Monte	316	776	
Mercedes	170	776	
Porsche 90	1410	.....
Pontiac Fiero	361	.....
Quoniam	240	.....
Romero M.V.	198	25	
St-Gabriel-Embargo	2400	.....
Serie Meca	201	60	
S.E.P.R.	1634	.....
S.P.R. Int. N.	946	.....
Téléfonique Elec.	3350	.....
Ulcior	330	.....
Wattman	1500	.....

Exon Gas	6520 8
Fongicov	13206 8

France-gas	6345 62	8996 05	Poland Capitalization	1361 55	1343 41
France Gasoline	280 69	280 75	Poland Exports	19122 13	1500 13
France Index S&P	104 77	101 10	Poland Imports	139 01	139 01
France Index Stoxx	343 31	334 94	Poland Participation	573 80	580 10
France Oil	458 95	425 40	Poland Revenue	54 19	53 10
France Oil	441 79	429 89	Poland Revenue	206 19	202 07
France Firms	109 32	106 14	Poland Revenue	625 62	607 02
France Regions	119 52	1157 85	Poland A	1304 45	1270 10
France-Aluminium	32 38	32 69	Poland B	1304 45	1270 10
France-Cop.	310 62	310 62	Poland C	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland D	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland E	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland F	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland G	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland H	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland I	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland J	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland K	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland L	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland M	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland N	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland O	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland P	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland Q	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland R	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland S	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland T	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland U	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland V	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland W	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland X	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland Y	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland Z	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AA	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AB	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AC	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AD	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AE	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AF	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AG	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AH	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AI	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AJ	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AK	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AL	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AM	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AN	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AO	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AP	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AQ	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AR	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AS	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AT	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AU	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AV	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AW	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AX	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AY	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland AZ	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BA	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BB	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BC	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BD	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BE	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BF	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BG	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BH	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BI	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BJ	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BK	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BL	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BM	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BN	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BO	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BP	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BQ	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BR	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BS	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BT	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BU	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BV	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BW	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BX	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BY	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland BZ	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CA	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CB	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CC	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CD	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CE	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CF	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CG	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CH	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CI	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CJ	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CK	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CL	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CM	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CN	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CO	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CP	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CQ	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CR	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CS	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CT	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CU	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CV	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CW	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CX	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CY	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland CZ	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DA	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DB	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DC	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DD	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DE	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DF	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DG	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DH	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DI	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DJ	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DK	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DL	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DM	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DN	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DO	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DP	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DQ	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DR	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DS	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DT	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DU	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DV	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DW	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DX	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DY	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland DZ	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EA	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EB	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EC	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland ED	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EE	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EF	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EG	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EH	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EI	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EJ	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EK	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EL	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EM	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EN	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EO	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EP	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EQ	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland ER	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland ES	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland ET	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EU	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EV	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EW	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EX	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EY	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland EZ	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FA	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FB	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FC	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FD	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FE	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FF	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FG	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FH	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FI	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FJ	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FK	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FL	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FM	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FN	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FO	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FP	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FQ	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FR	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FS	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FT	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FU	1304 45	1270 10
France Const.	1290 52	1290 52	Poland FV	1304 45	1270 10

Univer.....	219 52	219 52
Univerts Actions.....	1278 33	1247 15

Univers-Oligation	1832 95	1788 25
Valeport	1904 80	1902 70
Valeport	48084 51	49060 08
Valeport	25596 38	25599 80

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

à : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
15 62 72 67

f : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

CULTURE

MUSIQUES

Vienne et Montreux : on ouvre !

Miles Davis dans la cité romaine, Sting au bord du lac Léman : l'été démarre très fort

La onzième édition du Festival de Vienne s'est ouverte avec Miles Davis. C'est son premier concert européen. Un festival débute comme un opéra : tout est donné d'emblée, les motifs, les thèmes, les fausses pistes. Pour achever le bonheur, les soirs d'ouverture se décomposent eux-mêmes.

Miles aime ce public d'enfants du paradis juchés jusqu'au ciel sur des pierres romaines. Dix mille personnes sont là, équipées pour soutenir plusieurs guerres des Gaules (anars, canines, boissons) et un ciel vert émeraude.

Miles les tient en main. Son groupe est comme réduit, épuré. Plus de percussionniste. Juste Ricky Wellman, le cogueur impavide, chargé, comme on porte le Saint-Sacrement, de maintenir un tempo d'acier d'un bout à l'autre du concert. Il le fera. Avec une santé d'enfer. Binaire jusqu'au bout, et sans relâchement.

Au milieu, blouson de cirque chamarré et pantalon de soie à pans blancs, Miles règne et transmet. Il joue avec abondance. De face, de dos, de profil, plié en quatre, ou dans l'œil de la caméra. Il joue encore plus lorsqu'il ne joue plus. Statue glacée, plaquant un accord de synthé et le remuant comme des brulés, il transmet nerveusement à l'orchestre. D'inconscient à inconscient. Sans mot dire, réduite à sa formule jazz, la formation navigue à vue entre la violence des énergies déchainées et des rythmes si minuscules, si infimes, qu'on croit ne pas les entendre. Simplement les percevoir.

De temps en temps, un sorcier qualifié, il lance l'un des siens dans la danse du feu. Il obtient sans rien dire de Kenny Garrett (alto sax) ce qu'il obtenait de Wayne Shorter : une sortie de soi qui éblouit et qui fait peur. Le «free» revisité. Savent-ils, ceux en liesse, avec leur casse-croûte et leur esprit délectablement «Tour de France», que ce qu'ils viennent d'accomplir, c'est du «free» pur, chimiquement libéré par une machine infernale où s'absentent à fond, de présence et du moment, Deron, Richard, Foley et Ricky. Après la transe, Kenny fait la tournée des mains, comme en studio : dans un dosage savant de frime et d'amitié.

Miles exhibe des panneaux où sont inscrits les noms de ses sidemen. Son direct. Il n'y a plus de micro. Il exhibe les prévisions. La foule fonce. Dans le panneau, Vienne défile comme une fusée. Son public si convivial (c'est le mot), si heureux (c'est vrai), si bon enfant (c'est sa limite) sort d'une âpre rencontre avec Shirley Horn. Ouverture de l'ouverture. Sous prétexte qu'elle lui fait un

contre-chant dans son dernier disque, c'est elle qui précède Miles Davis. C'est son premier concert européen. Un festival débute comme un opéra : tout est donné d'emblée, les motifs, les thèmes, les fausses pistes. Pour achever le bonheur, les soirs d'ouverture se décomposent eux-mêmes.

Miles aime ce public d'enfants du paradis juchés jusqu'au ciel sur des pierres romaines. Dix mille personnes sont là, équipées pour soutenir plusieurs guerres des Gaules (anars, canines, boissons) et un ciel vert émeraude.

Miles les tient en main. Son groupe est comme réduit, épuré. Plus de percussionniste. Juste Ricky Wellman, le cogueur impavide, chargé, comme on porte le Saint-Sacrement, de maintenir un tempo d'acier d'un bout à l'autre du concert. Il le fera. Avec une santé d'enfer. Binaire jusqu'au bout, et sans relâchement.

Au milieu, blouson de cirque chamarré et pantalon de soie à pans blancs, Miles règne et transmet. Il joue avec abondance. De face, de dos, de profil, plié en quatre, ou dans l'œil de la caméra. Il joue encore plus lorsqu'il ne joue plus. Statue glacée, plaquant un accord de synthé et le remuant comme des brulés, il transmet nerveusement à l'orchestre. D'inconscient à inconscient. Sans mot dire, réduite à sa formule jazz, la formation navigue à vue entre la violence des énergies déchainées et des rythmes si minuscules, si infimes, qu'on croit ne pas les entendre. Simplement les percevoir.

De temps en temps, un sorcier qualifié, il lance l'un des siens dans la danse du feu. Il obtient sans rien dire de Kenny Garrett (alto sax) ce qu'il obtenait de Wayne Shorter : une sortie de soi qui éblouit et qui fait peur. Le «free» revisité. Savent-ils, ceux en liesse, avec leur casse-croûte et leur esprit délectablement «Tour de France», que ce qu'ils viennent d'accomplir, c'est du «free» pur, chimiquement libéré par une machine infernale où s'absentent à fond, de présence et du moment, Deron, Richard, Foley et Ricky. Après la transe, Kenny fait la tournée des mains, comme en studio : dans un dosage savant de frime et d'amitié.

Miles exhibe des panneaux où sont inscrits les noms de ses sidemen. Son direct. Il n'y a plus de micro. Il exhibe les prévisions. La foule fonce. Dans le panneau, Vienne défile comme une fusée. Son public si convivial (c'est le mot), si heureux (c'est vrai), si bon enfant (c'est sa limite) sort d'une âpre rencontre avec Shirley Horn. Ouverture de l'ouverture. Sous prétexte qu'elle lui fait un

FRANCIS MARMANDE

Succès des Eurockéennes de Belfort

La troisième édition des Eurockéennes, le festival de rock organisé près de Belfort, au bord du lac de Malsaucy a rassemblé du 28 au 30 juin près de 60 000 spectateurs venus de France, d'Allemagne et de Suisse soit 40 000 de plus que l'an passé.

Si les grandes stars qui parcourent actuellement l'Europe - Rod Stewart, Sting, Paul Simon, Simple Minds - ne se sont pas arrêtées à Belfort, en revanche, la programmation alignait plusieurs vedettes confirmées - la Mano Negra, INXS, Elmer Food Beat, Pixies ou Joe Jackson - autour desquelles les programmeurs avaient réuni une trentaine de groupes et artistes, des Ukrainiens de VV aux

Espagnols d'El Último de la Fila. Le succès public de la manifestation, largement soutenue par le conseil général du Territoire de Belfort, qui a accordé une subvention de 2 500 000 francs (sur un budget d'une quinzaine de millions de francs), assure la pérennité des Eurockéennes.

Ainsi, après une relative éclipse, nous assisterons, les 1, 2 et 3 juillet, à un festival en plein air maintenu au Danemark (Roskilde), en Belgique (Torhout-Werchter), ou en Suisse (Leysin, Nyons). Toutes ces manifestations ont en commun d'être organisées dans des régions frontalières et d'attirer un public réparti sur plusieurs pays.

T. S.

PARIS EN VISITES

JEUDI 4 JUILLET

«Estéisme, médiums et spirites du Père-Lachaise», 10 h 30, angle place Gambetta, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).

«L'histoire des Halles de Paris, du chantier des Innocents à la Halle au Blé», 10 h 30, 9, rue de la Ferronnerie (Paris autours).

«L'Opéra-Bastille (salles et coulisses) avec un aperçu du quartier», 10 h 30, devant le café.

«Les Grandes Marches», (C. Merle).

«Le Quartier latin : de la naissance de l'université et des collèges à la Sorbonne d'aujourd'hui», 11 heures, parvis de l'église Saint-Etienne-du-Mont (P.-Y. Jaslet).

«Mentor, dernier des grands Catalans», 11 heures, Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (G. Marbas-Camé).

«Le Musée Picasso. Histoire et architecture de l'hôtel Salé et découverte de la donation Picasso», 14 heures, 5, rue de Thorigny, dans la cour (E. Roman).

«La maison Opéra, œuvre de Garnier», 14 h 15, 5, rue du Docteur-Lancereaux (S. Rojon-Kern).

«Hôtels et maisons d'artistes de la plaine Montceau», 14 h 30, métro

Montceau (Paris pittoresque et insolite).

«L'Orient d'un diplomate», 14 h 30, hall du Musée de l'Homme (Le Cavalier bleu).

«Hôtels, jardins et ruelles du Marais», 14 h 30, métro Saint-Paul-Murat (Lunbo visites).

«Hôtels et passages pittoresques du faubourg Saint-Honoré», 14 h 30, parvis de l'église de la Madeleine (M. Folyer).

«L'Arche de la Défense et son quartier, aboutissement de la voie triomphale», 14 h 30, hall du RER, sortie L (Connaissance de Paris).

«Vieilles maisons, cours secrètes du quartier Maubert», 14 h 30, métro Maubert-Mutualité, sortie rue des Carmes (Paris historique).

«Le surprenant quartier de la Folie-Méricourt», 14 h 45, métro Couronnes (V. de Langlade).

«L'Opéra, centre de la vie mondaine de la fin du dix-neuvième siècle», 15 heures, devant l'entrée, à droite de la Densé, de Carpeaux (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

Naissances

- Any et Rade MIHAJEANU ont la joie d'annoncer la naissance de

Gary.

Paris, le 23 juin 1991.
54, rue Léon-Frot,
75011 Paris.

- Bernard et Anne GENTON,
Marie et Edmond,

ont la joie de faire part de la naissance de

Guillaume,

le 1^{er} juillet 1991.

8 A, rue Voltaire, cité Joffre,
1000 Berlin 51.

- M. Thomas ANGLÈS d'AURIAC
et
M^{me} née Virginie VIELAND,
ainsi que
Antoine,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Théophile,

le 4 juin 1991, à Paris.

12, rue de la Source,
92000 Nanterre.

- Isabelle et Eric ROUSSEAU

sont heureux d'annoncer la venue de

Victor,

le 26 juin 1991.

Antoine, Jean et Fanny
se réjouissent.

56250 Tréfilan.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du

30 JUILLET
UN DÉCRET
N° 91-619 du 28 juin 1991
modifiant le décret n° 48-1881 du
10 décembre 1948 déterminant les
prix de base au mètre carré des
locaux d'habitation ou à usage
professionnel.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5555

1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALEMENT

I. Quand elles sont belles, on a du mal à les tenir. - II. Ne se contentent pas toujours d'un seul foyer. - III. Mauvaise conseillère quand elle est damnée. Une nappes. Utile pour faire des projets. - IV. Trace qu'une bête peut laisser sur les lèvres. - V. Obstacle. Une lie où l'on trouve des gens qui travaillent pour des clous. - VI. Brutal. Langue ancienne. - VII. Participe. Pas conservée. - VIII. Qui a beaucoup à payer. Branché. - IX. Pronom. Fut envoyée paître. - X. Point du jour. - XI. A la dent dure. Ville d'Italie.

VERTICALEMENT

1. Peut devenir noire quand les gens sont en grève. Centres de rééducation. - 2. Existe quand elle s'étend. Un beau morceau. - 3. Qui n'est pas faite pour les chiens. Adverbe. - 4. Pronom. Grande rigueur. - 5. Sert pour boucher. - 6. Peut assombrir autant que la jalousie. La rage. - 7. Pronom. Remuent beaucoup quand elles sont fortes. - 8. Direction. Peut s'incliner devant il y a un mieux. Pour lier. - 9. Qui ne fait pas de vagues. Qui peut faire rougir.

Solution du problème n° 5554

Horizontalement

I. Achille. - II. Uranie. Io. - III. Rem. Egalé. - IV. Isée. Aven. - V. Cuculle. - VI. Usons. R8. - VII. Nudiste. - VIII. Au. Fers. - IX. Inouï. S.O.S. - X. Ripera. Ca. - XI. Era. Anses.

Verticalement

1. Auriculaire. - 2. Crépus. Unir. - 3. Harpeçon. Ope. - 4. In. Eunuque. - 5. Lie. L.S.D. Ira. - 6. Légal. If. An. - 7. Averses. - 8. Ile. Abroce. - 9. Foëne. Esses.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Décès

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Pierre BADER,

survenu le 1^{er} juillet 1991.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

De la part de
M^{me} Pierre Bader,
M. et M^{me} Denys Jérôme-Lévy,
M. et M^{me} Bernard Lévy-Duriet,
et leurs fils,
M. et M^{me} Philippe Lévy-Schil,
et leurs fils.
Sa femme, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

- M^{me} Marthe Van der Beken,
sa femme,
Pierre, Janine, Jacques, Henri, Jean-Paul,
ses enfants,
Leurs familles, parents et alliés,
annoncent le décès de

M. André VAN DER BEKEN,
survenu le 20 juin 1991 à quatre-vingt-neuf ans.

Pastor Van der Beken,
Résidence Ecole d'Infirmières,
CHU de Brabois,
54500 Vandœuvre.

- M^{me} Gil Castelnau,
née Christine Vigné,
Ses enfants, Séverine et François,
Les familles et alliés,
ont la grande tristesse de faire part du décès accidentel de

GI CASTELNAU.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale à l'église réformée de Gonalhac et l'inhumation au cimetière de Gonalhac (Gard), le 29 juin 1991.

16, rue de Fleury,
75006 Paris.

- M^{me} Maurice Fagade,
de Marie-Madeleine Fliche,
son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès, le 2 juillet 1991, de

M. Maurice FAGADE,
lieutenant-colonel honoraire
de l'armée blindée cavalerie,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
croix de guerre TOE,
croix de la valeur militaire.

Les obsèques auront lieu en l'église de Saint-Pierre-d'Arbe (près Bayonne), le vendredi 5 juillet, à 16 h 15.

«Olympe»
64950 Saint-Pierre-d'Arbe.

- Les journalistes CÉDIT
font part de leur peine à la disparition de

Victor FAY,

leur camarade
et leur digne d'âge.

USIF,
47, avenue Simon-Bolivar,
75019 Paris.

(Le Monde du 2 juillet.)

- La section des sciences religieuses
de l'École pratique des hautes études
a le regret de faire part du décès de

M. Emmanuel LAROCHE,
ancien titulaire
de la chaire d'études
«religieuses et asiatiques»,
membre de l'Institut.
(Le Monde du 27 juin.)

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Anthony NETELEMBOS,

survenu le 29 juin 1991, à Bligny
(Essonne).

De la part de sa sœur
Angela Netelenbos.

De Venterkamp, 3
7261 AH Ruurlo (Pays-Bas).

«Wacht auf, ruft uns die
Stimme.»
J.S. Bach. Cantate 140.

- Charlotte Rodriguez,
Nathalie Rodriguez et Pierre Dumas,
François Rodriguez,
et José-Ana Sarrazin,
Bernadette, Clémence, Gabrielle,
M^{me} Adrienne Gomez,
Sa famille,
Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Raymond RODRIGUEZ,

à Paris, le 2 juillet 1991.

Le service religieux sera célébré le
jeudi 4 juillet, à 16 heures, en l'église
réformée de l'Oratoire du Louvre,
1-3, rue de l'Oratoire, Paris-1^{re}, suivie
de l'inhumation au cimetière de Vaugrard,
320, rue Lecourbe, Paris-15^e.

67, rue Buffon,
75005 Paris.
7, passage Bourgoin,
75013 Paris.

- M^{me} Hélène Marchadier-Roubinet,
M^{me} Madeleine Marchadier,
M. Thomas Kneiblich,
M. et M^{me} Pierre-François Gialleri et
Gaïa.
M. et M^{me} Hubert Comon, Arthur et
Marjolaine.
ont la tristesse de faire part de la mort
accidentelle de

Michel ROUBINET,

survenu le 30 juin 1991.

La Muse, Croc,
30170 Saint-Hippolyte-du-Fort.

- Nous avons le chagrin de faire
part du décès de

M^{me} veuve Richard SANDRE,

née Camille Dural,
le 22 juin 1991.

M. et M^{me} Maurice Sandre,
Ses petits-fils
Frédéric, Jérôme, Bernard,
Ses arrière-petits-enfants,
L'inhumation a eu lieu à Rennes.

72, boulevard de La Villette,
75019 Paris.

«Avec celle que nous aimons, nous
avons cessé de parler... et ce n'est pas
le silence.»
R. Char.

- M. Henri Sfeir,
M. et M^{me} Assad S. Boulos
et leurs enfants,
M^{me} Rose-Marie et M. Joe Sabgha
et leurs enfants,
M. Georges Abi-Diwan,
Vilma (17),
et leurs enfants,
M. et M^{me} Raymond R. Sfeir
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
leur épouse, sœur, belle-sœur,

Katia H. SFEIR,

née Boulos,
survenue le 1^{er} juillet 1991, à Paris.

Une messe sera célébrée à son intention
le jeudi 4 juillet, à 19 heures, en
l'église Notre-Dame-du-Liban, 17, rue
d'Ulm, Paris-5^e.
Les obsèques auront lieu à Reyfoun
(Liban), le samedi 6 juillet, à 16 heures.

Les condoléances seront reçues :
A Paris, les 3 et 4 juillet, en son
domicile, 4, avenue du Docteur
Brouardel, Paris-7^e ;
A Reyfoun (Liban), les samedi 6,
dimanche 7 et lundi 8 juillet, en son
domicile de Reyfoun ;
A Beyrouth, les mardi 9 et mercredi
10 juillet, en son domicile à Talat-
el-Khayat.

- M. et M^{me} Serge Taralon,
ses parents,
M. Jacques Taralon,
son frère,
Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Claire TARALON,
agréée de l'Université,
maître de conférences
à l'université de Dijon,

survenue à Paris le 19 juin 1991.

La cérémonie religieuse a été célébrée
dans l'intimité, le jeudi 27 juin, en
l'église Saint-Leon, place du Cardinal-
Amato, Paris-15^e.
L'inhumation a eu lieu au cimetière
du Montparnasse dans le caveau de
famille.

104, avenue de Suffren,
75015 Paris.

AUTOMOBILE

Peugeot : une 205 qui se veut luxueuse

Alors que Citroën sort une AX GTI (le Monde du 27 juin) Peugeot, qui a depuis longtemps fait ses preuves dans la petite voiture à gros moteur et à caractère sportif, se lance, elle, dans le petit gabarit de luxe. Alors-y pour la jeunesse et le bon goût, tout comme la Baccara de Renault, qui a dû, à la longue, chatouiller pas mal les décideurs de la marque frappée du lion. Il faut dire que la Clio tout cuir de la Régie a de quoi séduire, même si le bon goût est, dans certains détails, parfois égaré.

Voilà donc la Gentry qui nous arrive (à l'automne), une 205 dotée du célèbre 1 905 cm³ aux 105 ch fougueux mais hélas bruyants... Boîte manuelle, boîte automatique (à 4 rapports), cuir beurre frais, ronçe de noyer, vitres aux teintes foncées, cadrans multiples qui restent néanmoins discrets, direction, heureusement, assistée : tout a été, semble-t-il, réuni pour offrir la douce et distinguée ambiance dont on sait que les gens de bonne naissance ne peuvent pas se passer.

Hélas ! trois fois hélas ! comment ne pas imaginer aussi que les conducteurs qui ont à mettre 110 000 francs (et probablement plus) dans une petite voiture ne seraient pas encore plus heureux de pouvoir régler, en outre, leurs rétroviseurs

- M^{me} Vrolyk Suzanne,
son épouse,
M. et M^{me} Alfred Hahn,
M. et M^{me} Jean-Louis Vrolyk,
M. et M^{me} Patrick Hahn
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Luc Blanc
et leur fils,
M. Pierre Vrolyk,
M. et M^{me} Jean Vergeron,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Les familles Devier et Brunel,
ont la douleur de faire part du décès,
dans sa quatre-vingt-dixième année, de

M. Fernand VROLYK,
chef de service honoraire
du ministère de l'Intérieur,
ancien directeur
de l'Ecole et des services
de protection civile en Algérie,
officier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu dans
l'intimité en la chapelle de l'hôpital de
Fourvière, à Lyon, le vendredi
28 juin 1991.

Que tous ceux qui l'ont connu et
aimé le portent dans leur pensée et leur
prière.

M. et M^{me} Alfred Hahn,
8, rue des Frimvères,
69340 Francheville-le-Haut.
M. et M^{me} Jean-Louis Vrolyk,
64, avenue Marguerite-Renaudin,
92140 Clamart.

Anniversaires

- Il y a trois ans, le 4 juillet 1988,

André GESKIS

quittait notre monde.

Que tous ceux qui l'ont connu,
apprécié et aimé aient pour lui, ce jour,
une pensée très tendre.

Cimetière du Montparnasse,
75014 Paris.

- Hubert JUIN

nous a quittés, il y a quatre ans.

Ses amis des éditions Christian Bour-
gois - «10/18» ne l'ont pas oublié.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-29-94
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 92 F
Abonnés et actionnaires 80 F
Communications diverses 95 F
Thèses étudiants 50 F

à l'Amicale des Forces aériennes
françaises libres. - Notre confrère
Adalbert de Segonzac, qui fut long-
temps correspondant de France-
Soir aux Etats-Unis, vient d'être
élu président de l'Amicale des
forces aériennes françaises libres
(59, rue Vergniaud 75013 Paris).

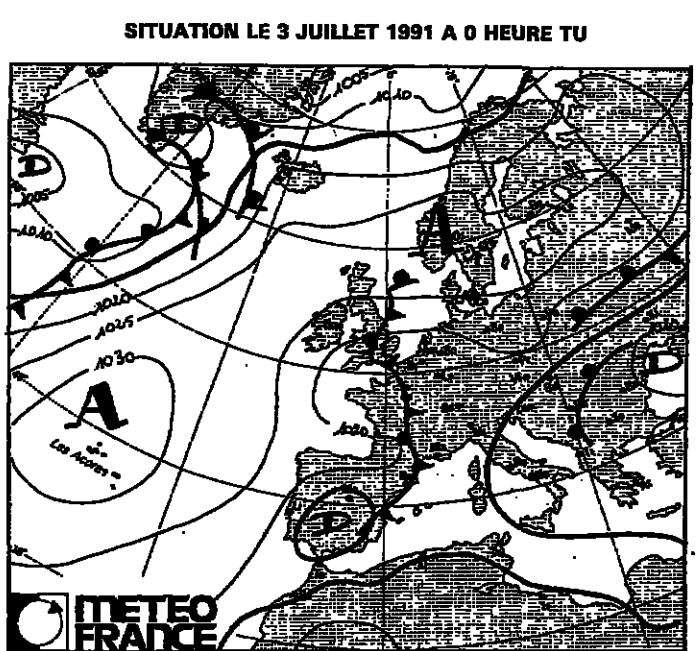
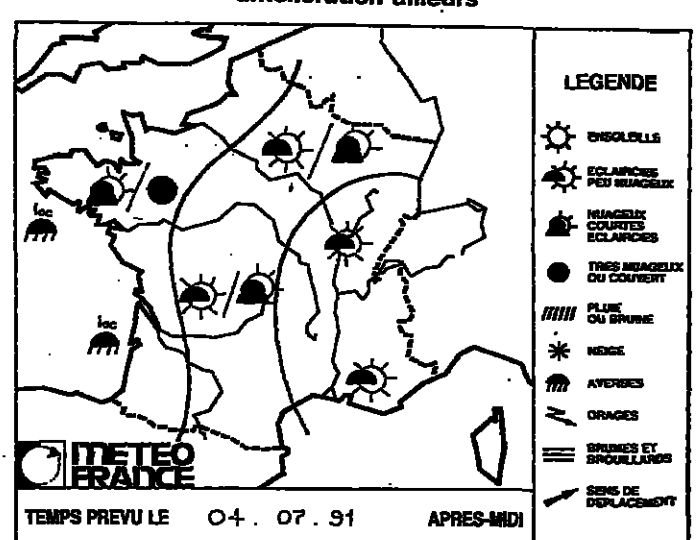
AGREGATIONS

GRAMMAIRE

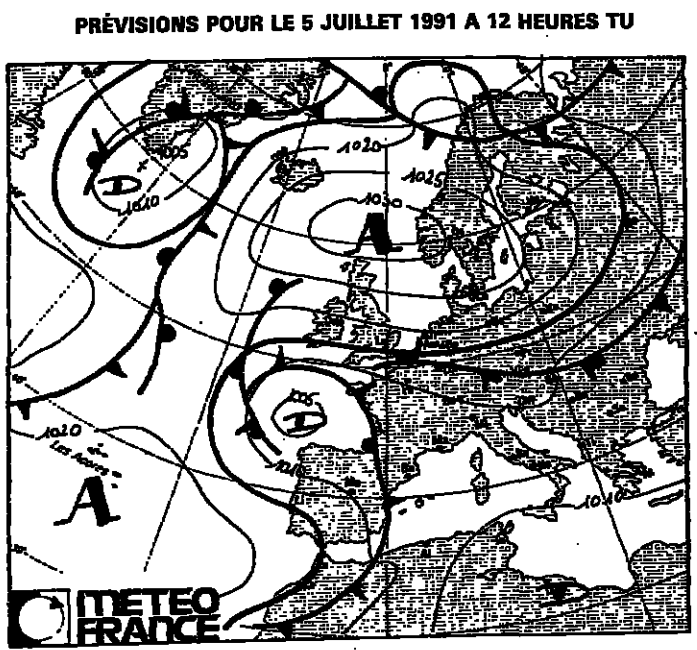
Aline Aguzzi (8), Gilles Authier (9),
Isabelle Boehm (7), Jean-Paul
Bouchet (14), Juliette Camps (14), Claire
Cizeaux (29), Isabelle Exterier (6),
Sébastien Grignon (5), Marie-Claire
Lomaggio (10), Nathalie Lubchansky
(12), Jennie Martin (11), Laurence Mer-
curi (13), Claire Olegini (3), Christian
Rouget (4), Hervé Tremblay (15).

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 4 juillet 1991
Gris et humide du Nord à l'Atlantique,
amélioration ailleurs



Vendredi. - Les orages éclateront... Les températures minimales seront de 13 à 15 degrés sur la moitié nord, 16 à 18 degrés sur la moitié sud, 19 degrés près de la Méditerranée.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 2-7-1991 à 18 heures TU et le 3-7-1991 à 6 heures TU											
le 3-7-91											
FRANCE				ÉTRANGER							
ALGER	23	12	D	TOULOUSE	18	14	N	LUXEMBOURG	26	16	D
ANGERS	16	11	C	TORONTO	18	10	D	MADRID	30	16	N
BOULOGNE	16	11	C	PORT-AU-PRINCE	32	26	D	MARRAKECH	38	19	D
BREIST	17	10	D	ALGER	28	19	N	MILAN	30	14	D
CAN	17	9	D	AMSTERDAM	23	15	D	MONTREAL	25	9	N
CHERBOURG	19	12	N	ATHENS	27	21	D	NAIROBI	22	12	D
CLEMONT-FR.	22	14	C	BANGKOK	34	26	N	NEW-YORK	42	33	D
DJON	23	17	C	BARCELONE	21	16	D	OSLO	22	8	D
GRENOBLE	23	15	D	BERLIN	18	16	N	PALMA-DE-MAJ.	22	14	D
LILLE	19	13	B	BRUXELLES	27	21	C	PENK	30	23	C
LIMOGES	16	11	B	COPENHAGUE	17	13	D	RIO-DE-JANEIRO	27	18	D
LYON	23	15	C	DAKAR	23	23	C	ROME	26	15	D
MARSEILLE	23	16	C	DURBAN	26	17	D	SINGAPOUR	29	24	C
NANCY	20	17	D	GENEVE	25	16	N	STOCKHOLM	23	10	D
NANTES	20	12	D	HONGKONG	32	27	A	TOKYO	19	14	C
NICE	26	16	D	ISTANBUL	25	19	N	TUNIS	27	21	C
PARIS-MONTS	19	15	P	JERUSALEM	26	16	D	VARSOVIE	25	18	C
PERPIGNAN	21	16	C	LE CAIRE	32	20	D	VIENNE	26	18	C
RENNES	22	12	D	LASHBONE	22	14	D				
STRASBOURG	26	16	C	LONDRES	20	15	P				
				LOS ANGELES	22	16	N				

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

Au paradis des papas à bretelles

MICHAEL LANDON est mort lundi. Et il devrait, si celui-ci existe, aller tout droit au paradis des papas à bretelles. Non parce que cet acteur célèbre aux États-Unis et ailleurs était, lui-même, père de neuf enfants. Cela vaut le respect et parfois une médaille. Mais pour une autre raison : dans la *Petite Maison dans la prairie*, Charles Ingalls, le père parfait, le pionnier moral, l'homme au grand chapeau et aux larges bretelles, qui câlinait sa femme et dorlotait ses filles, c'était lui ! Beaucoup ne connaissent pas son nom de ville. Mais des générations entières ont grandi avec pour compagne cette famille exemplaire, pour horizon cet Ouest moral et non violent, et pour idole ce papa modèle. Des millions d'enfants ont, avec les enfants Ingalls, couru dans l'herbe haute des prairies sans fin. Ils ont pleuré à leurs chagrins, dansé à leurs fêtes, tremblé à leurs accidents. Ils ont, avec eux, appris à distinguer le bien et le mal, à avouer leurs bêtises, à respecter Dieu et la maîtresse d'école, à faire la cuisine, à s'amouracher, les filles à tresser leurs cheveux, les garçons à imiter leur père. En un mot, ils ont été heureux ensemble. Michael Landon, en sa chronique d'une mort annoncée, un cancer publiquement révélé il y a quelques mois, s'était permis une dernière leçon de morale. C'est peut-être, dira-t-il, pour avoir un peu trop bu, un peu trop fumé, que la mort prit ce rendez-vous prématuré avec lui, à cinquante-quatre ans. Mais cette petite défaillance de l'acteur et cette sortie assez réussie de l'artiste n'auront sans doute pas raison du personnage. Car la *Petite Maison dans la prairie*, deux cent treize épisodes d'une heure, a survécu à tout. Au temps d'abord, alors que la série créée en 1974 avait pu passer de mode. Les séries policières, les *Dalles*, toute l'artillerie lourde de l'action, de la violence et de l'argent devaient normalement rattraper au rayon vieilleries une époque de la télévision. Or, depuis 1987, M.G. le soir à 19 heures, du lundi au vendredi, mise sur la famille Ingalls. En quatre ans, la *Petite Maison* a été diffusée, en boucle, quatre fois. Avec un succès permanent, 10 % des parts de marché selon les responsables de la chaîne, qui parlent de « série culte ». Comme *Bonanza*, autre version de l'Ouest gentil, où Michael fut, pendant quatorze ans, le petit frère, Little Joe. Ou, espèrent-ils, comme les *Routes du paradis*, diffusés chaque dimanche, le dernier feuillet emprunté par Michael Landon, avant sa révérence.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ▲ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 3 juillet

- TF 1**
 - 20.45 Variétés : *Sacrées Vacances*.
 - 22.40 Téléfilm : *Deux localités pour l'Elysée*.
 - 0.10 Journal, Météo et Bourse.
- A2**
 - 20.45 Jeux sans frontières.
 - 22.05 Téléfilm : *Venise en hiver*.
 - 23.35 Journal et Météo.
 - 23.55 Série : *L'Homme à la valise* (rediff.).
- FR 3**
 - 20.45 Magazine : *La Marche du siècle*. Viva Villar en direct d'Avignon. Avec Alain Crombecq, directeur du Festival d'Avignon ; Paul Puxux, directeur de la maison Jean-Vilar ; Bernard Dort, historien du théâtre ; Jean-Pierre Vincent, directeur du Théâtre des Américains ; Maria Casarès, Jean-Pierre Daras, acteurs ; Jorge Lavelli, metteur en scène ; Christiane Duparc, de l'Express.
 - 22.25 Journal et Météo.
 - 22.40 Variétés : *Mission Apollo à New-York*. 3e Gala de la communauté des télévisions francophones.
- CANAL PLUS**
 - 21.00 Cinéma : *Les 1001 Nuits*. ■ Film franco-italien de Philippe de Broca (1989) (1^{re} partie).
 - 22.25 Flash d'informations.
 - 22.30 Cinéma : *Gold*. □ Film britannique de Peter Hunt (1974).
 - 0.15 Cinéma : *Le Dénommé*. ■ Film français de Jean-Claude Dague (1989).
 - 2.05 Documentaire : *Ganesh, l'éléphant dieu*.
- LA 5**
 - 20.40 Journal des courses.
 - 20.50 Histoires vraies. Scène de ménage au paradis.
 - 22.30 Débat : *Les Aventuriers de l'extrême*.
 - 0.00 Journal de la nuit.
- M 6**
 - 20.35 Téléfilm : *Jackie Kennedy*.
 - 23.10 Série : *Equalizer*.
 - 0.00 Six minutes d'informations.
 - 0.05 Sexy clip.
 - 2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
 - 21.00 Documentaire : *Forest of Bliss*.
- 22.30 Cinéma : Charles mort ou vif**. ■■ Film suisse d'Alain Tanner (1989).
- 0.00 Moyen métrage : *D'après Maria*.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 *Tire ta langue*. Les papilles de Ponge. Avec Christian Rist, comédien et metteur en scène.
- 21.30 *Correspondances*. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
- 22.00 *Communauté des radios publiques de langue française*. Entretien avec Alain Tanner, cinéaste (3).
- 22.40 *Les nuits magnétiques*. Rendez-vous sous la grue.
- 0.05 *Du jour au lendemain*.
- 0.50 *Musique : Coda*.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 30 mai au Théâtre des Champs-Élysées) : *Symphonie n° 98* en si bémol majeur, de Haydn ; *Concerto pour violon et orchestre en mi mineur* op. 54, de Mendelssohn ; *Ainsi parlait Zarathoustra*, poème symphonique op. 30, de R. Strauss, par l'Orchestre national de France, dir. Ferdinand Leitner ; sol. : Régis Pasquier, violon.
- 23.07 *Nuits chaudes*. *Holiday Diary* op. 5, de Britten ; *Sonate pour violon et piano*, de Janacek ; *Symphonie n° 2*, de Dutilleul ; *Quatuor à cordes n° 2*, de Janacek ; *Le Château de Barbe-Bleue*, de Bartok.

Jeudi 4 juillet

- TF 1**
 - 13.35 Feuilleton : *Les Feux de l'amour*.
 - 14.25 Feuilleton : *Côte Ouest* (rediff.).
 - 15.15 Série : *Tribunal* (rediff.).
 - 15.45 Club Dorothée vacances.
 - 17.10 Série : *Les Rues de San-Francisco*.
 - 18.00 Feuilleton : *Riviera* (4^e épisode). Jeu : *Une famille en or*.
 - 18.55 Feuilleton : *Santa Barbara*.
 - 19.20 Jeu : *La Roue de la fortune*.
 - 19.50 Divertissement : *Le Bébête Show*.
 - 19.55 Tirage du Tac-O-Tac.
 - 20.00 Journal, Météo, Tiercé, Trafic Infos et Tapie vert.
 - 20.40 Feuilleton : *La Vengeance aux deux visages*.
 - 22.15 Variétés : *Bonjour les 70*.
 - 23.25 Documentaire : *Histoires naturelles* (et à 3.50, 4.40, rediff.).
 - 0.25 Journal, Météo et Bourse.
- A2**
 - 13.45 Feuilleton : *Générations*.
 - 14.25 Série : *Histoires de voyous* (rediff.).
 - 16.05 Feuilleton : *L'Age vermeil*.
 - 16.55 Magazine : *Giga*.
 - 18.10 Jeu : *Des chiffres et des lettres*.
 - 19.05 Série : *Mac Giver* (rediff.).
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.45 Documentaire : *Le Planète miracle*. De Mesaru Ikeo. 1. Les Mystères de l'atmosphère (rediff.).
 - 21.45 Cinéma : *Le fils était presque parfait*. □ Film américain de Michael Dinner (1987).
 - 23.15 Journal et Météo.
 - 23.35 Série : *L'Homme à la valise*. Un million de dollars 1^{re} partie, rediff.).
- FR 3**
 - 13.30 Amuse 3 vacances.
 - 14.40 Série : *Justiciers et hors-la-loi*.
 - 15.30 Feuilleton : *La Conquête de l'Ouest*.
 - 16.20 Magazine : *Zapper n'est pas jouer*.
 - 18.30 Jeu : *Quasidans pour un champion*.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
 - 20.05 Divertissement : *La Classe*.
 - 20.45 Cinéma : *Pirates*. ■■ Film français, de Roman Polanski (1986). Avec Walter Matthau, Cric Campion, Charles Lloyd.
 - 22.45 Journal et Météo.
 - 23.05 Cinéma : *Le Locataire*. ■■ Film français de Roman Polanski (1976). Avec Roman Polanski, Isabelle Adjani, Melvyn Douglas.
 - 0.20 *Musique : Carnet de notes*. *Lady's CS*, d'Eric Lolani, par Eric Lolani, trompette, et Cesarus Alwin, piano.
- CANAL PLUS**
 - 13.30 Cinéma : *Miles Missouri*. ■■ Film français d'Elie Chouraqui (1989). Avec Richard Anconina, Hélène de Saint-Père, Wendy Visser.
 - 15.10 Magazine : *24 Heures* (rediff.).
 - 16.05 Cinéma : *Gold*. □ Film britannique de Peter Hunt (1974). Avec Roger Moore, Susannah York, Ray Milland.
 - 17.50 *Dis Jérôme...*
 - 18.05 Canaille peluche.
 - En clair jusqu'à 20.30
 - 18.30 Ca cartoon.
 - 18.50 Top albums.
 - 19.20 Magazine : *Nulla part ailleurs*.
 - 20.30 Cinéma : *Les 1001 Nuits*. ■ Film franco-italien de Philippe de Broca (1989). Avec Thierry Lhermitte, Gérard Philipe, Stéphane Freiss (2^e partie).
 - 22.00 Flash d'informations.
 - 22.05 Cinéma : *Il y a des jours et des lunes*. ■■ Film français de Claude Lelouch (1989). Avec Gérard Lanvin, Patrick Chesnais, Vincent Lindon.
 - 0.00 Cinéma : *Scandal*. ■■ Film britannique de Michael Caton-Jones (1989). Avec John Hurt, Joanne Whalley-Kilmer, Bridget Fonda (v.o.).
 - 1.50 Documentaire : *La Légende de Jimi*.
 - 2.15 Série : *Nick Mancuso*, les dossiers secrets du FBI.
- LA 5**
 - 14.25 Série : *Sur les lieux du crime*.
 - 15.50 Divertissement : *Drôles d'histoires*.
 - 16.20 Tiercé à Envy.
 - 16.45 *Yoppli l'école est finie*.
 - 17.40 Série : *Superkid*.
 - 18.05 Série : *Shérif, fais-moi peur*.
 - 19.00 Série : *Kojak*.
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.25 Sport : *Tennis*. Wimbledon 1991.
 - 20.40 Jour des courses.
 - 20.50 Cinéma : *Angélique et le sultan*. □ Film français de Bernard Borderie (1988).
 - 22.30 Feuilleton : *Le Bateau* (3^e épisode).
 - 23.25 Magazine : *Ca vous regarde*. Thème : mon mari est homosexuel (rediff.).
 - 0.25 Journal de la nuit.
 - 0.35 Demain se décide aujourd'hui.
- M 6**
 - 13.40 Série : *Dis-donc, papa*.
 - 14.05 Série : *Les Saintes Chéries*.
 - 14.35 Série : *Les Passions de Céline*.
 - 15.40 Variétés : *Bleu, blanc, clip*.
 - 16.40 Jeu : *Hit hit hit hurra* !
 - 16.45 Jeu : *Zygomusé*.
- 17.15 Série : L'Homme de fer.**
- 18.05 Série : Mission impossible**.
- 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie**.
- 19.54 Six minutes d'informations**.
- 20.00 Série : Cosby Show**.
- 20.35 Cinéma : Prends ton passe-montagne, on va à la plage**. □ Film français d'Eddy Matalon (1983).
- 22.10 Téléfilm : A un détail près**.
- 0.10 Six minutes d'informations**.
- 0.15 Série : Câlins d'abord**.
- 2.00 Rediffusions**.

LA SEPT

- 16.30 *Musique : Gospel Session*.
- 17.30 *Téléfilm : Le Café des Julefs*.
- 18.30 *Moyen métrage : Monsieur Jean-Claude Vaucherin*.
- 19.00 *Documentaire : Petite chronique d'un calligraphe en Chine*.
- 20.00 *Documentaire : Histoire parallèle*.
- 21.00 *Magazine : Avis de tempête*.
- 23.00 *Documentaire : Portrait de Peter Brook*.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 *Nouvelle. Les Rasers* (extraits de Duboiseries, de Flann O'Brien).
- 21.30 *Profil perdu*. Eric Weil.
- 22.40 *Les nuits magnétiques*. Le musicien et son double.
- 0.05 *Du jour au lendemain*.
- 0.50 *Musique : Coda*. Critiques et musiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 14 décembre à la Philharmonie de Berlin) : *Concerto pour violon, violoncelle, piano et orchestre en ut majeur* op. 56, de Beethoven ; *Symphonie concertante pour hautbois, clarinette, basson, cor et orchestre en mi bémol majeur* K 297b, de Mozart ; *Mort et transfiguration*, poème symphonique n° 24, de R. Strauss, par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. Mark Wigglesworth ; sol. : Guillaume Sutre, Vincent Coq, violons, Raphaël Pidoux, violoncelle, Christian Wetzel, hautbois, Ulf-Guido Schaefer, clarinette, Sergio Azcoitia, basson, Volker Grevell, cor.
- 23.07 *Nuits chaudes*.

Du lundi au vendredi, à 9 heures sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COLEMAN et la collaboration du « Monde »

Au conseil des ministres

M. Mitterrand insiste sur la mobilisation du gouvernement pour l'emploi

Le conseil des ministres, réuni mercredi 3 juillet au palais de l'Élysée, a entendu une communication de M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sur la politique de l'emploi (lire page 33).

M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, qui rendait compte des travaux du conseil, a indiqué que plusieurs ministres sont intervenus sur ce point et ont donné leur soutien à l'effort engagé. Il a précisé que M^{me} Cresson attend de chacun des ministres qu'il apporte sa contribution personnelle à la politique pour l'emploi.

Le premier ministre a observé que la solidarité venait de se manifester déjà avec la signature de l'accord sur la formation professionnelle. Elle a relevé que ce qui est engagé est un grand programme national. Elle a également souhaité que soient mieux connues les initiatives prises en ce domaine. M. François Mitterrand a considéré que le travail accompli est important et il a remercié

M^{me} Aubry de s'attaquer « de façon résolue à ce problème » et « avec clarté d'esprit ». Il a également insisté sur la mobilisation du gouvernement.

M. Roland Dumas a évoqué la situation en Yougoslavie et son caractère « dramatique ». Le ministre des affaires étrangères a mis l'accent sur deux points : « La France reconnaît les deux principes essentiels que sont le maintien de l'intégrité des États et l'apodictisme de la non-violence. Aucun de ces principes ne saurait justifier le recours à la violence et devenir un droit à déclencher un conflit armé ».

« La France, a-t-il assuré, entend qu'il soit fait référence aux principes de la CEE et de la charte de Paris devant conduire au dialogue et à la recherche de solutions négociées. La France ne préconise pas telle ou telle solution particulière mais elle appelle solennellement l'attention sur le drame actuel, qui risque de réveiller les vieux conflits et les oppositions du passé. L'Europe et les institutions européennes doivent clairement faire savoir que l'enchaînement des événements est incompatible avec l'idée d'une Europe nouvelle. » M. Dumas a précisé que la France « soutient l'action de la trilogie européenne en faveur du cessez-le-feu ainsi que l'envoi d'observateurs » et demande à tous d'en accepter le principe.

Le conseil des ministres a également entendu deux communications, l'une faite par M. Hubert Curien, ministre de la recherche, sur l'Europe de la technologie, et l'autre de M. Jean Poperen, consacré au bilan de la session parlementaire. Il a adopté un projet de loi relatif à la sécurité des chaudières et des cartes de paiement (le Monde du 22 juin) et un projet de loi augmentant les effectifs de certains conseils régionaux (lire page 9).

Interrogé sur le refus des groupes communiste et de droite de l'Assemblée nationale d'appliquer le vote personnel pour le projet de loi sur la ville, M. Jack Lang a déclaré : « C'est un peu fort de café de penser que des groupes parlementaires qui ne cessent d'avoir des paroles moralisatrices, voire des larmes de crocodile sur la démocratie en danger, manquent au rendez-vous lorsqu'il leur est proposé par le président de l'Assemblée nationale une réforme de moralisation du travail parlementaire ». Pour le ministre de la culture, porte-parole du gouvernement, cela est « inimaginable ».

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a d'autre part décidé le mouvement préfectoral suivant :

M. Jean-Louis Dufaigne, préfet de l'Essonne, est nommé préfet de la région Franche-Comté, préfet du Doubs.

M. Rémy Pautrat, préfet hors cadre, est nommé préfet de l'Essonne.

M. René Vial, préfet de l'Aube, est placé, sur sa demande, en congé spécial.

M. Joël Gadbin, préfet de la Meuse, est nommé préfet de l'Essonne.

M. Claude Guizard, préfet du Haut-Rhin, est nommé préfet hors cadre.

M. Jean Anciaux, préfet hors cadre, est placé en position de détachement.

Amélioration de l'indemnisation du chômage partiel. L'allocation versée par l'État au titre de l'indemnisation du chômage partiel sera portée de 12,82 francs à 18 francs par heure chômée à partir du 1^{er} janvier 1992, a annoncé mercredi 3 juillet M. Jack Lang, ministre de la culture et porte-parole du gouvernement, à l'issue du conseil des ministres. Cette allocation atteindra « les deux tiers du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) net ».

Antenne 2 : le plan de redressement. Les syndicats dénoncent une « réorganisation » à la hache. 38

Festivals de musique. Miles Davis à Vienne, Sting à Montreux. 42

Services

Abonnements	35
Annonces classées	37 à 39
Automobile	42
Cartes	42
Marchés financiers	40-41
Météorologie	43
Mots croisés	42
Radio-Télévision	43

La rédaction du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 3 juillet 1991 a été tiré à 489 253 exemplaires.

Au Parti socialiste

Les rocardiens demeurent réservés quant à la réunion d'un « congrès édreon »

Un accord semble se dessiner entre les responsables du PS pour la réunion, à la fin de l'année, d'un congrès sans enjeu de pouvoir, qui confirmerait M. Pierre Mauroy au poste de premier secrétaire jusqu'en 1993. Les rocardiens restent, cependant, réservés devant ce qu'ils considèrent comme un « congrès édreon ».

Les discussions entre les principaux dirigeants socialistes devaient aboutir à un accord au comité directeur, les 6 et 7 juillet, sur l'organisation à la fin de l'année d'un congrès extraordinaire, destiné à adopter le nouveau « projet » du PS et à manifester le rassemblement de ses courants en vue des élections du printemps 1992 et du printemps 1993. La dénomination exacte de ce congrès n'est pas encore déterminée, mais il est acquis, à présent, qu'il ne s'agit pas d'un congrès administratif, dont l'objet est de renouveler les instances nationales et fédérales. La répartition du pouvoir à ces deux niveaux sera donc « gelée » jusqu'en 1993, un congrès ordinaire pouvant être prévu pour l'automne de cette année-là.

Unité de façade

Pour M. Pierre Mauroy, qui avait proposé, il y a trois mois, d'avancer la date du congrès, normalement fixé au printemps 1992, ce résultat est un demi-succès. Il assure le premier secrétaire d'être confirmé dans ses fonctions pour deux ans au moins, alors qu'il craignait qu'un congrès ordinaire, réuni au lendemain d'élections régionales et cantonales que les socialistes s'attendent à perdre, n'aboutisse à sa mise en minorité au terme d'une offensive de M. Laurent Fabius et de ses amis. Le maire de Lille pouvait redouter, d'ailleurs, à l'inverse, de faire les frais d'une alliance entre les rocardiens et les jospinistes, qui auraient pu proposer, eux aussi, un changement de premier secrétaire.

Les Pays-Bas souhaitent équiper les poids lourds de limiteurs de vitesse

LA HAYE

de notre correspondant

Les Pays-Bas profiteront de la présidence de la CEE, qu'ils assument depuis le 1^{er} juillet, pour avancer l'idée d'équiper les poids lourds et les autobus circulant dans la Communauté d'un limiteur de vitesse.

Il s'agirait d'une « boîte noire » embarquée dans les véhicules concernés d'enregistrer la vitesse maximale autorisée et de remplir, par ailleurs, la fonction actuellement dévolue au « disque noir » qui

Fondateur de l'entreprise de skis

M. Georges Salomon passe la main

Quarante-quatre ans après avoir fondé son entreprise à Annecy, M. Georges Salomon, soixante-cinq ans, président-directeur général du groupe Salomon, a décidé de quitter les commandes, au terme du plan de restructuration qui doit permettre à la firme de fixations et de chaussures de ski de sortir du « rouge » (le groupe a enregistré une perte de 257 millions de francs lors du dernier exercice).

A compter du 4 septembre, le groupe sera géré par un directeur général, un Breton de trente-sept ans qui occupait jusqu'à présent le fauteuil de directeur général. M. Bernard Salomon, trente-cinq ans, l'un des fils du fondateur, prendra la direction du directeur.

M. Georges Salomon gardera toutefois un œil sur son entreprise : il deviendra président du conseil de surveillance du groupe.

Le caractère « extraordinaire » du congrès — ou de la convention, ou des assises — qui devrait se réunir à la fin de l'année n'est pas, cependant, la réussite de M. Mauroy, dans la mesure où il n'aura pas réussi à doter le PS d'une véritable majorité, que celle-ci se constitue sur une motion l'emportant sur une autre dans le vote des militants, ou quelle soit sous-jacente à une motion unanime. Les adhérents du parti seront invités, en effet, à se prononcer sur le « projet » préparé par M. Michel Charzat, qui en est chargé au secrétariat national, sans que soient annexées à celui-ci des listes de candidats au comité directeur et aux instances fédérales. Le lien que souhaitait établir M. Mauroy entre la compétition des courants et les propositions idéologiques et politiques ne sera pas établi.

Cette formule pourrait même avoir pour résultat paradoxal de permettre à M. Jean-Pierre Chevènement et à ses amis de proposer au vote des militants un « contre-projet », sans risquer de perdre, pour autant, leur place dans les directions nationale et fédérales. Le « rassemblement » des socialistes est à ce prix, celui d'un parti uni au niveau de ses responsables, mais divisé sur ses idées, ceux qui sont censés partager les mêmes conceptions étant, en outre, séparés par des rivalités d'ambition et de stratégie personnelles. M. Mauroy a proposé, mardi 2 juillet, lors de la réunion hebdomadaire du comité de coordination du PS, qui réunit un membre de chacun des cinq courants représentés à la direction, un « pacte » de bonne conduite, par lequel ils s'engageraient à améliorer le travail en commun dans les mois à venir.

Sans être hostiles, naturellement, à un tel pacte, les rocardiens maintenaient, mercredi matin, leurs réserves devant ce qu'un de leurs responsables, M. Gérard Lindeperg, appelle un « congrès édreon », qui ne clarifierait la situation ni vis-à-vis de l'opinion publique ni pour les militants. Si le scénario paraît bien écrit, sa mise en scène, dans les jours qui viennent, pourrait connaître encore quelques péripéties.

PATRICK JARREAU

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Demi-poste

VOUS vous souvenez de ce billet intitulé « Poste restante », où je vous parlais de milliers de lettres en souffrance qui ne peuvent pas être acheminées faute de personnel ? Là-dessus, coup de fil d'une lectrice, Anne-Marie Toimen, elle s'appelle. Contrôleur au bureau de Lannion. Quatre gosses, dont l'aîné a huit ans. Son mari bossé au CNET. Après la naissance du dernier, ils prennent, l'un puis l'autre, un congé parental de six mois. Après quoi ils demandent, l'un et l'autre, à reprendre un travail à temps partiel.

Pour lui, c'est oui, pas de problème. Pour elle, c'est non, pas question. Démarches tous azimuts, requêtes, recours, manifs, pétitions, dégelée d'articles dans la presse régionale, sans succès. Lettre à madame l'ex-secrétaire d'État aux droits de la femme. Réponse : le travail à 80 ou 50 % n'est pas de nature à assurer la promotion de la femme dans la vie économique et sociale du pays. Il ne va donc pas dans le sens de l'égalité entre les sexes.

Tête du papa-poule engagé entre sa planche à repasser et sa

table à langer en lisant cette bafouille ! Elle vaut son pesant de couches-culottes, avouez. Surtout quand on pense à cette France grisonnante, mamie frustrée, pleurnichant sur ses berceaux vides : Je veux des petits enfants, sinon qui c'est qui va la payer, ma retraite, hein ?

Mais le plus farce, ce sont ses efforts désespérés pour résorber le chômage : Qu'est-ce que vous voulez que j'en fasse, moi, de ces millions de demandeurs d'emploi ? Si tu commences par refiler à un agent auxiliaire sur le sable, c'est pas ce qui manque dans le coin, le demi-poste qu'elle libère, cette jeune mère-courage. Il en faut, croyez-moi, là, aujourd'hui, pour élever des gamins tout en continuant à gagner ne serait-ce qu'une moitié de vie !

Mais ça non, rien à faire ! Ils refusent obstinément, les PTT. La raison ? Je vous la donne en mille : ils sont pas suffisamment motivés, ces employés à la petite semaine, pas assez attentifs aux besoins des usagers, pardon : des clients. Alors, plutôt un quichet fermé qu'un mi-temps derrière !

Au sein du groupe Livre Hachette

M. Claude Durand prend la direction de Stock

Un plan de restructuration vient d'être décidé chez Stock, filiale du groupe Livre Hachette. Ce plan est l'un des premiers effets du départ, le 23 mai, de M. Jean-Claude Lattès, ancien directeur du groupe Livre (le Monde du 24 mai). Il prévoit de garder seulement cinq des quinze personnes employées chez Stock. Des propositions de reclassement à l'intérieur du groupe Hachette seront faites au personnel licencié. A la direction d'Hachette, on souligne les résultats négatifs de Stock et les « énormes pertes d'argent » dues à des politiques éditoriales contradictoires.

M. Claude Durand, PDG de Fayard, nommé conseiller pour les questions éditoriales d'Hachette Livre au moment du départ de M. Lattès, est le maître d'œuvre de ce plan de restructuration. Il cumule ces deux fonctions avec celle de PDG de Stock en remplacement de M. Alain Carrière, à l'automne. Pour M. Durand, il s'agit d'un « rapprochement » entre les deux maisons, qui permettra à Stock de repartir sur « des bases saines ». « Stock ne sera certainement ni une filiale, ni un département, ni une collection de *Rayards*, souligne-t-il. Chez Stock, au contraire, on estime qu'on enterre un mort vivant ».

Le programme de rentrée, qui comprend des livres d'André Brink et de Rachid Mimouni, est maintenu. Selon M. Durand, Stock sortira quinze à vingt nouveautés par an et s'emploiera à exploiter les fonds très importants, notamment en littérature étrangère.

EN BREF

James Brown autorisé à sortir des États-Unis. — Le chanteur et musicien américain James Brown a repu, mardi 2 juillet, l'autorisation de la cour de Caroline du Sud de quitter les États-Unis. Il se produira donc vendredi 5 juillet dans le cadre du Winston Legend Festival à Issy-les-Moulineaux, près de Paris, à 20 h 30. Le chanteur avait dû annuler les concerts prévus les 1^{er} et 2 juillet dans le cadre de ce festival. Les tickets déjà vendus pour ces deux dates sont valables pour le concert de vendredi.

Décès de l'actrice Lee Remick. — L'actrice américaine Lee Remick est décédée, mardi 2 juillet, à Los Angeles d'un cancer du foie. Elle avait cinquante-cinq ans. Après un début de carrière brillant à la fin des années 50 — elle a tourné avec quelques grands metteurs en scène : Elia Kazan, Otto Preminger, Don Siegel, etc. — elle se consacrait bientôt aux productions télévisées et tenait les premiers rôles de séries et téléfilms importants (*L'Amour en héritage*).

Vague de grèves dans les transports italiens. — Les transports italiens devraient être très perturbés

D'autre part, M^{me} Nicole Lattès, épouse de l'ancien directeur du groupe Livre Hachette, quitte ses fonctions de directrice des Editions Lattès, filiale d'Hachette. Elle fut notamment l'éditrice d'Irène Frain et de Nadine de Rothschild.

PATRICK KÉCHICHIAN

Olivetti renonce à participer à la reprise de Goupil

Le groupe informatique italien Olivetti a confirmé mardi soir 2 juillet son retrait du dossier de sauvetage de SMT Goupil, le fabricant français de micro-ordinateurs professionnels. « A la demande des pouvoirs publics, précise la firme italienne, Olivetti avait envisagé de participer, avec le rôle d'opérateur industriel, à l'étude et à la mise en place très rapide d'un plan permettant la reprise de SMT Goupil. Malgré les efforts des pouvoirs publics, les conditions financières d'une mise en œuvre de ce plan, clairement définies à l'origine, n'ont pu être remplies dans un délai raisonnable et Olivetti a dû renoncer à ce projet, dont l'exécution est devenue impossible ».

Le programme de rentrée, qui comprend des livres d'André Brink et de Rachid Mimouni, est maintenu. Selon M. Durand, Stock sortira quinze à vingt nouveautés par an et s'emploiera à exploiter les fonds très importants, notamment en littérature étrangère.

Le mensuel PASSAGES LA RÉUSSITE DES PROTESTANTS P. Joutard, J. Ellul, A. Dumas, L. Hamon VENTE EN KIOSQUE 36 F